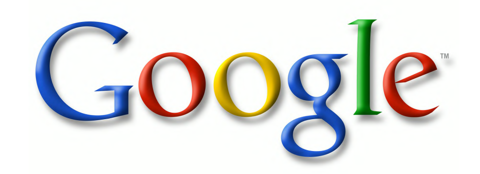
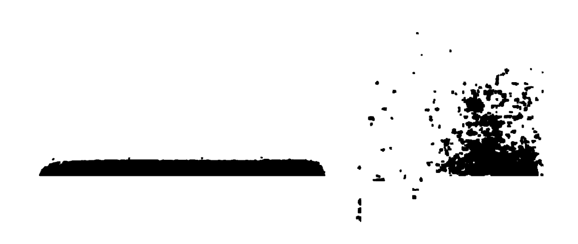





80.021
896
1073









DES
TROIS DERNIERS MOIS
DE L'AMÉRIQUE
MÉRIDIONALE
ET
DU BRÉSIL.



SE VEND :

A Bordeaux, chez { Gayet, libraire. / Madame veuve Bergeret, libraire.

A Strasbourg, chez Treuttel et Wurtz, libraires.

A Montpellier, chez Gabon, libraire.

A Bruxelles, chez Le Charlier et De Mat.

A Marseille, chez Masvert, libraire.

A Rennes, chez de Kerpen et Duchesne, libraires.

A Lille, chez Vanackere, libraire.

A Clermont-Ferrand, chez Thibaut-Landriot, imp.-lib.

A Amiens, chez Allo.

A Vienne (Autriche), chez Schalbacher, libraire.

A Londres, chez { Bossange et Masson, 14 Great-Marlborough-Street. / Treuttel et Wurtz, libraires, 30 Sho-Square.

A Amsterdam, chez { Delachaux, libraire. / Dufour, libraire.

A Manheim, chez Fontaine.

A Varsovie, chez Gluckberg et comp., libraire.

A Perpignan, chez Alzine, libraire.

A Breslaw, chez Th. Korn, libraire.

A Turin, chez Bocca, libraire.

A Genève, chez Paschoud, libraire.

DES

TROIS DERNIERS MOIS

DE L'AMÉRIQUE

MÉRIDIONALE

ET

DU BRÉSIL,

SUIVIS

DES PERSONNALITÉS ET INCIVILITÉS DE LA QUOTIDIENNE ET DU JOURNAL DES DÉBATS.

PAR M. DE PRADT,

ANCIEN ARCHEVÊQUE DE MALINES,

Auteur de l'*Ouvrage sur les Colonies*.

DEUXIÈME ÉDITION,

revue, corrigée et augmentée.

PARIS,

F. BECHET, LIBRAIRE,

RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, No 11.

AOUT 1817.



AVIS.

Les formalités voulues par la loi ayant été remplies, je poursuivrai devant les Tribunaux les Contrefacteurs ou Débitans d'Edition contrefaite; tous les exemplaires sont signés par l'Editeur.

AVERTISSEMENT
DE L'AUTEUR.

On donnera suite à l'écrit que l'on publie aujourd'hui, en analysant successivement les événemens qui auront lieu dans l'ordre colonial, à mesure qu'ils se développeront; mais on ne s'astreindra point, pour leur publication, à d'autre ordre qu'à celui de l'importance de ces mêmes événemens.

Les lumières des lecteurs corrigeront les fautes qui pourront nous échapper sur les localités, sur les acteurs, sur les faits; et leur justice, en tenant compte

qu'on les approche, vous font passer sous leur joug....

L'ouvrage *des Colonies* (1) date du mois de février dernier : pendant qu'on le composait à Paris, tout ce qu'il renferme de principes, comme tout ce qu'il énonce de conjectures se réalisait en Amérique. L'injure était encore sur les lèvres de quelques hommes que ces principes dépassent, et que ces annonces dérangent dans leurs calculs, et déjà ils avaient reçu une application complète dans l'hémisphère dont cet écrit analysait la condition élémentaire, et indiquait le sort à venir. Les *Débats* et la *Quotidienne* chantaient leur victoire, lorsque d'immenses catastrophes attestaient la vanité de leurs triomphes (2)... Ils n'étaient pas moins

---

(1) 2 vol. in-8°. Prix 12 fr. ; chez BECHET, libraire, rue des Grands-Augustins, n° 11.

(2) Voyez ce que la *Quotidienne* et le *Journal des Débats* se sont permis sur l'ouvrage *des Colonies*.

Voyez aussi la note à la fin de cet ouvrage, intitulée : *des Personnalités et Incivilités du* Journal des Débats *et de la* Quotidienne.

battus à Paris, que les Espagnols ne l'étaient en Amérique...

La victoire a placé ses arrêts entre les détracteurs et nous. Nous n'avons donc plus à nous en occuper. Qui a la victoire pour vengeur, n'a pas besoin de rien mettre du sien auprès d'un si noble soutien. Nous nous étions proposé de présenter au public, à la fin de l'année, le tableau des événemens qui, pendant ce laps de temps, auraient eu lieu en Amérique. Le rapprochement des principes de l'ordre colonial, avec les faits qui se passent aux Colonies; l'analyse de la marche, soit progressive, soit rétrograde de l'indépendance, nous avaient paru n'être pas entièrement dépourvus d'utilité. Mais le temps, ce terrible improvisateur, qui fait ses calculs à part, et qui ne subordonne les siens à ceux de personne; le temps, qui aujourd'hui vole avec des ailes armées de faux, ne s'est pas soumis à nos petites combinaisons. C'est à son heure qu'il faut marcher, et non pas à la nôtre, si nous ne voulons renoncer à ne plus l'atteindre. Nous

avons été réveillés au bruit des événemens vraiment immenses qui viennent de se passer dans l'ordre colonial.

Ce sont :

1° La querelle de la cour du Brésil avec l'Espagne, relativement à l'occupation de Monte-Video. L'intervention des cinq puissances.

2° L'indépendance proclamée à Fernambouc.

3° La tentative faite en Portugal, non pas contre le roi de Portugal, mais contre le roi du Brésil, régnant du Brésil en Portugal. Car ce n'est point contre l'autorité, mais contre l'absence du roi que le Portugal a conspiré...

4° La défaite et la mort du général Morillo, et le renouvellement de la guerre dans les sept provinces qui composent le royaume de Terre-Ferme.

5° La victoire de Buenos-Ayres sur le Chili, l'agrégation de cette contrée à l'indépendance, et l'influence de cette victoire sur l'affranchissement du Pérou, de manière à

compléter la destruction, l'effacement de la puissance espagnole dans l'Amérique méridionale; tels sont les cinq grands faits qui sont venus dévoiler l'état présent et à venir de cette partie du globe.

Sans doute il serait très-facile d'ajouter à ces faits principaux des aperçus sur ceux qui, dans le même temps, ne peuvent manquer d'avoir eu lieu au Mexique et dans les Florides. Le principe d'action étant le même partout, les faits qui en découlent, doivent l'être aussi. La même tendance vers l'indépendance qui a triomphé au midi de l'Amérique, agit dans le nord de l'Amérique espagnole; aujourd'hui cette tendance est si générale dans cette contrée, que l'on pourrait dire qu'elle est dans l'air qui l'enveloppe, et que tous les Américains veulent respirer. Mais comme cette seconde partie du théâtre est moins bien éclairée que la première, nous nous bornerons à l'analyse de celle-ci.

Avant de l'entreprendre, qu'il soit permis d'observer :

1°. Qu'à la distance où nous sommes placés de la scène, avec les lents et étroits canaux par lesquels circulent les informations que l'Europe reçoit sur deux pays, sur lesquels on ne lui dit pas tout, il n'est possible de parler que des masses. Les détails ne peuvent nous appartenir, et d'ailleurs, ils seraient infinis... Mais ces masses, malgré leur isolement, nous suffisent ; elles fournissent des points d'appui ; et dès que l'on sait où poser son levier, on n'est plus embarrassé du fardeau qu'il doit soulever.

2° Que nous parlons seulement d'ordre colonial, de mouvemens des Colonies, d'intérêts relatifs aux Colonies, ou créés par elles, de circonstances propres à hâter, ou bien à arrêter l'essor des Colonies vers l'indépendance, et rien de plus ; que nous ne prétendons juger ni des droits des parties, ni de la moralité de leurs actions, mais seulement de la partie politique de ces actions, qui consiste dans leur origine, et dans leur résultat politique.

Quiconque nous prêtera ou exigera de

nous une autre intention, ou bien une autre direction, ou ne nous entend point, ou peut se dispenser de nous lire.

Il faut qu'il y ait sûreté en écrivant, comme en toute action de la vie, et pour cela qu'on ne cherche et que l'on ne voie dans un livre que ce qu'on a voulu y mettre, et ce qui s'y trouve en réalité.

BRÉSIL.

Une invasion force le roi de Portugal de chercher un asile au Brésil. Jamais prince ne se trouva dans une position plus singulière.

L'ennemi venait régner chez lui, sous son nom, à son profit propre, et non à celui du roi.

Restait-il à Lisbonne? Honorable captif, il perdait le Brésil de deux manières : 1° par la séparation de la Colonie qui se fût déclarée indépendante d'une métropole subjuguée par l'étranger; le prétexte était honnête : le Brésil eût été aussi habile à en pro-

Le vaisseau qui portait le roi de Portugal dans le nouveau, portait dans ses flancs de nouvelles destinées pour l'univers.

Ce germe d'événemens si puissans fut alors à peine aperçu; il fallait tout ce qui vient de se passer pour y ramener l'attention.

Par le changement de la résidence du roi, tout l'ordre ancien du Portugal à l'égard du Brésil, et tout celui du Brésil à l'égard du Portugal, se trouvèrent intervertis; l'un prit la place de l'autre. Il y eut deux actions simultanées et opposées, dans le temps que l'on n'en apercevait qu'une seule et uniforme: car il se forma sur-le-champ deux nouvelles combinaisons entre le Portugal, devenu colonie, et le Brésil devenu métropole; entre le Brésil aspirant à conserver le roi, et le Portugal aspirant de son côté à le récupérer; entre le Brésil vivifié et enrichi par la présence du souverain, et le Portugal humilié, appauvri par son absence, et tout désappointé par son éloignement.

Ici se présentaient nécessairement deux actions, deux mouvemens.

1° Ce qu'allait faire le roi dans son nouveau séjour;

2° Ce qu'allait faire le Portugal dans son nouveau délaissement.

En suivant ceci, on trouvera la clef de tout ce qui est arrivé de part et d'autre. Pour le bien comprendre, il faut demander 1° ce qu'a fait le roi de Brésil depuis qu'il y est fixé.

2° Ce qu'il devait faire.

Quant à la première question, on y répondrait fort bien par deux mots applicables aux Gouvernemens quiétistes du midi de l'Europe, aussi-bien qu'au Brésil, ce que l'on faisait, rien ou presque rien. On laissait faire en Portugal; on ne faisait presque rien au Brésil.

Lorsque la résurrection des souverainetés abolies par Napoléon et par ses devanciers, eut lieu en 1814, le retour du roi en Portugal fut annoncé. Nous devons au parlement d'Angleterre, seul moyen qui existe en Europe, de recevoir des instructions un peu étendues sur les Colonies, d'avoir appris,

par l'organe de lord Castlereagh, qu'à cette époque le roi projetait de repasser en Europe, et qu'il avait demandé une flotte au Gouvernement anglais pour l'y transporter : chose étrange, aussi contraire à l'honneur actuel du Portugal qu'à sa gloire passée, de voir le successeur des souverains auxquels l'Europe dut la connoissance de tant de terres, et dont le pavillon domina si hardiment les mers de l'Inde, réduit à ne pouvoir traverser l'Océan et se rendre chez lui qu'à l'aide du pavillon anglais!

Cette première résolution n'eut pas de suite; le prince resta au Brésil. Les ténèbres, dont les cours despotiques du midi aiment à s'envelopper, ont dérobé les motifs de la prolongation de ce séjour. Il n'est point déraisonnable de penser qu'il a eu deux causes.

1° La nécessité de ne pas s'éloigner du siége du mouvement qui agite l'Amérique espagnole. Le Brésil est placé au centre; il ne peut se soustraire à ses effets : par la translation du roi, il a acquis l'objet principal de ce même mouvement, celui de fixer le Gou-

vernement de ces contrées au milieu d'elles-mêmes. L'Amérique combat pour conquérir ce que le Brésil a acquis sans combats, et possède... un souverain indépendant de l'Europe, la fin de l'ordre purement colonial...

2° La difficulté de laisser le Brésil à lui-même, sans s'exposer à le perdre en retournant en Portugal : car on en est là. Le Brésil, après avoir joui de la présence du roi, après s'être flatté de le conserver, ne le restituera point sans une extrême répugnance et sans de très-graves conséquences : il faut y regarder, lorsqu'on pose certaines prémisses, et bien faire attention aux conséquences qu'elles peuvent avoir. Le Brésil ne rendrait pas le roi avec le même plaisir, le même empressement qui éclatèrent à son arrivée : avant de faire un pas comme celui-là, il fallait s'assurer que l'on pût revenir en arrière. La présence du roi au Brésil y est la vraie sauve-garde de la souveraineté de la maison de Bragance dans cette contrée, et son éloignement en deviendrait le terme. Le roi en partant laisserait l'indépendance dans

sa capitale délaissée. Quoi qu'il en soit de la réalité de ces conjectures qui, réunies ou séparées, n'offrent rien d'improbable, le roi est resté au Brésil. La guerre était loin de ses frontières : car une grande distance sépare ses Etats de la rivière de la Plata. Le théâtre de la guerre s'éloignait en s'étendant vers le Pérou et le Chili, placés dans une direction opposée au Brésil. Artigas n'était pas inquiétant. Buenos-Ayres était trop occupé pour chercher à se créer un ennemi de plus en attaquant le Brésil.

Le maintien de la paix était donc dans les mains du gouvernement du Brésil, et cependant on ne tarda point à voir une flotte portugaise s'avancer contre Monte-Video, et les feux de la guerre s'allumer à la suite de ceux d'un double hymen. Après beaucoup de marches et de contre-marches dont le public ne pénétrait point le but, et dont le Brésil ne déclarait point le motif, Monte-Video fut occupé. Les proclamations furent ce qu'elles sont en pareil cas, la justice du droit, la tendresse pour les captu-

rés, le bonheur pour tous. En regardant ces démarches par rapport à l'Espagne, on se demandait comment on faisait marcher de front une double alliance avec une invasion, comment on tirait l'épée en se donnant la main.

En regardant du côté de l'Amérique, on se demandait comment le souverain de l'étroit Portugal, transplanté naguère dans les espaces immenses du Brésil, s'y trouvait déjà trop à l'étroit, et y éprouvait le besoin de s'élargir aux dépens de ses voisins. On se demandait comment il s'exposait à la guerre avec des hommes dont le caractère opiniâtre devait lui être connu : car un Espagnol, pour être transplanté en Amérique, n'est pas moins tenace qu'en Europe, et les Portugais sont à portée de le savoir mieux que qui que ce soit. De plus, le Brésil provoquait à la guerre des hommes armés de principes diamétralement opposés à sa propre existence, comme il oubliait à la fois qu'il se trouvait au milieu d'un foyer de républicanisme, et que sa population

était formée, en grande partie, d'esclaves rongeant leur frein, et trop disposés à imiter leurs semblables, émancipés en tant d'endroits. Mais rien n'a pu le retenir; l'on a vu comme il s'est précipité dans cette fatale entreprise. Il faut que le bien mal acquis ait bien bon goût, pour vouloir s'en pourvoir à ce prix; mais s'il a bon goût, quelquefois aussi il est de dure digestion. Les choses en étaient là; les Portugais établis tant bien que mal à Monte-Video (1),

(1) *Times*, 10 *juin*. Nous apprenons que la frégate portugaise l'*Amphion*, arrivée de Monte-Video à Rio-Janeiro, y a apporté la nouvelle que les troupes portugaises de la Plata étaient dans un état complet d'insubordination, et que leur chef, le général *Le Cor*, avait informé son souverain que, si on ne lui envoyait point de nouvelles troupes et des munitions, il ne pourrait se maintenir long-temps dans le pays qu'il occupait. Il paraît également que le gouvernement de Buenos-Ayres a définitivement déclaré la guerre au Brésil.

Cette demande de renforts n'arrive point à propos. On sait que les Portugais de Monte-Video n'en peuvent sortir; ils y sont comme les Français étaient à Sarra-

Buenos-Ayres les menaçant, lorsque le roi du Brésil a éprouvé coup sur coup trois événemens fort propres à le faire rentrer en lui-même, et à aggraver ses embarras. Ce sont :

1° L'intervention des puissances.

2° L'insurrection de Fernambouc.

3° Le complot de Lisbonne.

Il paraît, d'après la notification des puissances, que la conduite de la cour du Brésil a aussi peu obtenu leurs suffrages, que la modération et la noble attitude de celle de Madrid a concilié leur estime à celle-ci, et lui a mérité leur appui. On en jugera par la pièce ci-jointe (1). Nous n'avons

gosse et dans les villes d'Espagne, enfermés dans leur enceinte, massacrés dès qu'ils en sortaient. Le bétail des plaines qui avoisinent Monte-Video, a été écarté par les gardiens : les Portugais y sont livrés à leurs propres ressources.

(1) *Déclaration des Cours médiatrices au Marquis d'Aguiar, Ministre Secrétaire-d'Etat des affaires étrangères du roi de Portugal.*

L'invasion d'une partie des possessions espagnoles

pas à nous occuper du fond de l'affaire qui divise l'Espagne et le Portugal; mais

---

sur la rivière de la Plata, par les troupes portugaises, n'a pas été plutôt connue en Europe, qu'elle a été le sujet des démarches officielles et simultanées faites de la part du cabinet de Madrid auprès des cours de Vienne, Paris, Londres, Berlin et Saint-Pétersbourg, dans la vue de protester solennellement contre cette invasion, et de réclamer leur appui contre une telle agression.

Peut-être la cour de Madrid aurait-elle pu se croire autorisée à recourir sans délai aux moyens de défense que la Providence lui a fournis, et à repousser la force par la force; mais, guidée par un esprit de sagesse et de modération, elle a désiré d'abord employer les moyens de négociation et de persuasion; et, malgré les inconvéniens qui pouvaient en résulter pour ses possessions d'outre-mer, elle a mieux aimé s'adresser aux cinq puissances ci-dessus mentionnées, afin de parvenir à un arrangement amical avec la cour du Brésil, et d'éviter une rupture dont les conséquences seraient également désastreuses pour les deux pays, et pourraient même troubler le repos des deux mondes.

Une si noble résolution ne pouvait qu'être accueillie avec l'approbation entière et unanime des ca-

bien de ses résultats politiques dans l'ordre colonial.

---

binets auxquels la cour d'Espagne s'est adressée. Animées du désir de prévenir les funestes conséquences qui pourraient résulter d'un tel état de choses, les cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie, également amies de l'Espagne et du Portugal, après avoir pris en considération les justes réclamations du cabinet de Madrid, ont chargé les soussignés de faire connaître au cabinet de Sa Majesté Très-Fidèle :

Qu'elles ont accepté la médiation qui leur a été demandée par l'Espagne ;

Qu'elles ont vu avec une peine réelle, et non sans surprise, qu'au moment même où un double mariage semblait serrer plus étroitement les nœuds qui existent déjà entre les maisons de Bragance et de Bourbon, et où une telle alliance devait rendre les rapports entre les deux pays plus intimes que jamais, le Portugal ait envahi les possessions espagnoles situées sur la rivière de la Plata, et que cette invasion n'ait pas même été précédée d'une explication ou d'une déclaration préalable ;

Que les principes d'équité et de justice qui dirigent les conseils des cinq puissances et la ferme résolution

Or, en poursuivant l'examen dans ce sens, nous trouvons que, par son agression contre Monte-Video, le roi du Brésil

---

qu'elles ont adoptée de conserver, par tous les moyens en leur pouvoir, la paix du monde achetée par de si grands sacrifices, les ont déterminées à prendre connaissance de cette affaire, avec l'intention de la terminer de la manière la plus équitable et la plus conforme aux intérêts et à la tranquillité des autres Etats;

Que lesdites cours ne se dissimulent pas qu'une querelle entre le Portugal et l'Espagne pourrait troubler cette tranquillité et occasioner une guerre en Europe, qui non seulement serait funeste aux deux Etats, mais incompatible avec les intérêts et le repos des autres puissances;

Qu'en conséquence elles ont résolu de faire connaître au Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle leurs sentimens à ce sujet; de l'inviter à fournir des explications suffisantes sur ses projets, à prendre les mesures les plus promptes et les plus efficaces pour dissiper les alarmes bien fondées que son invasion des possessions espagnoles a déjà causées en Europe, et à satisfaire aux justes réclamations de l'Espagne, aussi-bien qu'aux principes de justice et d'impartialité qui dirigent les puissances médiatrices.

1° Exposait son pays à une attaque de la part des Espagnols;

2° Diminuait ses forces par l'emploi qu'en exigeait sa nouvelle possession, et l'opposition probable de Buenos-Ayres;

3° Portait à des mécontentemens intérieurs.

Les preuves de ces trois assertions ne se sont point fait attendre.

Le refus d'écouter des demandes aussi équitables ne laisserait aucun doute relativement aux intentions réelles du cabinet de Rio-Janeiro. Les désastres qui pourraient en résulter pour les deux hémisphères seraient imputés entièrement au Portugal; et l'Espagne, après avoir vu l'Europe entière applaudir à sa conduite pleine de sagesse et de mesure, trouverait dans la justice de sa cause et l'assistance de ses alliés des moyens suffisans pour le redressement de ses griefs.

Les Soussignés, en s'acquittant des ordres de leurs cours respectives, ont l'honneur d'offrir à Son Excellence le marquis d'Aguiar l'assurance de leur haute considération.

Signé, VINCENT, RICHELIEU, STUART, GOLTZ, POZZO DI BORGO.

Car, 1° Artigas s'est lancé sur la partie du Brésil qui avoisine son territoire; il a fait à la fois la guerre et l'insurrection; et quelle insurrection? La plus désastreuse de toutes, celle des Nègres esclaves. De son côté, Buenos-Ayres, débarrassé des armées royales du Chili et du Pérou, enflé par ses succès, s'apprête à demander au Brésil un compte sévère de son agression. Qui sait jusqu'où le ressentiment menera ce nouveau Gouvernement, et s'il ne tentera pas de se débarrasser d'un voisin incommode, dont l'existence politique n'a plus rien de commun avec la sienne propre?

2° Le roi du Brésil, attaqué par ses propres sujets, peut avoir le temps de regretter les troupes qu'il a comme perdues dans cette entreprise infortunée. Quel temps ne faut-il pas pour les ramener de Monte-Video à Fernambouc, et qu'en restera-t-il après tant de courses dans ces climats meurtriers?

Dans cet acte, tout est donc aussi mal calculé en morale qu'en politique, et il est rare de réunir à la fois plus d'inconvéniens et plus

d'inconvenances. Mais ce qui est le plus à remarquer, c'est comment, par cet acte, le gouvernement du Brésil, sans le savoir ni le vouloir, se faisait l'auxiliaire très-actif de l'indépendance américaine. Suivons ceci.

Le Portugal arme en Amérique.

L'Espagne arme en Europe.

Mais ces armemens sont pris sur ceux que réclamait l'agonie de la domination espagnole en Amérique. Tout ce qui est retiré des envois qui pouvaient y être faits, est donc autant de retiré des moyens de la combattre; ce sont autant d'allégemens en faveur de l'Amérique; par conséquent, le roi du Brésil faisait une diversion très-active en faveur de l'indépendance américaine, en forçant l'Espagne à retenir en Europe les troupes dont elle avait besoin en Amérique. C'est ainsi que dans ce moment le complot de Lisbonne, en la forçant de se prémunir chez elle, tourne encore au profit de l'indépendance américaine, et que le Portugal lui est aussi fatal en Europe que le Brésil l'est en Amérique, et que l'un lui nuit à ses portes

autant que l'autre le fait loin d'elle... Voilà comme tout se tient et se perd à défaut d'être bien remarqué... Il y a plus : le roi du Brésil, en attaquant Monte-Video, se déclarait l'ennemi des indépendans ; en même temps par sa diversion il les soutenait en Europe ; il s'exposait en Europe aux coups de l'Espagne, en Amérique à ceux des indépendans, et compromettait à la fois ses anciens et ses nouveaux domaines.

2° Qu'avait à faire le roi du Brésil? La réponse est simple : le contraire de ce qu'il a fait... Le succès de cette direction aurait correspondu à l'infortune de celle qu'il a suivie.

Ici se développent dans tout leur jour les inconvéniens de faire gérer les affaires nouvelles par les hommes anciens, l'incompatibilité de la vieillese des idées et des mains avec la jeunesse des objets auxquels on veut les appliquer, ou que l'on prétend manier : c'est le procès de l'hiver contre le printems ; il est toujours perdu d'avance et avec dépens. Ceci vaut la peine d'être examiné.

Il faut de la force dans l'esprit et dans l'âme pour déposer les idées et les habitudes d'une vie entière. L'épreuve dépasse les facultés des hommes faiblement trempés. Si quelque chose cependant est propre à suppléer à ce qui manque à cette trempe, c'est la transplantation sur des terres entièrement neuves, et qui n'offrent aucun des objets que l'on avait l'habitude de rencontrer : alors on est aidé pour se détacher de soi-même. La métamorphose des choses peut produire celle des dispositions morales; les exemples ne manquent pas tout-à-fait, et l'on a vu des hommes qui avaient su la subir. Il faut donc, quand on est contraint de se détacher d'un ordre ancien, savoir adopter le nouveau dans lequel on se trouve placé, avec résignation, plénitude et fermeté. Le mélange du vieux et du neuf n'est propre qu'à les gâter tous les deux à la fois. La franchise de la marche sauve une partie de ses difficultés. Qu'avait donc à faire le roi de Portugal transplanté au Brésil? Se faire franchement Brésilien; cesser, de l'Amérique, de regarder le

Portugal d'un œil de regret; d'avancer, et puis de reculer dans la route qui y ramenait. C'est là être mené par les événemens, et non point les diriger, comme il appartient au chef d'un Etat de le faire.

Au lieu de s'amuser à regretter un Etat aussi borné que le Portugal, une âme élevée, aurait remercié le Ciel de la nécessité qui l'avait portée sur des terres sans bornes par leur espace, sans limites dans leurs richesses, sans termes dans les nouvelles destinées que la révolution de l'Amérique prépare à l'univers. Vassal, ou inférieur de tout le monde en Europe, le roi du Brésil, en touchant la terre d'Amérique, acquérait un volume immense : il entrait dans la politique de l'univers, dans laquelle, par ses Etats d'Europe, il tient une si petite place. Assujetti dans son ancien séjour, il devenait indépendant dans le nouveau, et participait au système d'émancipation, qui est la nouvelle vie des contrées qui l'entourent. Par lui, la royauté conservait un point d'appui en Amérique, avec un représentant, et les

trônes de l'Europe lui devaient de n'y avoir pas perdu toute espèce de ressemblance.

Voilà le rôle sublime auquel un intérêt bien entendu appelait le nouveau roi du Brésil.... Ajoutez qu'expulsé de l'Europe par une invasion, il ne devait jamais se permettre d'envahir.... Ajoutez qu'habitant l'Amérique, il devait être tout Américain; que, placé sur une terre où tout tressaille au nom de la liberté, il ne devait point présenter un gouvernement despotique à aucune de ses parties, et en élevant ses vues encore plus haut; ajoutez que, puisque le sort l'avait donné à l'Amérique, il devait se faire adopter par elle en se liant franchement à sa cause, et en abrégeant par là les douleurs que lui cause l'enfantement de la liberté. Alors le *nouveau-né* de l'Amérique devenait son égide, et la reconnaissance attachait l'Amérique à son char. Il a eu le choix entre ce rôle et celui qu'il a joué: Pombal et Richelieu n'eussent pas balancé. Mais il y a des hommes bien étranges sur la terre; ils s'imaginent que, dans l'humanité,

tout est attaché à leurs seules personnes, à leurs idées, à leurs habitudes; que le monde s'abstient de tourner et s'arrête, dès qu'il arrive jusqu'à eux; qu'il respecte leur commode fixité; qu'une abnégation éternelle et universelle de leurs intérêts propres est, de la part des hommes, la seule loi qu'ils se soient imposée à leur égard, et qu'heureux de leurs sacrifices, ils marcheront toujours, sans détourner la tête, dans la route où l'on daignera les pousser. J'ignore jusqu'à quel point ces idées ont dominé au Brésil; mais il est bien évident qu'il y a régné une forte méprise sur la nature du système que l'on avait à suivre : que l'on en juge par l'état dans lequel se trouve ce Gouvernement. Menacé de représailles par Buenos-Ayres, de soulèvemens par une partie de ses sujets d'Amérique, d'une attaque par l'Espagne en Europe, d'une séparation par Lisbonne, d'une intervention irrésistible de la part des puissances, comment peut-il sortir de ce cercle d'embarras qu'il s'est créé, par un autre cercle d'erreurs, sans dommage pour

ses intérêts matériels, et pour sa considération morale et politique? Il faut plaindre les malheureux peuples dont le sort se décide par des hommes qu'aucune lumière véritable n'éclaire, qu'aucun exemple n'amende, et qui datent tous leurs actes d'un monde antique et usé, au milieu d'un monde renouvelé.

Le Ciel a paru se complaire, au Brésil, à rapprocher le châtiment de la faute qui l'avait provoqué. Pendant que le roi du Brésil s'amusait à envahir le territoire espagnol au sud de ses états, ses sujets du nord lui échappaient. Il déclarait à Monte-Video qu'il lui appartenait, et Fernambouc lui déclarait à lui-même qu'il avait cessé de lui appartenir : il conquérait sur les indépendans d'Amérique, et l'on se faisait indépendant chez lui.

Tout ceci est curieux, et prête à beaucoup de réflexions. Nous négligerons toute espèce de considérations sur les droits et le personnel des nouveaux indépendans. Assez d'autres s'en chargeront : c'est toujours la

partie la plus facile des affaires. Nous n'aurons pas non plus l'inconsidération de prononcer sur l'issue d'une lutte qui est à peine commencée. Nous nous bornerons à rechercher les effets de ce mouvement relativement au roi du Brésil, en particulier, et à la cause générale de l'indépendance en Amérique.

Quant au premier point, vainqueur ou vaincu, le roi du Brésil n'a rien à gagner. Que l'insurrection succombe, que Fernambouc, une des meilleures villes du Brésil, soit détruite, ainsi que le veut monsieur le comte d'Arcos, très-humain gouverneur de Bahia, le roi n'en sera pas plus riche : une ville ruinée n'a jamais enrichi personne; mais il n'y aura pas moins eu un exemple terrible d'insurrection donné à son pays ; mais il n'aura pas moins fallu tuer des hommes, dans un pays où la rareté de la population lui donne une si grande valeur ; il n'aura pas moins fallu employer l'armée, et vider le trésor : car l'on ne tue pas des insurgés pour rien ; il faudra redoubler les frais

de surveillance : en pareil cas on dépense plus, on retire moins. Une insurrection étouffée peut en cacher dix autres derrière elle. Où suivre, où prendre les agens des insurrections dans ces contrées sans bornes et sans police ? Ce n'est point comme dans notre Europe, où de quart de lieue en quart de lieue, tous les postes sont occupés, tous les visages sont connus, tous les noms sont enregistrés, où un coup de sifflet suffit pour faire sortir, comme de dessous terre, une armée auparavant invisible d'arrestateurs, de gardiens, de juges, d'exécuteurs de leurs ordres. L'Europe vit sous une loi de police générale qui forme une chaîne dont divers ministres tiennent les deux bouts depuis Pétersbourg jusqu'aux colonnes d'Hercule ; chaîne qu'il n'est donné à personne de pouvoir percer ou franchir. Mais que les terres nouvelles de l'Amérique sont loin de posséder ces moyens perfectionnés d'une surveillance redoublée ! Elle est au *minimum* de ce dont le *maximum* afflige l'Europe. Il est



donc très-probable que les troubles continueront au Brésil en tout ou en partie.

A ce premier effet, il faut ajouter : 1° que cette insurrection interdit au roi de quitter le Brésil. Ce qu'il vient d'oser en sa présence, lui montre ce qu'il ferait en son absence ; et cela est d'autant plus fâcheux pour lui, que jamais le Portugal n'eut plus besoin de sa présence. 2° Que cette insurrection lui fait une loi de se retirer au plus vite de Monte-Video, pour employer à son propre compte les troupes qu'il y occupait contre d'autres. 3° Qu'il a à remercier les puissances d'une intervention qui, au fort de ses embarras, le soustrait à la vengeance bien légitime de l'Espagne.

Quant au second point, il est bien évident qu'ici tout est profit pour la cause de l'indépendance.

1° L'évacuation de Monte-Video le rend forcément aux indépendans de Buenos-Ayres, et les préserve de nouvelles tentatives de la part du Portugal. Par là, toutes

leurs forces resteront disponibles contre l'Espagne. 2° Il n'est point dit que cette retraite apaisera Buenos-Ayres, et le portera à son tour à ménager le territoire portugais du Brésil. Quelque généreux que soit le caractère espagnol, en général, cependant il ne passe point pour être porté à l'oubli des injures. Ce peuple appartient au midi de l'Europe, et cette zone à son tour appartient à la vengeance. De plus, la différence du mode de gouvernement peut agir sur la détermination des républicains de Buenos-Ayres, et si, par le plus grand des malheurs, ils venaient à mettre en mouvement les esclaves, que deviendrait le Brésil? 3° Si l'indépendance de Fernambouc prévaut, celle du Brésil en devient la suite nécessaire: ce qui complète l'indépendance de toute l'Amérique du sud, et sa formation en républiques. Si elle ne prévaut pas dans ce moment, l'exemple ne restera pas moins. Une partie des chefs et de leurs adhérens passeront chez les indépendans espagnols, et de là ne cesseront de fomenter des trou-



bles dont l'indépendance sera toujours le prétexte et l'objet. Cet incident de Fernambouc, qui ne paraît rien, est majeur dans la cause de l'indépendance. Il faut observer que la partie du Brésil qui s'est déclarée indépendante, est du côté du nord où sont situées les parties troublées des possessions espagnoles : cela indique que le feu s'étend d'une manière graduelle, par la conflagration successive à laquelle prête la juxta-position des parties. L'incendie se propage suivant toutes les règles. Cette insurrection de Fernambouc est évidemment le résultat d'un plan et de calculs réfléchis. Il faut rejeter tout ce qui a été dit sur les exactions du gouvernement Brésilien. Il n'est point tyrannique ; il n'a point interdit le commerce ; il n'a point ajouté aux charges d'une manière oppressive ; il est exempt d'extorsions et de violences ; et ce qu'il éprouve n'est point la peine d'injustes rigueurs : au contraire, il est mou ; il est inappliqué ; s'il est étranger au mal, il l'est au bien, et voila le mal. Aujourd'hui ce n'est

plus assez pour les hommes que de n'être pas vexés, on veut être aidé; de ne pas être garrottés, on veut être libre; de n'être point gouvernés, au contraire on veut l'être, mais d'une manière éclairée, et d'après des principes fixes. Ce n'est pas le frein que l'on redoute, mais la maladresse des mains qui l'imposent: on veut sentir les rênes bien maniées, pour leur céder son obéissance. Un despotisme même insensible ne suffit plus: on veut que la légalité se fasse ressentir; l'esprit du temps est tout entier à la légalité: ce ne sont donc point des choses positives qui ont fait l'insurrection de Fernambouc, ce sont des négations. On n'apercevait point le Gouvernement, on a voulu en voir un qui fût ressenti par ceux qui le paient, et qui doivent en jouir. Quand, en comparant la recette avec la dépense, on trouve que l'une ne compense pas l'autre, que fait-on? que doit-on faire?

A Fernambouc, la mollesse, l'éloignement ont produit l'indifférence, et celle-ci à son tour a produit la séparation: les mé-

nages indifférens sont toujours prêts à se séparer. Nous placerons ici un aveu, celui de nous être trompés complétement sur la direction qu'a prise le Brésil. A la vérité, nous pensions que le souverain de ce pays à la longue ne pourrait se soustraire aux influences de l'air qu'il respire dans son nouveau séjour, et que, devenu Américain par le lieu de sa résidence, il ne pouvait manquer de le devenir par le cœur. Aussi, étions-nous loin de soupçonner de sa part une attaque contre les indépendans de son voisinage, ni la séparation d'une partie de ses états, qui ont l'air d'avoir pris à l'égard de l'indépendance américaine l'initiative du rôle qui lui convenait à lui-même; tant il est vrai que, dans le temps actuel, les événemens dépassent toute attente, trompent toute prévoyance, et surprennent ceux-là même qui craignent le moins de les envisager face à face. Avouons aussi qu'il y a des fautes auxquelles on n'a pas le droit de s'attendre.

Maintenant examinons l'affaire de Lisbonne. Elle est évidemment la suite du pas-

sage du roi au Brésil; et par là même, elle rentre dans l'ensemble du grand mouvement colonial dont nous analysons toutes les parties.

Pour ce dernier événement, du moins il n'y a pas lieu à surprise.

On lit aux chapitres 15 et 16 de l'ouvrage *des Colonies*, pages 51 et 52, vol. 2ᵉ, les passages suivans :

« Quant aux anciens rapports du Brésil avec le Portugal, il est bien évident qu'ils sont entièrement intervertis. Le gouvernement passé au Brésil n'enverra plus en Portugal les trésors du Brésil ; il les gardera pour lui-même, et les consommera sur les lieux. Cependant ces tributs servaient à acquitter la balance du commerce, qui était contre le Portugal d'une somme de plus de soixante millions; il devra dorénavant faire face à cette dépense avec ses produits propres. Si le gouvernement du Portugal, métropole, s'occupait assez peu du Brésil, colonie, à son tour le gouvernement du Brésil, devenu métropole, n'accordera pas beaucoup plus

d'attention au Portugal tombé dans l'état de colonie. Transporté dans un pays tout neuf en lui-même, comme tout nouveau pour lui, dans lequel tout est à faire, où tout est vaste, riche, où la nature est grande, féconde, imposante, où la population surpasse déjà celle du Portugal, et, par son mélange, demande des soins et une attention soutenus, le gouvernement du Brésil n'aura pas beaucoup de temps à donner à un pays éloigné qui lui paraîtra très-inférieur, sous tous les rapports, à celui qu'il occupera ; les grands, les hommes qui ont le besoin des cours, ne passeront-ils pas de Portugal au Brésil? Le Portugal, devenu colonie, ayant à recevoir ses lois de loin, appauvri par le retrait des tributs du Brésil, par la suppression des dépenses de la cour et des grands, s'accoutumera-t-il à un changement par lequel il se sentira si vivement blessé? Consentira-t-il toujours à rester dans un état de colonie dépendante, à supporter ce qu'il a d'humiliant et de fâcheux dans toutes les parties de l'administration? Les deux fractions du même gouvernement ne se lasseront-elles pas de

relations si lointaines, si tardives, si incommodes ? Et le Brésil ne sera-t-il pas aussi peu apte à gérer les affaires du Portugal, que le Portugal l'était à gérer celles du Brésil ? De plus, l'Europe verra-t-elle toujours le Portugal, colonie du Brésil, du même œil dont elle considérait le royaume de Portugal, métropole du Brésil, co-état européen de tous les membres de l'association souveraine de l'Europe ? Ensuite, le souverain du Brésil ne passera-t-il pas nécessairement des affections de l'Europe aux affections de l'Amérique ? Il ne peut manquer de devenir tout Américain et anti-Européen, dès qu'il s'est fait extrà-Européen placé au centre du grand mouvement qu'éprouve ce vaste continent; il sera bien plus occupé de ce qui se passera à ses portes, que de ce qui se passera loin de lui. Ce changement, ce transport du gouvernement du Portugal en Amérique, dénature, dans son principe, l'état colonial du Portugal; ou plutôt, en le rendant lui-même colonie, il a fait qu'il n'y a plus de colonies pour lui. »

Les causes du complot de Lisbonne sont là; il est bien superflu d'aller les chercher ailleurs. Ce n'est point contre le roi de Portugal que l'on a conspiré en Portugal, c'est contre le gouvernement du Portugal exercé au Brésil; ce n'est point pour n'avoir pas de roi, mais au contraire pour en avoir un en Portugal : voilà ce qu'il faut bien entendre, et ce qui était inévitable.

On éprouve cette espèce de malaise que produit la réunion de l'indignation avec la pitié, à l'aspect des contre-sens qui engendrent tous ces malheurs; car presque toujours ce sont les fautes des uns qui deviennent la cause des crimes des autres.

Un pays, habitué de tout temps à posséder son souverain, le voit s'éloigner, l'attend pendant beaucoup d'années, perd l'espoir de le recouvrer; son absence fait fuir les capitaux, détourne ceux que l'on avait coutume de recevoir; les consommateurs diminuent, les grands s'exilent à la suite de la cour: il faut aller chercher à mille lieues, à

travers l'Océan, ce que l'on trouvait chez soi; les années s'écoulent dans l'attente des décisions demandées à des lieux si lointains; on est humilié d'être gouverné et gardé par des étrangers; les gênes se font sentir de toutes parts; l'irritation se communique et se réunit comme dans un foyer, dans des têtes ardentes et des cœurs généreux (1). L'affran-

(1) Les regrets des Portugais sont bien légitimes; mais les moyens dont ils usaient sont bien cruels. Tuer, massacrer, assaillir à coups de fusil le chef des troupes anglaises, si justement considéré parmi eux : voilà d'horribles procédés; et malheureusement les peuples du midi de l'Europe, comme ceux de l'Afrique, dans leurs inimitiés, n'en connaissent pas d'autres. Voyez ce qui s'est passé pendant la guerre d'Espagne, pendant l'occupation du royaume de Naples; considérez ce qui se passe dans toute l'étendue de l'Amérique; faites attention au débordement des crimes, des assassinats, des brigandages de toute espèce qui rendent l'Italie et l'Espagne impénétrables, sans les plus grands dangers, depuis que les Français s'en sont retirés. Ce penchant cette facilité qu'ont les peuples du midi à verser le sang dans toute querelle, soit politique, soit privée, forme

chissement de tant de maux paraît beau; pour l'obtenir, on conspire : le crime doit achever le succès ; on éclate, ou bien l'on est découvert; alors des chaînes, des bourreaux, des échaufauds.... Or, qui a amené tout cela ? L'abandon du pays par le souverain, avec les maux qui en ont été la suite. Les trônes sont des bénéfices à résidence. Il

---

un contraste bien frappant avec l'horreur que les peuples du nord ont pour l'effusion du sang, ainsi qu'avec la sûreté qui règne chez eux en tout pays et à toute heure. Le crime est très-rare au nord de l'Europe, dépourvue de l'échafaudage religieux, administratif, et des cours dispendieuses et despotiques qui pèsent sur le midi. Les cours du nord sont économes et simples, les mœurs calmes, les pratiques religieuses rares, le gouvernement tempéré. C'est tout le contraire au midi, et cependant c'est là que le philantrope Howardt a trouvé les prisons remplies, les crimes atroces, et l'assassinat en permanence. Est-ce donc que la superstition et la barbarie se tiendraient par la main, comme on est autorisé à le croire en considérant l'état de l'Espagne et de l'Italie, ainsi que celui de l'Afrique et de l'Asie.

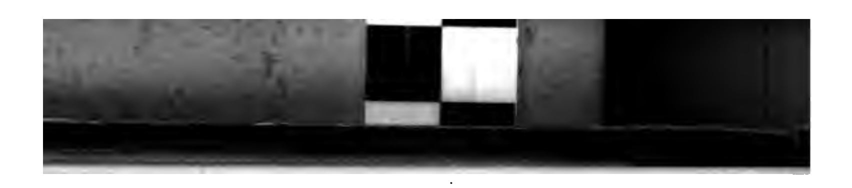
y a deux intérêts incompatibles : celui du roi qui au Brésil ne veut pas se désister du Portugal, celui du Portugal qui ne veut pas se désister de son roi à Lisbonne, et là seulement. Ce qui vient de s'y passer, aurait eu lieu à Rio-Janeiro, si le roi était repassé en Portugal : ce n'est donc qu'un combat pour la présence du roi ; les intérêts sont inconciliables : celui du roi qui veut régner à la fois dans les deux pays, et celui des deux pays qui veulent, avec une égale force, garder chez eux le prince, qui cependant ne peut rester que dans un des deux, et qui font de son séjour dans leur sein la condition de leur obéissance. Le mal vient donc de la nature de cette double propriété ; le prince a un autre intérêt que le pays, et le pays un autre intérêt que le prince ; elle est très-bonne pour le prince, mais elle ne vaut rien pour un des deux pays. Il faut choisir, être roi de Portugal en Portugal, ou du Brésil au Brésil : les deux à la fois ne sont plus possibles. Aujourd'hui les hommes en savent trop pour ne considérer les gouver-

nemens que du côté de la satisfaction des titulaires ; ils veulent aussi y trouver la satisfaction des besoins de la société.

D'un autre côté, les colonies devenues fortes, riches, peuplées, en savent autant que les métropoles, sont aussi exigeantes qu'elles, et veulent être gouvernées pour elles, et non plus par des préposés envoyés d'un autre monde, et toujours prêts à y retourner. Dans ce conflit, qui cédera, des colonies ou des métropoles? Tout ce vieil ordre a donc croulé ; il est désormais impossible que le même souverain règne en Europe et en Amérique, à Lisbonne et à Rio-Janeiro. En vain torturera-t-on les hommes pour leur faire accepter cet imbroglio ; la nature des choses, plus forte que ces tortures, finira par les surmonter ; c'est elle qui conspire et qui prend pour organes quelques hommes dans le sang desquels on va chercher le remède au mal que l'on a fait soi-même... Ils mourront ; mais le sentiment qui a créé l'acte qui les conduit à la mort ne mourra point, parce que, si l'on peut tuer les hommes, on

ne peut pas tuer la nature des choses. Quelque sévérité que l'on déploie contre le complot de Lisbonne, on n'empêchera point le Portugal de regretter son roi, de l'envier au Brésil, d'être affecté des inconvéniens de son absence, et finalement de chercher à s'y soustraire, en replaçant à Lisbonne le siége du gouvernement.

Que l'on dise ce qui arriverait en Angleterre, en France, en Espagne, si les rois de ces divers pays étaient établis depuis dix ans, sans apparence de retour, à la Martinique, à la Jamaïque, à la Havanne? Que deviendrait le royaume des Pays-Bas, si le roi se transportait à Batavia? On voit maintenant à quoi tiennent les conspirations faites en Europe, pour ou contre les souverains établis en Amérique, et voulant de là gouverner en Europe. Il fait beau voir adjuger ces entreprises à l'esprit révolutionnaire, tandis que la plus simple attention suffit pour découvrir leurs véritables moteurs, qui ne sont autres que la nature des choses, et des hommes imprudens, qui,



pour leur profit, veulent que cette nature des choses se plie dans un sens différent de celui vers lequel elle est conduite par les élémens dont elle se compose. On se place dans une opposition directe et éternelle avec les intérêts de tout un peuple, et l'on s'attend qu'il se tiendra là comme dans une position naturelle. En vérité, calculer la nature humaine de cette manière, c'est compter sur des perfections ou des imbécillités que l'on n'a pas encore découvertes dans sa composition. En voilà bien assez sur ce déplorable sujet. Le moyen de tout dire, est de laisser quelque chose à penser, et nous respectons trop les lumières de nos contemporains pour croire qu'on ait besoin de leur tout dire. Les papiers publics ont annoncé que le comte d'Aguilar, ministre de la cour de Brésil, mort, était remplacé par le comte d'Aranjo, moribond. Et puis on demande d'où proviennent les révolutions?....

BUENOS-AYRES.

Ce point est aujourd'hui le plus important du globe, celui qui décide des plus grandes choses. Quand on songe que c'est au sort d'un pays tel que l'Amérique méridionale, que c'est à la conquête et à la destinée du Pérou, du Chili, de régions auprès desquelles les plus florissantes contrées de l'Europe sont des théâtres de misère et de petitesse, que préside et travaille la glorieuse cité de Buenos-Ayres, on aperçoit quelle peut être son importance. Ni Tyr, ni Carthage, ni la ville d'Alexandre, ni celle de Constantin, ces cités qui ont tant occupé la fable ou l'histoire, qui ont tant exercé le génie des poètes et le ciseau des artistes, n'ont jamais exercé sur le monde une influence comparable à celle que Buenos-Ayres obtient dans ce moment. Depuis douze ans, la conduite de cette ville a été admirable. Attaquée deux fois dans ses murs par l'ennemi du dehors, deux fois

forcera l'armée du Pérou qui campait auprès du Potosi, au delà de la chaîne des Andes, de repasser ces montagnes, à moins, ce qui est plus probable, qu'elle ne se débande et ne se réunisse aux independans.

C'est au moment de ces catastrophes que se révèle toute l'impuissance de ces gouvernemens, toute l'ineptie des chefs, et le fol orgueil des uns et des autres, qui, dépourvus de toute espèce de moyens, n'en étalent pas moins des prétentions, n'en prennent pas moins un ton qui ne convient qu'à la puissance effective, et qui finissent, au moment de la chute, par ne montrer que de la lâcheté et de la misère. Voyez leur proclamation, leur conduite et leur fin. Le Chili vient d'en fournir l'exemple. La domination espagnole sur ce vaste pays n'était maintenue que par une poignée d'hommes. Une fois l'armée battue, et quelle armée! il ne s'est plus rien trouvé pour sa défense. Le gouverneur, si haut, si insolent, quand il se sentait appuyé, n'a su que fuir et se faire prendre, quand ses appuis lui ont manqué.

Le Pérou va offrir le même spectacle. On n'y rencontrera pas plus de résistance : déjà les dépêches du général Saint-Martin annoncent qu'il ne s'y trouve pas dix-huit cents hommes ; et c'est avec un pareil délabrement qu'on veut maintenir l'Amérique sous le joug (1).

---

(1) Les papiers publics ont déjà annoncé que le vice-roi avait pris position en avant de Lima, pour s'opposer à l'ennemi qui a franchi la chaîne des Andes, et qui s'avançait en invitant les Péruviens à faire cause commune avec eux. L'on verra ce qu'il fera dans cette position en avant de Lima, et si elle n'est pas destinée à couvrir de nouveau une prompte fuite. Le vice-roi a débuté au Pérou par deux actes lumineux, très-propres à assurer la défense du pays.

1° Le rétablissement de l'inquisition dans toute sa pureté ;

2° La proscription absolue de tout écrit sur la révolution et les affaires du temps.

Il est bien évident qu'il ne manque rien à la défense d'un pays, avec de pareils appuis et de pareilles précautions, et que le Pérou doit être inconsolable de la perte d'un gouverneur aussi éclairé et aussi prévoyant.



Il faut donc regarder toute la partie du continent américain, qui forme l'association de Buenos-Ayres, du Chili et du Pérou, comme indépendante. Quelle masse de territoire, de population, et de richesse! Quel moyen de la détourner du cours qu'elle a pris ?

Les événemens qui se sont passés à Buenos-Ayres sont de la plus grande importance ; ils donnent à l'indépendance une assiette, dont l'Espagne ne peut plus ébranler la solidité.

ROYAUME DE TERRE-FERME.

Cet immense pays est celui de l'Amérique espagnole qui renferme la plus grande population agglomérée. Elle s'élève à près de trois millions d'âmes. Il a joui, pendant deux ou trois ans, antérieurement à 1814, d'un Gouvernement régulier, indépendant de l'Espagne. Plusieurs causes le lui ont fait perdre. Une des principales fut le parti que les moines tirèrent du tremblement de terre

qui, en 1811, engloutit la ville de Caracas. Ces hommes qui en tout pays se montrent les partisans zélés du despotisme, et les ennemis acharnés de la liberté; qui, de plus, considèrent la superstition comme le fondement le plus solide des Gouvernemens, étrangers qu'ils sont aux sociétés dans le sein desquelles ils vivent, profitèrent de cette catastrophe pour effrayer les Américains, en leur présentant ce désastre comme une marque du courroux du Ciel. Il n'est pas étonnant que cette absurdité, pieusement frauduleuse, ait obtenu crédit en Amérique; il ne manque pas en Europe d'endroits où ils auraient pu et osé la tenter avec succès.

L'Espagne, délivrée de l'invasion française, envoya, en 1815, une armée de sept à huit mille hommes contre ce pays... Morillo prit Carthagène après un long blocus. Il s'avança ensuite dans l'intérieur des terres, la menace à la bouche, le glaive exterminateur à la main. On pouvait suivre son passage à des traces de sang et de feu. Long-temps l'Amérique conservera le souvenir de son appari-

tion. Ses premiers conquérans ne lui furent pas plus funestes (1). Il s'empara de Santa-Fé

(1) *Proclamation du général Morillo, au moment de son départ de Santa-Fé de Bogota, pour aller porter du secours aux provinces de Venezuela.*

Habitans de la Nouvelle-Grenade, ne vous exposez point à perdre les dernières espérances qui vous restent. Vous voyez que la guerre a été terminée par une armée de frères envoyés par le roi. Sa bonté paternelle nous a recommandé d'en adoucir les maux; mais le bien n'est plus, quand le glaive est une fois tiré du fourreau: le massacre, l'incendie, tous les fléaux tombent sur le pays: plus de respect pour l'âge ni le sexe; le paisible laboureur abandonne ses utiles travaux. On ne voit plus que de féroces guerriers qui exécutent les vengeances d'un souverain irrité.

Extrait d'une Lettre adressée à un négociant de Plymouth.

Kington (*Jamaïque*), le 11 février.

Les dernières nouvelles reçues du continent ne cessent de nous offrir le tableau des massacres dont Venezuela, Caracas et le Mexique sont depuis longtemps le déplorable théâtre. Ces contrées, jadis si flo-

de Bogotà ; et maître, par là, des deux points les plus importans de la contrée, un

---

rissantes, aujourd'hui en proie à toutes les horreurs de la guerre, et arrosées de flots de sang européen et américain, semblent réservées à servir de tombeau, et à leurs anciens dominateurs, et au peuple qui veut s'affranchir de leur joug. Citadelles, villes, aldées (villages), tour-à-tour prises et reprises trois ou quatre fois dans l'espace d'un mois, et disputées avec autant de valeur que de férocité, sont devenues des monceaux de décombres qui recèlent à peine encore quelques femmes et vieillards, misérables restes de leur ancienne population.

Vos guerres d'Europe, soutenues par d'immenses ressources et des armées colossales, n'ont rien offert peut-être que l'on puisse comparer à cette foule d'actions sanglantes que l'Amérique voit tous les jours se renouveler dans cette lutte à mort. Dans cette multitude de combats qui méritent d'être retracés un jour par le plus vigoureux burin de l'histoire, la journée d'Oltumba, dans le Mexique, est digne d'une attention particulière. Morillo, qui se serait immortalisé dans cette guerre par ses talens, tant militaires que politiques, et son incroyable activité, s'il n'eût souillé par sa barbarie la gloire d'avoir, avec sept mille soldats

instant il put croire à la soumission de cette partie de l'Amérique. Mais cet homme, dans

---

dispersés sur une étendue de mille lieues, résisté deux ans à des myriades d'ennemis; Morillo avait, vers la fin de l'année dernière, dirigé sur divers points plusieurs de ses lieutenans, entr'autres Moralès, peut-être encore plus sanguinaire que lui, et le brigadier de la Torre qui ne paraît point avoir terni comme eux, par le sang et le pillage, ses succès militaires. La division commandée par ce dernier, partie de Mexico au commencement de septembre, rencontra, après quinze jours de marche à travers des forêts immenses, un corps nombreux d'ennemis sous les ordres du général Belgrano. Au point du jour, les tirailleurs espagnols aperçurent l'avant-garde de ce dernier sur les hauteurs d'Oltumba, non loin des lieux célèbres par une grande victoire que remporta Cortez sur les Mexicains, après que ceux-ci l'eurent forcé d'évacuer leur capitale. A six heures le combat s'engagea. La division royale était forte d'environ dix-huit cents hommes, dont à peu près huit cents Créoles avec quatre petites pièces d'artillerie. Les insurgés, au nombre de deux mille cinq cents, occupaient des hauteurs d'où ils incommodèrent d'abord beaucoup, surtout par le feu de leurs riflemens (chasseurs-ca-

lequel de hautes qualités militaires ne peuvent racheter ni le défaut de jugement, ni

---

rabiniers). Les Espagnols, qui étaient parvenus à placer leurs bouches à feu sur un mamelon, leur ripostèrent bientôt avec succès. Les chefs des indépendans prirent la résolution hardie de descendre dans la plaine pour s'emparer de ces pièces; en même temps un combat acharné s'engagea entre leurs lanciers et un escadron de dragons du Mexique, seule cavalerie de la division royale. Après plusieurs charges meurtrières, ceux-ci, sur le point d'être enveloppés par un nombre supérieur, se replièrent jusqu'au pied du mamelon. Les indépendans fondirent avec fureur sur cette éminence, animés par l'exemple de leurs chefs qui les précédaient de plusieurs pas en agitant leurs drapeaux; ils parvinrent, après d'incroyables efforts, et malgré le feu qui les écrasait, à s'emparer de deux de ces pièces. Les canonniers qui servaient l'une d'elles y mirent le feu, lorsque l'ennemi n'en était qu'à six pas; et, après cette décharge qui abattit dix ou douze hommes, ils furent tués eux-mêmes sur leurs canons. Les indépendans se disposaient à tourner cette artillerie contre les Espagnols, lorsque ceux-ci marchèrent pour la reprendre. C'est alors que commença le plus épouvantable carnage : on n'entendait plus un coup de feu sur

pouvait suffire à contenir un pays aussi vaste, et qu'il finirait inévitablement par se trouver enfermé au milieu de l'incendie qu'il croirait avoir éteint (1).

---

(1) La pièce ci-jointe est très-propre à faire connaître les difficultés de cette guerre du royaume de Terre-Ferme, et son auteur est une autorité irrécusable dans cette matière.

Rapport adressé par le général espagnol Morillo, du quartier-général d'Ocana, le 27 mars 1816, au Secrétaire-d'Etat à Madrid.

En voici quelques passages : L'Américain ne veut être commandé par personne, si ce n'est par un chef de son pays ; il n'obéit point à un Européen, surtout s'il est Espagnol ; ou, s'il obéit, c'est en attendant l'occasion de secouer le joug. Chaque province d'Amérique veut être gouvernée à sa manière ; ce qui est bon pour le royaume de Santa-Fé, ne produit aucun effet dans le Venezuela, quoique ces pays se touchent. Dans le premier, il y a peu de Nègres et d'hommes de couleur ; dans le dernier, au contraire, il reste peu de Blancs. L'habitant de Santa-Fé s'est montré lâche et timide ; celui de Venezuela, hardi et sanguinaire. Dans la vice-royauté (Santa-Fé), on écrit beaucoup,

2° Qu'il avait affaire avec des hommes obstinés, puisqu'ils étaient espagnols comme

---

et les hommes de loi y sont accablés de besogne ; à Caracas, au contraire, on termine les querelles par l'épée. De là, les différens genres d'opposition que nous avons éprouvés dans ces deux pays ; mais ils se ressemblent par leur dissimulation et leur perfidie. Les habitans de la vice-royauté ne nous auraient probablement pas résisté avec tant d'obstination, s'ils n'eussent été protégés par les Venezuelaniens. C'est en vertu du même secours, que Carthagène a tenu si long-temps contre nous. Sur la droite de la rivière de la Madelaine, il a été livré plusieurs combats : c'étaient encore les Venezuelaniens qui s'y distinguaient. La province stérile d'Antiquia nous a déclaré deux fois une guerre à mort, et a fermé le passage de ses montagnes ; c'étaient les Venezuelaniens qui les y excitaient. Santa-Fé a pris les résolutions les plus désespérées, d'après les insinuations des émissaires de Venezuela. Bref, tout dans cette lutte est l'ouvrage de ce peuple. Dans son propre pays c'est une horde féroce ; et si elle est bien commandée, elle nous donnera de l'occupation pendant long-temps, et il faudra sacrifier bien du sang et bien des trésors avant de la réduire à l'obéissance. A mon arrivée à la tête de cette expédition de

lui, et de plus, affermis dans leur résolution par les plus puissans motifs.

Sa Majesté dans ce pays, je fus frappé d'horreur en apprenant que chaque action gagnée ou perdue coûtait des monceaux de cadavres. Persuadé que cette guerre de destruction était l'ouvrage de deux partis animés à la vengeance, je crus que le temps était venu de déployer cette clémence tant recommandée par Sa Majesté; mais, quel a été le résultat de la douceur? De nouvelles révolutions, de nouvelles perfidies ont suivi l'apparence de la pacification; et, si jamais la vice-royauté se soumet, on pourra être persuadé qu'elle attendra le moment favorable pour se révolter de nouveau.

Or, pour la soumettre tout-à-fait, il faudrait employer des forces plus considérables, comme je l'ai souvent répété. Il ne faut pas croire que ce soit l'ouvrage d'un jour; ce n'est qu'à force de constance et de rigueur qu'on pourra en venir à bout : maintenant c'est la guerre des Nègres contre les Blancs. Pour éviter tout sujet de discorde, il faudra laisser le commandement suprême à un seul chef. Les rebelles, depuis le Mexique jusqu'au Pérou, n'ont profité que trop habilement de la jalousie qui existe naturellement entre des généraux de différentes armes; malgré tout

Tout cela n'a pas manqué d'arriver.

A son aspect, les indépendans s'éloignèrent de Santa-Fé de Bogota, pour se réfugier dans la province d'Antiquia, où ils trouvaient de ces espèces de postes fortifiés

---

le soin que j'ai pris de maintenir parmi eux la plus parfaite union, je ne me flatte pas d'avoir toujours produit un résultat aussi rare. Je crois donc de mon devoir de répéter que, dans l'Etat de Venezuela, l'autorité suprême doit être confiée absolument à une seule personne; que cette autorité doit être illimitée; que les tribunaux ne pourront, sans de graves inconvéniens, suivre la marche ordinaire de la justice, que lorsque ces provinces auront été totalement pacifiées. Pour le moment, il ne faut considérer ce pays que comme un vaste champ de bataille, où la force seule décide, où le talent et la fortune font tout, où tout le monde doit se résigner à se taire et à obéir. Je ne veux pas faire illusion à Sa Majesté; mon unique désir est de ne pas perdre ce qui a été gagné, et de voir exterminer les rebelles. Voilà pourquoi je soumets à Votre Excellence les idées que m'a suggérées l'expérience. J'abandonnerais volontiers le commandement, s'il le fallait, pour prouver que mes conseils ne sont pas dictés par l'intérêt personnel.

par la nature, d'où l'on peut braver ses ennemis. Morillo ne put en déloger les indépendans. Pendant qu'il était occupé dans ces parages, les mouvemens recommencèrent dans toute la partie maritime de Cumana et de Caracas. Une première invasion de Bolivar fut sans succès ; bientôt une seconde lui succéda. Les troubles et les combats ont rempli tout l'espace de temps écoulé depuis cette époque : ils durent encore (1).

---

(1) *Extraits de divers papiers.*

Les forces actuelles des indépendans de Venezuela, sans compter les corps volans, peuvent être estimées à sept mille neuf cents hommes d'infanterie, et deux mille cinq cent cinquante de cavalerie. Si l'on y ajoute les forces de New-Grenada, agissant dans Venezuela et composées de cinq mille fantassins et trois mille cinq cents cavaliers, les forces totales sont de douze mille neuf cents hommes d'infanterie et six mille cinquante chevaux ; l'artillerie ne monte pas à cent hommes.

Les troupes royales, d'après la correspondance interceptée, doivent monter à cinq mille huit cent cinquante hommes. Il est certain qu'elles ont peu de ca-

Morillo, forcé d'accourir, poursuivi par les indépendans de la Nouvelle-Grenade, pa-

---

valerie. Ces forces sont réparties ainsi qu'il suit : sept cents hommes dans Cumana, dont quatre cents sont des troupes régulières espagnoles; cent hommes de milice à la Guyra; trois cents Espagnols réguliers et deux cents marchands enrôlés à Caracas; cent vingt vétérans espagnols à Puertocabello; le corps principal est à Orituco et Altagracio; il se compose de onze cents fantassins espagnols, deux cents dragons et sept cents hommes de milice : ces derniers sont à Altagracio sous les ordres du brigadier-général Moralès, que commande le général Real, chef des divisions d'Orituco, San-Fernando et Appure. Entre cette place et Calaboso, Gorrin est à la tête de cinq à six cents hommes. Près de Neutrias, le général Reyes a sous ses ordres cinq cents Venezuelaniens. Enfin, le brigadier-général Calzada est à Varinas avec mille hommes de Venezuela et de New-Grenada. Dans Guayana il y a quatre cents hommes de troupes espagnoles régulières et environ autant de milice. Dans Clarines, Ximenès commande quatre cents paysans armés. Dans Bacarigua, Rio-Chico, Cariepe-Guyapo, et diverses autres villes des environs, il n'y a qu'un commandant nommé Gallaraga, qui a une grande influence sur les

raît avoir péri le 17 mars, dans la vallée de Saint-Josso, de la main d'un de ces chefs nouveaux, dont chaque jour révèle le nom

---

habitans qui sont désarmés. Il est à remarquer que sur les points importans de Calaboso, Valencia, Vittoria et Allaraca, il ne se trouve que quelques sergens et quelques caporaux qui instruisent des recrues.

Il faut observer que, depuis ce compte rendu, la bataille de Barcelona a détruit en partie les grands corps d'Orituco, d'Altagracio, ainsi que la division de Clarines. Quant à la marine, les Espagnols ont vingt et un vaisseaux, mais en mauvais ordre : il s'y trouve une corvette de dix-huit canons, deux bricks et trois schooners.

Toutes les espérances que les Espagnols avaient mises dans les secours qu'ils attendent depuis si long-temps de la péninsule, ou dans l'armée de Morillo, dont les gazettes annoncent tous les jours l'arrivée sur les frontières de Venezuela, sont donc réduites à ces faibles corps. Toute la province de Tunja est déjà en armes, et on a reçu la nouvelle que l'on se bat avec tant d'ardeur dans celle de Popayan, que Morillo a jugé nécessaire de s'y porter en personne avec presque toutes ses forces. Il est d'ailleurs certain que toute la province de New-Grenada est en combustion.

à l'Europe, et qui se forment en Amérique, comme en tout pays ont fait les chefs civils et militaires, éclos à la chaleur des grandes commotions politiques. Les autres corps espagnols, sous le général Moralès et autres, furent aussi fortement battus dans le courant du mois de mars. Ce résultat était inévitable. Depuis ce temps, les indépendans, plus au large par les succès, s'organisent au civil, au militaire; ils forment une marine, ils se fortifient par tous les moyens que donnent un vaste territoire, une population nombreuse, aguerrie, exaspérée; par ceux encore que l'on peut obtenir de voisins qui soupirent après des succès qui, à leur tour, doivent leur devenir profitables; par la confiance qu'inspire une meilleure condition; par l'accession d'une multitude d'hommes qui viennent mettre à leur service des talens courageux et turbulens; enfin, par l'expérience qui doit les préserver du retour des fautes qui avaient causé leurs premiers revers.

L'accroissement des forces de l'indépendance dans le royaume de Terre-Ferme,



apporte un accroissement immense à celle de l'Amérique entière; car il met l'Espagne dans le double embarras :

1° De recommencer la guerre contre un ennemi plus fort, plus en état de se défendre;

2° De cesser de combattre et de s'occuper activement de ce pays : ce qui est confirmer son indépendance qui étendra alors ses racines en liberté. Les événemens de la Terre-Ferme sont donc immenses dans l'ordre de la révolution américaine; ils lui donnent des bases larges et profondes, et que l'on ne voit plus aucun moyen à l'Espagne de pouvoir ébranler. Nous allons développer les preuves de cette impuissance.

L'ESPAGNE.

Peut-elle et doit-elle continuer de travailler à reconquérir et garder l'Amérique? Telle est la question que nous nous sommes faite à nous-même, dans l'ouvrage *Des Colonies*, chap. 21. Si, à l'époque de sa compo-

sition, nous ne balancions point à répondre : Ni l'un ni l'autre, et pas plus l'un que l'autre, que doit-ce être aujourd'hui où tous les motifs de cette décision ont été confirmés par la sanction toujours irrésistible des faits?

On y lit que l'Espagne est trop pauvre en territoire et en population pour se mesurer avec les attributs correspondans qui appartiennent à l'Amérique.

D'un côté il y a.	10,000,000 hom.
De l'autre.	17,000,000
D'un côté, une étendue de.	468,460 l. c.
De l'autre.	24,000

Mais, depuis ce temps, l'Espagne ne s'est ni élargie, ni peuplée.

On y lit que les armées d'Espagne sont trop faibles pour équivaloir à un champ aussi vaste que celui de l'Amérique. Mais, depuis ce temps, ces armées n'ont pu être augmentées; au contraire, elles ont dû se ressentir de la pénurie du trésor. On y lit que les armées novices de l'Amérique,

après quelques revers, égaleront les vétérans de l'Espagne, se formeront à leur école, à celle du malheur, s'exalteront au feu du patriotisme, par l'exemple des auxiliaires que tant d'intérêts doivent leur amener; que les armées d'Espagne, partout incomplètes, mal pourvues, sans abri, sans places de sûreté pour le personnel, ni pour le matériel; dévorées par les feux du soleil, par les exhalaisons de terres empestées, succomberont aux fatigues, aux atteintes du climat, encore plus qu'à celles du fer; que les renforts seront lents, faibles, disproportionnés aux besoins. Qu'a-t-il manqué à l'accomplissement de ces annonces? Quel changement favorable est-il survenu en Espagne, qui puisse rendre ce tableau douteux pour l'avenir?

Au contraire, tout ne porte-t-il point à rembrunir et à renforcer ses couleurs?

A cette époque, l'Espagne possédait encore en Amérique le Chili et le Pérou; elle y avait une autorité, des troupes, un trésor; tout cela ne lui appartient plus; elle a de moins ce que ses ennemis ont de plus.

En Europe, loin que l'état de l'Espagne lui permette un plus grand développement de forces, la détresse toujours croissante de ce pays ne peut que la forcer à le restreindre.

Quelque soin que cette monarchie défaillante prenne de cacher son intérieur, elle ne peut cependant parvenir à dérober la connaissance de plusieurs faits, qui suffisent pour faire juger du degré de sa puissance et des moyens qu'elle peut encore déployer. Ces faits sont :

1° L'état politique du pays ; il ne se passe point d'année sans quelque conspiration contre l'existence du Gouvernement, de la part même des chefs de l'armée. Un pays livré aux moines, à l'inquisition, à un despotisme proclamé hautement au milieu des institutions constitutionnelles, qui forment la base nouvelle des Gouvernemens de l'Europe, ne peut être qu'un pays divisé. Il n'est point dans la nature qu'un pareil ordre de choses ait le suffrage universel ; il y a plus, c'est qu'en Espagne, comme en d'autres pays, ceux-là mêmes sur lesquels on s'ap-

puyait, sont aujourd'hui les plus opposans. Voyez comme les grands et les prêtres s'opposent au nouveau plan de finances.

2° L'Espagne, comme l'Italie, est devenue un vaste champ de brigandage, sur lequel le crime et le détroussement des passans ont repris leur empire d'habitude. A l'étendue de leurs exploits, on jugerait qu'il y a à les dédommager de l'absence forcée que les Français, plus vigilans que les Italiens, leur avaient fait subir, et qu'ils vont se faire payer des arrérages de leurs anciens domaines. Cent fois les papiers publics ont annoncé que les crimes hideux avaient repris leur cours, interrompu par le régime français; que leur répression occupait la plus grande partie de la force publique, et que si l'armée de Naples avait bien de la peine à protéger sa route de Naples à Rome, celle d'Espagne n'avait pas moins à faire avec les essaims de brigands qui en infestent toutes les parties.

3° L'Espagne n'a pas été plus épargnée par l'intempérie des saisons, que les autres États de l'Europe. La configuration de ce

pays sec et montagneux a dû aggraver pour lui ce fléau ; . . . .

4° Le commerce de l'Espagne a été, va et ira toujours en déclinant ; il a pour siége principal l'Amérique. Or, depuis quelques mois, elle lui a presque entièrement échappé. Le commerce avec la mer du Sud a pris fin avec la perte du Chili et du Pérou ; celui de la Terre-Ferme est annulé par la prolongation de la cruelle guerre que l'Espagne a l'inconsidération d'y poursuivre. Au Mexique, il lui reste les ports d'Acapulco et de la Vera-Crux ; mais que sont des ports, lorsque l'intérieur du pays est ennemi ou fermé ? Autant vaut des lits de rivières sans eau. Le commerce de l'Espagne, déjà si faible, est donc destiné à baisser tous les jours.

5° L'Europe est pleine des tableaux de la pénurie des finances espagnoles.

D'après les états publiés à l'occasion du nouveau plan de finances, il paraît qu'elles se composent, comme il suit :

Revenus. . . . . 150,000,000 fr.

Dépenses de toute nature. . . . . 521,000,000 fr.

Déficit. 371,000,000

L'unique moyen de remédier à ce désordre, à cette inégalité vraiment choquante entre la recette et la dépense, peut se trouver dans le plan proposé par le nouveau ministre des finances; mais l'opposition des hautes classes, si puissantes, si influentes dans ces pays, y apportera de grands obstacles. Il sera combattu par elles, et par là même manqué. Il ne tient qu'à un homme, et l'expérience a prouvé que, dans les cours, jamais un homme ne résiste à la coalition offensive et défensive des grands et du clergé. Les ministres, comme leurs maîtres, n'ont dans ces circonstances difficiles qu'un seul appui véritable : celui d'une constitution bien établie. Or, ce n'est pas là le côté fort de l'Espagne, et si elle est fort désirée par les uns, elle est fortement repoussée par les autres.

Les finances de l'Espagne sont donc incurables. La voie des emprunts ne lui pa-

raît pas trop ouverte : car, si, entre particuliers, on ne prête qu'aux riches, avec les Etats on tient la même règle ; et de plus, on exige qu'ils montrent leur code à côté de leur bilan. Le crédit est ennemi mortel de l'arbitraire : il ne veut absolument avoir affaire qu'avec un ordre fixe, et n'accepte que les lettres de change endossées par une constitution. Ce n'est point à l'Angleterre qu'il prête et se confie, mais à la constitution qui garantit la stabilité de son ordre public. Le crédit s'est tenu éloigné de l'empire français, vainqueur et possesseur de l'Europe, mais ne reposant que sur un homme ; il s'est rapproché de la France tributaire et garnison de l'Europe, mais garantie par des germes d'institution.

L'Espagne vivait, pour ainsi dire, de l'Amérique. Au lieu d'en rien recevoir, aujourd'hui il faut s'épuiser pour la combattre.

6° Quelque haut que fassent sonner les envois en Amérique, soit l'Espagne, soit des écrivains payés pour mentir, et qui s'imaginent peut-être que des annonces pom-

peuses, mais mensongères sur les envois faits en Amérique, équivalent à des envois réels; cependant il est bien reconnu qu'ils se réduisent à quelques milliers d'hommes. Il serait bien temps de finir ces jongleries, comme de cesser d'insulter au bon sens de l'Europe pour satisfaire les passions, ou la crédulité de quelques imbéciles. Ne voilà-t-il pas l'Espagne bien vengée des désastres qu'elle éprouve en Amérique, par les injures, souvent grotesques, que distribuent à ses ennemis des journalistes qui s'écrivent à eux-mêmes les lettres dont ils décorent des feuilles qui ne persuadent plus depuis long-temps? Est-ce que l'Amérique est domtée, parce qu'on tente d'en imposer à l'Europe?

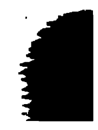
La vérité est que l'Espagne n'a pas pu dépasser 6,000 hommes dans les envois dirigés en dernier lieu contre ses Amériques; et que sont 6,000 hommes contre de pareils pays? Sur ce nombre, 1800 hommes étaient destinés pour les possessions de la mer du Sud. Elles les trouveront occupées par les

indépendans : ce sont des troupes perdues.

Le reste se partage entre la Havane et le Mexique, par paquets à peu près égaux de deux mille hommes ; et remarquez qu'il s'agit d'hommes embarqués, et non point d'hommes arrivés, et prêts à agir : ce qui est fort different. L'Espagne n'a pas envoyé un homme contre Buenos-Ayres, non plus qu'au royaume de Terre-Ferme. Il est connu que le nouveau vice-roi du Mexique, pour se frayer la route de la Vera-Crux à Mexico, a dû se faire escorter par toutes les troupes venues d'Europe, et par les garnisons de Perotte et Vera-Crux ; tout l'empire de l'Espagne dans ce pays se réduit donc à peu de chose.

Pour agir avec vigueur et efficacité contre l'Amérique, il faudrait pouvoir accomplir ce qui est dit à la page 179 du second volume de l'ouvrage *Des Colonies* (1). Ajou-

(1) Il est donc très-probable que ses envois de troupes iront en diminuant, jusqu'au moment très-prochain auquel elle ne pourra plus y envoyer un seul



en vue, avec ce qui existe en réalité. Tels sont les inconvéniens attachés à des calculs faits sur des objets placés au loin, et sur une scène très-mobile.

Il est donc de toute évidence que l'Espagne ne peut plus rien, ni pour ni contre l'Amérique. Cela est fort douloureux: nous le concevons fort bien. Mais de quoi, en affaires, faut-il donc prendre conseil? Est-ce de droits méconnus, et que l'on se trouve impuissant à faire reconnaître? Est-ce du sentiment de la dignité blessée, des regrets pour une perte immense? Toutes ces affections ont, il est vrai, un principe d'honneur et de justice; malheureusement tout cela ne remédie à rien, et c'est pourtant du remède dont il s'agit. Faut-il, pour satisfaire à des sentimens, d'ailleurs bien légitimes, continuer des tentatives infructueuses en elles-mêmes, ruineuses pour soi, oppressives pour ses ennemis, en l'exposant aux représailles que le ressentiment sait si bien dicter? Car il ne faut point s'y méprendre: l'Amérique, exaspérée par une continuité d'atta-

ques; après avoir rejeté le sceptre de l'Espagne, peut aussi se fermer à son commerce : c'est là le terrible moyen de vengeance que les Colonies étendues et puissantes ont toujours en main contre les métropoles inflexibles dans leur insistance à imposer le joug. L'Espagne a plus besoin du commerce de l'Amérique que de sa souveraineté. Aujourd'hui cette souveraineté n'est plus bonne à personne, au lieu que son commerce est bon à tout le monde. Il n'y a plus que des hommes étrangers au mouvement de l'univers et à celui des affaires qui puissent élever des doutes à cet égard. L'Espagne doit donc faire entrer soigneusement dans ses calculs la probabilité d'une exclusion qui consommerait sa ruine. Elle peut avoir lieu de deux manières : 1° par une interdiction formelle. L'Espagne n'a rien à fournir exclusivement à l'Amérique, rien que celle-ci ne puisse également demander à toutes les parties de l'Europe : l'Amérique n'a donc rien à perdre en se séparant de l'Espagne.

2° Par la prolongatiou de la guerre; car

pendant que l'on se bat, on ne commerce plus. Hostilités et relations commerciales ne vont point ensemble. Mais pendant ce temps, d'autres prennent la place, s'établissent, forment des goûts, et ce dernier article est beaucoup en fait de commerce. Il est trop tard, quand on se présente à son tour : on avait été banni par la guerre, on est déserté, délaissé pendant la paix. Or, voilà évidemment le sort qui est réservé à l'Espagne, par la prolongation de ses attaques contre l'Amérique : elles ne lui servent à rien, elles lui coûtent ses hommes et son argent ; mais, pendant qu'elle ne peut fournir que de loin en loin à ces inutiles combats, les Anglais, les Etats-Unis la supplantent dans tous les marchés de l'Amérique : elle est ouverte à tout le monde, et fermée pour les seuls Espagnols ; ce n'est plus pour eux que son sein généreux enfante l'or, et mille autres produits précieux qu'elle leur a si long-temps prodigués. Lorsque tous ces étrangers auront eu le temps de bien affermir leurs relations en Amérique, quelle figure y viendra faire la tardive Espagne ? Quelle fa-

veur pourra-t-elle réclamer pour son commerce? Il est le plus cher et le plus pauvre du monde entier. Fera-t-elle valoir la durée de son opposition, l'opiniâtreté de ses attaques, les rigueurs de ses agens, les excès de ses troupes, les malheurs qu'elle lui a causés? Il y a dans tout cela plus à excuser qu'à alléguer. Le commerce espagnol se trouvera donc relégué au dernier rang de tous ceux qui auront lieu sur les marchés de l'Amérique, et l'Espagne devra ce complément de ses désastres à l'aveugle passion de régner sur des terres où l'on ne veut plus d'elle, qu'elle ne peut plus atteindre, et qui lui donneront la ruine pour salaire du mal qu'elles en ont déjà reçu, et de celui qu'elles savent lui être préparé par elle, si sa puissance égalait sa volonté. Dans cette cruelle position, que faut-il donc faire ! car on n'est plus le maître de ne rien faire? Le pire état est celui qui réunit les inconvéniens de la guerre sans la guerre, et de la paix sans la paix. L'Espagne est en Amérique dans la même position où elle se trouvait dans ses déplorables guerres

des Pays-Bas, du Milanais, et du royaume de Naples. Elle perd chaque année un royaume en Amérique, comme elle perdait alors une province en Europe. Il y a plus : elle est bien réellement en guerre, et elle ne peut la faire; elle n'est point en paix, et elle reste immobile, inactive comme en état de paix ; trop faible qu'elle se trouve être à la fois pour la guerre, trop fière, trop obstinée pour se soumettre à une paix qui blesse son orgueil et ses intérêts; et pendant qu'elle subit tous les inconvéniens de cet imbroglio, qu'arrive-t-il ? Son commerce d'Amérique est abîmé par les croiseurs ennemis ; ses ports d'Europe sont bloqués par eux ; partout elle s'offre en proie à des essaims dévorateurs qui, sous un masque ou sous un autre, se gorgent de ses faciles dépouilles. Où aboutir dans un pareil labyrinthe, dans ce dédale de difficultés ? Où ? Rien n'est plus facile ni plus simple. Comme il arrive toujours dans les fortes résolutions; céder de bonne grâce ce que l'on ne peut plus garder ; lâcher ce qui serait arraché ; substituer les profits de

l'amitié aux désastres de l'inimitié, et pour cela, changer sur-le-champ les prétentions de souveraineté en relations commerciales; abandonner le ruineux et cruel dieu de la guerre, pour se vouer aux autels profitables de celui du commerce. Alors l'Espagne rentrera en Amérique par la seule porte qui puisse l'y ramener, et, en renonçant franchement à ce qu'elle ne peut plus raisonnablement obtenir, elle obtiendra tout ce qu'elle peut raisonnablement prétendre.

Pour bien apprécier la nature de ce conseil, il suffit de se demander s'il faut chercher les conseils dans les prétentions ou dans les intérêts.

Dans l'ouvrage *Des Colonies*, on indiquait à l'Espagne de changer sa domination personnelle sur l'Amérique, en souverainetés attribuées à des membres de la famille royale de ce pays; on y joignait, il est vrai, la prudente réserve d'ajouter, *s'il en est temps encore* : car enfin, il faut que les prétentions cadrent avec les temps propres à les faire adopter ou tolérer. Mais cette époque

favorable est déjà loin de nous : les derniers événemens ont anéanti la possibilité d'un dénouement qui, à cette époque, pouvait peut-être s'adapter aux intérêts mutuels de l'Espagne et de l'Amérique ; mais la fortune est devenue trop inégale, et désormais il faut quitter le long espoir et les vastes pensées..... Il reste à l'Espagne une dernière, mais triste ressource, celle d'inquiéter ceux que l'on n'a pu vaincre, celle des intelligences que l'on se ménage dans les lieux où l'on ne peut plus commander ; l'espérance pour les avides, la crainte pour les timides, la corruption pour les corrompus, la potence pour les corrupteurs, un redoublement de haine contre les impuissans auteurs de ces machinations ; tels sont les moyens, les résultats et le produit net les plus ordinaires de ces belles manœuvres..... On peut pronostiquer que, dans la cause actuelle, elles n'auront pas une meilleure issue.

En tout, il n'y a de vraiment profitable qu'une marche ferme et franche. Si les définitions claires épargnent et abrégent les

disputes de mots, les résolutions nettes sont aussi les seules propres à prévenir, ou à abréger des querelles d'une toute autre importance.

INTERVENTION DES PUISSANCES.

Aux chapitres XX et XXII de l'ouvrage sur *les Colonies*, il a été établi :

1° Qu'un congrès colonial était devenu indispensable ;

2° Que l'Europe avait le droit d'intervenir dans la querelle de l'Espagne avec l'Amérique, mais dans un but de conciliation seulement.

Les motifs généraux de ces assertions étaient puisés dans la considération des dommages actuels et des dangers imminens qui résultaient pour l'Europe, de l'état de perturbation générale qu'éprouvent les Colonies.

Depuis ce temps, cinq puissances principales ont intervenu dans l'affaire qui divise le Portugal et l'Espagne. Elles ont fait valoir à l'appui de cette démarche, et cela

avec bien de la raison, les suites que cette querelle pouvait avoir pour la tranquillité de l'Europe.

Il est permis d'apercevoir dans cette première démarche l'iniative du parti propre à mettre un terme à tous les désordres présens et à venir, résultant de l'état où se trouve l'ordre colonial. Deux choses sont certaines, et il faut savoir le bien reconnaître avant de s'engager dans toute discussion relative aux Colonies.

1° Les Colonies ont pris la place que la révolution, pendant vingt-cinq ans, a remplie dans l'attention de l'univers. Dans tout ce période de temps, il n'y eut qu'une affaire au monde, celle de la révolution. On n'avait pas manqué de le dire : on eut beau avoir l'air d'en douter, il a bien fallu y regarder de près, et depuis 1812 jusqu'à 1815, il a paru si, de Pétersbourg à Cadix, il y avait une autre affaire. Eh bien ! il en est de même pour les Colonies : la scène est déplacée ; l'Amérique a pris, sous ce rapport, la place de la France ; il faut s'en occuper malgré soi. Aujourd'hui l'Europe est à peu près vide

d'un intérêt bien vif ; l'attention de ses habitans, si long-temps exercée sur des objets si vastes, en réclame un ; le théâtre ne peut rester vacant, et Dieu sait si l'Amérique y pourvoit. Voyez comme l'on y procède : tout a l'air de s'y faire à coups de tonnerre. On ne compte que par catastrophes d'états et de chefs : les événemens semblent envier aux localités leurs proportions gigantesques. La commotion est générale dans ces immenses contrées ; elle s'étend sur toutes les mers ; elle a pénétré sur les rivages de l'Europe, au sein de ses états. Si Cadix est bloqué par Buenos-Ayres, le Portugal conspire contre le Brésil. Les mers des Antilles n'ont plus de sûreté ; le commerce, privé de ses garanties ordinaires, se dessèche ; les vœux des habitans de l'Europe sont en sens inverse de ceux des gouvernemens ; la jeunesse, l'ambition, l'ennui s'élancent ou poussent vers cette nouvelle carrière ; les besoins des sujets sont encore en sens inverse de la conduite publique du Gouvernement. Ceux-ci sont fort embarrassés ; placés qu'ils se trou-

vent entre les profits du commerce de l'Amérique qu'ils trouvent fort bons, et son émancipation qu'ils trouvent très-mauvaise, entre les richesses qu'elle donne et promet, et son exemple qui les courrouce ou les effraie. La misère générale de l'Europe, et particulièrement celle de l'Angleterre, ne leur permettent point de se priver, par des attaques directes, des rafraîchissemens que procure le commerce de l'opulente Amérique; l'Europe n'est donc pas moins embarrassée avec elle, qu'elle le fut avec la révolution française. Il n'est pas plus en son pouvoir de détourner son attention de la première, qu'il n'a été de fermer les yeux sur la seconde.

2° Il serait inutile et dangereux de s'aveugler sur l'état des Colonies; ceux qui s'obstinent à n'y voir que des enfans, que des sujets de l'Europe, tellement inférieurs avec elle, qu'ils n'auraient qu'à recourir à sa clémence, sont loin de connaître leur position véritable. Si la guerre d'Amérique, si celle de l'Espagne avec ses colonies ne suffisent

point pour les éclairer sur le véritable état des choses; eh bien, qu'ils apprennent que, sous un grand nombre de rapports, les Colonies sont égales à l'Europe, qu'elles lui sont supérieures en quelques autres. La civilisation a marché plus rapidement qu'en Europe; on a vécu deux siècles pendant quelques années, on est au niveau de tout ce qui se trouve dans toutes les parties du globe; il n'y a plus de *colons* proprement dits, c'est-à-dire d'hommes dont la pensée, les actions, toute l'existence, dépendaient de la métropole, et avaient l'air d'être inspirées et créées par elle. Il est bien à regretter que les commissaires envoyés par la France à Saint-Domingue ne nous aient point rapporté tout ce qu'ils ont vu dans ce pays-là.

Puisque les choses en sont venues à ce point, il faut rechercher ce qu'il y a à faire :

1° Des arrangemens partiels, tels que ceux que produira l'intervention des puissances dans l'affaire de l'Espagne et du Portugal ; ou bien des arrangemens généraux sur l'ensemble de l'ordre colonial ;

2° Une intervention conciliatrice et amicale, ou bien une intervention menaçante et armée.

Mais 1° des arrangemens partiels n'arrangent rien; si l'on y trouve du redressement pour quelques inconvéniens du moment, il ne s'y trouve point de remède pour le principe même du mal; il continue de subsister, d'agir d'après sa nature, et ne peut manquer de renouveler le mal que l'on avait prétendu guérir. Ainsi, l'intervention dans l'affaire de Monte-Video est très-bonne pour empêcher les contendans d'en venir aux mains; mais en quoi touche-t-elle à l'ordre colonial, à Buenos-Ayres, au Pérou, au Mexique, aux Antilles, aux troubles que la terre éprouve, aux déprédations qui couvrent les mers, à l'extermination qui désole la face de l'Amérique, au dessèchement qui dévaste le commerce de l'Europe qui a tant besoin de lui? La querelle apaisée entre le Portugal et l'Espagne ne conclut rien pour l'état équivoque qui existe entre Saint-Domingue et la France; pour celui de la population de

cette île que l'on tient dans un état douteux, aussi contraire à l'humanité qu'à la saine politique, aux intérêts véritables de la France en particulier, comme à ceux de l'Europe en général.

En tout, l'étendue du remède et des moyens doit correspondre à celle du mal et du but; or, ici l'état de perturbation est général : il faut donc un moyen général d'ordre, un calmant universel. Où peut-il se trouver? sinon dans un établissement général et uniforme qui embrasse toute l'étendue des parties affectées par les troubles. Où peut se former cet établissement? sinon dans la seule réunion qui puisse posséder à la fois toutes les connaissances de la matière, et toute la force nécessaire pour l'accomplissement de ce qui aura été jugé le plus convenable. Or, encore une fois, où peuvent se trouver et ces lumières et cette puissance? sinon dans le Congrès des puissances coloniales et principales de l'Europe, c'est-à-dire dans un Congrès qui serait colonial pour son objet, mais universel dans sa for-

mation et dans son but ; car aujourd'hui, tout dans le monde est tellement lié, tellement entrelacé, qu'à proprement parler, il n'y a plus d'affaires purement personnelles. Une affaire isolée ne peut plus être qu'un zéro ou qu'une absurdité. Que l'on veuille bien nous dire ce qu'il y a d'isolé en Europe ?

2° Des hommes font de la politique comme les Maures font de la médecine, en appliquant le feu à tout ; les soldats, les prévôts, les bourreaux sont la panacée universelle de ces gens-là. Ne sachant rien expliquer, à la manière des ignorans, ils résolvent toutes les questions par l'emploi de la force (1).

---

(1) Le baron de Tott rapporte, dans le récit de son Voyage et de ses travaux en Turquie, qu'un jour, dans l'arsenal de Constantinople, il s'agissait de soulever et de transporter une pièce de canon d'un fort calibre. Cinq cents Turcs s'étaient précipités sur elle, et toutes ces mains accumulées, mais se gênant mutuellement, ne pouvaient parvenir à la remuer. L'ingénieur français, moins fort, mais plus savant qu'un Turc, fit apporter une de ces machines que l'indus-

Pour eux, l'esprit humain n'est qu'un mutin à réprimer avec la verge de fer, et l'homme un être façonné pour un maître dont il ne lui est jamais permis de détourner ses regards, auquel il ne peut être accordé de les reporter sur lui-même. Dès que l'on remue, on crie à l'esprit révolutionnaire, on réclame des croisades contre lui. Après avoir longtemps invoqué toutes les armées de l'Europe au secours de la tranquillité de la France, aujourd'hui ils invitent l'Europe à courir sus à cette maudite liberté de l'Amérique, et voudraient nous voir tous acheminés vers elle, pour en expulser l'indépendance, comme on vit nos pères s'acheminer vers la Palestine, pour en chasser les Infidèles. Le succès pourrait bien être le même; mais cela n'y fait rien; l'ennemi est là : il

---

trie a créées pour aider au transport des fardeaux : la lourde masse, auparavant immobile, se mit en mouvement à son approche.

Ces Turcs-là sont, tout juste, nos politiques.

faut aller le tuer à tout prix, et sûrement c'est le cas. En effet, il est bien évident que c'est l'esprit révolutionnaire qui a porté la cour du Brésil à sa loyale, lumineuse, et profitable expédition de Monte-Video; que c'est encore l'esprit révolutionnaire qui fait que le Portugal et le Brésil veulent absolument avoir le roi chez eux; que c'est encore l'esprit révolutionnairé qui fait que la moitié de l'Angleterre, mourant de faim à défaut d'emplois industriels, est livrée au désordre; que c'est encore l'esprit révolutionnaire qui, inspirant un si noble patriotisme, un si généreux détachement de leurs intérêts propres aux grands et au clergé du Wurtemberg, a forcé le roi de dissoudre les états, et exposé ce pays à manquer de constitution, cette peste des sociétés, qu'il était réservé à ces malheureux temps de voir désirer par tous les peuples, ainsi qu'adopter par quelques princes, aveugles sans doute sur les charmes et les heureux résultats du pouvoir arbitraire, comme sur le penchant inné que ressent l'humanité à jouir de ses douceurs;

que c'est toujours au même esprit que l'on doit le dévouement si libéral des grands et du clergé d'Espagne, pour repousser le nouveau plan de finances, qui seul peut remettre à flot le vaisseau de l'Etat, laissé à sec sans ce soulagement; que c'est encore à lui qu'est due la docilité filiale du clergé d'Irlande aux décisions du pape, qui a si heureusement servi à faire rejeter l'émancipation de quatre millions de catholiques irlandais qui, sans cette charitable et lumineuse opposition, couraient le risque d'être associés à tous les droits politiques des pervers Anglais, grands fauteurs d'hérésie, et de voir ainsi tarir la source des malheurs qui depuis quatre cents ans désolent leur patrie. Il est donc bien fin cet esprit révolutionnaire, puisqu'il sait emprunter le masque de tous ses ennemis. Il est bien adroit, puisqu'il sait faire, par leurs mains, toutes les sottises dont il a besoin pour s'étendre, et dont ensuite il sait si bien profiter. Il est bien puissant, puisque c'est lui qui agit en tout et partout à la fois, en Amérique et en Europe, enfin dans tout le

monde. Certes, si cela est vrai, nous sommes plus près de la mort, ou plus près de la guérison qu'on ne le dit; car enfin, quand nous serons tous révolutionnés, ce sera fini; et personne n'aura plus rien à se reprocher.

En attendant que cela manque ou s'accomplisse, raisonnons : c'est toujours le plus sûr.

Lorsque l'on parle de l'intervention armée de l'Europe contre l'Amérique, s'entend-on bien soi-même? Que veut-on dire? S'agit-il d'une injonction à l'esprit révolutionnaire de s'arrêter et de vider les lieux, sous peine de s'y voir contraint par les voies de droit et de fait? S'agit-il d'une croisade armée, pour réduire les athlètes de l'indépendance à se ranger de nouveau en silence sous l'ancienne domination? C'est sûrement l'une de ces deux choses que l'on veut dire, et peut-être toutes les deux à la fois. On veut la force et la menace de la force.

Voyons ce que renferment ces deux propositions.

1° Ce serait une belle chose que la faculté

d'arrêter par un seul mot le mouvement imprimé à l'esprit des hommes, ou bien à une nation toute entière. Malheureusement on n'a pas encore découvert ce merveilleux secret. En attendant qu'on y parvienne, tenons pour certain qu'il n'est au pouvoir d'aucune force humaine d'arrêter une disposition de cette nature, une fois qu'elle s'est manifestée dans une grande masse d'hommes. Pour le prouver, laissons la vénérable antiquité; consultons l'histoire moderne : c'est plus près de nous, et par conséquent plus frappant.

Un misérable conducteur de chameaux débite ses rêveries à quelques peuplades grossières : elles s'en imbibent, elles s'exaltent; elles attaquent en désespérées le christianisme auprès de son berceau, au temps de sa plus grande ferveur, dans ses plus beaux domaines; elles attaquent avec lui l'empire de Constantin dans la vigueur de sa jeunesse, dans toute l'étendue de sa puissance, et voilà qu'au bout de quelque temps on cherche les lieux où l'un et l'autre

florisssaient avec tant de gloire ; voilà que deux parties du globe gémissent abruties sous le joug d'un double despotisme religieux et civil, aussi stupide que feroce (1). Cent ans de vexations de la part de Rome mettent l'Allemagne au désespoir : voyez les *centum gravamina* présentés à la diète

---

(1) Voyez ce que Montesquieu (*Esprit des Lois*) dit des causes qui favorisèrent l'établissement des Sarrasins. Combien le mauvais gouvernement des empereurs grecs le faisait désirer et accueillir par les peuples !

Le même dit qu'il suffit d'une idée imprimée à une nation, pour décider de son sort. Il apporte en preuve deux exemples, ceux des Juifs et des anciens Perses.

Chez les premiers, l'espoir de voir naître le Messie dans sa famille, a soutenu et multiplié cette race, malgré des persécutions et des massacres qui, depuis long-temps, auraient dû la faire disparaître.

Chez les seconds, l'idée que les trois actions les plus agréables à la Divinité étaient d'arroser un champ, de planter un arbre, et d'augmenter la famille, a fait de l'ancienne Perse, pendant qu'elle a subsisté, le pays de l'Asie le plus fertile, le mieux planté et le plus peuplé. Le mahométisme est venu, et a tout détruit.

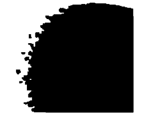
de Worms. La mine se trouve chargée par les mécontentemens d'un siècle entier ; un malheureux moine y met le feu ; l'explosion retentit dans toute l'Europe ; l'incendie se propage ; la moitié de l'Allemagne et de l'Europe, naguère si soumises, a abjuré sa foi ; des torrens de sang répandu pendant deux cents ans ne peuvent éteindre ce feu. Charles-Quint y use sa puissance et sa vie ; Philippe son fils y perd les Pays-Bas, et ce n'est pas faute d'y avoir laissé les bourreaux oisifs. François Ier et ses successeurs ont beau torturer leurs sujets, depuis l'incendie de Cabrières et Mérindol, jusqu'aux Dragonnades, sans se refuser même une Saint-Barthélemi, rien n'y fait. La cruelle fille d'Henri VIII, bien digne d'un tel père, l'impitoyable Marie a beau tenter de noyer dans le sang l'esprit d'innovation ; Jacques II, aussi malavisé, a beau renouveler la même entreprise, le succès est le même pour tous les deux. D'un autre côté, ni tous les échafauds d'Henri VIII, ni tous les soldats d'Elisabeth et de Cromwel, ni

toutes les confiscations de Guillaume III, ne peuvent faire changer d'humeur ni de culte à un seul Irlandais. Dans des temps plus rapprochés, une disposition générale éloigne l'Amérique de l'Angleterre (1); celle ci a beau l'anathématiser, la déclarer rebelle, la couvrir de soldats anglais ou allemands, incendier les villes, ruiner les champs, peines et argent perdus : la défense se proportionne à l'attaque. Plus l'on pousse, plus l'on résiste; on souffre, mais on triomphe, et l'Angleterre se retire du combat avec ses Colonies de moins, et deux milliards de dettes de plus, qui ont

(1) Les Colonies anglaises de l'Amérique avaient, dans les guerres de 1742 et de 1756, donné à l'Angleterre des preuves efficaces d'attachement et de fidélité, et elle dut aux troupes, levées chez elles, la prise de la Havane et de Louisbourg.

Douze ans après, ces mêmes Colonies auraient péri plutôt que de rester unies et obéissantes à l'Angleterre; et puis croyez que l'on détourne les peuples de leur route, comme un vaisseau de son cours.

servi à payer la leçon qu'elle vient de recevoir sur la conduite qu'il y a à tenir avec des hommes que des circonstances nouvelles ont poussés dans une direction nouvelle. Il en est de même pour l'Amérique espagnole : tout ce que l'on fait pour contrarier sa direction ne sert qu'à la confirmer. D'où proviennent des résultats aussi uniformes ? De causes uniformes, l'impossibilité de réformer la direction une fois imprimée à l'esprit humain et à tout un peuple. Cette direction est longue à se former, il est vrai ; mais, une fois prise, elle devient irrésistible : l'opinion publique est une reine dont l'armée se forme lentement, mais qui est invincible quand elle est rassemblée, et qui a déjà tout envahi lorsqu'elle se montre. Voyez cette montagne qui défendait le hameau des tempêtes et des aquilons : sous son abri, d'heureux bergers, depuis des siècles, coulaient des jours tranquilles : autour d'eux, dans ces asiles de la paix, tout était verdure ; mais pendant ce temps, des sources cachées minaient les fondemens de





ce mont; il avait résisté aux efforts des vents et des orages; et voilà que tout-à-coup ses fondemens, sapés par une action lente et sourde, le laissent sans appui : il se fend, s'écroule; et, dans sa chute précipitée, entraînant pasteurs et troupeaux, il fait disparaître le hameau sous les ruines dont il jonche au loin la plaine dépouillée désormais de verdure. Ainsi se forment au sein des nations les dispositions que l'on appelle des révolutions. Quelque vice secret les prépare, le temps les aggrave, le sentiment du mal les généralise, les établit dans tous les esprits; l'occasion d'éclater arrive; un peuple, différent de celui que l'on avait l'habitude de rencontrer, se montre tout-à-coup. Il n'entend plus ce qu'on lui dit; il n'admet plus ce qu'on lui prescrit, sourd et aveugle qu'il se trouve être d'un côté et pour certaines choses, tout yeux et tout oreilles d'un autre, et pour d'autres choses. Arrivé à cet état, pour le redresser, il faudrait le briser : l'attaquer dans cette disposition, serait l'y rendre inébran-

lable. Les hommes tolèrent, endurent, et souffrent long-temps avant d'en venir là; mais une fois arrivés à ce point, ils ne rétrogradent plus : car, pour les y contraindre, il faudrait les refaire. Rien n'est plus facile que d'arrêter l'essor d'une faction, la marche d'un complot dirigé par des intérêts privés, ou bien ourdi par des ambitieux et des mutins. L'histoire est pleine du récit de ces petites trames, et de celui de leur répression. Alors le combat est d'homme à homme; mais quand il est d'un homme à un peuple, où se trouvent le levier et le terme? Or, voilà précisément où l'on en est en Amérique. L'esprit révolutionnaire de cette contrée n'est que le sentiment du malêtre prolongé. C'est celui que doit inspirer la comparaison de la Colonie avec la métropole; le spectacle de son délabrement, de son impuissance à protéger comme à pourvoir; le sentiment des besoins, de la propre force, de l'infortune des liaisons avec une métropole dont, de dix ans, on n'entend point parler; qui veut vendre six francs



ce que l'on peut obtenir avec vingt sous ; qui tient assujéti aux plus cruelles privations, lorsqu'on a les moyens de se procurer toutes les jouissances. Est-on révolutionnaire à Buenos-Ayres, parce qu'on ne veut plus y être attaqué, comme on l'a été deux fois par suite des glorieuses combinaisons du prince de la Paix? Est-on révolutionnaire à Lima, à Caracas, au Chili, au Pérou, au Mexique, parce qu'on ne veut plus s'y trouver englobé dans des guerres et des querelles dont le siége est à mille lieues, dont le sujet est étranger et inconnu, et qui condamnent pendant nombre d'années à être bombardé, bloqué, ruiné, et à manquer de tout? La fin d'une barbarie et d'une absurdité pareilles est-elle donc un attentat? Est-on révolutionnaire à Lisbonne, parce qu'on veut y avoir un roi en résidence ; parce que l'on est las de l'attendre depuis dix ans; parce qu'en attendant qu'il lui plaise de revenir, on est ruiné ; parce qu'on est fatigué de demander sans cesse au Brésil ce qu'il faut faire en Portugal, et de voir

les années se consumer dans l'attente des réponses? Serait-on révolutionnaire à Rio-Janeiro, parce qu'on voudrait aussi y avoir le roi; parce qu'on y serait affecté d'avoir à attendre les décisions du Portugal sur les affaires du Brésil, autant qu'on l'est à Lisbonne d'attendre celles du Brésil sur les affaires du Portugal? Ce qui a pu exister sans de graves inconvéniens, lorsque la Colonie, en raison de sa petite population, n'avait que peu d'affaires, est intolérable depuis que l'accroissement de cette population, et celui de sa richesse, ont créé, comme il arrive toujours, un grand courant d'affaires qui réclament attention et célérité. On ne peuple point, on ne prospère pas, pour rester immobile ou cloué. Tout doit se passer par raison dans les sociétés humaines qui sont des familles, dont les intérêts mutuels forment le lien. Mais n'est-ce point le rompre ce lien, n'est-ce point les saper elles-mêmes dans leurs bases, que de vouloir les tenir pliées dans une direction contraire à leurs intérêts, vivement ressentis

par elles? Vous courbez un arbre avec violence; il fait un effort continuel pour se redresser; il oppose sa violence à la vôtre. Voyez ce vaisseau qui, dans sa course tranquille, laisse tomber la voile, et dormir la rame. A quoi doit-il sa paisible navigation, et de glisser mollement sur cette onde? N'est-ce point de s'abandonner à la douce pente du fleuve qui, dans ses contours arrondis, n'oppose aucune aspérité qui puisse l'arrêter. Vous barrez le cours du fleuve, et vous êtes étonné de rencontrer des *courans rapides*, qui vous obligent, comme fait le sauvage, de charger le canot sur vos épaules.

Le véritable moyen de calmer et d'éteindre l'esprit révolutionnaire n'est donc point de lui prescrire, ou de le proscrire, mais de lui retirer ses alimens (1); de redresser les torts

---

(1) Tels, par exemple, que les deux procès dans lesquels, en Angleterre, la couronne vient de succomber; ceux de Walton et de l'auteur du Nain Noir, M. Vooler.—Les désappointemens de cette nature conduisent tout droit aux plus fâcheux résultats pour la

qui le produisent ou le fomentent, et de replacer les choses dans leur sens naturel.

---

considération du Gouvernement. L'esprit moral de la nation est frappé de la révélation des moyens dont on a cru devoir user : s'il en résulte de fâcheuses conséquences, à qui s'en prendre?

L'abbé Girard admettrait-il dans ses *Synonymes* cette définition de l'esprit révolutionnaire, un parasite qu vit à la table de tous les sots? On crie beaucoup contre les lumières; il paraît cependant qu'on met souvent des lois somptuaires sur leur usage : on dit que ce sont elles qui font les révolutions; il est bien plus certain que ce sont les ténèbres.

Proclamation du Gouverneur de Bahia.

Le comte d'Arcos, gouverneur de Bahia, a adressé trois proclamations aux loyaux habitans de Fernambouc. Dans la première, il leur dit que les rebelles les ont trompés, en leur promettant le secours du peuple de Bahia. Le cri de ce peuple, dit-il, est fidélité au plus aimé des rois, et chacun des soldats de la province se montrera un Scipion dans la cause de son souverain.

Dans la seconde proclamation, datée du 22 mars, il leur assure, sur sa parole d'honneur, que les Etats-

Quand les perturbateurs n'auront plus d'ap-
pui dans le sentiment des maux éprouvés,

Unis et toutes les autres nations de l'univers méprisent le patriote Martinez et ses infâmes collègues, comme ils le méritent, et ne voudraient pas employer leurs soldats à soutenir leurs crimes horribles. Il leur dit ensuite que les soldats arriveront bientôt, et feront expier leur crime aux gouverneurs provisoires patriotiques, ainsi qu'à tous les moteurs de révolutions.

Voici la troisième proclamation :

« Habitans de Fernambouc, les soldats de Bahia marchent sur le district d'Alagoas pour planter, dans toute l'étendue de ce département, le pavillon de Portugal. Tout habitant de Fernambouc qui ne se hâtera pas de se joindre à ces troupes, et de marcher sous leurs ordres, sera fusillé. Les forces navales qui bloquent le port ont reçu ordre de raser la ville au niveau de la plaine, de passer tout au fil de l'épée, à moins que le Gouvernement de notre seigneur, le roi, ne soit sur-le-champ rétabli. On n'écoutera aucune négociation qui n'aura point pour préliminaire la remise des chefs de la révolte, où l'assurance de leur mort; bien entendu que chacun peut leur tirer sus, comme sur des loups.

Signé, le comte d'Arcos. »

Bahia, 29 mars 1817.

ressentis généralement, et annoncés pour l'avenir, on verra quel sera leur crédit. Qui les écoutait en Angleterre, lorsqu'elle avait du travail et du pain? Qui conspirait à Lisbonne, lorsqu'il y avait un roi? Qui conspirerait dans toute l'Amérique, s'il y avait des gouvernemens établis à Buenos-Ayres, à Lima, à Mexico; si le commerce libre fournissait à la terre les moyens de déployer sa richesse, aux besoins ceux de se satisfaire; si

---

En attendant que l'on voie si les Portugais seront autant de Scipions, et l'on ne s'attendait guère à voir Scipion dans l'affaire de Fernambouc, on n'est point embarrassé de savoir ce que vaut, ce que mérite, ce que doit produire infailliblement sur l'esprit des gouvernés, un gouverneur qui use d'un pareil langage. Ces proclamations emphatiques, qui nous viennent d'un autre monde, rappellent quelques-unes de celles que l'on fait dans le nôtre.

Tel homme, non d'épée, pour avoir passé en revue une troupe urbaine et sédentaire, s'écrie, *Soldats, je suis content de vous....* Est-ce donc qu'une revue de cinq cents citoyens est un travail semblable au passage des Alpes, ou à la bataille de Marengo?

l'on pouvait y conserver la paix, lorsqu'il plaît à l'Europe de se battre; si l'on était régi par les lois et par les hommes du pays? L'esprit révolutionnaire n'est donc qu'un effet; la cause est ailleurs, et c'est là qu'il faut l'aller chercher pour l'éteindre. Gardons-nous d'imiter l'animal stupide et féroce, qui décharge sa rage et son écume sur la pierre qui arrive à lui en bondissant, et qui ne voit pas la main qui l'a lancée (1).

Dira-t-on pour cela qu'il n'existe point d'esprit révolutionnaire dans aucune tête, en aucun pays? Loin de nous une pareille pensée; mais seulement qu'il n'est point cet agent universel, ce moteur auquel la téméraire et malveillante irréflexion se plaît à rapporter tout ce qui se passe sous nos yeux: ce qui serait étonnant, après tant de scènes

---

(1) On insiste sur cet article à cause de l'usage répété de cette locution, qui fait partie d'une espèce d'argot, dont quelques écrivains font un emploi aussi perfide qu'odieux.

On reviendra quelque jour sur ce chapitre.

si bizarres, si funestes, n'est point qu'il existe un tel esprit, mais qu'il n'existât point : et c'est précisément parce qu'il existe que nous demandons d'en rechercher soigneusement l'origine, les soutiens, les prétextes, pour lui retirer ses points d'appui. Nous voulons la même chose que veulent ceux que nous combattons; mais nous la cherchons d'une autre manière : notre médecine n'est point celle des empiriques avec leurs drogues empoisonnées; mais celle de la nature avec sa simplicité et surtout avec sa sobriété. Que l'on y regarde de près, et l'on ne tardera pas à reconnaître la source de cet esprit révolutionnaire, objet des anathèmes d'une foule d'ignorans (1). Il a son siége dans le

(1) Il faut dire la même chose de ces infatigables investigateurs des causes de la révolution, qui ne manquent jamais d'assigner celles qui n'y ont rien fait, et d'omettre en revanche celles qui y ont tout fait. Qu'ils nous permettent de leur adresser une très-humble requête, celle de leur demander s'ils ont lu les *Annales françaises*, ouvrage de M. Guy Sallier,

mauvais ordre des sociétés européennes, dans le combat des lumières générales contre

---

ancien conseiller au parlement de Paris, aujourd'hui maître des requêtes au Conseil-d'Etat, et de leur en recommander la lecture, s'ils en ont été privés, comme il y a trop de raisons de le soupçonner. Cet ouvrage dit tout : qui ne l'a pas lu, ne sait point sa révolution. L'auteur s'appuie fréquemment du témoignage d'un contemporain qui n'était point un grand philosophe, *ains au contraire*, mais un courtisan pourvu d'yeux qui y voyaient très-clair, M. le baron de Bezenval. Placé de manière à beaucoup voir, il a beaucoup dit, et ce qu'il a dit, suffit pour montrer comment les états croulent.

M. Sallier donne les détails les mieux circonstanciés sur la lutte du parlement avec Louis XVI, faisant suite à celle qui avait rempli les vingt dernières années de Louis XV. Il expose aussi tous les actes par lesquels le clergé et la noblesse s'opposèrent à la cour, tous ceux de la cour contre les premiers ordres et les parlemens. Comment, au milieu des cris des uns et des autres, s'accusant mutuellement d'envahissement de pouvoirs, d'arbitraire, de désobéissance; les parlemens disant au roi qu'il était dans l'heureuse impuissance d'imposer; le roi disant aux parlemens qu'ils n'avaient pas le pouvoir de le faire; ceux-ci conve-

lès intérêts particuliers, dans l'inégalité existante entre le savoir et le pouvoir (la balance est rompue entre eux); dans le désordre des fortunes publiques, toutes plus ou moins obérées; dans l'instabilité des fortunes particulières, dans l'excès des impôts qui enlèvent à l'homme les fruits du travail et la subsistance de sa famille, dans notre ordre social où tout est gêne et combats, où les charges sont devenues si lourdes que, contre l'ordre naturel, les Gouvernemens n'ont plus l'air d'exister pour la société, mais la société pour les Gouvernemens, de manière à laisser dans l'indécision sur les avantages tant vantés de la société, en comparant ce que l'on y porte avec ce qu'on en retire.

---

nant qu'ils avaient usé de la tolérance de la nation, pour se maintenir dans l'exercice de ce droit; comment, au milieu de ce conflit, savoir à qui donc appartenait le pouvoir ? Une voix se fit entendre ; c'était celle de la nation qui criait : *C'est à moi!* La révolution se trouva faite ce jour-là, qui fut vraiment, pour tous ceux qui l'avaient amené sans le savoir, la journée des dupes.

Nous ne serions point embarrassé d'assigner beaucoup d'autres causes encore plus décisives de l'existence de cet esprit révolutionnaire; mais l'imprudence de nos adversaires ne nous rendra pas indiscret. Seulement nous dirons que nous entendons fort bien le langage secret qui est renfermé dans les agitations, dans les émigrations, qui se manifestent en tant d'endroits; croit-on donc que tout cela soit privé de sens, et n'ait aucune signification? Depuis quand cherche-t-on à changer une attitude commode, à quitter une terre de paix et de bonheur? Quand fuit-on la terre natale, pour aller confier à des terres lointaines et inconnues le soin de sa fortune et de son repos? Tous les hommes ressemblent plus ou moins aux sauvages, qui préfèrent tous les maux à l'éloignement du lieu où reposent les ossemens de leurs pères; si quelque chose peut adoucir le tombeau, c'est d'y descendre bien près de son berceau... Ah! lorsque dans l'ouvrage *Des Colonies*, nous demandions d'ouvrir de larges débouchés aux misères de l'Eu-

rope, nous savions bien qu'elles avaient répondu d'avance à notre voix, et que le malheur ne pouvait manquer de devenir le conseiller nécessaire d'une foule d'hommes, auxquels la terre d'Europe ne se montre plus que comme une marâtre.

Si donc l'on veut extirper l'esprit révolutionnaire, si l'on veut exorciser suffisamment ce nouveau démon des sociétés modernes, il faut commencer par le bien reconnaître. Sûrement il ne cédera point à des paroles magiques, à des imprécations mille fois répétées, aguerri qu'il paraît être contre leur vertu ; mais il cédera à des directions bien calculées, bien appropriées au temps, aux mœurs, aux intérêts, aux droits, et aux besoins des sociétés. Par exemple, il n'est pas difficile de prévoir quelle issue aura la dissolution des états de Wurtemberg : alors on criera encore à l'esprit révolutionnaire, au danger de réunir et de consulter les peuples. Mais qui aura produit ces résultats ? Sera-ce l'esprit révolutionnaire, ou l'esprit récalcitrant de certaines classes que rien ne



peut décider à se fondre dans le corps de la nation, dans la masse de la société, et qui veulent absolument dominer et tenir les autres classes à la même distance où les castes supérieures de l'Inde tiennent les castes inférieures ? Qu'au lieu de cette extravagante opposition, les états eussent suivi la direction imprimée par le Roi, toute conséquence fâcheuse était évitée; le prince, les grands, le peuple n'avaient plus que des sujets d'être attachés les uns aux autres : quand le contraire arrivera, de quel côté aura soufflé l'esprit révolutionnaire ? Du côté des novateurs constitutionnels, ou bien du côté des antiquaires récalcitrans ; du côté de l'intérêt général, ou du côté de l'intérêt particulier (1) ?

(1) Rien ne paraît plus digne d'hommages que la conduite du roi de Wurtemberg. Aucun sacrifice, aucun aveu ne lui a coûté pour faire jouir ses peuples du bienfait d'une constitution ; pour réunir sous les mêmes lois politiques et civiles ceux que le nouvel ordre politique de l'Europe et de la Germanie a ren-

Qu'on nous pardonne de nous appesantir sur ce sujet; mais il est trop important pour

---

dus citoyens du même pays, membres de la même association. Le nom, ailleurs si redouté, de pacte social n'a eu rien d'effrayant pour ce monarque généreux; il a porté les concessions aussi loin que le bon ordre le permettait : car on ne conçoit pas quelle idée les Etats peuvent s'être faite d'une constitution, en portant leurs prétentions aussi haut qu'ils l'ont fait; ce qu'ils entendaient faire d'un pouvoir exécutif, en se réservant la clef d'un trésor, et des commissions intermédiaires, entre la tenue des sessions. Il ne manquait que d'avoir aussi une armée.

On se demande toujours comment il faut tant de temps, et de commissions, et de séances, pour arrêter des articles constitutionnels; comme s'il n'y avait point de règles fixes et connues pour bien diviser les pouvoirs, et donner à chacun ce qui lui est nécessaire pour remplir sa destination, mais pour cela seulement; comme s'il pouvait y avoir deux genres de constitution, pas plus que deux géométries, deux astronomies, deux mécaniques, deux architectures, deux navigations. Le modèle existe; qui le suit, a une constitution; qui s'en écarte, n'en a point... Le roi de Wurtemberg s'est trouvé obligé de faire un appel au

pouvoir nous en détacher. Plus on élève de nuages autour de lui, plus l'intérêt général exige de travailler à les dissiper. Il serait aussi dangereux qu'inutile d'affecter de les méconnaître; depuis cinquante ans le monde a changé de face; ici, il ne s'agit pas d'un droit, mais d'un fait; temps bien perdu assurément que celui que l'on consume à demander aux hommes pourquoi ils sont ainsi faits, tandis qu'il faut l'employer à constater s'ils le sont en effet. Qu'on nous dise ce qu'a de commun le monde d'aujourd'hui avec le monde de cinquante ans; il ne s'agit point d'assigner la prééminence entre eux, ni de

---

peuple, comme Louis XVI, après les oppositions des parlemens et des premiers ordres : le ministère fait des comptes rendus, comme on en faisait en France, après la seconde assemblée des notables. Partout les grands ont tenu une marche uniforme : assesseurs du trône, ils s'y tiennent attachés tant que le prince va dans leur sens; dès qu'il ne va plus que dans le sien, ils s'en séparent. Voyez la France, depuis le 5 septembre.

régler les rangs; mais de profiter de ce qu'il y a de bon de part et d'autre, et de corriger sagement ce qui se trouve de défecteux. Disons-le avec confiance, parce que nous le disons avec franchise : depuis cinquante ans le monde a reçu un ébranlement universel; *le genre humain est en marche.* Où s'arrêtera-t-il? Qui le dirigera? A *quelle voix obéira-t-il?* Sera-ce aux accens plaintifs et discordans, aigres et caducs d'un temps passé qui se cherche en vain lui-même dans le temps présent, et qui emprunte pour exprimer ses regrets, et célébrer ses charmes flétris, des organes improbateurs; sirènes repoussantes autant que décevantes, propres seulement à conduire d'écueils en écueils, à faire tomber de Caribde en Scylla? Sera-ce aux invitations insinuantes et douces d'une raison mâle et éclairée, qui dirigera prudemment le noble voyageur vers le terrein solide d'institutions, au milieu desquelles il pourra enfin jeter l'ancre? Cela est beaucoup plus probable; et sûrement dans le choix des deux guides, tout homme qui ne place

pas devant ses yeux le prisme des passions, ne balancera point;

2° Une intervention armée, ce qu'on pourrait appeler une croisade, est elle dans la possibilité, comme dans les intérêts de l'Europe?

Pour bien entendre cette question, il faut se faire une idée claire de l'objet auquel elle se rapporte : ce n'est rien moins que l'Amérique entière et toutes ses colonies; car tout est étroitement lié dans cette question : le Mexique est en armes.

Toute l'Amérique méridionale est également armée; la plus grande partie n'a plus d'ennemis intérieurs à combattre. Ainsi, Buenos-Ayres, le Chili, le Pérou, sont délivrés des Espagnols royalistes. Le royaume de Terre-Ferme l'est aussi, à peu de chose près; ces divers pays sont situés sur des rivages et dans des positions opposées, ou très-éloignés les uns des autres.

La population s'élève à... 17,000,000 h.

L'usage des armes est devenu familier aux Américains : ils se sont fortifiés par l'adop-

tion de tous les arts meurtriers de l'Europe. Une attaque contre un pareil pays, avec des armes venues d'Europe, est donc une grande affaire. Les grandes armées se rassemblent lentement, se transportent péniblement, se portent mal en arrivant, subsistent difficilement, et, dans ce terrible climat, finissent par un prompt enterrement. Voyez la fin de 40,000 Français envoyés à Saint-Domingue, et celle de l'armée anglaise que le général Abercombrye y conduisit en 1798; elle périt toute entière, avant de jouir de la satisfaction de tirer un coup de fusil. Ce serait bien pis lorsqu'il s'agirait des corps envoyés au Chili, à Lima, à Caracas, dans tous les climats, berceau de cette terrible contagion,

Capable d'enrichir en un jour l'Achéron,

la fièvre jaune, puisqu'il faut l'appeler par son nom. D'un autre côté, les petites armées ne sont bonnes à rien; à la vérité, elles sont plus maniables, mais aussi sont-elles moins propres à obtenir un grand résultat, comme

à contenir de vastes espaces. Après avoir occupé l'Amérique, il faudrait encore la garder; les Russes, les Prussiens, les Autrichiens, iraient-ils monter la garde à Lima, à Santa-Fé, à Acapulco? Les peuples, dépourvus de colonies, agiraient-ils avec la même alacrité que les peuples, grandement et richement possessionnés en colonies, sentiraient devoir le faire? Qui paierait les frais de ces expéditions lointaines, surtout dans l'état où l'on voit toutes les finances de l'Europe? L'irréflexion seule peut les représenter comme l'affaire d'un jour. Parlera-t-on de blocus qui interdiraient à l'Amérique les communications dont elle a besoin pour ses moyens de défense, d'approvisionnement, et d'écoulement de ses productions? Il faut féliciter les inventeurs de cette riche conception. Effectivement, bloquer toute l'enveloppe de l'Amérique est chose très-facile; bientôt on proposera le blocus du globe. Et puis, quand l'Amérique sera bloquée d'un côté, le sera-t-elle de l'autre? Les blocus la frapperont-ils de stérilité? Fe-

ront-ils fuir les congrès de Mexico, de Buenos-Ayres, de Lima, de Caracas? Que faisaient à la Convention les blocus de M. Pitt; à l'Angleterre, le blocus continental? Un blocus est une affaire de temps et de patience, et dans ces stations éloignées et dispendieuses, on verrait bien vite qui serait plutôt à bout de voies, de l'Europe ou de l'Amérique. Toutes ces suppositions sont pitoyables; elles portent toutes sur le même oubli, celui par lequel on met à l'écart la considération la plus importante, celle de l'influence de l'Amérique sur l'état intérieur de l'Europe. Que ces déclamateurs mal avisés mettent donc en tête, ou plutôt à la place de leurs perpétuelles invitations à l'usage de la force, le calcul des produits de l'Amérique, et celui de leur action sur la richesse et sur la tranquillité de l'Europe: car c'est encore une des heureuses conceptions de ces écrivains, que celle d'établir la ruine et la misère comme base du repos et de la soumission des peuples, et d'attacher le principe de leur tranquillité à des clous de fer

chargés de rouille, plutôt qu'à des clous dorés. Pour se convaincre du bonheur de ce système, il n'y a qu'à considérer l'Angleterre depuis que ses ateliers sont fermés; or, c'est un état pareil qui menace l'Europe entière, si elle s'abandonne à des attaques contre l'Amérique, si elle ne met pas un terme prochain à ses souffrances. Il a été dit dans l'ouvrage *Des Colonies*, que l'émancipation et la prospérité de l'Amérique feront la richesse de l'Europe. On s'appuyait sur le témoignagne de lord Castlereagh, qui a déclaré au Parlement d'Angleterre, il y a dix-huit mois, que le commerce de l'Amérique méridionale atteignait déjà à la somme de deux cent millions. On trouve dans le discours prononcé le 3 mars 1817, au Parlement, par M. Brougham, célèbre membre de cette Assemblée et de l'opposition, mais habitué à garder plus de mesure que celle-ci n'a l'usage de le faire; on lit, disons-nous, *que des documens authentiques, et qui le mettent à l'abri de passer pour un visionnaire, lui ont prouvé qu'il existait en An-*

gleterre quatre cent millions des produits de l'Amérique du sud, dont la plus grande partie était réalisée; que l'Amérique offrait un marché de dix-sept millions d'habitans, dont un sur dix dans l'Amérique méridionale, et un sur sept au Mexique usaient des marchandises d'Europe; que les premiers envois dans ces contrées, mal dirigés et trop abondans, avaient causé des pertes considérables, mais que le bon marché qui en avait résulté, avait favorisé le goût des marchandises anglaises, de manière à le généraliser, et à compenser par une consommation durable et toujours croissante, une perte momentanée.

Ce tableau représente fidèlement tout ce qui existe déjà d'avantages dans le commerce d'Amérique, et tout ce que l'on est fondé à attendre de lui dans un meilleur avenir. Lorsque de grandes villes se seront élevées dans ce pays, comme aux Etats-Unis; lorsqu'il aura pris, comme eux, son essor naturel vers la prospérité dont il possède tous les élémens dans un degré bien supé-

rieur à l'Amérique anglaise (et celle-ci est à l'Amérique espagnole comme le cuivre est à l'or) : alors s'accomplira, et cela très-prochainement, ce qui a été dit, que l'Europe manquera d'ouvriers et de matières premières pour la fourniture des marchés de l'Amérique. En veut-on une autre preuve? Où la trouver? Dans ce qui vient d'avoir lieu à Buenos-Ayres. A peine la victoire sur le Chili a-t-elle été connue, que les magasins, encombrés depuis long-temps, ont été vidés, et ceux de Londres appelés à les remplacer. Ainsi le contre-coup de tout ce qui se passe en Amérique, se fait ressentir en Angleterre et en Europe. Prospère-t-elle, l'Europe prospère avec elle; souffre-t-elle, l'Europe souffre comme elle, et autant qu'elle : tout est à la gêne à la fois dans les deux pays; et l'on ne tient aucun compte de cette action et réaction d'une partie du globe sur l'autre. Loin de demander l'emploi du fer et du feu pour rompre ces précieuses communications, on ne bénit pas le Ciel de les avoir établies, d'avoir enchaîné

les unes aux autres les parties lointaines du globe par les solides et profitables liens des intérêts mutuels. En vérité, y pense-t-on de faire une politique de stérilité, lorsque toutes les circonstances de l'Europe en réclament une de richesse et d'abondance? Que prétend-on faire de cette multitude de familles industrieuses, qui n'ont de moyens d'existence que dans l'emploi de cette industrie; qui retombent à la charge de l'Etat et de leurs concitoyens, dès qu'elle s'arrête; à la disposition des agitateurs qui profitent de l'exaspération produite par leurs souffrances, et qui finissent, dans l'oisiveté forcée qui suit la suppression du travail, par troubler la société qu'elles contribuaient à enrichir et à décorer, lorsqu'il était en vigueur? On se tourmente bien vainement à chercher les causes des agitations sociales; le tarif de la morale des peuples se trouve dans les deux mots suivans : *travail* et *oisiveté*. Or, d'après cela, comment l'Europe consentirait-elle à se fermer des marchés tels que ceux de l'Amérique? Quel but une puissance telle

que l'Angleterre se proposerait-elle, dans une guerre avec l'Amérique? Le rétablissement de l'autorité dite légitime? Fort bien : mais ce n'est point d'elle seule dont il s'agit ici, mais des suites de ce rétablissement. Or, quelles seront-elles? Le rétablissement de l'exclusif du commerce contre les Anglais, autant que contre tous les Européens : car, sans lui, le rétablissement de la souveraineté ne signifie rien. Qu'importe à l'Espagne de commander en Amérique, si d'autres y commercent, si elle en a les charges, et d'autres les profits? Elle ne peut vouloir procéder au rétablissement de son autorité, qu'en vue du rétablissement de l'exclusif de son pavillon et de ses marchands. Qu'importe à Cadix que le pavillon de Castille flotte à la Vera-Crux, à Lima, à Valparaiso, à Acapulco, si tous les pavillons de l'Europe flottent à côté du sien, et lui donnent des rivaux prêts à le supplanter? Voilà ce que c'est que de séparer les diverses parties des questions coloniales, tandis que tout y est étroitement lié; d'y porter des idées appli-

cables à l'état de l'Europe, mais contradictoires à celui des Colonies, et qui, sous ces rapports, n'ont rien de commun avec elle. L'Europe est occupée à se défendre de l'industrie anglaise; la guerre a passé des champs de bataille dans les ateliers. Tel prince, tel peuple qui a imploré le secours des soldats et des subsides anglais, repousse de toutes ses forces l'industrie anglaise; il en est des peuples comme des particuliers : *amis jusqu'à la bourse*. On a vu l'Espagne, qui est de toutes les contrées de l'Europe celle qui doit le plus à l'Angleterre, n'en frapper pas moins son commerce des lois prohibitives les plus sévères. Sûrement elle n'agirait point d'après d'autres principes, après sa réintégration en Amérique; alors, que deviendrait cette immense population qui en Angleterre vit du travail que produit le marché de l'Amérique? Où retrouverait-on les tributs que paie ce travail, et dont l'Angleterre, comme tous les Etats, éprouve un si grand besoin pour l'entretien de son trésor qui se vide encore plus prompte-

ment qu'il ne se remplit? Il faut donc revenir à d'autres idées. Toute la question se réduit à ces deux mots :

L'Amérique doit-elle périr, plutôt que de reprendre le joug espagnol ?

L'Europe peut-elle se passer de l'Amérique ?

L'humanité décide la première question.

L'intérêt de l'Europe, la seconde.

Le congrès colonial n'a donc à prononcer que sur ces deux points; tout le reste s'ensuit.

Ce sera à lui de constater ce que l'Espagne peut encore à l'égard de ses Amériques; si la mauvaise guerre qu'elle y fait peut encore avoir quelque efficacité, ou quelque résultat. S'il ne s'agit plus que de tuer des hommes en pure perte de part et d'autre, ce n'est pas la peine de continuer. Ce sera à lui de rechercher si, depuis vingt-cinq ans, il y a eu assez de sang répandu; si la guerre a assez étendu ses ravages; si en Europe elle a assez multiplié les embarras, pour ne pas avoir besoin d'y ajouter ceux de l'Amérique; si,

dans l'impossibilité de rapprocher l'Espagne avec ses colonies, dans un combat acharné entre l'humanité et la souveraineté, ce n'est point à celle-ci de céder à l'autre, qui est sa source et son but, et qui, après tout, est son aînée dans le monde.

Mais il n'y a plus un moment à perdre; chaque jour multiplie les désastres; les pertes de l'Amérique, nous ne nous lasserons point de le répéter, sont les pertes propres de l'Europe. Tout habitant de moins en Amérique, est un consommateur enlevé à l'Europe, un chaland perdu pour elle, un Européen producteur de moins. L'Europe a autant d'intérêt à la pacification de l'Amérique sur des bases solides, c'est-à dire sur des bases naturelles, que l'Amérique elle-même peut en avoir. Ce n'est plus à la posséder, à la domter, que désormais on peut aspirer, mais seulement à la régulariser; c'est là ce qui est vraiment digne de la puissance et des lumières de l'Europe. Entrée la première dans la carrière de la civilisation, l'Europe ne doit plus travailler qu'à y faire entrer à

leur tour toutes les parties arriérées du globe, qu'à la leur faire parcourir plus rapidement qu'elle ne l'a fait elle-même. Mais qu'elle ne leur porte pas ce bienfait d'une main parcimonieuse : qu'il s'étende à toutes les parties du monde colonial. Ce n'est que dans un ordre général que peut se trouver le salut commun; que Saint-Domingue y soit compris comme le continent espagnol; que partout on finisse enfin de s'exclure, pour se punir de se méconnaître mutuellement; que partout on travaille pour civiliser ce que l'on ne peut plus posséder, ni réformer: que l'humanité adoucisse la rigueur des arrêts du sort, et que les hommes cessent de méconnaître en d'autres hommes leurs semblables, parce qu'ils ont cessé d'être leurs sujets; alors l'Europe pourra obtenir, à son tour, de l'Amérique, qu'elle adoucisse l'arrêt qui semble bannir la royauté de sa surface, et sûrement ce n'est point là un de ses plus minces intérêts. L'Europe a tout à gagner dans un arrangement qui concilie son honneur avec ses intérêts; mais la plus grande

part dans ces avantages reviendrait encore à la France. Son état colonial est réduit à rien ; ses liens de famille lui ferment les sources auxquelles l'Angleterre et le reste de l'Europe puisent largement. Ramenée dans son intérieur à un ordre régulier, par la révolution du 5 septembre, cette restauration des restaurations, la France doit s'occuper de refaire le sang qu'elle a perdu, et de raffermir les ressorts que les commotions de vingt-cinq ans ont brisés. La France ne peut jamais être le hors-d'œuvre de la politique de l'Europe et du monde ; cette exclusion ne peut lui être réservée de quelque part qu'elle menace (1), sous un

(1). Pendant que l'Etat équivoque de Saint-Domingue, à l'égard de la France, se prolonge, le pavillon français est exclus, et tous les autres s'y montrent : les marchandises anglaises, la langue anglaise prennent la place des marchandises françaises et de la langue française. Depuis qu'on a cessé d'y envoyer des prêtres catholiques, les Méthodistes s'établissent. Lorsqu'on reviendra, on trouvera d'autres goûts et un autre Culte. Cette substitution est le partage de quiconque ne marche-

ministre du nom de Richelieu, d'un nom qui rappelle la place qu'il a tenue dans le système qui a long temps régi l'Europe. Triompher de grandes difficultés, semble être l'apanage de ce nom illustre; et celui qui le porte, en présidant aux conseils de la France, se montrera, pour l'avantage de notre patrie, et pour sa propre gloire, jaloux de conserver ce précieux et honorable héritage.

---

pas à hauteur avec tout le monde. Aujourd'hui les suppléans ne sont pas difficiles à trouver, et l'on est fort habile à hériter.

POST-SCRIPTUM.

DANS l'intervalle du temps qui s'est écoulé entre la composition et la publication de cet écrit, plusieurs faits et plusieurs documens importans sont venus à notre connaissance.

1° L'évacuation de Monte-Video et de la rive gauche de la rivière de la Plata, par l'armée portugaise. Elle a fait là une belle campagne.

2° La retraite de l'armée royale du Pérou, forcée par l'occupation du Chili. Cette armée paraît avoir éprouvé de grandes pertes.

3° L'expulsion de l'Evêque et du clergé du Chili, pour s'être mêlé du différend décidé par les armes.

4° Le discours de S. M. le roi d'Espagne, dans le conseil qui a adopté le nouveau plan de finances. (Voyez le *Moniteur* du 25 juin.)

On lit dans ce discours le passage suivant : « Il « est vrai que la dette publique courante s'est aug- « mentée nécessairement ; que celle des règnes « précédens et la nouvelle forment une somme « considérable ; que mes troupes, dignes par leur « conduite de la reconnaissance nationale et de la « mienne, éprouvent des besoins affligeans ; qu'elles « manquent de tout ce qui peut être nécessaire à leur



« commodité; que les casernes tombent en ruine; « que les citoyens supportent le pénible fardeau des « logemens et des bagages militaires; qu'en plusieurs « endroits il se commet d'énormes exactions arbi- « traires; que la marine est totalement dépourvue; « que les côtes de la péninsule et des colonies sont « en proie aux pirates; que les troubles de l'Amé- « rique privent la métropole des ressources les plus « efficaces; que les magistrats et presque tous les em- « ployés voient s'écouler les mois et les années sans « recevoir leur modique traitement. »

Ce tableau suffit pour donner l'idée de ce que l'Espagne peut faire contre l'Amérique.

Depuis ce temps le grand arsenal de Cadix a péri dans un incendie.

On doit s'attendre à recevoir de jour en jour des nouvelles décisives dans les affaires de l'Amérique.

Chaque jour apporte des confirmations aux idées développées dans cet écrit. Le mineur est attaché à toutes les parties de l'édifice de la domination espagnole en Amérique. Les événemens s'y succèdent, s'y pressent de manière à ne donner de relâche ni à l'attention ni à l'Espagne. Mina est descendu dans la province du nouveau Saint-Ander : il n'y trouvera personne pour le défendre. Mac-Gregor s'est porté dans l'île d'Amélia, d'où il pourra se jeter à volonté dans les Florides, ce pays tiraillé par l'Espagne et par l'Amérique qu'il divise entre elles, parce qu'il les sépare, et qu'il fait sentir à la dernière tous les inconvéniens d'une enclave étrangère au milieu de son territoire. Mac-Gregor ne trouvera pas les Florides mieux gardées que Mina n'a trouvé la partie du Mexique dans

laquelle il a abordé : partout où domine l'Espagne c'est le même spectacle de délabrement et de misère. Bolivar a remporté de grands avantages sur les débris des forces espagnoles commandées par Morillo lui-même : celui ci n'avait point péri dans le combat du 17 mars, comme quelques journaux étrangers et français l'avaient annoncé. Il reparaît sur la scène, mais ce n'est point avec éclat, il s'en faut de beaucoup ; il paraît que le plan des indépendans a été de s'emparer de l'intérieur du pays, pour rejeter leurs ennemis sur les points qu'ils occupent encore sur les côtes, et qui se réduiront bientôt à celui de Carthagène seul. En cela ils paraissent avoir eu en vue de priver leurs ennemis de deux importantes ressources : celles du bétail qui couvre les savannes immenses de la Terre-Ferme, ainsi que des chevaux qui y existent en grand nombre, mais dans un état de liberté entière qui les rend impropres au service, sans *éducation préparatoire.* L'Espagne envoie bien en Amérique des cavaliers, mais des cava-

liers sans chevaux : elle compte sur ceux du pays; ce calcul est bon en temps de paix, mais il ne vaut rien en temps de guerre. La possession de cet instrument primaire de la guerre donne d'immenses avantages à celui qui le possède. Lorsque Boves renversa la première république de Venezuela, formée sous Miranda, ce fut à l'aide de sa cavalerie; maintenant c'est Boliva qui dispose de ce moyen, et qui y trouvera les élémens d'une supériorité irrésistible sur ses adversaires.

L'Espagne se propose d'envoyer quelques renforts à ses armées d'Amérique : on parle de quelques hommes que chaque compagnie par régiment doit fournir. Quand cela sera-t-il prêt, arrivé? Que trouvera-t-il en arrivant? Des choses autres que celles que l'on allait chercher. Encore quelques pénibles déboursés en hommes et en argent, et l'Espagne sera au bout de ses inutiles envois, aussi meurtriers pour elle-même que pour ses ennemis. Il faut remarquer deux actes bien disparates qui ont eu lieu des deux côtés, à la même époque. Ils suffisent

pour montrer leur esprit réciproque, et ce que l'Europe doit en attendre : le premier est la déclaration de l'agent espagnol en Amérique, par laquelle il donne à connaître que le 1er octobre 1817, l'ouverture du port de la Vera-Cruz cessera d'avoir lieu.

Le second, l'acte du congrès de Venezuela qui modère à six pour cent les droits sur les marchandises de l'Angleterre et des Etats-Unis, comme un témoignage de sa gratitude, et maintient celui de dix-sept pour cent sur les nations dont il n'a pas encore reçu les mêmes signes de bienveillance. Par ces deux actes on voit que l'Europe sera exclue par les uns et admise par les autres, de manière à ce que si l'Espagne triomphe, il n'y ait plus d'Amérique pour elle, et qu'au contraire si c'est l'indépendance, elle jouira de l'Amérique dans toute sa plénitude. Maintenant qu'elle choisisse.

Il paraît que des émigrations considérables et de grands envois d'attirail militaire ont lieu en Angleterre pour l'Amérique;

cela était facile à prévoir : un pays peuplé d'hommes courageux, aventureux, amateurs de fortune, livrés aux spéculations commerciales, devait suivre cette marche ; elle est toute dans ses goûts et dans ses intérêts, et ce n'est point de Vatel, mais de Barême qu'il faut parler au commerce. La répression de l'insurrection de Fernambouc, évènement prévu et facile à prévoir, ne fait rien à la cause de l'indépendance : le succès l'eût fortifié, mais son défaut ne ne l'arrête point ; il y a cessation de profit, mais point de dommage réel. La question reste la même quant au Portugal et au Brésil ; elle est toute entière dans la résidence du roi dans l'un des deux pays. Pour celle qui a fait le sujet de cet écrit, savoir si l'indépendance de l'Amérique avançait ou reculait, il est bien évident que, depuis sa composition, l'indépendance a fait de grands progrès, et c'est la seule chose dont nous avons à nous occuper, dont nous voulons occuper nos lecteurs, et qui forme le résumé essentiel d'une foule de détails qui ne



peuvent manquer de se faire remarquer dans une scène aussi variée, aussi étendue, aussi compliquée, et qui, par là même, n'ont de valeur que par le résultat auquel seul nous voulons donner de l'attention.

FIN.

PERSONNALITÉS

DES PERSONNALITÉS

ET

INCIVILITÉS

DE LA QUOTIDIENNE ET DU JOURNAL DES DÉBATS.

Ce n'est point sans avoir eu à surmonter une extrême répugnance, que nous nous sommes décidés à descendre aux yeux du public, jusqu'à *la Quotidienne* et au *Journal des Débats*. Pendant quatre ans, nous n'avons opposé que le silence à leurs provocations, à leurs invectives, au ton tantôt arrogant, tantôt bassement familier qu'ils se sont permis à notre égard. Le même sentiment qui nous avait commandé le silence, nous prescrit aujourd'hui de le rompre. L'injure long-temps tolérée peut, au jugement de plusieurs, passer pour une injure acceptée. En France, on lit peu de livres; dans l'étranger, on ne connaît point les hommes dont les journaux de France ont à s'occuper; l'instruction, au dehors et au dedans, n'arrive guère que par la voie des papiers publics. On ne connaît donc les ouvrages et les auteurs que par les

couleurs sous lesquelles ils les présentent. L'autorité d'une chose imprimée est encore grande dans beaucoup d'endroits; presque tous les lecteurs éloignés de la capitale, sont étrangers à la connaissance du personnel des rédacteurs; ils ignorent également à quel parti ils sont attachés, quels intérêts ils servent ou les dirigent; par conséquent, ils sont, à défaut de pièces justificatives ou d'objets de comparaison, exposés dans leur jugement à des surprises, dont la connaissance de ces mobiles cachés les défendrait. Quiconque habite les départemens, ne peut manquer d'être frappé de cette disposition des esprits. Rien n'est plus commun que d'y entendre dire : *Cela est dans le journal. Comme le journal* traite M. N !...

Plus une arme est dangereuse, plus un homme qui connaît ses devoirs, veille sur son usage et l'emploie avec circonspection. C'est à la fois un superbe privilége et une grande puissance, que celle de pouvoir établir une communication journalière et directe avec les hommes de tous les pays, auxquels l'application aux affaires publiques, devenue générale dans le monde, fait de la lecture des journaux un besoin de première nécessité. Il est loin le temps pendant lequel l'antique *Gazette de France* et *le Courrier d'Avignon* suffisaient aux modestes besoins de la société d'alors.

Ce n'est donc point une chose indifférente que l'action répétée des journaux sur un homme et sur ses

ouvrages; et quiconque aura quelque soin de sa renommée, ne leur abandonnera pas le droit d'en disposer. Il en est sûrement avec lesquels une confiance aussi étendue ne serait pas trompée ; mais avec ceux que la passion ou l'esprit de parti domine, il faut savoir prendre ses sûretés : c'est ce que nous devons faire à l'égard de la *Quotidienne* et du *Journal des Débats*. Depuis 1814, et cette date dit tout, ces journaux nous ont pris pour but à leurs traits; leurs hostilités étaient d'autant plus blâmables, qu'elles étaient plus gratuites; à cette époque nous n'avions encore rien publié; nous ne connaissions aucun des rédacteurs, et nous avons bien la certitude de n'avoir jamais écrit une ligne qui ait le moindre rapport à leurs personnes ou à leurs feuilles. Nous sommes donc à leur égard dans la classe des neutres, et ceux-ci ont toujours été un objet de ménagement; nous y avions droit par le soin constant que nous avons apporté à éloigner de tous nos écrits jusqu'à l'ombre d'une personnalité : il n'y a que la mauvaise éducation qui puisse engager un écrivain à se les permettre. Lorsque le récit des cruels événemens qui ont changé l'état de notre patrie, défilant sous nos yeux comme un cortége funèbre pour conduire au tombeau notre grandeur passée, amena sous notre plume des noms qui se faisaient lire en tête de ce lugubre appareil, nous ne les avons fait remarquer que sous les rapports de la part qu'ils avaient eue à nos malheurs : le nombre

on a été réduit aux seuls besoins de l'histoire, et sûrement tout ce qui se trouvait en dehors de cette partie de leur vie publique, a été scrupuleusement respecté. Quand nous avons peint des scènes qui faisaient partie d'événemens trop célèbres, la révélation n'est pas venue de nous; déjà le public les avait appris par les récits des premiers serviteurs des acteurs principaux. Ce que nous avons dit ne peut mériter de blâme; mais ce que nous avons tu, doit nous donner des droits à la reconnaissance. Il ne nous a rien coûté de sacrifier les faciles succès attachés aux révélations qui atteignent les grands; mais nous n'avons point cessé d'avoir devant les yeux le respect dû au malheur, alors même qu'il est mérité, ainsi qu'à un rang que nous vénérons d'autant plus que nous en connaissons mieux l'origine et la destination, et que, semblable à l'or, il nous paraît briller d'un éclat plus vif et plus pur, à mesure qu'on le dégage de la rouille des préjugés.

Nous osons nous flatter qu'aucune de nos publications ne porte un caractère qui puisse faire reconnaître à quelle nation, à quel parti l'auteur appartient, jusqu'à quel point il a pu être atteint personnellement par les événemens qu'il décrit. Depuis le congrès de Rastadt jusqu'à celui de Vienne, en France comme en Allemagne, exilé ou banni, nous avons parlé à tous et de tous avec franchise, impartialité, et sans autre considération que celle de l'intérêt géné-

val. Nous abandonnons au public, comme c'est notre devoir, le jugement du fond et de la forme de nos ouvrages : leur terme sera le premier signe certain de mécontentement de sa part ; mais qu'il nous soit permis de revendiquer cette partie des dispositions morales qui ont présidé à leur confection, non comme un titre de gloire, tant l'accomplissement de ce devoir paraît simple, mais au moins comme une carte de sûreté. Qui n'a jamais offensé, peut prétendre à rester à l'abri de l'offense.

Il paraît que cette maxime n'est point à l'usage de la *Quotidienne* ni du *Journal des Débats*. Ce ne sont point de ces ennemis généreux qui arrêtent le combat *au premier sang*, mais bien des champions d'autant plus acharnés qu'ils combattent tout seuls, et qu'on ne leur oppose aucune résistance. Nous ne rappellerons ni la triste et lourde gaîté de M. de Felletz, ni les dédains et les dégoûts de M. Fiévée, déclarant à ses lecteurs que le *Congrès de Vienne* est un pamphlet allemand, mortellement ennuyeux; que l'auteur est un homme de *parti*, qui cherche un *parti*, qui n'a point sa *partie* liée : entendra qui pourra cette manière expéditive de juger un livre, et peut-être qu'un tel jugement est plus retombé sur le juge que sur le condamné. Mais nous demanderons à M. Hoffmann de quoi et de qui il peut tenir le droit d'entasser, au sujet de vues sur l'ordre colonial, les épithètes inciviles, les locutions, tour à tour basses, familières, outrageantes, qu'il s'est per-



misés dans son examen, ou plutôt dans son travestissement de l'ouvrage *Des Colonies*. Nous avions cru devoir négliger de le redresser pour ce qu'il a écrit sur les Mémoires d'Espagne ; nous pensions qu'un premier écart l'aurait préservé d'un second ; mais puisque c'est une habitude chez M. Hoffmann, il faut bien suppléer à ses oublis passés, et prévenir ses rechutes à venir.

Nous demanderons donc à M. Hoffmann si l'on ne peut examiner les avantages et les inconvéniens de la séparation des colonies avec les métropoles, sans se voir exposé à ses insultes. Il nous paraît que d'immenses avantages sont renfermés dans ce grand acte, soit pour les colonies mêmes, soit pour les métropoles, soit pour le monde entier. Nous le disons avec calme, à la suite de longues méditations : l'intérêt général est le but de l'ouvrage, la raison en est la boussole, les principes sont inébranlables, les conséquences sont certaines, les événemens arrivent en foule pour confirmer les uns et les autres. Qu'y a-t-il là qui puisse provoquer la colère, la haine, l'injure ? Les Colonies sont en révolution : l'avons-nous faite ? Il y aura des malheurs : qui les produit ? Nous qui sommes à mille lieues, ou les maladroits qui sur le terrein les aggravent tous les jours ? Mais l'Espagne perdra ses Colonies. Est-ce donc nous qui les lui arrachons ? Peut-être a-t-elle à gagner en les perdant : c'est un compte à faire. Mais les métropoles perdront leurs Colonies :

autre compte à faire ; encore un coup, apprenez ce qu'en langage colonial veut dire le mot *perdre*. Mais les soldats de Morillo déserteront : nous ne les avons pas envoyés d'Espagne en Amérique, pour y tuer des hommes ennuyés de payer six francs ce qu'ils peuvent avoir pour vingt sous ; nous ne leur avons pas dit de le faire, mais nous avons dit ce qu'ils feront et ce qu'ils ont fait. Il y a loin de l'un à l'autre ; si nous avons brodé l'étoffe, d'autres mains ont fourni le canevas.... Vous pensez que l'ancien ordre colonial est préférable à celui qui tend à s'établir ; dites-le, prouvez-le : vous verrez en quels termes nous parlerons de vos opinions. Vous trouvez notre ouvrage mauvais ; dites-le, vous en avez le droit ; prouvez-le, nous en profiterons ; mais abstenez-vous de formules insultantes, dérisoires, que le ton de la bonne compagnie, et celui que donne la bonne éducation, ne peuvent jamais permettre ni tolérer. Soyez sobre des qualifications générales, *absurdités*, *extravagances*, *contradictions*, *faire trop d'honneur* ; songez qu'un système, long-temps médité, lié dans toutes ses parties, confirmé par les faits, ne s'écroule pas sous le poids léger de minces observations, telles qu'il est si facile d'en faire sur toute espèce d'ouvrages, et qu'il faut avoir étudié une question qui, par sa nature, est étendue, compliquée, importante, pour avoir le droit d'en parler. Ce serait aussi un trop beau privilége, et qu'il faudrait bien leur envier, que celui attribué à des



hommes auxquels il suffirait de se faire journalistes, pour savoir dans un jour ce qui coûte quelquefois des années à apprendre. Retenez aussi que l'on ne peut jamais être autorisé à parler au public un autre langage que celui qu'on parlerait devant une société choisie : parce que le public est la première de toutes les sociétés, et celle à laquelle il est dû le plus de respect. Retenez encore que si la justice, dans le jugement sur le fond d'un ouvrage, est également due à tous, les égards dans l'expression doivent être réglés sur le rang que les personnes occupent dans la société ; il n'y a que l'absence absolue des notions des devoirs qui règlent les sociétés policées, qui puisse faire tomber dans la pratique contraire.

Nous demanderons de plus à M. Hoffmann si, en écrivant, un auteur livre au public autre chose que sa pensée écrite, et son ouvrage ; s'il livre sa personne ; s'il abdique le rang qu'il occupe dans la société, pour descendre dans l'arène et y rester exposé aux insultes d'une populace grossière ; s'il renonce aux égards dont la société le fait jouir. Nous lui demanderons quelle est la loi qui rend les écrivains personnellement justiciables des journalistes. Est-ce donc que nous manquons de tribunaux ? A quoi la juridiction des journaux est-elle bornée ? Doit-elle s'étendre aux personnes ou bien aux ouvrages ? Depuis quand la société autorise-t-elle un homme ou quelques sociétaires à faire une déclaration de guerre à un citoyen, à pu-

blier journellement contre lui des manifestes, à armer en course contre lui, à le blesser continuellement à la face du monde entier, qui peut se méprendre sur la nature de l'attaque et sur les motifs du silence de *l'attaqué* ? Les abonnés demandent-ils compte aux journalistes de leurs affections personnelles à l'égard de quelques individus; ou bien attendent-ils d'eux des notions exactes, parce qu'elles seraient impartiales sur le mérite des ouvrages qu'ils peuvent avoir intérêt de connaître ? La loi, en autorisant la publication des journaux, a-t-elle voulu remettre en de certaines mains un glaive dont l'intérêt ou les passions pourraient user à discrétion ? A-t-elle voulu permettre la censure des ouvrages, en vue de propager les connaissances utiles; ou bien établir la censure des personnes, en vue de satisfaire des animosités et des malveillances ? L'art divin par lequel toutes les parties de l'humanité s'entendent, se correspondent, conversent, pour ainsi dire, ensemble, ce chef-d'œuvre de l'industrie humaine a-t-il donc été inventé pour servir des intérêts privés, ou bien pour faire jouir mutuellement les hommes des fruits de leur génie et de leurs richesses intellectuelles ?

M. Hoffmann prétend aux honneurs de l'indépendance. Gloire à cette indépendance, provenant à la fois de la droiture du cœur et de la rectitude de l'esprit, par lesquelles on se maintient libre contre toute influence, et l'on ne suit dans ses jugemens que



la conviction qui résulte d'un examen impartial et approfondi; mais l'indépendance, qui ne se manifeste que par la répartition égale de l'injure, par l'emploi habituel d'expressions outrageantes, de formules dérisoires, en un mot, par l'usage continuel du dictionnaire de l'incivilité, n'est qu'un cynisme impudent fait pour bannir de la société celui qui emprunte à la populace un langage réprouvé par la bonne compagnie. Diogène ne peut avoir droit aux honneurs d'Aristide.

On dit que la consolation des malheureux est de compter des compagnons. Nous devons cette consolation à M. Hoffmann, et de nous l'avoir fait trouver en bonne compagnie; celle de deux hommes recommandables par d'honorables sentimens, par de vastes connaissances et des talens très-distingués, MM. de Montlosier et Schlegel. Avec quelle prodigalité M. Hoffmann répand sur les extraits de leurs ouvrages les épithètes les plus grossières! Comme reviennent à chaque instant les qualifications d'absurdités, d'extravagances, les plates bouffonneries! Tout homme peut se tromper sans doute; mais une erreur d'opinion politique ou littéraire prête-t-elle donc à cette aigreur de la censure, à cette acrimonie d'expression, à ce ton qu'on croyait disparu du milieu de nous avec les Garasse et leurs pareils? Nous ne nous ingérerons pas de juger le différend littéraire, élevé entre MM. Hoffmann et Schlegel, sur la prééminence des Muses allemandes

et françaises ; mais il semble que les doctes Sœurs qui forment la cour du Dieu poli de l'Hélicon, n'auront pas reconnu l'urbanité, apanage ordinaire de la France, dans le langage du chevalier du Parnasse français. Il est honteux d'être vaincu sur son propre terrain, et c'était bien à M. Hoffmann à faire les honneurs de son pays à un honorable étranger.

Au reste, l'insolence et l'insulte paraissent être des plantes indigènes pour le journal dans lequel s'exerce l'urbanité de MM. Hoffmann, Fiévée et de Felletz : c'est un sol dans lequel elles croissent naturellement, quelque nom qu'il porte, et par quelques mains qu'il soit cultivé. Voyez ce qu'à une époque déjà éloignée, ce journal, alors de l'Empire, attenta contre un des hommes les plus considérés de notre âge, M. l'abbé Morrelet : les ans ni l'estime publique ne purent le défendre. Voyez encore sur quel ton le même journal n'a cessé de s'exprimer sur une femme célèbre (1), que l'éclat et l'étendue de son esprit placent au-dessus de ses contemporaines, et font marcher d'un pas égal avec les hommes les plus éclairés de son siècle ; femme qui, réunissant l'indulgence à la puissance, de ce riche carquois, d'où sont sortis une foule de traits brillans, que tant d'hommes s'empressent de ramasser pour en composer leur parure, n'a jamais tiré une

---

(1) Madame la baronne de Staël.

flèche destinée à blesser qui que ce pût être. Noble emploi de la force! Il est vrai que la force véritable est toujours généreuse, et laisse l'insolence à la faiblesse.

Eh bien! soyons généreux envers ceux qui nous ont offensé, et, pour cela, adressons à la Quotidienne et aux Débats quelques conseils dont ils pourront faire leur profit. Si leur amendement n'a pas lieu, on ne pourra pas nous l'imputer : nous leur dirons donc :

1° Qu'ils feront bien de jeter au feu leur Dictionnaire d'incivilités, pour lui substituer le vrai Dictionnaire français, celui de l'urbanité;

2° Que le calcul qui fait multiplier, répéter, aggraver la calomnie, parce qu'il en reste quelque chose, n'a jamais été admis entre honnêtes gens;

3° Que la personnalité est interdite à tout juge; que le journaliste est tout l'opposé du juge civil, dont le premier devoir est de constater l'identité de la personne, tandis que le juge littéraire doit toujours la laisser à l'écart, et ne voir que l'ouvrage;

4° Qu'ils doivent renoncer à la pratique vraiment déloyale de tordre des paroles, pour en exprimer du venin, pour en faire sortir un sens que l'auteur n'a jamais pensé à leur donner; que c'est travestir un ouvrage, et non point l'analyser, que de tronquer, transposer et rapprocher des passages qui n'ont point de rapport ensemble; qu'il est peu glorieux de triompher, à l'aide de cette commode méthode, de sottises

dont on est le propre père. Un grand ministre disait: Donnez-moi deux lignes de l'écriture d'un homme, et je le ferai pendre. Qu'on nous donne quatre phrases de la Quotidienne ou des Débats, et l'on verra ce que nous leur ferons dire.

5° Qu'il serait bien temps de mettre un terme à de plates bouffonneries, qui, déplacées en tout temps et en tous lieux, le sont encore plus dans l'examen d'affaires de la nature de celles qui nous occupent. On peut adresser à ces rieurs de mauvais ton, la leçon que le grave Sully, transporté dans la cour qui remplaçait celle d'Henri IV, donna à la jeunesse folâtre qui accourait à son aspect, et s'égayait de son costume un peu ancien. « Avant de parler d'affaires avec le roi votre père, dit-il à Louis XIII, nous commencions par éloigner les baladins et les bouffons de cour. »

Le règne des bouffonneries est passé parmi les Français : ce n'est point un peuple plaisant, ni avec lequel il soit bien sûr de plaisanter. Ceux-là s'en font une bien fausse idée, qui peuvent croire que les terribles scènes des trente dernières années ont passé en pure perte devant ses yeux. Les Français sont devenus un peuple grave, réfléchi, inaccessible à tout autre pouvoir qu'à celui de la raison et des principes ; son esprit n'admet plus qu'une nourriture solide, et rejette ces frivolités que des hommes bien inconsidérés ont la générosité de lui assigner comme la seule pâture qui lui convienne. Pour lui, la plaisanterie n'est plus une



occupation, mais un simple délassement; et lorsqu'il consent à y descendre, ou bien à y sourire, il veut y retrouver cette arme qui, dans sa main, fut toujours brillante et légère, destinée à effleurer la poitrine d'un adversaire, et non point à la percer, à la marquer d'une empreinte passagère, mais non point à la teindre de sang.

6° Qu'il serait à propos de cesser d'insulter la génération présente, au nom des vertus de ses pères. Mauvais moyen assurément de concilier aux parens la tendresse de leurs enfans, que de les tenir à une distance humiliante; tout âge a du bon et du mauvais : est-ce une raison pour les faire combattre ensemble? Quelle rage pousse à exhumer les morts pour les mettre aux prises avec les vivans? Notre devoir envers nos pères est de respecter leur mémoire; mais la justice envers nous-mêmes est de ne point craindre la comparaison. Au reste, nous entendons fort bien tous ces éloges de l'antiquité; ce ne sont que des critiques du temps présent : on loue les morts aux dépens des vivans. Nous savons encore que la gloire acquise, ou plutôt entassée par la nation française, pendant les vingt-cinq dernières années, est une gloire importune pour des yeux jaloux; qu'elle pèse à des hommes qui ne peuvent se résigner à concevoir comment les Français se sont émancipés, sans leur permission, au point d'avoir maîtrisé la victoire, d'avoir multiplié les monumens, agrandi le domaine des arts et de l'esprit : ils

attendront long-temps avant de les voir faire amende honorable de toutes ces libertés. *Endurcis dans leurs triomphes, les Français ne peuvent croire avoir touché à un fruit défendu, en portant la main sur les lauriers*..... Il est réservé à la populace de souiller de ses ordures les statues et les monumens publics, comme il l'est aux Barbares de chercher à se grandir, en prenant des ruines pour piédestal.

7° Que des cris répétés contre l'impiété, des exclamations continuelles sur la religion, des lamentations sur la perte des mœurs, dans la bouche d'hommes du monde, parmi lesquels, si l'on y regardait de bien près, on pourrait trouver des fronts sur lesquels le plus jeune signe de croix a vingt-cinq ans de date, sont autant de déclamations qui ne peuvent passer que pour des cris de maîtres d'armes qui méditent des feintes, et veulent détourner l'attention de l'endroit où ils adressent leurs coups!

8° Qu'il est temps de rendre quelque dignité au langage, qui, sous la plume de trop d'écrivains, tombe dans la bassesse et la dégradation; et, pour cela, qu'il serait bon de cesser de conjuguer et de décliner à tout propos tous les temps du verbe *daigner* et tous ceux de l'adjectif *auguste*. Que l'on parle toujours avec respect et convenance de ceux que les lois nous indiquent comme les objets constans de nos respects : qui pourrait songer à s'écarter de ce devoir? Mais est-il donc nécessaire de dire sans cesse : *Il daigne, il a daigné, il daignera; l'auguste époux de l'auguste épouse l'au-*



guste sœur de l'auguste frère, et mille autres fadaises également serviles ? Or, la servilité est au respect ce que l'antichambre est au salon (1).

---

(1) La niaiserie des annonces dans les papiers publics est arrivée à un degré vraiment déshonorant pour cette partie de la littérature.

Un antique chevalier de Saint-Louis, protégé par la plus profonde obscurité, après trente-cinq ans des plus pénibles travaux, est parvenu à la mairie de son village; il succombe sous le poids du travail et des ans : la Parque a tranché le fil usé des jours de ce preux. Voilà les journaux en deuil; il faut que la douleur du hameau se communique à toute la France; il faut qu'elle soit inconsolable, et ce qu'il y a de plus lugubre dans tout ceci, il faut qu'elle subisse le récit des qualités héroïques du défunt. Monsieur le curé termine sa carrière au milieu d'un troupeau dont il faisait les délices, la France ne doit pas perdre un mot de tout ce qu'il a dit à son sacristain et à une demi-douzaine de vieilles femmes, témoins nécessaires de cette fin édifiante; la France doit pleurer autant que la paroisse. C'est ainsi qu'elle apprend tous les jours par la grandeur de ses pertes, celle des trésors cachés qu'elle recélait dans son sein sans le savoir : la modestie des défunts les avait dérobés à ses hommages; et, à la manière des Saints, ils avaient réservé leurs miracles pour le temps qui les enlève à la terre. Souvent on a vu des desservans ne pouvoir passer d'un poste à un autre, que par une route jonchée des fleurs de la rhétorique de journaux mis en mouvement par ce grand événement... Quel est le poète qui a dit, en parlant de tous ces éloges :

A la tête on les jette,
Et mon valet de chambre est mis dans la gazette ?

9° Qu'avant d'user de ses priviléges, il faut montrer ses titres. Des écrivains aussi tranchans, aussi confians, aussi insultans que le sont ceux de la Quotidienne et des Débats, devraient bien montrer leurs œuvres, les preuves de leurs talens, les services qu'ils ont rendus, le rang qu'ils occupent dans la société, dans la consi-

---

Rivarol aurait beau jeu à faire un supplément au petit Almanach des grands Hommes.

Chaque chose doit avoir son style propre; chaque événement sa place, suivant sa nature : les papiers publics ne sont faits que pour les actes de quelque importance et pour les hommes de quelque volume.

Ce qui vient d'être noté n'est que ridicule. Voici qui présente un autre caractère :

Tout le monde applaudit à l'affermissement de l'empire nécessaire, bienfaisant, légitime et moral de la religion; tout le monde applaudit à l'accomplissement des devoirs qu'elle prescrit; mais que prétend-on faire avec cette affectation à noter chaque action religieuse de ces certains personnages, chaque colonne de reposoir, chaque coup d'encensoir; à proclamer avec des détails bien minutieux, et quelquefois en compagnie de noms que l'on n'attendait guère, que l'armée a fait sa première communion, et la gendarmerie ses Pâques; que deux ou trois personnes ont été baptisées, vingt autres confirmées?... Que les auteurs de ces publications songent donc que les papiers publics ne sont point des registres de sacristies, et que l'Europe nous lit.... Leurs intentions sont très-bonnes, nous n'en doutons point; mais ils s'exposent à les voir manquer le but. *Non tali auxilio, nec defensoribus istis tempus eget.*



dération publique. On a beau les demander; il ne parvient d'autre réponse que celle qu'un poète célèbre a mise dans la bouche d'un artiste égaré dans les obscurités d'un labyrinthe :

Je ne vois que la nuit, n'entends que le silence.

Or, la nuit est amie de l'ombre, et l'obscurité commande la modestie.

10° Que la *Quotidienne* et les *Débats* doivent réunir leurs deux banques, pour combler l'horrible déficit d'idées qui les afflige, et se cotiser pour arriver enfin, si pourtant cela ne les gêne pas trop, à nous dire quelque chose de neuf, et à ne plus composer tous leurs articles avec une demi-douzaine de mots qu'ils n'entendent guère, et surtout qu'ils n'oseraient expliquer, mais que nous entendons fort bien, et que nous leur expliquerons, s'ils nous y forcent. Qu'ils se souviennent que l'ennui naquit un jour de l'uniformité : cet enfant est resté chez eux un fils très-légitime. Prennent-ils donc les Français pour des aveugles, incapables de percer les voiles transparens dont ils s'enveloppent, ou pour des dupes que l'on mène avec quelques paroles magiques, c'est-à-dire, vides de sens ?

11° Que la prudence doit prendre la place que devrait tenir la justice; que, lorsqu'on a le malheur de sortir meurtri de toute attaque, lorsqu'on n'en compte

les combats que par les défaites, il faut éviter les fâcheuses rencontres ; or, voilà ce qui arrive à la *Quotidienne* et aux *Débats*, chaque fois qu'ils entrent en campagne. Chaque fois, ils peuvent dire avec le prince troyen : *Arma amens capio, nec sat rationis in armis.* Voyez en q el état le triste Felletz vient de sortir des mains de M. Azaïs. Voyez quelles réponses a fait pleuvoir sur les *Débats* la manie de faire de l'esprit en opposant l'esprit du siècle à ses mœurs, en nous apprenant que l'*esprit est à la république par son indépendance*, et que *les mœurs sont à la monarchie par leur corruption* ; ne voilà-t-il pas des bases bien honorables et bien solides, données aux monarchies actuelles (1)?

---

(1) Si nous n'avions pas horreur du style de la *Quotidienne* et des *Débats*, nous dirions qu'il ne fut jamais proféré une balourdise plus complète, un contresens plus formel, que l'assertion ci-dessus. Tout est en faux, le fait et le droit. Jamais il n'y eut moins de républiques ; elles ont disparu de l'Europe. La Suisse n'est point une république ; on a laissé, je crois, Saint-Marin comme échantillon : Lucques même n'a point échappé à la ruine commune. Si le siècle était républicain, tout serait république, d'après la règle certaine, et dont nous avons rapporté assez de preuves dans le corps de cet écrit : que, dans un siècle, tout se fait d'après l'esprit du siècle. A quoi bon se tourmenter pour rechercher quel est l'esprit du siècle ? Il se montre partout ; il est constitutionnellement monarchique, et rien de plus. L'esprit républicain est en Amérique ; à la bonne heure. Là, il se montre à découvert ; là, il y aura des républiques, quelque chose que l'on fasse pour l'empêcher, et toujours par la même raison, l'esprit

12° Que la *Quotidienne* et les *Débats* peuvent trouver dans le ton de cet article, que ce n'est point la frayeur qui nous avait fait garder le silence, et qu'ils doivent s'imputer à eux seuls s'il a été rompu. Que leur tour de se taire soit arrivé ; c'est tout ce que nous attendons d'eux, et qu'enfin, après tant de paroles aigres et déplacées, ils nous accordent de jouir des douceurs de leur silence. Terminons cette discussion qui a eu pour objet l'intérêt public bien plus que le nôtre, par demander à tous ces écrivains où ils prétendent nous mener? Que veulent-ils avec leurs éternelles déclamations ? Ils ont tant parlé du règne des gladiateurs : que gagneront-ils à le changer contre celui des diffamateurs ? Ils ont beaucoup reproché des vices emportés et féroces : serons-nous beaucoup plus anoblis par des vices bas et abjects? Si les Romains furent les maîtres du monde avec les vices des conquérans, les Grecs du Bas-Empire furent la proie de tout le monde avec les vices dégradans des esclaves. On dirait que certains écrivains voudraient faire de notre grande France une petite ville. A une certaine époque, les perquisitions, les inquisitions, les déla-

---

général. Mais, en Europe, il n'y a qu'un esprit, qui est l'esprit constitutionnel, qui finira par l'emporter.

Mens agitat molem et toto se corpore vestit.

Si l'esprit républicain s'y introduit, ce sera parce que l'on n'aura pas satisfait l'esprit constitutionnellement monarchique.

tions, aidaient merveilleusement à la bonne œuvre; le 5 septembre 1816 les a arrêtées en bon chemin; aussi, n'est-il pas en grande faveur auprès de ces messieurs; mais qu'importe, s'il l'est auprès de tous les Français?

La haine ou l'amour de ce salutaire 5 septembre est le point de ralliement, la ligne de démarcation entre les Français : aimer ou haïr le 5 septembre est en politique ce qui les distingue.

Pour remettre quelque ordre dans la partie troublée du territoire de la république des lettres, qui est occupée par les journaux, nous avons souvent formé le vœu 1° de voir une plume habile, autant qu'impartiale, tracer l'histoire des journaux pendant la révolution, depuis ce Rivarol si étincelant d'esprit, si fertile en aperçus nouveaux et lumineux, si riche en comparaisons brillantes et souvent justes, si abondant en expressions pittoresques et gracieuses, en plaisanteries vives, ingénieuses, malignes sans être offensantes, dernier modèle de la gaîté française, depuis le sage et profond Mallet du Pan, jusqu'aux papiers publics de nos jours. Il ne serait point dépourvu d'utilité, pas plus que d'intérêt, de curiosité, de rechercher l'origine de ces écrits, les talens qu'ils ont développés, l'influence qu'ils ont exercée, le bien et le mal qu'ils ont pu faire.

2° Fixer les attributions, la compétence véritable des journaux.

3° Déterminer la nature des garanties que l'on pourrait exiger d'eux.

4° Traiter des biographies des hommes vivans, cette continuation des œuvres de l'illustre comte de Baruel Beauvert.

5° Dire ce que peuvent être dans un ordre constitutionnel les censeurs des journaux; comment ils peuvent être autorisés à arrêter dans les journaux les publications relatives à des ouvrages que l'autorité supérieure n'a point prohibés; en un mot, comment ce qui est permis en gros peut être défendu en détail.

Tout ce qui se trouve dans cet article, ne concerne que les écrivains auxquels Boileau adresse le conseil renfermé dans les deux vers suivans :

C'est peu d'être agréable et charmant dans un livre,
Il faut savoir encore et converser et vivre.

A. EGRON, imprimeur, rue des Noyers, n° 37.



LES

SIX DERNIERS MOIS

DE L'AMÉRIQUE

ET

DU BRÉSIL.

Se vend, ainsi que les autres ouvrages du même Auteur, détaillés page 6 :

à Amiens, chez ALLO, libraire.
à Bordeaux, chez Madame veuve BERGERET, libraire.
à Clermont-Ferrand, chez THIBAUT-LANDRIOT, imp.-lib.
à Toulouse, chez SENAC, libraire.
à Perpignan, chez ALZINE, libraire.
à Grenoble, chez DURAND, libraire.
à Lille, chez VANACKERE, libraire.
à Lyon, chez MAIRE, libraire,
à Marseille, chez MASVERT, libraire.
à Montpellier, chez GABON, libraire.
à Dijon, chez COQUET, libraire.
à Rennes, chez { KERPEN, libraire. / DUCHESNE, libraires.
à Riom, chez SALLES, libraire.
à Rouen, chez { FRÈRE aîné, libraire. / RENAULT, libraire.
à Saint-Omer, chez BACLÉ, libraire
à Strasbourg, chez TREUTTEL et VURTZ, libraires.
à Aix-la-Chapelle, chez LARUELLE fils, libraire.
à Bruxelles, chez DEMAT, imprimeur-libraire.
à Leipsick, chez GRIESHAMMER, libraire.
à Breslaw, chez Th. KORN, libraire.
à Amsterdam, chez { DELACHAUX, libraire. / DUFOUR, libaire.
à Genève, chez PASCHOUD, libraire.
à Manheim, chez FONTAINE.
à Varsovie, chez GLUCKSBERG et Comp., libraires.
à Turin, chez { BOCCA, libraire. / PIC, libraire.
à Vienne (Autriche), chez SCHALBACHER, libraire.
à Anvers, chez VANDERHEY, libraire.
à Liége, chez COLARDIN, libraire.
à Mons, chez LEROUX, libraire.
à La Haye, chez VALÉE, imprimeur-libraire.
à Londres, chez { BOSSANGE et MASSON, 14 Great-Marlborough. / TREUTTEL et VURTZ, libraires, 30 Sho-Square.

DE L'IMPRIMERIE DE POULET,
QUAI DES AUGUSTINS, N°. 9.

LES

SIX DERNIERS MOIS

DE L'AMÉRIQUE

ET

DU BRÉSIL;

PAR M. DE PRADT,

ANCIEN ARCHEVÊQUE DE MALINES;

Faisant suite aux Ouvrages du même auteur sur les Colonies.



A PARIS,

CHEZ F. BÉCHET, LIBRAIRE,

QUAI DES AUGUSTINS, N°. 57;

Et à Bruxelles,

Chez LE CHARLIER, libraire, montagne de la Cour.

FÉVRIER 1818.

remens et des malheurs, il se partageait entre des autorités différentes de formes, comme l'est la couleur de ceux qui les exercent. Le vaste continent de l'Amérique rompait ses liens avec la principale des métropoles de l'Europe. Le roi de Portugal, poursuivi en Europe, allait demander un asile à des terres nouvelles pour lui, à celles du Brésil; pour la première fois depuis la découverte de l'Amérique, un souverain de l'Europe portait dans ces climats un sceptre européen; pour la première fois une partie de l'Amérique apprenait à élever sa tête au-dessus de celle de l'Europe, et à donner des lois à ceux dont elle avait l'habitude d'en recevoir. Pendant ce tems les Etats-Unis prenaient d'immenses accroissemens en tout genre; leurs habitans se répandaient dans les vastes solitudes situées derrière les monts Alleghanis, et portaient leurs peuplades mobiles jusqu'aux limites des possessions espagnoles du Mexique, jusqu'aux sources des fleuves qui, par des routes différentes, vont se décharger dans le Grand-Océan, ou dans le golfe du Mexique.

La France rentrée, par les fautes de l'Espagne,

en possession de son ancienne colonie de la Louisiane, en avait fait un nouvel apanage des Etats-Unis; mieux avisée cette fois qu'elle ne l'avait encore été, elle avait su tirer parti d'une propriété que dans son infériorité maritime elle ne pouvait plus atteindre, et que son redoutable ennemi sur l'Océan, l'Angleterre, ne pouvait manquer de lui enlever, comme elle avait été en possession de le faire depuis un demi-siècle, pour ses possessions continentales du Canada, de l'Acadie et de l'Inde. En vendant la Louisiane aux Etats-Unis, la France a fait à la fois pour eux et pour elle tout ce qu'il y avait de mieux à faire; car en renonçant à la propriété, elle n'a point renoncé aux bénéfices de son commerce, qui est la seule chose qui l'intéresse. Elle a abandonné aux Etats Unis une possession qui leur convient beaucoup mieux qu'elle ne l'eût fait à elle-même, et dont la conservation dans ses mains propres ne pouvait manquer de devenir un sujet de querelles avec eux; querelles que tout l'invite à prevenir et à éviter, car la France a dans les Etats-Unis son premier allié au-delà des mers. En même tems le pavillon américain

se multipliait sur toutes les mers, héritier de ceux des nations que la longue interruption des relations commerciales en avait fait disparaître. Il pénétrait dans la Baltique, dans la mer Noire, sur les côtes de l'Inde; il forçait l'Angleterre à renoncer à une partie de son exclusif dans cette contrée.

De son côté, l'Angleterre s'était appropriée aux colonies tout ce qui pouvait la rendre forte ou riche. Elle n'avait épargné aux autres aucun des dépouillemens propres à les appauvrir ou bien à les assujétir; elle livrait à l'indépendance tout ce qu'il ne lui convenait pas de garder. Ainsi dans quelques années tout avait changé de face dans l'ordre colonial, et lorsque l'Europe s'est trouvée avoir repris assez de calme pour tourner ses regards de ce côté, elle a pu croire participer au réveil de ce philosophe que la fin d'un long sommeil fait trouver transporté au milieu d'un monde nouveau.

Semblable à ces murs élevés derrière ceux que le bélier, frappant à coups redoublés, menace d'une ruine prochaine, et qui dans leur subite apparition présentent un front menaçant à l'ennemi étonné d'avoir à franchir de

nouveaux remparts, une carrière immense de nouvelles révolutions en Amérique s'est découverte tout à coup aux yeux de l'Europe, au moment où elle venait de fixer un terme à la sienne propre. Elle s'est trouvée en face de peuples renouvelés dans toutes leurs idées, plus séparés d'elle par leur nouvelle direction, qu'ils ne le sont par l'Océan, et qui ont répondu par l'appareil des armes, par des combats, par des victoires, aux menaces comme aux invitations des métropoles. Depuis sa découverte, l'Amérique livrait avec obéissance ses trésors et ses fruits aux maîtres que le hasard lui avait donnés, que sa faiblesse lui faisait supporter, que son ignorance lui interdisait d'apprécier. Mais arrivée à ce point de lumières et de forces qui inspirent à l'homme le desir d'user de ses moyens pour son intérêt propre, et qui lui donnent la conscience de pouvoir le faire, l'Amérique a déclaré qu'elle en savait assez pour se conduire par elle-même, que son bras suffisait à sa défense, et que désormais les fruits de son sol appartiendraient aux mains qui auraient eu la peine de les faire naître.

La guerre ne pouvait manquer d'être le ré-

sultat de prétentions aussi opposées à celles des métropoles, et de résolutions aussi formelles de la part des ci-devant colonies. On a donc eu recours aux armes, et depuis trois ans, l'Amérique ruisselle de sang pour savoir à qui elle doit rester.

Depuis un long cours d'années nous avions indiqué tous les degrés qu'a parcourus ce grand acte de l'émancipation de l'Amérique. Dans un dernier tableau publié il y a six mois, nous avions fixé le *statu quo* de cette révolution, tel qu'il existait alors; nous allons en poursuivre l'examen.

Le but de ce travail est de rechercher si l'indépendance a avancé ou reculé, gagné ou perdu. La considération de cette *hausse* ou de cette *baisse* déterminera le jugement à porter sur l'événement final. Pour plus grande clarté, reprenons les choses au point où nous les avons laissées.

ÉTAT AU 1er. JUILLET. — BRÉSIL.

L'insurrection de Fernambouc avait été étouffée; la guerre entre Morillo et Bolivar

était concentrée dans cette immense étendue de terres qui, depuis l'Orénoque jusqu'à la mer des Antilles, embrasse les Guyanes avec les sept provinces qui forment la capitainerie générale de Caraccas. La province de Carthagène et le royaume de Terre-Ferme n'en étaient pas entièrement exempts, non plus que le royaume de la Nouvelle-Grenade; mais le siége principal de la guerre était établi dans la capitainerie générale de Caraccas.

Une des armées de Buénos-Ayres, sous le général Saint-Martin, occupait le Chili.

Une autre, sous le général Belgrano, était destinée à rejeter dans le Pérou l'armée venue de ce pays, qui avait envahi la partie du territoire de Buénos-Ayres qui est la plus rapprochée du Pérou.

Artigas était en présence des Portugais de Monte-Video, et les contenait dans cette place.

Le Mexique faisait peu parler de lui; les Espagnols, maîtres des points de communication du Mexique avec l'Europe, pouvaient dire tout ce qu'ils voulaient sur l'état intérieur de cette contrée; quelques millions échappés à

grand'peine aux corsaires des indépendans ; étaient donnés comme la preuve de la jouissance pacifique et incontestée de l'Espagne. Ils faisaient plus de bruit dans les gazettes que d'effet sur la bourse de Cadix ou sur le trésor de Madrid.

Tel était l'état des affaires, lorsque nous écrivions en juillet 1817.

Ce que nous écrivons aujourd'hui est donc la suite de ce que nous écrivions alors ; la réunion du tableau des deux époques formera l'ensemble, et comme le fil de cette importante histoire.

Pour cela nous avons à rechercher 1°. ce qui s'est fait en Amérique soit militairement, soit politiquement ; 2°. ce qui, sous les mêmes rapports, s'est fait en Europe, relativement à l'Amérique.

Commençons par le Brésil.

Le roi a persévéré dans son séjour dans cette contrée, et dans l'occupation de Monte-Video.

Son ministère a été renouvelé.

Il paraît aussi disposé à transférer son séjour de Rio-Janéiro à Saint-Salvador.

On peut donc le regarder comme fixé en

Amérique, comme y ayant élu domicile. Par conséquent la métamorphose du Portugal en colonie, et celle du Brésil en métropole sont complettes. Il y a dans cette interversion de la position d'un pays à l'égard de l'autre, quelque chose de plus que de l'indépendance; car cette interversion emporte avec elle indépendance pour l'ancienne colonie, et dépendance pour l'ancienne métropole. C'est plus que nous n'en demandions et plus que n'en prétendait l'Amérique, qui sûrement consentirait volontiers à laisser l'Europe indépendante d'elle, à condition que l'Europe, usant de réciprocité, en fît autant à son égard. Mais ce qui est le plus curieux dans tout ceci, c'est de voir les liens de la dépendance de l'Europe à l'égard de l'Amérique, tissus des mains mêmes d'un souverain de l'Europe.

Tel est un des plus agréables effets de cette espèce de souveraineté patrimoniale qui, attachant tout un peuple à un homme, et non pas cet homme à ce peuple, permet au premier de se transporter où il veut, emportant avec lui une souveraineté voyageuse qui le suit partout, sans que la distance ou la durée de l'ab-

sence introduise le moindre changement ou la moindre altération dans cette commode domination, ni dans aucun de ses résultats. Les peuples ne sont point du voyage, mais ils en payent les frais, et en subissent toutes les conséquences. Semblables aux campagnes qui restent toujours découvertes aux coups de l'orage, les peuples, immobiles comme elles, restent sous les coups des tempêtes politiques, tandis que mille asiles s'offrent à leurs chefs. Ce qui arrive au Portugal peut être regardé comme un autel de plus élevé au culte du gouvernement constitutionnel, qui sûrement mettrait bon ordre à des aberrations de cette espèce, et qui, en fixant le prince au milieu de la nation, l'attacherait au sort même des sujets, heureux et glorieux de confondre sa destinée avec la leur. Lorsque les peuples se sont donné des chefs, ce n'a point été pour les voir se séparer d'eux dans le danger, mais pour les retrouver à leur tête, lorsqu'ils sont menacés. L'intervention des cinq grandes puissances dans l'affaire de Monte-Video n'a pas encore obtenu son effet. Le changement du ministère Brésilien, et la distance qui nous sépare du

Brésil, ont dû apporter quelque retard aux suites de cette intervention, ainsi qu'à l'annonce de l'effet qu'elle a eu; mais l'Europe a parlé, et à une heure ou bien à une autre sa parole ne sera pas vaine.

Déjà un ministre brésilien vient de se présenter à l'Europe. Les négociations sont au moment de commencer. Enfin, on verra le terme de cette querelle. Mais ses effets lui survivront par rapport à l'Amérique. Elle aura aussi contribué à faire ressortir, pour les affaires de l'Europe, l'inconvénient d'avoir à traiter avec des gouvernemens européens établis en Amérique. Cette distance exige de bien grands délais qui sont toujours préjudiciables dans les affaires.

En attendant un arrangement final, le Portugal, comme on a déjà eu lieu de l'observer, est devenu l'auxiliaire des indépendans. On a vu un mouvement des forces espagnoles vers les frontières du Portugal. Une partie des troupes stationnées dans le voisinage de Cadix à la destination de l'Amérique, a marché vers le Portugal. Par cette diversion, celui-ci s'est rendu bien réellement, quoique



sans intention et même contre son intention, l'auxiliaire des indépendans; car il a enlevé à l'Espagne la disposition de ses forces contre eux. Tout soldat retiré des expéditions de Cadix, équivaut à un soldat donné à l'Amérique. Pendant que les forces espagnoles sont occupées dans la péninsule, elles laissent à l'Amérique le tems d'accroître et de régulariser les siennes, d'affermir son gouvernement, d'étendre ses progrès et ses relations. Telle maladie qui, prise à tems, céderait facilement à un remède, résiste à un autre, même plus fort, mais administré hors de saison, après qu'une invasion complette du mal a dénaturé les premiers rapports de la maladie. Il en est de même de tous les retraits de forces, et de tout les retards auxquels la diversion du Portugal assujettit l'Espagne; ce qui n'était pas dépourvu d'apparence de succès à une époque, restera sans effet à une autre époque plus reculée, le Portugal, en contrariant l'Espagne par sa triste entreprise de Monte-Video, en la forçant à retenir ses troupes dans la péninsule, s'est constitué un auxilliaire très-précieux de l'indépendance Américaine. Il est vraiment cu-



rieux de l'entendre assigner la nécessité de se couvrir contre les indépendans, pour justifier son entreprise sur Monte-Video, pendant qu'il travaille à donner de grands accroissemens à cette même indépendance, en contraignant l'Espagne à garder chez elle les troupes qu'elle destinait à la combattre. En cela le gouvernement du Brésil a montré deux choses,

1°. Qu'il n'entendait point sa position, puisque, devenu Américain, il était contre nature qu'il s'armât contre d'autres Américains, et qu'il vînt faire les affaires de l'Europe en Amérique. 2°. Qu'il faisait ce que l'on appelle de la prose sans le savoir; c'est-à-dire qu'il travaillait sans s'en douter pour le bien-être du Brésil; car il est bien évident que tout ce qui accélérera l'émancipation de l'Amérique, profitera au Brésil, partie principale de l'Amérique, pays le plus avancé de l'Amérique méridionale. A moins que l'on ne transporte le Brésil en Europe, à son tour il aura besoin de l'Amérique contre l'Europe, autant que peut l'avoir toute autre partie de l'Amérique. Il forme avec elle un tout indivisible, lié par une communauté d'intérêts américains, qui ne permettent à au-



cune partie de l'association de se détacher des autres. L'Amérique est, par la nature des choses, un État fédératif, dès qu'il s'agit de l'Europe, comme celle-ci le serait à l'égard de l'Amérique. C'est une vérité qu'il s'agit de bien reconnaître pour juger de la tendance et du mouvement de cette contrée. Le premier ministère brésilien qui entendra bien ses affaires, ne s'y méprendra pas; lorsque la cour du Brésil aura suffisamment respiré l'air de l'Amérique, elle se trouvera toute américaine par la seule force de son séjour dans ce pays. Elle s'imprégnera, malgré elle, des propriétés inhérentes au sol américain, et, semblable à ces plantes auxquelles la transplantation fait perdre une partie des formes et de la saveur de la terre natale, et contracter celles de leur nouveau climat, la cour du Brésil, dans un espace de tems fort rapproché, cessera d'être européenne, et de regarder l'Europe avec des yeux européens, pour ne plus la considérer que de la manière dont l'envisagent les autres Américains. Il ne faut pas croire que le séjour de la cour de Portugal au Brésil, soit de sa part une chose de choix. On sent qu'elle doit souvent tourner des re-

gards de regrets et de douleur vers la terre natale. Si ce fut en exilée qu'elle passa au Brésil, c'est en contraint qu'elle y reste, car l'état de ce pays, les circonstances au milieu desquelles il se trouve placé au centre de la conflagration du continent américain, la force à ne plus s'éloigner du Brésil. Les progrès que ce pays fera chaque jour en population et en richesse, en ajoutant sans cesse à son importance, ajouteront par-là même à la nécessité de ne pas le perdre de vue. Car dans cet état de croissance, au milieu d'un voisinage troublé, l'abandonner à lui-même, équivaudrait à y renoncer, bien sûr que dans ce délaissement il ne tarderait pas à s'arranger pour son propre compte. L'événement de Fernambouc doit servir de leçon. La cour du Brésil a bien d'autres sintérêts à ménager dans cette contrée, que le roi de Portugal n'en a et ne pourra jamais en avoir à Lisbonne. L'horison du Portugal est bien borné en comparaison de celui du Brésil. Si des résolutions dont il est impossible d'assigner la nature et d'indiquer l'époque, ramenaient le roi du Brésil en Europe, il y reviendrait tout seul; mais les traces du séjour qu'il aurait fait au Brésil, y

resteraient. Après y avoir porté la liberté du commerce, et la fin de l'exclusif de celui de la métropole, il laisserait l'une et l'autre après lui: on ne les retire pas aussi facilement que l'on les donne. Ce sont de ces choses que l'on n'a jamais qu'une fois; bien aveugle qui croit pouvoir les abandonner et les reprendre à sa fantaisie. Lorsqu'on est revenu de là, on n'y retourne plus. La présence du roi de Portugal au Brésil est donc une confirmation de l'indépendance américaine, bien plus, une aggravation de cette même indépendance à l'égard de l'Europe; car elle assujettit une partie de l'Europe à une partie de l'Amérique.

Si, contre toute apparence, l'Espagne triomphait de l'Amérique, la seule liberté du commerce établi au Brésil et aux Etats-Unis, annulerait ce triomphe dans sa partie utile, qui est l'exclusif du commerce; l'Espagne ne tend à retenir sa domination en Amérique, que pour retenir les profits attachés au commerce qu'elle y fait exclusivement, parce que ce n'est pas la puissance que l'on recherche avec les colonies, mais la richesse, qui à son tour devient le moyen de la puissance. Si, cent ans aupara-



vant la formation des Etats-Unis, et plus tard, avant la translation du roi au Brésil, l'Espagne avait bien de la peine à se défendre des pavillons étrangers qui venaient se jouer de ses prohibitions, pour partager les profits de ses possessions américaines, comment s'en garantirait-elle, avec l'essor qu' a pris la marine américaine, avec l'occupation, par les Etats-Unis, d'une partie du golfe du Mexique, avec un état libre au Brésil qui coupe en deux l'Amérique méridionale, et qui fait au midi de cette contrée ce que les Etats-Unis font au nord ?

Tout se tient dans cette immense question des colonies ; avant de poser un principe, c'est-à-dire, de faire un acte, il faut y regarder de bien près, car les conséquences arrivent en foule ; elles sont de la nature la plus grave, et il est bien superflu de venir ensuite se débattre contre elles, lorsque les effets vous ont atteint, et se font ressentir de toute part. Malheureusement c'est ce qu'il est comme de règle de commencer par oublier. On se laisse aller à agir d'après des circonstances données, mais sans aucun rapport avec les principes ; on n'a point pesé les conséquences, elles se



manifestent, et l'on se trouve pris au milieu d'un ordre dont on n'avait pas soupçonné la moindre partie. C'est ce qui est arrivé au roi de Portugal, par sa translation au Brésil, et par son attaque contre Monte-Video. En fuyant l'Europe, il est venu affranchir l'Amérique sans s'en douter; en règnant sur le Portugal de son nouveau séjour du Brésil, en étendant son sceptre de l'un sur l'autre, il est venu donner à l'Amérique l'empire sur une partie de l'Europe, en rompant l'exclusif du commerce du Portugal à l'égard du Brésil; il est venu rompre le grand lien qui attachait l'Amérique à l'Europe : il y a, comme on voit, bien des choses renfermées dans cette translation au Brésil; en prenant une attitude équivoque à la fois contre l'Espagne et contre les indépendans, il a servi merveilleusement les derniers, en retenant en Espagne les soldats qui devaient venir les combattre en Amérique. Ainsi l'ennemi de l'indépendance s'est changé, sans le savoir ni le vouloir, dans un de ses plus actifs auxiliaires : il ne pourra échapper à la gloire involontaire d'être compté au nombre de ses fondateurs.

Laissons-le au milieu de l'Amérique et de ces contresens, ne pouvant pas plus sortir de l'une que des autres.

Guerre de l'indépendance en Amérique.

Il faut distinguer différens degrés dans la guerre à laquelle l'indépendauce américaine donne lieu. Elle est militante dans quelques parties, triomphante dans d'autres.

A Buénos-Ayres, la guerre a cessé, et même, à parler plus proprement, elle n'a jamais commencé; car il n'y a pas eu d'attaque directe dirigée contre cette ville.

Une armée venue du Haut-Pérou a débuté par remporter loin d'elle d'assez grands avantages. Elle a envahi pour un moment les parties supérieures de son territoire. C'est tout ce qui a été tenté contre Buénos-Ayres. Son gouvernement a profité du repos dont on le laissait jouir pour s'organiser au civil, pour se fortifier militairement et se régulariser financièrement (1). Il ne manque d'aucun moyen d'attaque ni de défense. Dans l'état actuel, Buénos-Ayres ne craindrait point une attaque

(1) Voyez les pièces à la fin de l'ouvrage.



régulière. Ce qu'elle a fait deux fois contre les Anglais, elle le renouvellerait avec plus de facilité contre les Espagnols : dorénavant, il faut regarder Buénos-Ayres comme à l'abri de toute attaque. C'est là que se trouve l'ame de l'indépendance américaine, et le salut de l'une assure celui de l'autre. L'Espagne arriverait trop tard; elle a perdu du temps. Rome vit Annibal sous ses murs après la bataille de Cannes, et c'est pour n'y être point entré après lui avoir fait éprouver ce grand désastre, que, peu de temps après, celui-ci vit les Romains sous les murs de Carthage. Zama décida si Annibal savait aussi bien profiter de la victoire que la préparer et la remporter.

Buénos-Ayres, devenue maîtresse de la disposition de ses forces, est devenue conquérante; une de ses armées a envahi le Chili et l'a rendu à l'indépendance dont il avait joui quelques années auparávant. Une seconde armée a pénétré dans le Haut-Pérou à la suite de l'armée espagnole venue de ce pays. Celle-ci manquant de subsistances, harcelée par les bandes insurgées, a été forcée à la retraite. Ce qui en rentrera au Pérou, après toutes les pertes auxquelles assujétissent des retraites dans un pays

d'un accès aussi difficile, ne sera pas très-propre à ajouter à ses moyens de défense. Le Pérou sera attaqué par les deux armées de Buénos-Ayres : la première, commandée par le général Belgrano, y pénétrera par la route des Cordillières. L'armée rassemblée au Chili sous le général Saint-Martin devra être transportée par mer, pour arriver à Lima. Le rassemblement des moyens de transport prendra beaucoup de temps. L'aridité des côtes du Pérou qui n'offrent presque partout qu'une plage brûlante et desséchée, interdit à une armée de suivre la route de terre. Ici, il faut se rendre compte du plan poursuivi par Buénos-Ayres; il est tout américain, tout d'affranchissement général de l'Amérique contre l'Espagne. Si Buénos-Ayres n'avait en vue que son propre affranchissement, et même que l'affermissement de cet affranchissement, elle pourrait s'arrêter au point où elle est parvenue. Sûre dorénavant de ne pouvoir plus être troublée dans son intérieur, le but personnel serait rempli pour elle; aucune attaque directe ne peut plus l'atteindre. Celles qui pourraient être dirigées du côté du Chili et du Pérou seraient trop lointaines, trop in-



directes pour présenter rien d'inquiétant. Encore faudrait-il que ces pays appartinssent à l'Espagne; le premier n'est plus à elle, et l'on va lui enlever le second. Au lieu d'être menaçans pour Buénos-Ayres, ces deux pays vont lui servir d'auxiliaires et de remparts. Arrivée à ce point de sécurité, Buénos-Ayres pouvait s'arrêter en conservant dans son sein les forces qu'elle dirige au loin, et pour le service des autres; mais une politique plus élevée préside à ses conseils. C'est peu pour son gouvernement que d'avoir pourvu à sa liberté et à sa sûreté propre : c'est, de plus, à celle de l'Amérique entière qu'il étend ses vues, et cela dans une très-haute considération politique, celle de faire de chaque section de l'Amérique autant de remparts pour sa liberté ! celle de faire de l'Amérique un corps homogène de liberté, destiné à se soutenir mutuellement dans toutes ses parties ; idée généreuse et grande, idée de salut pour Buénos-Ayres, comme pour l'Amérique, comme il arrive presque toujours dans ces cas où le salut de l'un fait le salut de l'autre, idée de sagesse et de prévoyance, calcul bien supérieur à ce froid égoïsme qui

compromet tout, parce qu'il rétrécit tout. On retrouve dans cette conduite de Buénos-Ayres cette étendue de vues qui est presque toujours compagne des grands changemens politiques, époques dans lesquelles on élargit tout, tandis que les adversaires placent leur sûreté dans la défense de quelques remparts qui tombent les uns après les autres. Généralement l'étendue et la résolution sont du côté du changement, la timidité et l'irrésolution de celui de la conservation.

Buénos-Ayres a conquis le Chili au profit de l'indépendance, il fera de même pour le Pérou; on voit là l'effet d'un système suivi, destiné à s'étendre à toutes les parties de l'Amérique, jusqu'à l'entier épuisement de la domination espagnole. On s'arrêtera lorsqu'il n'en restera plus de traces ; ce plan est le seul raisonnable, le seul digne d'hommes pensans, le seul correspondant à la grandeur des sacrifices qu'a déjà faits l'Amérique ; tant qu'il restera une seule porte ouverte à l'Espagne, l'Amérique ne pourra se tenir assurée de son sort. Elle imitera les Etats-Unis, qui sûrement ne se seraient point arrêtés avant d'avoir affranchi

la totalité de l'Amérique du nord ; et qui n'auraient pas accordé à l'Angleterre Boston et Charlestown, pour conserver Neuw-Yorck et Philadelphie. Des affaires de cette importance doivent être faites d'ensemble, et puisque la querelle est engagée, il faut la conduire jusqu'au bout. Telle est la marche suivie par Buénos-Ayres, qui est l'ame de cette grande entreprise pour la liberté américaine.

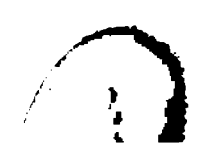
On ne doit pas attendre d'événemens importans dans cette partie avant quelques mois. Le territoire de Buénos-Ayres est exempt de la guerre : son armée du Pérou n'a qu'à suivre la retraite que les royalistes effectuent péniblement : son armée du Chili n'a plus d'ennemis devant elle ; elle est occupée des préparatifs de son passage au Pérou ; c'est lorsqu'il s'effectuera que l'intérêt attaché à cette grande scène se renouvellera. Mais pendant que la guerre languit dans le sud de l'Amérique, elle est en pleine vigueur dans la capitainerie générale de Caraccas. La multiplicité des actions qui y ont eu lieu, caractérise les guerres de révolution, ou les guerres civiles ; les guerres purement politiques n'ont point le même ca-

ractère d'acharnement, d'impétuosité, de besoin de se surmonter. Dans les unes il n'entre que des calculs, et dans les autres des passions, et celles-ci sont bien autrement actives et persévérantes que les premières.

La guerre entre Morillo et Bolivar a développé de part et d'autre une inconcevable activité ; du côté des indépendans elle a acquis de la science dans les combinaisons, et la régularité qui appartient aux guerres de l'Europe.

L'évaluation des forces des deux partis n'est pas facile à fixer, on pourrait même dire qu'elle n'est point nécessaire ; l'égalité générale, malgré les inégalités partielles, se prouverait par la manière dont les partis se soutiennent en présence l'un de l'autre, et se balancent entre eux. Les indépendans ont évidemment l'avantage du nombre, les Espagnols celui de la tactique. Mais ce dernier, qui de sa nature est communiquable, se partage chaque jour entre eux et leurs adversaires, et finira par rester égal entre eux, ce qui rompra l'équilibre en faveur des indépendans qui sont en possession de celui du nombre. L'éducation militaire des Américains du midi se fera comme

se fit celle des Américains du nord. C'est en combattant que ce métier s'apprend, comme ils s'apprennent tous par l'usage. Dans cette carrière les hommes retrouvent bientôt leur égalité naturelle, libres qu'ils sont de déployer toutes leurs facultés, et là il n'y a pas long-tems de secrets ni d'obstacles pour personne. La révolution française offre à cet égard la plus vaste expérience et la plus sûre leçon. A leur tour les Américains en sont là : ils combattent, par conséquent ils s'aguerrissent; la passion produite par les intérêts qu'ils ont à défendre, supplée à ce qui peut leur manquer du côté de l'instruction; ce qui se fait avec passion, finit par se bien faire; inégaux en science militaire, ils sont supérieurs par tous les mobiles moraux qui ajoutent aux facultés de l'homme. On vient d'en avoir la preuve dans ce qui s'est passé à l'attaque de l'île de la Marguerite. Qui aurait présumé qu'elle eût quelque chose à opposer à un corps de troupes réglées tel que celui qu'y conduisit Morillo? Qui ne la regardait pas comme prise, par-là même qu'elle était attaquée? Qui soupçonnait l'existence d'un bataillon et d'un chef militaire à la





Marguerite ? Eh bien, après plusieurs jours de combats, le redoutable Morillo s'est vu forcé de lâcher prise, et de s'en retourner en laissant une partie de ses soldats tombés sous les coups d'hommes que l'on ignorait avoir jamais manié une arme, et qui ont puisé leur force principale dans le besoin et dans la résolution de se défendre. Qui le veut, le peut. Il en sera de même dans les autres parties de l'Amérique, les mêmes causes produisent les mêmes effets.

La guerre dans cette partie a changé de théâtre. Des bords de la mer des Antilles, elle est revenue dans l'intérieur des terres, sur les rives de l'Orénoque. Ce changement a assuré aux indépendans de grands avantages. Il leur a donné, par cette occupation du territoire propre à l'entretien des animaux, la faculté de s'approprier les immenses troupeaux qu'il nourrit, ainsi que des retraites sûres en cas de malheur. De plus, ce changement du théâtre de la guerre a relégué leurs ennemis sur les côtes qui sont dépourvues de moyens de subsistances, ravagées qu'elles se trouvent être par plusieurs années d'une guerre dévorante pour tous les êtres animés. C'est une très-savante com-



binaison, et qui annonce de grands progrès parmi les indépendans, que celle qui les a porté à donner une direction nouvelle à leur guerre. En s'assurant, comme ils l'ont fait, du cours de l'Orénoque, et en refoulant leurs ennemis sur les bords de la mer, ils se sont assurés de toutes les ressources de l'intérieur du pays. La partie qu'ils occupent n'avait point été atteinte par la guerre, ainsi ses moyens sont entiers. Le plus précieux de tous est celui des chevaux, qui s'y trouvent dans un nombre immense, et dans un état complet de liberté, ce qui exige beaucoup de tems auparavant que de les rendre propres au service de l'homme. Par-là les Espagnols ont perdu un avantage que rien ne peut compenser. Il leur sera difficile de tenir la campagne devant des ennemis qui, au moyen de leur cavalerie, peuvent les harceler sans craindre eux-mêmes d'être inquiétés. Après avoir fait la conquête de la contrée de l'Orénoque, les indépendans se sont avancés en deux divisions sur Caraccas et Cumana. Morillo, de retour de la malheureuse expédition de Marguarita, doit se trouver vis-à-vis d'eux; il faudra voir ce que produira cette rencontre : si les



indépendans courront le hasard d'un combat général, ou, si mieux avisés, ils se borneront à conserver les avantages acquis pour en faire le moyen d'avantages nouveaux, en ne s'occupant plus que de ruiner un ennemi qui se recrute de loin et qui manque de tout : ce dernier calcul, quoique moins héroïque que le premier, paraît le plus sûr; de sages retardemens sont souvent devenus le principe de grands et solides succès. On a annoncé le rappel de Morillo. Quel que soit le mérite du successeur, il aura de la peine à dépasser son devancier en courage, en activité, en résolution. La vigueur militaire paraît lui avoir appartenue éminemment. Morillo mérite sûrement d'occuper une place parmi les guerriers infatigables et qu'aucune difficulté n'a le pouvoir de rebuter : heureux si l'humanité avait joint ses douces palmes aux lauriers que la force de son caractère lui a mérités. C'est sur des théâtres semblables à celui où Morillo a dû exercer son talent et sa constance, que se déployent les hautes qualités des guerriers. Nos guerres d'Europe, faites sous un ciel ami de l'homme, dans un pays chargé de population, percé de routes

commodes, enrichi de tous les produits des arts, au milieu de champs couverts de moissons, sont des parties de plaisir en comparaison de celles qui se font dans des climats partagés entre des déluges alternatifs d'eau ou de feu, dans lesquels tout est extrême, où il faut se défendre des exhalaisons de la terre, des insectes que son sein vomit pour tourmenter les êtres animés ; pays dans lesquels aucune industrie ne s'offre au secours de l'homme, où sa main n'a tracé aucune route, n'a élagué aucune des épines qui couvrent des terres encore neuves, n'a jeté sur d'innombrables rivières aucun de ces liens qui, en Europe, enchaînent leurs rives l'une à l'autre ; où l'art de guérir est aussi inconnu que les moyens de blesser sont communs, où l'on manque de ces dépôts que des calculs savans ménagent ailleurs pour recevoir ce qui facilite le mouvement ou l'entretien d'une armée. En Amérique, un général doit, sous peine de périr promptement, réunir à un haut degré des qualités physiques et morales dont un général d'Europe peut absolument se passer. Mais si la prolongation de ces combats, de l'effusion du sang et

de toutes les horreurs, compagnes inséparables de ces sortes de tragédies et d'une guerre faite avec la plus grande animosité, a bien de quoi attrister, un rayon de joie luit au fond de ce triste tableau, et vient l'éclairer par le retour des deux partis à des mesures moins cruelles que celles auxquelles ils s'étaient abandonnés jusqu'ici. L'humanité vient enfin de remporter ce triomphe des deux côtés, et, comme à l'envi, on a publié des amnisties ; le besoin de la clémence et du retour à l'humanité s'est fait également sentir ; ennemis sur tout le reste, on s'est trouvé rapproché sur ce point. Enfin on verra donc la guerre bornée aux seuls combattans. L'homme désarmé ne sera plus atteint par le fer, qu'il n'aura pas provoqué, auquel il ne peut opposer qu'une poitrine découverte. C'en est donc fait dans ces contrées, leur dernier refuge, de ces abominables méthodes d'extermination que des hommes aussi dépourvus de lumières que d'humanité y avaient portées, sans avoir, il faut le croire, calculé leurs épouvantables résultats. Puissent-elles également disparaître de tous les autres champs de bataille qui restent encore ouverts en Amérique ! Que

du mal. Dès qu'on a pu se procurer des hommes comme toute autre marchandise, l'humanité a disparu. Puisse ce dernier exemple de l'inutilité des sévices, donné sur une si vaste échelle, servir enfin de leçon pour montrer à tous les hommes que si ces pratiques sont détestables par elles-mêmes, de plus elles sont inutiles; ce qui met le comble à l'horreur qu'elles sont faites pour inspirer.

Il faut que les forces espagnoles, en Amérique, soient bien peu de chose, pour qu'une entreprise aussi téméraire que celle qui a eu lieu sur l'île d'Amélia, ait pu se soutenir seulement pendant quelques jours. Des aventuriers s'en emparent, ils s'établissent en face des Florides; ils font de ce point un repaire de corsaires; ils vivent du produit de leurs captures; ils annoncent au monde entier qu'ils attendent des compagnons pour tenter à jour nommé l'attaque des Florides, et depuis six mois l'Espagne d'Europe et d'Amérique n'a pas eu deux frégates à lancer contre cet essaim, pour le balayer comme le vent chasse la poussière. L'occupation de l'île Amélia est à la guerre ce qu'Amélia elle-même est à la

carte de géographie, c'est-à-dire, un point, rien ; mais il est beaucoup comme indication du délabrement de la puissance espagnole, délabrement qui s'étend à tout, puissance qui ne suffit plus à rien garder. Dès que l'on en touche une partie, elle croule. On dirait ces squelettes d'Herculanum, que le contact de l'air faisait tomber en poussière. Le territoire espagnol est toujours au premier occupant ; et l'on appelle cela régner, posséder ; le vague, l'absence, un nom conféré à un pays, un gardien donné à une maison abandonnée, suffisent pour constituer une souveraineté! Les gouverneurs d'une partie des possessions espagnoles d'Amérique ressemblent aux concierges de ces châteaux inhabités, où l'on ne voit les maîtres qu'en peinture. Dans cet état de dépérissement et d'inutilité, on n'apperçoit point ce qu'il y a à perdre ou à gagner par la conservation ou par le passage entre d'autres mains. Qu'est-ce que l'Espagne perd avec les Florides ? que gagnera-elle à les garder ? elles ne lui rendent rien, et par leur position entre la Louisiane et les Etats-Unis, elles prêtent à des contestations avec ces der-

2°. La nouvelle preuve de faiblesse que donne l'Espagne au Mexique, pour n'avoir pas étouffé dans son principe une entreprise qui n'avait qu'une poignée d'hommes pour soutien. Mina a attaqué le Mexique contre les Espagnols, ainsi que l'avait fait Cortez pour l'Espagne contre les Mexicains, avec une troupe bien disproportionnée en apparence à une pareille entreprise.

3°. Il est évident que l'entreprise de Mina était concertée avec les insurgens encore existans dans le Mexique. On s'attache à en dérober l'existence, à persuader qu'elle est une chimère ; on se croit fort derrière des mensonges de gazettes et des illusions jetées dans le public ; les faits sont là pour guider la croyance et ramener à la vérité. Depuis quelque tems les nouvelles de Madrid, à l'article du Mexique, suivent un cours contraire à toutes les autres : au lieu d'avancer, elles reculent : au lieu de suivre le présent et pour ainsi dire de descendre avec lui, elles remontent vers le passé. En continuant de procéder ainsi, il ne faut pas désespérer qu'elles ne remontent jusqu'à la découverte du Mexique.

Nous n'adopterons pas cette méthode, et pour nous régler dans cet examen, nous pensons qu'il est à propos de suivre la marche de Mina. Il débarque au lieu dit Soto de Marina, au centre de la province du Nouveau-Saint-Ander. Depuis cette époque, les nouvelles positives sur ses mouvemens ont manqué. Et voilà qu'au bout de quelques mois on le retrouve dans la partie du Mexique opposée à celle dans laquelle il a pris terre, dans la province de Guanaxatao, une des plus peuplées du Mexique, des plus riches en mines, des plus rapprochées de la capitale. Il y aura trouvé les insurgés avec lesquels il avait concerté son entreprise, et qu'il était venu chercher. Si l'audace de l'attaque est grande, la faiblesse qui lui a permis de se réaliser doit l'être aussi. Or, quand le combat est ainsi établi, et qu'on est aussi faible d'un côté qu'impunément audacieux de l'autre, le résultat de la lutte ne reste pas long-tems incertain. Pour parvenir à ses associés, Mina a eu à traverser une partie du Mexique dans une direction assez rapprochée du siége même du gouvernement, et il n'a pas été arrêté, écrasé dans sa marche! Ses forces



totales ne dépassaient pas 1200 hommes. Comme les dix mille Grecs traversèrent les états du grand roi, Mina, bien plus faible, a traversé l'empire du souverain du Mexique pour aller se réunir à ses ennemis. Cela est bien fait pour donner une juste idée des forces dont l'Espagne peut disposer dans cette contrée. Cette méthode d'évaluation réduit à sa valeur réelle les publications repandues par des intéressés, et apprennent à s'en défier.

On a beaucoup parlé des succès du vice-roi Apodacha; on a fait sonner bien haut l'envoi de quelques millions à Cadix; on a voulu représenter le Mexique comme étant entièrement pacifié, et l'on a apporté en preuve l'ouverture des communications entre Mexico et la Vera-Crux. Sûrement il doit y avoir beaucoup à rabattre de tout cela. Que la route de la Vera-Cruz à la capitale ait par intervalles offert plus de sûreté, qu'est-ce que cela prouve, sinon un redoublement d'escortes et de précautions d'un côté, et de l'autre l'éloignement momentané des bandes dont la mobilité fait l'élément, et qui se portent tantôt dans une partie, tantôt dans une autre. On peut saisir un moment



d'absence pour passer. Mais ce qui est vraiment inconcevable, c'est qu'une troupe aussi faible que celle de Mina ait pu traverser impunément une partie du Mexique sans payer d'une ruine totale une pareille témérité. On peut en conclure avec cette espèce de probabilité qui équivaut à la certitude, 1°. que les Espagnols sont là comme ils sont partout, c'est-à-dire, très-faibles ; 2°. que leurs forces sont occupées contre les insurgés qui restent encore dans le pays, et qui se tiennent dans ces parties d'un accès difficile, qui, au tems de la conquête, prêtèrent des asiles aux Indiens contre les vainqueurs : nouveau trait de ressemblance de l'époque actuelle avec celle-là ; l'empire espagnol au Mexique finissant comme il avait commencé.

Le vice-roi Apodacha a mérité des éloges pour la conduite qu'il a tenu dans le gouvernement du Mexique. La base de ces éloges est la plus solide et la plus honorable de tous ceux qui peuvent être accordés à un homme : le respect pour l'humanité. Loin de participer à la dure exaltation que trop d'autres chefs espagnols ont montré contre les malheureux

Américains, ce gouverneur a fait de la douceur la règle fondamentale de son administration. C'est à ce choix judicieux et humain que l'on attribue les succès qu'il a obtenus. Pendant long-tems on a parlé d'un concours de personnes qui venaient profiter de ses amnisties, et qui cédaient à la clémence ce qu'elles auraient refusé à la force : nouvelle preuve de la nécessité de s'attacher à ce système, à ne le regarder même que sous le point de vue de l'utilité : car si l'on obtient par la douceur ce que l'on ne peut pas conquérir par la rigueur même extrême ; si le vice-roi du Mexique a fait par le retrait des sévices ce que Morillo n'a pu exécuter par la prodigalité des rigueurs, la supériorité politique d'un système sur l'autre, et ce n'est que sous ce rapport qu'il est permis de les comparer, n'est que plus démontrée par cette opposition dans le résultat des deux systèmes.

A cette déduction des actes divers que l'indépendance a faits pour son établissement, joignons celle des actes dont elle a eu à se défendre : comme il y a attaque et défense, l'action est double ; il est juste d'en tenir compte, pour pouvoir bien évaluer la situation véri-

table et complète de la cause des indépendans.

1°. Ils ont un ennemi déclaré et actif : l'Espagne.

2°. Ils ont des ennemis d'intention, de volonté, mais inactifs : les chefs du gouvernement et les hautes classes qui les entourent.

3°. Ils ont des amis en très-grand nombre, mais sans activité directe ou générale : tous les peuples, c'est-à-dire, tous les intérêts de l'Europe, et cela sous deux rapports que nous développerons.

L'ennemi direct, l'Espagne, depuis six mois n'a rien fait contre les indépendans ; elle avait deux manières d'agir contre eux : par elle-même, ou par les autres, conjointement ou bien séparément. Pendant ce tems elle n'a pas ajouté à ses forces d'Amérique ; tout ce qui a été fait dans ce pays, provient de celles qu'elle y avait envoyées précédemment : c'est la continuation d'une action ancienne. Depuis on l'a vu réunir des troupes expéditionnaires au lieu ordinaire de ses embarquemens, à Cadix : on les a vues s'en éloigner, et marcher contre le Portugal ; quelques préparatifs ont été continués, mais il



n'y a rien eu de tenté sous les rapports militaires. Tel est encore l'état positif actuel.

Dans sa détresse personnelle, l'Espagne s'est adressée à l'Angleterre pour en obtenir une intervention armée. Celle-ci s'y est réfusée, en se bornant dans ces derniers tems à réaliser quelques chapitres de Vatel, sur l'observation du droit des gens, par la défense faite à tous les sujets anglais de passer au service des indépendans. Mais elle s'en est tenue là, ne voulant pas renoncer à l'article précieux pour elle : le commerce qu'elle entretient avec les territoires de l'indépendance. On ne verra pas l'Angleterre se fermer de gaîté de cœur un marché de 17,000,000 d'habitans, destinés à s'accroître tous les jours, à dépasser toutes les proportions connues ; quand même le gouvernement y consentirait, il ne le pourrait pas, bien plus il ne l'oserait pas : il sait trop bien qu'il se trouverait en présence d'une opposition générale dans la nation, qui, sur le chapitre élémentaire du commerce, n'entend à aucune composition, ni à aucune transaction.

L'Angleterre n'est point la seule porte à laquelle l'Espagne ait été frapper. Long-tems on

a annoncé qu'elle allait trouver des vengeurs parmi les légions de la Russie : qu'elles s'ébranlaient en sa faveur, et que la faible insurrection de l'Amérique ne tiendrait pas long-tems contre ceux dont les bras avaient porté les premiers et les plus rudes coups à la puissance qui avait vu l'Europe fléchir devant elle. En effet, il était assez probable que si les armées qui sont venues à Paris, eussent été transportées en masse à Buénos-Ayres, à Lima, à Caraccas, à Mexico, que les indépendans n'eussent eu beaucoup à faire pour se défendre. Mais pour cela il fallait bien des choses que l'on ne paraît pas avoir suffisamment calculées.

1°. Les porter sur le terrein, en grand nombre, c'est bien long et bien cher : qui aurait payé ? car enfin on ne donne pas les armées pour rien. L'Espagne peut bien promettre de l'argent lorsqu'elle sera redevenue maîtresse en Amérique ; mais elle n'en a point du tout à donner en Europe, où elle n'a pas de finances proportionnées même à sa dépense ordinaire. Ces troupes seraient-elles transportées en petit nombre ? alors à quoi serviraient-elles ? Avant de faire des traités avec l'Espagne, relative-

ment à l'Amérique, il fallait en avoir conclu un bien solide avec la fièvre jaune pour rester hors de ses atteintes. Comment aller exposer dans un climat brûlant, pour les faire fondre, pour ainsi dire, sous ses feux, des hommes tirés des contrées les plus froides de l'Europe? Après avoir essuyé les incommodités d'une longue traversée, n'arriveraient-ils pas mourans ou pour mourir? Quelle nécessité peut ainsi pousser à leur faire devancer leur heure et à les précipiter prématurément dans des tombeaux que la nature n'a pas faits pour eux? Est-ce donc que l'on craint qu'ils ne manquent chez eux, ou qu'ils leur fassent attendre trop long-tems leur proie?

Tout l'appareil de ces négociations faites avec secret et proclamées avec fracas, s'est résolu dans la cession de quelques vaisseaux de guerre qui se rendent à Cadix, pour y rester à la disposition de l'Espagne en remplacement du vide de ses propres arsenaux. Il y a loin de l'Espagne envoyant son invincible Armada pour conquérir l'Angleterre, à l'Espagne recevant de la Russie quelques vaisseaux pour l'aider à reconquérir l'Amérique. C'est à cela que s'est borné le secours annoncé de la part de la Russie.

Le prince éclairé qui la gouverne ne sacrifiera pas ses peuples en l'honneur d'un chapitre sur la légitimité des droits de l'Espagne au sceptre de l'Amérique : de plus hautes pensées occuperont son esprit, s'il vient à s'occuper de ce grand intérêt des sociétés humaines : la considération de la possibilité, de la justice générale, des droits de l'humanité, du bien que son immense empire est appelé, en première ligne, à retirer de la révolution américaine, formeront les motifs de sa détermination, et non pas des vues étroites, des maximes inapplicables, et qu'on ne peut plus faire prévaloir qu'aux dépens de la société générale et qu'en rouvrant les plaies de l'humanité.

La France n'a pas non plus intervenu dans la querelle, se bornant au maintien des règles de droit public établies en pareil cas.

L'Europe a donc gardé une neutralité de fait entre l'Espagne et les indépendans ; par conséquent la querelle reste entre la mère patrie et les colonies émancipées. Il y a plus, par cette attitude inerte, l'Europe a donné assez à connaître qu'elle s'abstiendrait de prendre une part active, et cette déclaration résultant

Nouvelle-Grenade, présenta de bien moins grandes difficultés que ne le ferait la seconde : alors les forces de l'Espagne étaient fraîches, celles des indépendans s'essayaient : aujourd'hui c'est tout le contraire : l'Espagne est épuisée, et les indépendans se sont fortifiés. L'Espagne est dans la cruelle nécessité de recommencer tout ce qu'elle a fait depuis quatre ans dans ce pays contre un ennemi devenu plus fort, plus aguerri, et pour combler la mesure de ses maux, dans des lieux moins pourvus de ressources.

L'attaque du Mexique par Mina est encore un accroissement fort important pour les indépendans; car elle partage les forces de l'Espagne, elle étend la plaie de cette monarchie en Amérique, elle multiplie les chances et les probabilités de son expulsion, et par-là même, contribue beaucoup à ébranler son empire.

La défense de l'île de la Marguerite a donné lieu à un beau triomphe pour l'indépendance : cet événement, qui en lui-même est peu de chose, devient fort important, comme exemple de ce que peuvent faire les uns, et comme leçon aux autres pour ce qu'ils doivent faire.

Le corsairage s'est étendu, il s'est comme régularisé ; il est faux qu'il se soit attaché aux navires de toutes les nations : les calomniateurs habituels et intéressés des indépendans ont créé contre eux cette fiction mensongère. Le corsairage a eu le double effet d'appauvrir l'Espagne et d'enrichir ses ennemis. Le commerce espagnol, désolé par lui, n'a plus rien à fournir aux finances de l'état. C'est une guerre très-active et très-fructueuse, que celle qu'ils font au profit de l'indépendance ; en ayant l'air de ne travailler que pour s'enrichir eux-mêmes, ils dotent l'indépendance de tout ce qu'ils ôtent à l'Espagne, et c'est très-bien servir la première, que d'appauvrir la seconde. Ces nouveaux flibustiers ne seront pas moins funestes à l'Espagne que ne le furent les premiers.

La prolongation de la lutte a familiarisé l'opinion avec les diverses chances de ce grand débat. Dès que l'on n'a pas vu l'indépendance réprimée, on a pu croire qu'elle ne le serait pas ; par un progrès naturel à l'esprit humain, on a passé promptement à désirer qu'elle triomphât, et de là on a travaillé pour la faire triompher. Un grand nombre d'Européens, parti-

culièrement des militaires, se sont jetés dans cette carrière. Fatigués d'un long désœuvrement, effrayés de la perspective d'une éternelle oisiveté, leur courage s'en est indigné; leur imagination, s'élançant au-delà d'un horison borné, a paré de toutes les couleurs qu'elle sait si bien employer, la carrière sans limites qu'ouvrait l'Amérique : elle est devenue l'objet des vœux et le but de l'ambition d'une foule d'hommes; ils ont réduit les gouvernemens à s'occuper du soin de réprimer leur essor, et l'on a vu les appuis ordinaires des lois, en guerre ouverte ou cachée avec elles, pour franchir les barrières qu'elles opposent à leur ardeur. Les indépendans ont reçu et recevront encore un grand nombre de militaires de tous grades et de toutes les nations, empressés de leur offrir leurs talens et leurs bras, en échange de la gloire et de la fortune que promettent l'affranchissement et les mines de l'Amérique.

Ce mélange, on pourrait dire cette infusion des Européens au milieu des Américains, donnera un tour nouveau et plus régulier à cette grande affaire, et la dirigera davantage dans les intérêts de l'Europe. Sous ce rapport, cette

émigration est un bienfait pour l'Europe, qui n'a pas besoin de l'indépendance de l'Amérique pour la liberté seule de l'Amérique, mais pour que cette liberté étende parmi elle le goût des productions de l'Europe.

En réunissant toutes les parties de ce tableau, il en résulte que l'indépendance a fait, pendant cet espace de tems, des progrès très-sensibles, destinés eux-mêmes à devenir le principe de progrès nouveaux. Ils sont dans la nature des choses; car, dans ces espèces de carrières, tout se tient; l'événement du jour devient le principe de celui du lendemain. Il y a un but fixe vers lequel on ne cesse point de tendre : aussi les actes de cette nature ont-ils une continuité, une persévérance que l'on ne retrouve point dans ceux qui sont le simple produit des spéculations ordinaires de la po-[redacted]xaminant le point d'où l'indépendance [redacted]caine est partie, les moyens dont elle disposait alors, les différentes phases qu'elle a déjà parcourues, et en les comparant avec l'état actuel, il est bien facile de juger, par les progrès acquis, des progrès qu'elle acquerra, et du résultat auquel elle ne peut manquer



d'atteindre dans un très-court espace de tems. Cette méthode est la plus sûre de toutes pour en bien juger, et c'est elle aussi qui va nous servir de guide dans l'examen auquel nous allons continuer de nous livrer.

Il est un point fixe d'où il faut partir; c'est que désormais le combat est borné entre l'Espagne et les indépendans. Tout espoir d'attirer des auxiliaires dans son parti lui est interdit. La Russie a livré quelques vaisseaux sans soldats; mais des vaisseaux sans soldats ne sont pas fort dangereux pour l'Amérique, ni très-profitables pour l'Espagne. A quelque prix qu'elle ait fait cette acquisition, ils seront toujours assez payés. De ce côté, il n'y a plus rien à attendre.

L'Angleterre a jeté son feu dans ses ordres prohibitifs contre le passage des militaires en Amérique. Si le gouvernement voit l'indépendance de mauvais œil, le peuple, là, comme partout, la considère autrement, et fait des vœux pour elle. On le sait, et dans ce pays, où l'opinion est comptée, on se le tient pour dit. Il n'y a qu'à jeter un regard sur l'état de la France pour juger de la part qu'elle est disposée à prendre dans cette querelle. Si l'essor

de la nation était libre, nul doute qu'elle ne vouât à la cause de l'indépendance américaine les mêmes services que son gouvernement accorda à la cause de l'Amériqne anglaise. On a voulu l'en détourner en excipant des suites de ce premier acte; on a cherché à mêler des regrets au souvenir de la coopération qu'elle fit trouver aux Etats-Unis, à l'effrayer par le spectacle des suites que l'on se plaît à supposer à sa résolution d'alors. Rien ne serait plus facile que de démontrer la vanité de ces terreurs, l'illusion de ces prétextes, la différence des positions, et la grandeur des intérêts qui doivent inspirer à la France des vœux pour la plus prompte et la plus complète réussite de l'indépendance américaine; mais il ne s'agit point de cela, mais seulement d'un fait. La France peut-elle et veut-elle intervenir dans la querelle entre l'Espagne et l'Amérique? Elle répond de toutes les circonstances qui la pressent : Non.

La Prusse, l'Autriche et l'Allemagne n'ont aucune direction, aucune affinité avec ou vers cette affaire; la Suède et le Danemarck y sont aussi étrangers que peuvent l'être Hambourg

et Lubec. Tous ces pays entrent, par le commerce, en partage des bénéfices que l'indépendance fait trouver au monde commerçant; ils attendent ceux bien plus grands encore que son succès complet promet à tout le monde.

Le royaume des Pays-Bas ne peut pas avoir une direction différente de celle de l'Angleterre. La coopération directe serait sujette à donner de la jalousie à d'autres puissances qui pourraient craindre des cessions de territoire, ou d'avantages commerciaux susceptibles de leur devenir préjudiciables. Ainsi on a parlé de la cession à la Russie de l'île de Minorque ou de quelque côte fort étendue en Amérique. Autant aurait valu dire que la guerre était déclarée entre elle et l'Angleterre. La France aurait aussi eu quelque chose à voir à un établissement formé dans la Méditerranée; les conséquences de cet arrangement étaient immenses. L'Espagne reste donc seule sur le champ de bataille avec ses adversaires.

Cherchons ce qu'elle peut faire soit directement, soit indirectement.

Il paraît que, perdant l'espoir de coopérations directes, elle cherche du moins à affai-

blir ses ennemis en leur faisant interdire les transports d'attirails militaires dont ils manquent chez eux, ainsi qu'en faisant prohiber l'entrée à leur service des militaires que la paix laisse sans emploi. Cette espèce de blocus ne peut être ni bien efficace, ni bien rigoureux.

En calculant les intérêts qu'il contrarie, l'espace immense qu'il embrasse, la multitude des déguisemens auxquels prêtent la cupidité et la multiplicité des pavillons qui couvrent les mers, on voit que toutes ces prohibitions ont plus pour objet une espèce d'hommage rendu au droit public, qu'un espoir d'efficacité réelle. Comment, en effet, opposer une barrière capable de le contenir à celui qui est bien résolu de la franchir? Ajoutez à la prime d'assurance, et voilà tous les obstacles levés. Les prohibitions serviront des entrepreneurs particuliers, mais point du tout l'Espagne. La poudre et les boulets coûteront un peu plus cher aux indépendans, mais ils n'en auront pas un de moins. L'Européen militaire ou civil qui sent vivement le besoin d'une diversion à son oisiveté, et celui d'un emploi à ses talens, ne manquera pas de moyens d'atteindre aux lieux où il espère réaliser les occupations de son esprit,

ou les illusions d'un long espoir. D'ailleurs de pareilles lois ne valent que par la manière dont elles sont exécutées. S'il est bien certain que la fraude, avec ses ruses et ses masques, va s'attacher à frustrer ces mesures de leurs effets, il peut aussi être permis de soupçonner que de grandes rigueurs ne seront pas mises au service de ce que la décence publique a commandé de ne point refuser. Cette manière indirecte d'attaquer l'indépendance ne sera donc pas d'une très-grande efficacité en faveur de l'Espagne ; la guerre directe, hélas ! n'avancera pas davantage ses affaires.

De quelle nature peut être cette guerre? En vérité, on n'y aperçoit rien que la raison puisse avouer, parce quelle ne présente rien qui porte avec soi les espèces de probabilités qui résultent d'une chose calculée et réfléchie. Au contraire, toutes les règles du jugement, toutes celles par lesquelles on peut évaluer les actes humains, lui sont contraires. Cette guerre ne montre pas une seule chance en faveur de l'Espagne.

Déjà, dans l'ouvrage sur les colonies, nous avons examiné si l'Espagne pouvait reconquérir et garder ses Amériques, après cette

nouvelle conquête, et chaque partie de cet examen avait amené une conclusion directement contraire à cette tentative. Tout ce que l'on indiquait à cette époque a trouvé dans les faits sa pleine et entière confirmation; car tout ce que l'Espagne a essayé a tourné contre elle, tout ce qu'ont entrepris ses ennemis a réussi; ils ont grandi autant qu'elle s'est affaiblie; elle doit recommencer la guerre sur de nouveaux frais, et contre un ennemi plus fort. Ces considérations générales suffiraient seules pour décider la question et montrer ce que l'avenir produira. Mais nous ne nous contenterons point de cette facile victoire; une question de cette nature est trop importante pour négliger d'en éclaircir toutes les parties. Souvent on affaiblit une cause en accordant trop à la confiance qu'inspire sa bonté.

La guerre de l'Amérique est à la fois maritime, commerciale et continentale. Il faut des vaisseaux pour transporter les troupes d'Europe en Amérique, de Cadix à Lima, à Buénos-Ayres, à Caraccas, à la Véra-Cruz; il en faut encore pour croiser sur les côtes devenues ennemies : de plus, il en faut pour convoyer les produits dont les colonies peuvent encore

des points fortifiés sur les côtes, tels que Carthagène, Porto-Cabello et d'autres.

2°. Ses vaisseaux, plus forts que ceux des indépendans, bloqueraient leurs côtes, leur interdiraient le commerce, et leur feraient éprouver toutes les rigueurs de la vengeance de la métropole, dans tous les points où elle pourrait les atteindre.

De tous les plans que l'Espagne peut embrasser, celui-ci est le moins déraisonnable. On a indiqué le Mexique comme méritant la préférence sur toutes les possessions espagnoles, et tout porte à croire que dans cette supposition il fixerait le choix de l'Espagne; c'est lui qui soutient une partie des autres colonies espagnoles, dont la dépense surpasse beaucoup le revenu.

Le premier effet de ce plan serait l'abandon de toute l'Amérique méridionale. L'un ou l'autre est forcé; car l'Espagne ne suffit pas pour garder à la fois les deux Amériques. Il faut qu'elle fasse son choix entre elles. Par-là l'affranchissement de la moitié des contrées américaines serait assuré, et cela par le seul défaut de contestation. Ce serait déjà un immense ré-



sultat. Passons maintenant à l'examen du plan de conservation partielle.

Il exigerait l'envoi annuel de nouvelles troupes en Amérique ; car il faudrait 1°. tenir au complet les garnisons laissées dans les points fortifiés que les Espagnols se seraient réservés ; 2°. continuer de combattre les indépendans du pays, et ceux venus des pays abandonnés à l'indépendance : et c'est cette dernière considération qui mérite la plus sérieuse attention, et qui met dans tout son jour la vanité de ce plan. Le malheur de presque tous les hommes, dans la formation de leurs plans, et lorsqu'ils ont à combattre un ennemi, c'est de lui prêter leurs propres idées, et de croire qu'il ne fera que ce qu'il leur convient qu'il fasse. C'est une des plus fatales illusions auxquelles on puisse s'abandonner en affaires. C'est une de celles qui ont le plus contribué à la perte de Napoléon. Il adaptait toujours les plans de ses ennemis aux siens propres; il faisait leur thème pour lui-même, et le dirigeant toujours dans le sens le plus favorable à son succès, il se refusait opiniâtrement à croire qu'on pût en adopter un autre. Ici, il en serait de même pour les Espagnols;

en prétendant se concentrer sur un point pour n'avoir affaire qu'aux ennemis qu'ils supposeraient devoir y être seuls, ils n'en auraient pas moins à combattre ceux des autres parties de l'Amérique qu'ils auraient abandonnées à elles-mêmes. Cela résulte du plan total de libération embrassé par l'Amérique, et résolu dans ses conseils. Par lui, la partie délivrée devient l'auxiliaire, et comme le soldat de celle qui ne l'est pas encore. Il lui importe qu'elle le soit pour qu'elle-même ne soit pas troublée : sur cet article, il ne peut y avoir ni composition ni partage; il faut s'en tenir assuré. Buénos-Ayres en fournit la démonstration par ses deux attaques sur le Chili et le Pérou; elle fait servir le premier à l'affranchissement du second; elle les emploiera tous les deux à l'affranchissement du royaume de la Nouvelle-Grenade; Vénézuéla ayant prévalu, achèvera la délivrance du royaume de Terre-Ferme, et tous ensemble contribueront à celle du Mexique. Le simple bon sens leur montre ce *crescendo* d'action et de secours réciproque comme le seul moyen de conservation et de sécurité communes. Est-ce que l'Amérique méridionale pourrait se croire



en sûreté contre l'Espagne, tant que celle-ci resterait en possession d'un empire tel que le Mexique, d'où la première aurait la facilité de fondre sur elle, de l'attaquer par surprise, de ménager des intrigues dans son sein, et de la molester de mille manières? Banissons toute illusion, laissons là les *mezzo termine;* ces petits calculs ne sont propres qu'à tout perdre dans les affaires de cette nature. Il n'y a pas plus de milieu pour l'Amérique que pour l'Espagne : toute l'Amérique, ou point d'Amérique; des deux côtés, si l'on n'a pas tout, l'on n'a rien. Si ce n'est pas ainsi que l'Espagne raisonne, ses ennemis lui apprendront que c'est ainsi qu'il fallait raisonner ; elle retrouvera au Mexique les phalanges qui l'auront chassée de l'Amérique méridionale, ou bien auxquelles elle l'aura abandonnée. Elle aura cru s'en débarrasser à ce prix : eh bien ! elle n'y aura rien gagné; elles la poursuivront partout où elles pourront l'atteindre, partout où elle se montrera sur un sol dont elles veulent absolument la bannir, et rester seules maîtresses. Les commodes maximes de faire la part au feu ne trouveront point là leur application. L'Espagne ne sera pas la maîtresse de l'assigner ; ses enne-

un an, dans deux ans, l'Amérique méridionale aura des vaisseaux et des marins supérieurs à tout ce dont l'Espagne peut disposer. Il y a deux ou trois ans qu'on connaissait à peine les pavillons américains, aujourd'hui les mers en sont couvertes. Les progrès dans un ordre plus relevé suivront le même cours (1). Et pendant ce tems que deviendrait le commerce espagnol? En proie à des essaims de corsaires, il disparaîtrait de dessus les mers; il se dessécherait à Cadix, à Barcelonne, à Bilbao; il laisserait sans ressources le trésor de Madrid. Pendant cette longue interruption des relations directes de l'Amérique avec l'Espagne, d'autres liens et d'autres goûts se seraient formés chez la première. L'Angleterre, qui retient chez elle ses militaires, laisse pleine liberté à ses marchands d'aller s'établir en Amérique; elle refuse des épées aux indépendans, mais elle n'interdit point à ses facteurs d'aller étaler à leurs yeux les produits rians et variés que multiplient ses infatigables ateliers; elle va solli-

(1) Les indépendans possèdent, depuis quelques mois, des vaisseaux de haut bord et des frégates.



citer les goûts des Américains, les avertir de jouissances inconnues d'eux, consulter leurs penchans, et fonder sur leur sol un nouvel empire commercial semblable à ceux dont elle a, pour son utilité propre, multiplié les tributaires dans toutes les parties du monde. Et ce n'est encore là que la plus petite partie des dangers que ferait courir à l'Espagne l'opiniâtreté de ses attaques. S'il plaisait aux indépendans de placer leurs représailles dans une interdiction formelle du commerce pour tous les produits de l'Espagne, quelle plaie cruelle pour celle-ci ! qu'elle aurait long-tems à saigner! Qu'aurait-elle gagné à vouloir conserver l'Amérique malgré elle, à l'avoir harcelée, molestée par des actes qui attestent à la fois son impuissance, et sa mauvaise volonté? Elle aurait rencontré la ruine dans la route par laquelle elle prétendait arriver à la richesse. Cela apprend aux métropoles qu'elles sont quelquefois plus dépendantes de leurs colonies, que leurs colonies ne le sont d'elles, parce que celles-ci, lorsqu'elles sont fortes, peuvent priver les métropoles des bénéfices de leur commerce, et les transporter aux étrangers avec lesquels

elles trouvent toujours de l'avantage à commercer. Mais il ne faut pas se borner à examiner cette question sous les seuls rapports des intentions de l'Espagne; il faut, de plus, rechercher quelles sont ses facultés, et ce qu'elle peut faire pour les remplir. Eh bien, il est évident que l'Espagne ne peut disposer d'aucun moyen correspondant à un plan tel que celui de la conservation, même partielle, de l'Amérique. Cette monarchie est arrivée à un degré de délabrement qui lui interdit toute action longue et dispendieuse. Elle tirait ses plus grandes ressources de l'Amérique. Il faut la reconquérir. Au lieu de rendre, elle coûte. L'Espagne ressemble à un propriétaire qui poursuivrait un procès pour rentrer dans la terre qui le nourrissait. Avec quoi en payerait-il les frais? La guerre de la péninsule a beaucoup nui matériellement à l'Espagne. La déperdition de toute espèce a été immense. La direction imprimée depuis quatre ans a eu les plus funestes résultats. Un brigandage affreux désole l'intérieur de l'Espagne; il va jusqu'à affronter les sentinelles qui veillent aux portes de la capitale. La nation est partagée entre

trois parties qui n'ont rien de commun ensemble. Les grands et le clergé sans patriotisme, le peuple sans lumières, et les classes intermédiaires sans attachement ni considération pour un ordre de choses qui contrarie leurs affections, leurs idées et leur espoir. Comme on voit, l'état manque de ciment. En Espagne, les classes intermédiaires sont très-nombreuses, très-éclairées, très-patriotiques, comme très-éloignées d'un ordre de priviléges et de routine tel que celui qui constitue la manière d'être de la nation et du gouvernement. Les grands font effort pour retenir leur prééminence de tous les tems; le peuple, dans sa brutale ignorance, ne connaît que le pouvoir absolu; les classes intermédiaires, élevées au niveau de celles de toutes les autres contrées de l'Europe, aspirent après un ordre régulier et conforme à l'état moderne des nations européennes. Le souverain flotte entre ces contradictions, entre des partis opposés, passant de l'un à l'autre, du chanoine Escoiquiz à M. de Garay, aussi peu riche avec l'un qu'avec l'autre, mais toujours également hors d'état de se fixer sur un sol qui lui-même n'est pas fixé. Il est

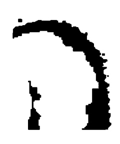
bien évident que dans cet état toute guerre suivie avec l'Amérique n'a plus de possibilité ni même d'objet, et qu'elle ne peut plus entraîner que des suites plus funestes de jour en jour. Conquérir l'Amérique, lorsqu'on n'est pas même organisé en Espagne, lorsqu'on y manque de tout!

L'Espagne a certainement eu le projet de faire une forte tentative sur l'Amérique. C'est pour cette fin qu'elle a fait l'acquisition d'une flotte russe. Mais son état a tellement empiré depuis l'adoption de ce plan, mais les changemens survenus en Amérique sont si grands, que ce qui pouvait convenir alors, n'aurait aucune efficacité dans ces nouvelles conjonctures. Telle est la cruelle position de ceux qui ont à agir sur un théâtre éloigné, très-vaste et très-mobile. Sa face change continuellement; on se prépare pour un objet, il a disparu, il est changé; pour un plan, il en faut un autre; contre un ennemi, il y en a deux; contre un adversaire encore faible, il est devenu fort. On l'a déjà dit, pour que l'Espagne pût retirer quelques fruits de ses armemens, il faudrait qu'elle en eût toujours trois à sa disposition, le premier



en Amérique, le second en chemin de Cadix en Amérique, et le troisième sous voiles dans le port, pour pouvoir se porter partout où le besoin l'appellerait. Hors de là, il n'y a que ruine et incertitude. On ne peut pas se persuader que l'Espagne ait le but direct de renoncer à jamais au commerce, c'est-à-dire aux profits de l'Amérique, même après en avoir perdu la souveraineté. Elle doit songer qu'après la guerre, viendra nécessairement la paix, c'est-à-dire le rétablissement des relations commerciales. Or à quoi se réduiront ces relations, si elle commence par ruiner le pays? A quoi lui serviront ses efforts pour s'assurer des fruits de l'Amérique, si elle commence par en détruire les germes pour des siècles. Lorsqu'on voit ses agens, aussi aveugles que féroces, ne considérer l'Amérique que comme une matière à détruire, vouée à l'extermination, on se demande où ils prétendent aboutir avec ces fureurs insensées. Entre un propriétaire qui cesserait de s'occuper de son bien, et celui qui, pour le retenir, le détruirait méthodiquement, quel serait le plus sage et le plus éclairé, au moins quant au profit? De plus, si l'abandon qui produirait la con-

servation de l'objet était destiné par elle à devenir la source de grands produits, ne serait-il pas un acte fort bien entendu, tandis que la destruction supposée dans un autre cas, emportant avec elle la stérilité, et la privation qui en est toujours la suite nécessaire, serait une perte sans aucun espoir de réparation. Or, voilà précisément ce que ferait l'Espagne, et ce qu'elle a déjà fait par la prolongation de la guerre d'Amérique. En brûlant les villes, en massacrant leurs habitans, en dévastant les champs, que fait-elle en dernier résultat, sinon retarder l'Amérique de quelques siècles, et par conséquent ruiner son propre commerce qui n'aura rien à porter à des terres désolées, ni rien non plus à en recevoir? Si, au lieu de leur infliger tous ces maux, portant ses vues plus loin et songeant aux besoins à venir de son commerce, elle épargnait la ruine à l'Amérique, ce serait pour elle-même, autant que pour son ennemi, qu'elle aurait travaillé; ce seraient de bien précieuses ressources qu'elle se serait ménagées. C'est une singulière manière d'envisager la propriété que de ne la considérer que du côté du droit, en mettant à part celui de l'utilité. Si





quelques-uns disent que puisque l'Espagne ne peut plus garder l'Amérique, il ne lui reste qu'à perdre ce qui lui échappe, et que le soin de sa vengeance lui donne tous les droits contre des rebelles, nous répondrons que cette logique peut trouver place dans quelque *pandæmonium*, mais qu'elle ne sera jamais à l'usage d'êtres dont l'esprit est guidé par le flambeau de la raison, et dont le cœur renferme des fibres sensibles et des sentimens humains. Il serait bien tems de se persuader qu'il est question d'hommes agissant sur d'autres hommes, leurs semblables, et que les torturés sont de la même nature que les bourreaux. Que reste-t-il donc à faire à l'Espagne? Nous ne connaissons point de questions à laquelle la réponse soit moins embarrassante ; que faut-il faire lorsqu'on ne peut rien faire? Rien. Que faut-il faire lorsque tout tourne contre soi? Rien. Lorsque chaque acte profite à l'ennemi? Rien. Faut-il continuer la guerre lorsqu'on n'a pas les profits de la guerre, ni la probabilité d'aucun de ses succès, lorsqu'elle n'est plus bonne qu'à l'ennemi? Faut-il avoir l'inertie de la paix par l'impossibilité de faire la guerre activement, sans se don-

ner, par la fin de cette triste guerre, les avantages que la paix porte avec elle? Peut-on se condamner par choix à une position plus bizarre? A quoi bon ajouter des massacres à des massacres, des ruines à des ruines, et le tout parce que l'on ne sait point prendre un parti? Si la nécessité et la probabilité d'un résultat servent d'excuses et comme de voiles aux horreurs de la guerre, elle reste dans sa hideuse nudité lorsqu'elle n'est plus fondée sur ces motifs. Voilà près de quatre ans que l'Espagne poursuit comme elle peut sa guerre d'Amérique. Elle y a beaucoup dépensé en hommes et en argent; eh bien, quand elle en aura dépensé deux ou trois fois autant, sera-t-elle plus avancée? Beaucoup moins, au contraire. Et combien de tems encore soutiendra-t elle ce jeu cruel que l'on ne peut alimenter qu'en doublant continuellement sa mise?

Qu'il paraisse bien pénible à l'Espagne d'abandonner des possessions telles que l'Amérique; qu'elle en soit affectée dans toutes les parties sensibles du cœur humain, cela doit être, cela ne peut point ne pas être; mais il faut remonter plus haut dans la conduite des af-



faires humaines; il ne s'agit point de savoir ce qui blesse, ce qui plaît, ce que coûte à la fierté, à la fortune, mais seulement ce qui sert par soi-même aux peuples et aux gouvernemens, ce qui diminue les maux, ce qui ajoute aux ressources. Les chefs des nations n'ont point à s'occuper des affections, mais des intérêts; les intérêts doivent être les seuls objets de leurs affections à eux-mêmes. Le soin d'éclairer les peuples, de les prémunir contre leurs illusions propres, ou contre des séductions étrangères, doit les porter à se roidir contre les penchans irréfléchis des peuples, destinés qu'ils sont eux-mêmes à marcher à leur tête dans la route de la vérité, et non pas à leur suite dans celle de l'erreur. Le gouvernement espagnol ne peut manquer de craindre de déplaire beaucoup à l'Espagne en abandonnant l'Amérique à elle-même; les Espagnols ont pris l'habitude de la voir les servir et produire pour eux: en la perdant, ils croyent qu'ils auront tout perdu, puissance et richesses. Ils la perdront bien plus sûrement par le terrible moyen qu'ils emploient pour la conserver: car ils perdraient l'affection même des Américains, que la com-

munauté d'origine pouvait faire pencher en leur faveur, et que ces sévices prolongés changeront en frères ennemis, et nulle haine n'est plus plus vive que celle de l'amitié devenue ennemie.

L'Espagne n'a donc rien de mieux à faire que de cesser d'insister sur la reprise de l'Amérique. Elle épargnera ses hommes et son argent; ses vaisseaux ne seront plus la proie de ses ennemis; le commerce lui sera rendu; mais l'heure du sacrifice étant arrivée, il faut qu'il ait lieu intégralement et promptement. Le faire à demi, est ne pas le faire du tout : c'est assigner des limites que l'on peut n'avoir pas la faculté de marquer, parce que ce que l'on pourrait vouloir pourrait n'être pas voulu de même par ceux avec qui l'on a affaire. Car enfin on est deux, et il faut le concours de deux volontés.

Il faut de plus que ce sacrifice soit fait promptement :

1°. Pour prévenir de nouvelles dépenses, et de nouveaux sujets de ruine.

2°. Pour n'en point perdre le mérite. En remettant à la dernière extrémité, on ne verra

plus qu'elle, et rien mieux qu'elle ne dispense de la reconnaissance. Lorsque l'Angleterre reconnut l'inutilité de ses efforts contre l'Amérique du nord, et parla de paix, vit-on les Américains bien touchés de cette tardive réconciliation ? se méprirent-ils sur les motifs de l'adoucissement de l'Angleterre à leur égard ? non sans doute, ils sentirent fort bien qu'elle ne faisait que céder à la loi impérieuse de la nécessité : qu'on ne leur abandonnait que ce que l'on était impuissant à leur retirer. Il en eût été tout autrement si l'Angleterre, mieux avisée, avait prévenu une lutte dont tous ses antécédens l'empêchaient de reconnaître à l'avance les chances probables et le résultat certain. Il n'avait point manqué d'hommes qui provoquaient l'Angleterre à la guerre, au nom de son orgueil blessé, de sa dignité méconnue, de ses droits violés, et qui, dans les opposans, ne lui montraient qu'un ennemi à mépriser. L'homme prévoyant, qui aurait cherché à jeter des calmans sur cette irritation, aurait eu à passer par toutes les verges de l'opinion, mise en mouvement dans une direction entièrement contraire. Parler à la fière Albion de renoncer à l'Amérique, lui annoncer que de paisibles laboureurs, que des hommes

errant sur une immense contrée, dépourvus de tous les secours des arts, résisteraient aux légions qui avaient arraché l'Inde et le Canada à celles de la France, qui pouvait entendre un pareil langage? quel crime même que d'oser l'articuler! Washington et Franklin ont bien forcé à l'écouter. Les flatteurs des peuples parlent comme ceux des cours : c'est toujours aux passions qu'ils s'adressent, à un espoir certain qu'ils appellent; ils méprisent les obstacles, il ne leur coûte rien d'applanir toutes les voies : voilà ce qui se passe à l'égard de l'Espagne. Elle est entre des passions que l'on flatte, et une raison sévère qui veut la plier au joug d'une fâcheuse mais utile vérité. D'un côté, on lui crie(1): Persévérez, l'honneur l'exige, le droit est pour vous, le crime est du côté de l'ennemi; encore des efforts, la pusillanimité se rebute, le courage triomphe, l'ennemi est méprisable; veillez, et vous reprendrez l'empire. La raison répond : L'honneur est le bien public, c'est lui qu'il faut consulter. Un peuple appauvri, décimé, n'ajoute rien à la gloire; l'honneur, pour les peuples, est de ne rien faire d'injuste pour

(1) Voyez l'ouvrage de M. Fauchet.

les autres, et de dommageable pour eux-mêmes. L'honneur n'interdit point les calculs : céder à propos, n'est point reculer par faiblesse; le droit impossible à faire prévaloir ressemble au droit qui n'existe pas. Lorsque l'épée est tirée, le tribunal se trouve établi sur les champs de bataille; la victoire se fait juge, et l'on n'appelle point de ses arrêts. Si l'on a dû tenter, on doit s'arrêter lorsque l'obstacle est reconnu trop fort, lorsqu'il en coûterait trop pour le renverser, lorsqu'il grandit par les efforts mêmes que l'on fait contre lui. Si quelques chances restent encore, il faut aussi calculer celles qui sont contraires, et surtout tâcher de pénétrer dans les secrets de l'avenir. Lorsque l'Espagne aura aliéné d'elle pour jamais le cœur des Américains, lorsque ses ports déserts seront autant de monumens des vengeances de l'Amérique, alors il sera trop tard pour s'appercevoir de sa méprise, et les larmes de rage que pourra verser l'orgueil, ne serviront point de baume aux plaies du commerce de l'Espagne, ni de remplacement aux autres pertes que son opiniâtreté aurait attirées sur elles.

De bonne foi, entre ces deux interlocuteurs,



de quel côté se trouverait la raison, et par conséquent le bon service? car il n'y a jamais qu'elle qui serve bien. Il ne manque pas, on le sait, de gens qui traitent tout cela de chimère; mais aussi n'en manque-t-il point qui le traitent de désirable réalité. Courtisan et présomptueux vont ensemble, c'est chose connue; qui a les profits de la flatterie, ne paie pas les frais auxquels elle expose souvent, et c'est ce qui multiplie cette espèce d'hommes. On ajoute qu'il n'est pas d'usage de se désister de grandes possessions; mais il n'est pas non plus d'usage de garder celles que la force majeure enlève. Il ne s'agit point ici d'une chose de choix. Lorsque l'ordre colonial était entier, et l'Espagne en jouissance paisible, proposer à celle-ci de rejeter ses colonies comme un vêtement incommode ou usé, aurait, et à bon droit, passé pour un acte de délire, comme il le serait de proposer à un propriétaire de se désister d'un magnifique domaine que personne ne lui contesterait. Mais lorsque la contestation est établie avec une telle supériorité d'un côté, que de l'autre il ne reste aucun espoir, lorsqu'il n'y a que des dommages à éprouver dans le présent,

lorsque l'avenir en présente d'autres encore plus graves, alors il ne reste plus qu'une seule question, celle des avantages et des inconvéniens respectifs, c'est-à-dire l'évaluation du profit et de la perte. Si cette dernière est certaine, si elle a déjà été fort grande, si elle est susceptible de s'aggraver, peut-on regarder aux sacrifices qui en préserveront, et balancer sur l'heure à laquelle il faudra les faire? Voilà de ces cas de nécessité extrême, dans lesquels les gouvernemens ont à employer leurs forces propres pour faire accepter, par les nations mêmes, ce qui peut les contrarier davantage. Il ne s'agit point de les flatter, de leur plaire, mais de les servir, mais de prévenir les reproches que du fond de l'abîme elles auraient le droit d'adresser. Les gouvernemens sont faits pour guider les peuples, et leur montrer la route : ils ne doivent pas perdre de vue que gouverner, c'est être chef. On a vu des hommes fortement trempés, prendre de ces espèces de résolutions ; heureux ceux qui ont à vivre sous leurs lois. Si l'Espagne n'en est pas là, c'est peut-être la punition de l'ignorance dans laquelle on a laissé croupir son peuple.

Avec des hommes parmi lesquels aucune lumière n'a pénétré, il peut être plus difficile de faire recevoir de ces résolutions qui supposent de l'avancement dans la raison, et de choquer des préjugés qui ne sont point balancés par la culture préparatoire de l'esprit. L'Espagnol est passionné par tempérament, par ignorance; quelques préjugés composent son fonds d'instruction; il est dangereux de le heurter dans ses idées, car il y tient plus à mesure qu'il en a moins. La pauvreté de l'esprit, comme celle de la fortune, s'oppose au détachement, et avoir peu, invite à le défendre. Les gouvernemens qui négligent la culture morale des peuples s'exposent à manquer du premier de tous les appuis, qui est la raison; ils courent le risque de ne rencontrer que des préjugés intraitables, ou des esprits ouverts à toutes les espèces de séductions. C'est pour ces hommes grossiers que La Fontaine a pu dire :

Vienne encore un trompeur. Je ne tarderai guère.

Il fut un tems, à l'aurore des troubles de l'Amérique, pendant lequel il eût peut-être été possible de faire accepter par l'Amérique,

pour la gouverner, des princes de l'Europe, et particulièrement des princes de la maison d'Espagne, en remplacement de la souveraineté directe de l'Espagne. On sent qu'un arrangement de cette nature était susceptible d'un grand nombre de modifications; le désir d'obtenir, sans péril et sans frais, le grand but de l'indépendance, la joie d'y être parvenu sans combat, auraient sûrement porté l'Amérique à se prêter aux conditions les plus favorables à l'Espagne; alors la première n'avait point éprouvé ses forces; elle ignorait ce qu'elle pouvait, elle ignorait de même ce que ne pouvait pas son ennemi. On sent tous les avantages qui se trouvent dans des transactions passées avec des adversaires qui en sont là, et combien on peut obtenir de celui qui a beaucoup à craindre. Mais aujourd'hui toutes ces bases sont changées, les Américains connaissent leurs forces; ils se sont mesurés avec leurs ennemis, leurs bras se sont fortifiés, leur esprit s'est agrandi, les hommes ont acquis de l'importance, les gouvernemens de la régularité, avec ce qui en est toujours la suite, du poids et de l'autorité. Il s'est formé un système complet de l'Amérique

à l'égard de l'Europe : tout tend à son entier accomplissement ; ce système a deux branches : 1°. la séparation absolue avec l'Europe ; 2°. l'établissement général d'un ordre républicain. Ce résultat était facile à prévoir, on en avait averti, on avait placé un fanal sur ce dangereux écueil ; on n'avait pas perdu une occasion de dire à l'Espagne que ses guerres prolongées, que les dévastations qui les accompagnent, que tous ses traitemens cruels porteraient les Américains à une resolution extrême, et qu'ils se sépareraient du mode de gouvernement usité généralement en Europe, autant que de l'Europe elle-même ; qu'il fallait profiter du moment où le besoin pouvait leur faire accepter ce qu'ils ne choisiraient point sans ce motif, et qu'il fallait racheter en Amérique la royauté au prix de la souveraineté. La rançon de la première était à ce prix. Ce conseil était au nombre de ceux qui portent avec eux le salut de beaucoup de choses ; il a été négligé : qu'a-t-on gagné, sinon de se trouver vis-à-vis une indépendance toute républicaine, au lieu d'une indépendance toute royaliste ? Il était évident que l'Amérique,



abandonnée au ressentiment de ses maux, courait à ce résultat. Les États-Unis sont à la porte des nouveaux indépendans; ils y sont avec le séduisant spectacle de leur bonheur (1). Ceux qui ont formé les nouveaux gouvernemens, peuvent craindre personnellement de perdre les fruits de leurs travaux; l'ingratitude n'est point l'apanage exclusif des républiques; tourmentés par les gouvernemens de l'Europe, ils doivent avoir peu de propension à s'y livrer. Les familles royales de l'Europe sont inconnues personnellement de l'Amérique; elle ne peut avoir, pour les servir, les motifs que les Européens ont pour leur être attachés; les cours de l'Europe peuvent paraître bien chères à des peuples naissans, qui sentent très-bien qu'ils se gouverneraient à meilleur marché. S'ils s'étaient déterminés pour ce mode de gouvernement, ce ne pouvait être qu'à un prix tel que celui qu'ils auraient trouvé dans l'acquisition de l'indépendance sans combat. L'intérêt extrême qui se montrait à ne point laisser bannir la royauté de la

(1) Voyez le discours du président des Etats-Unis.



nations, et des plus grands intérêts des deux mondes; car, quoiqu'on en dise, ils se retrouvent tous dans cette question. Lorsque nous avons traité des questions coloniales, c'est dans cette étendue de vues et de résultats que nous les avons considérées. Hors de cette généralité, il n'y a plus qu'erreurs et méprises de la nature la plus dommageable. Nous allons donc passer à l'explication de quelques articles qui rentrent dans cette question :

1o. Des plans jetés dans le public relativement à l'Amérique.

2o. De la manière dont la révolution coloniale est envisagée par les gouvernemens et par les peuples.

3o. Des écrits auxquels elle a donné lieu.

Il nous a paru très-important de bien fixer ces trois points qui atteignent les hommes comme les choses, ainsi que de dissiper tous les nuages qu'à défaut de solides raisons on élève autour de ce sujet; il en est bien peu qui aient été traités d'une manière aussi passionnée, mais en même tems plus mesquine, comme plus opposée aux principes de la matière.



Projets relatifs à l'Amérique.

Lorsqu'une commotion prolongée a ébranlé un grand pays, lorsqu'il a résisté aux attaques dirigées contre lui, lorsqu'il menace encore de résister avec succès, il se forme nécessairement deux opinions sur le traitement à suivre à son égard : l'une n'indique que des rigueurs, l'autre en appelle aux effets de tempéramens appropriés aux circonstances. Ce partage d'opinion a eu lieu à l'égard de la France. Les uns voulaient exterminer la révolution avec tous ses adhérens; d'autres, rebutés par l'inutilité des premiers efforts, inclinaient à pactiser avec elle, à lui céder pour en recevoir et pour obtenir d'elle-même de se calmer, en reconnaissance des concessions que l'on lui ferait. Il en est de même pour les colonies. D'un autre côté sont des exterminateurs qui ne voient dans les indépendans que des rebelles, ainsi qu'une continuation de révolutions dont le glaive doit faire justice, exemple et étouffer les germes. De l'autre, on propose de ramener les indé-

comme on dit, le papier souffre tout; mais qui explique ce traité? qui le garantit? qui juge les cas litigieux, dont le nombre, toujours si grand, même dans les transactions entre les particuliers, doit, à plus forte raison, l'être bien davantage dans celles de cette nature. Lorsque l'Amérique aura subi la reprise du joug de l'Espagne, celle-ci voudra exercer les droits de la souveraineté, nommer les agens de l'autorité, régler et percevoir les tributs, reviser en Europe une partie des actes et des jugemens émanés de l'Amérique; lorsque la métropole sera en guerre, l'Amérique s'y trouvera-t-elle comprise? les adversaires de l'Espagne consentiraient-ils à reconnaître sa neutralité? Cependant, sans ces attributs de la souveraineté et de l'union sociale, à quoi se rapporteraient et la souveraineté de l'Espagne, et l'union avec l'Espagne? Le roi d'Espagne consentirait-il à ne faire que ressembler aux grands de son pays qui ont des terres et des mines en Amérique, dont ils consomment les produits en Espagne? Dans ce cas le roi n'aurait qu'un droit de douanes sur les côtes et sur l'extraction des métaux, en y joignant les faibles produits des

impôts que les dépenses locales n'auraient pas absorbés. Quelle bizarre situation ! et pendant combien de tems espérerait-on la faire durer? Mais écartons toutes ces suppositions, et prouvons, 1°. que c'est précisément contre cette dégénération de leur système d'indépendance que les Américains sont armés; 2°. que l'Espagne ne pourrait pas maintenir ce nouvel ordre de choses; 3°. qu'il produirait infailliblement le renouvellement de l'indépendance.

Commençons par ce dernier article.

Pourquoi l'Amérique veut-elle être indépendante? parce qu'elle sent qu'elle peut l'être. Est-ce donc que l'on sent le besoin de l'exercice de la majorité, avant d'avoir acquis la force qui est son apanage. Croit-on que cela puisse provenir d'une simple fantaisie? non, assurément: la nature qui a donné la force, est celle qui avertit d'en user; les hommes ne sont là que ses instrumens. L'Amérique entière s'est soulevée contre l'Espagne : à quelle époque? est-ce lorsqu'elle n'était pas plus pourvue de population que de lumières, lorsque la population européenne avait besoin de celle de l'Espagne contre les indigènes, les habitans pri-

mitifs? Comment alors y aurait-elle pensé? Mais lorsque le sang européen s'est multiplié, lorsque les hommes et les connaissances ont pris un accroissement parallèle, lorsque tout s'est fortifié, agrandi, alors les liens avec la métropole se sont relâchés, ils ont fini par tomber; l'épée a coupé ce qui en restait; elle a frappé les mains qui tentaient de les renouer. Pourquoi cela? parce que l'on se sentait fort, parce que l'on n'avait plus besoin de protection, parce que l'on avait la conscience de suffire à sa propre défense, et que l'on voulait jouir pour son compte des fruits que l'on avait cultivés. Par conséquent tout ce qui portera à l'accroissement des forces de l'Amérique, la portera aussi à l'indépendance : on est enfermé dans ce cercle vicieux. Appauvrir l'Amérique, autant s'en passer; la laisser se fortifier, autant l'abandonner à défaut de pouvoir la contenir. C'est là un des doubles effets qui se rencontrent souvent dans la question des colonies, et dont l'oubli égare tous ceux qui en écrivent. Ils ne voyent qu'un effet, et il s'en trouve toujours plusieurs qui se tiennent étroitement liés, et qui réagissent l'un sur l'autre.



Accorder à l'Amérique les deux choses les plus propres à favoriser son développement, une administration propre et la liberté du commerce avec tout le monde, n'est pas autre chose que la conduire au renouvellement de l'indépendance. L'Espagne ne peut pas contenir dix-sept millions d'Américains, et elle en retiendrait vingt, trente, quarante millions, qu'un ordre plus prospère ferait bientôt naître sur cette terre incomparable! Leurs relations s'étendraient avec l'univers, et ils ne voudraient point participer au mode de l'existence de chacune de ses parties, qui vivent dans un état d'affranchissement complet, les unes à l'égard des autres! Les avantages que l'on céderait, que l'on procurerait à l'Amérique pour la faire renoncer à l'indépendance, serait donc précisément ce qui lui donnerait les moyens de l'obtenir, et qui lui inspirerait la volonté de l'acquérir. Depuis quand, parmi les hommes, a-t-on vu devenir nombreux, éclairé et riche, pour aboutir à ne faire que servir autrui ? Tout cela est hors de la nature, et c'est toujours à elle qu'il faut revenir pour se guider sûrement. Par conséquent, donner à

l'Amérique les droits mentionnés ci-dessus, c'est l'appeler directement à l'indépendance.

2°. L'Espagne n'a pas eu la force de contenir l'Amérique dans l'état de faiblesse où l'avait mis sa longue tutelle, et elle en aurait le pouvoir, après tout ce qui s'y est déjà passé, comme avec le nouveau développement de forces qui suivraient des concessions supposées ? Par qui l'Espagne ferait-elle garder l'Amérique ? serait-ce par les habitans de l'Espagne, ou par ceux de l'Amérique? Les mêler ensemble, serait peu sûr ; quelle garantie offrirait la garde faite uniquement par les Américains ? Les Anglais se tiendraient-ils bien assurés de l'Inde, si elle était abandonnée aux seules garnisons indiennes? Les Espagnols seront-ils chargés exclusivement de ce soin? en quel nombre ? avec quels frais ? Tout est changé en Amérique; les calculs d'autrefois n'y trouvent plus d'application. Lorsque ce pays était vierge de révolution, l'Espagne n'y entretenait pas plus de 15,000 hommes de troupes d'Europe; les milices faisaient le reste. Alors tout était calculé contre l'ennemi du dehors ; mais aujourd'hui, c'est au dedans qu'il se trouve

principalement; par conséquent, loin de se servir de ces milices, il faudrait commencer par les abolir à jamais; il faudrait donc que tout se fît par les Espagnols venus d'Europe; car ceux de l'Amérique seraient ceux-là mêmes qui devraient être surveillés avec le plus de soin; mais alors en quel nombre les Espagnols d'Europe ne seraient-ils point nécessaires pour garnir un pays aussi vaste que l'Amérique? où la déserte Espagne prendrait-elle toutes les garnisons de l'immense Amérique? garnisons qu'il faudrait augmenter suivant les degrés de l'accroissement de la population américaine, pour les tenir toujours au niveau des besoins, car on ne garde pas une ville de cent mille âmes comme on garde une ville de vingt mille. Ainsi l'Espagne devrait renforcer ses garnisons d'Amérique à mesure que la richesse et la population de celle-ci augmenteraient. Il faut, de plus, tenir compte de l'insalubrité du climat, et des tems de guerre pendant lesquels l'Espagne cesse de communiquer avec ses colonies, et de pouvoir veiller sur elles. Cette séparation prolongée a fourni le prétexte et le moyen d'accomplir la séparation actuelle. Les mêmes

circonstances ramèneraient les mêmes effets. Dans l'état ancien, lorsque l'Espagne entretenait peu de troupes en Amérique, le produit net de ses domaines américains, portés en Europe, s'élevait à 60 millions. Les troupes destinées à la défense du pays absorbaient une moitié du revenu; mais, dans l'état nouveau, que ne coûteraient point les immenses garnisons que cet état exigerait, ainsi que les fortifications à élever pour s'assurer du pays, et pour le brider, pour le défendre contre ses ennemis extérieurs et intérieurs ? Il est bien évident que les revenus de l'Amérique ne suffiraient point à l'entretien des forces nécessaires pour remplir cette double destination.

Mais ce qui ruine encore plus efficacement ce système de modifications à la dépendance de l'Amérique, c'est le but auquel les Américains rapportent leur révolution, ainsi que les longs et pénibles sacrifices qu'elle leur a coûtés. Si le sentiment de leurs forces l'a fait tenter, le sentiment des maux l'a fait désirer. A quoi pensent ceux qui proposent à l'Amérique de rentrer sous la dépendance, au moyen de quelques allègemens qu'on lui ac-



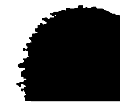
corderait ? C'est bien à cela que se rapportent ses vues et ses travaux. Voyons les choses comme elles sont. L'Amérique veut une existence personnelle, américaine, une direction propre, une administration propre, la liberté de tous ses mouvemens, la guerre pour elle, la paix pour elle, plus de liens étrangers, plus de tutelle étrangère ; en un mot, toute liberté pour l'Amérique, comme toute liberté pour l'Europe et le reste du monde. L'Amérique ne demande rien à l'Europe ni à personne ; elle veut seulement que personne n'ait rien à lui demander : ce n'est pas être exigeant ; mais aussi ne faut-il pas avoir perdu le sens pour dire à des hommes qui ont combattu pour s'affranchir de tant d'entraves, et qui touchent presqu'au terme, qu'on leur cédera quelque partie de ce qu'ils tiennent déjà, pourvu qu'ils renoncent à l'objet principal, celui qui lui seul vaut tous les autres, et les renferme tous ? Le gouvernement est complettement organisé à Buénos-Ayres ; ses ports sont ouverts à tous les pavillons ; la guerre ne pourra plus l'atteindre. Le Chili est également en pleine indépendance ; le Pérou ne peut manquer de

mauvaises couleurs des prohibitions contraires à ses vœux secrets, à ses intérêts urgens, querelle qui fait disparaître des mers la sécurité, comme la sincérité des signes auxquels les nations attachent leur reconnaissance réciproque; querelle de haine éternelle de la part de l'Amérique contre la partie de l'Europe qui l'afflige, et qui peut le devenir aussi contre celle qui assiste froidement au spectacle de son supplice. Aujourd'hui il est trop tard pour remonter aux antiques prétentions du droit, et rappeler le passé. En politique, les jugemens *à priori* ne sont pas de mise aussi long-tems qu'ils peuvent l'être au civil. Il faut se hâter de courir aux conséquences, et tenir compte des dommages éprouvés et des dommages imminens. Il n'est plus tems de rechercher à qui fut l'Amérique, si elle a fait bien ou mal de se soustraire à ses anciens liens, pas plus qu'il ne l'était de rechercher les causes de la révolution, lorsque ses effets embrassaient le monde. Il faut savoir se dégager de tous ces antécédens, bien superflus dans de pareilles affaires, pour ne s'occuper que des besoins présens et à venir.

Eh bien, ces besoins que chaque jour aggrave, que chaque jour aggravera, exigent de ne plus balancer sur cette reconnaissance. Son retard tient, à plusieurs égards, l'Europe dans un état de perplexité très-pénible pour elle. Une partie du monde ne sait plus ce qu'elle doit penser de l'autre, ce qu'elle doit faire pour lui et avec lui. Par cette incertitude, la division des esprits est entretenue, l'art des déguisemens pour échapper aux prohibitions est perfectionné, le commerce erre dans des voies incertaines, poursuivant des objets qui échappent à tout calcul. L'Europe se démoralise et s'appauvrit à la fois. Déjà plus de six récoltes du Mexique, au taux commun de 150 millions en métaux, et de 200 millions en marchandises, sont en arrière. Qui rendra à l'Europe ces immenses arrérages? Et pendant ce tems, l'écoulement des métaux vers les parties orientales de l'Europe et de l'Asie, n'en suit pas moins son cours; bien plus, il s'aggrave par la concurrence des Américains dans le commerce asiatique, ainsi que par celle des autres peuples de l'Europe auxquels la paix a permis de reprendre cette route. Ici, comme on voit, il ne s'agit point seulement de l'Es-

pagne, mais d'un effet qui atteint la généralité des nations européennes, le corps même de l'Europe. Comment l'ébranlement d'une masse telle que l'Amérique, n'affecterait-il point l'Europe ? Il ne suffit pas de se tenir en observation, et comme juge des coups ; si en général cela n'est pas très-humain, cela n'est pas non plus très-profitable, et il est rare que de spectateur on ne soit pas forcé de devenir acteur. Tout ceux qui, pendant la révolution, s'étaient arrangés pour ne faire que garnir la galerie, ont dû finir par descendre dans l'arêne. Veut-on se condamner à subir les effets de la prolongation indéterminée d'un pareil état ? mais de le vouloir à le pouvoir, il y a loin. Combien de plans d'attente n'ont pas été déjoués ! Presque toujours les hommes se laissent gagner par les événemens, à défaut d'avoir su prendre une résolution en tems utile. La France donne dans ce moment un exemple frappant de ces dommageables expectatives. Elle a offert aux possesseurs actuels de St.-Domingue tout ce qui constitue la véritable indépendance, et bien plus que l'on n'offre aux indépendans américains. On ne conçoit pas même comment elle a porté ses conces-

sions à une telle latitude sans aller jusqu'au bout, et sans joindre le mot à la chose : mais elle hésite, elle recule devant ce mot, comme s'il était tout, et la chose rien. A défaut de le prononcer, elle voit son commerce banni chez Christophe ; il ne pénètre chez Péthion que sous des noms et des couleurs empruntés. On parle de dignité, de formalités, là où il s'agit d'utilité ; sont-ce donc les maîtres des cérémonies ou les administrateurs, les curateurs des intérêts publics qui doivent présider à la décision de pareilles questions? La dignité consiste-t-elle à refuser de reconnaître ce qui existe, et ce que l'on n'a pas fait soi-même, ou bien à en souffrir les inconvéniens prolongés? Pendant que la France hésite entre une dignité mal entendue et des intérêts grièvement offensés par cette hésitation même ; pendant qu'elle murmure tout bas ce que depuis longtems elle aurait dû articuler tout haut ; pendant qu'elle est réduite à ne faire que frapper à des portes qu'elle pourrait faire tenir ouvertes, de graves indiscrétions, très-fâcheuses pour le commerce de France, sont commises par des hommes qui n'entendent rien à toutes



ces ambiguités, et qui sont égarés par elles (1).
Ce commerce est menacé d'interdiction formelle ; et pendant ce tems, les étrangers qui n'ont rien à voir à tout ce *ponctilio*, affluent à St.-Domingue ; ils y forment des établissemens et des goûts étrangers à ceux de la France, et quand celle-ci, substituant enfin une conscience commerciale à une conscience cérémonieuse, laissera échapper la tardive parole, le mot réputé magique de reconnaissance, elle se trouvera vis-à-vis de gens qui ne la reconnaîtront plus elle-même. C'est à Bordeaux et au Havre, dans leurs ports déserts, que se trouveraient des argumens plus forts que les nôtres.

Dans tout il faut savoir prendre son tems. Quoi! parce que l'Espagne n'a pas su administrer ou contenir l'Amérique, celle-ci doit comme disparaître pour l'Europe? Quoi! un monde entier aura en quelque manière cessé d'exister, parce qu'une petite partie d'un autre monde entend qu'il n'existe que pour elle, et d'après elle ? Que devient donc la grande

(1) Voyez le jugement rendu par la cour royale de Bordeaux dans l'affaire jugée à Saint-Domingue contre un Français et un Russe.

communauté qui existe entre toutes les nations qui couvrent la terre, et dont chaque nation en particulier ne forme qu'un membre ? Une association humaine peut jeter l'interdit sur une partie du globe, et la séparer du reste du monde. Voyons les choses telles qu'elles sont ; ne les confondons point, pour ne pas nous exposer à les dénaturer. Il ne faut pas plus d'anarchie que d'exclusion ; s'il s'agissait d'une localité bornée, intérieure, par exemple d'une province d'Espagne qui tenterait de se soustraire à l'association qui possède ce pays, il est bien évident que, tant par sa nature que par ses effets, le débat serait borné entre l'Espagne et les réfractaires : certainement l'Europe et le reste du monde, qui ne seraient point atteints par ce conflit, n'auraient point à intervenir dans ce qui ne serait pas susceptible de les atteindre. On a vu, sous Louis XIII, sous Louis XIV, les insurrections de la Catalogne fomentées dans les vues de la politique du tems : c'était un outrage à la légitimité et à la monarchie. Il n'y avait de prétexte que dans les intérêts privés ; mais qu'est-ce que cela a de commun avec un ordre de perturbation tel

que celui qui provient du mouvement d'une masse, comme l'Amérique? Il faut donc faire l'application d'une autre conduite à d'autres principes.

On doit s'attendre à voir dans peu de tems les représentans des divers gouvernemens de l'Amérique se présenter à l'Europe, et lui demander de former avec elle les relations que l'ordre des sociétés humaines exige réciproquement de toutes les parties qui entrent dans leur composition. Ce spectacle sera nouveau, sans doute, mais il est inévitable. La scène du monde s'agrandit; fermer les yeux ne l'empêche point de se consolider : les politiques ne doivent pas imiter cet animal qui se croit en sûreté contre le chasseur, lorsqu'il s'est placé de manière à le perdre de vue : eh bien! lorsque les porteurs de paroles de dix gouvernemens nouveaux, un caducée dans une main, un échantillon des richesses du Nouveau-Monde dans l'autre, viendront montrer à la fois à l'Europe la paix et l'opulence, lorsqu'ils agiront par ce double attrait sur tous les esprits et tous les yeux, attendra-t-on que l'Espagne permette de donner audience? recherchera-t-on

si les sceaux de la Castille pendent au bas de leurs lettres de créance, ou bien, obéissant à l'évidence des faits, à la persuasion des intérêts; passera-t-on outre, après s'être assuré du degré de sociabilité des nouveaux états? Alors il ne s'agira plus de décider entre des droits contestés, mais seulement de constater si le sceau social dont est masqué le front de toutes les associations humaines, se fait remarquer parmi les impétrans aux mêmes signes et avec le même éclat auxquels les autres sociétés se reconnaissent entre elles. Alors la question n'aura qu'à porter sur un fait, en sortant de l'examen du droit. L'Amérique du nord paraît avoir pris l'initiative de cette manière d'envisager la question; elle députe à Buénos-Ayres, comme formant une société organisée; elle ne s'ingère pas de décider entre la métropole et les colonies; à elles de faire valoir leurs droits à l'égard l'une de l'autre: elle se borne à partir d'un point de fait certain, incontestable, auquel sont attachés pour elle de forts grands intérêts dont elle ne peut décider ailleurs ni autrement. Buénos-Ayres existe comme gouvernement ordinaire, organisé comme tous les autres gouvernemens,

cette observation lui a coûté cher : elle n'a pas reçu le prix de sa modération. Cette insurrection ne peut plus être réprimée ; il est inutile, il est affreux d'en prolonger les conséquences, puisqu'on ne peut plus s'opposer au principe : celui qui a fait la faute ne doit l'imputer qu'à lui-même ; les autres ne doivent pas en souffrir, ni en porter la peine.

En partant de ce point, on arrive à une solution facile, prompte et complette des embarras dans lesquels on se trouve plongé, ainsi qu'au terme des pertes que l'on éprouve, et cette solution, loin de blesser aucun droit social, s'appuie au contraire sur les premiers et les principaux droits de la société : ceux de la conservation générale. Avant de s'occuper des droits individuels, il faut pourvoir à ceux de la masse, et faire du salut de la communauté la garantie de celui de chacun de ses membres.

Loin donc qu'il y ait lieu d'intervenir à l'effet de rétablir la dépendance mitigée de l'Amérique à l'égard de l'Espagne, il n'y a plus qu'à procéder à la reconnaissance générale, simultanée, et la plus prompte possible, de l'indépendance américaine. L'Espagne comme l'Eu-

rope, et l'une autant que l'autre, n'ont plus qu'un seul intérêt; on ne peut se lasser de le dire, et cet intérêt n'est pas celui de la conservation de la souveraineté sur l'Amérique, mais bien celui du perfectionnement de cette contrée, parce que chaque degré de ce perfectionnement deviendra à la fois pour l'Amérique et pour l'Europe, la source d'immenses avantages. La possession d'un pays mal peuplé, mal régi, mal cultivé, n'est rien en comparaison des produits que peuvent donner de bonnes et solides relations avec un pays que de saines institutions font peupler, fleurir et prospérer. Quand l'Angleterre eût été, il y a cent ans, maîtresse de la Russie et de ses déserts, qu'en eût-elle fait? que lui aurait-elle rapporté? Au contraire, que ne lui eût-elle point coûtée par les guerres et par l'établissement civil dont elle aurait eu la charge? Que ne lui rend-elle point depuis que la civilisation l'a fait entrer dans les parties vivantes du globe par l'introduction des arts, du commerce et des goûts qui sont communs au reste de l'Europe? L'Amérique du nord a cessé d'être un des domaines de l'Angleterre, et elle est devenue une des

sources de sa richesse. L'Europe n'est pas au nombre des propriétés des États-Unis, et leur commerce ne moissonne-t-il pas dans toutes ses parties, comme dans un champ couvert des plus riches récoltes? Il en est de même de l'Inde. Les Etats-Unis n'y possèdent point un pouce de terre, et là encore ils partagent les profits avec le propriétaire, avec l'Angleterre; ils l'ont forcée de donner à son commerce de cette contrée une direction nouvelle, et avec le tems ils y apporteront bien d'autres changemens.

C'est sur cette vaste échelle qu'il faut former ses idées, en se pénétrant à l'avance de l'inutilité de tous les efforts contre le nouveau mouvement qu'ont pris les choses. Tout s'est organisé et se dirige dans un ordre nouveau, auquel il est bien superflu de prétendre opposer de la résistance. La nature des choses qui a fait le changement est aussi là pour le défendre; d'un bras irrésistible elle renverse toutes les digues; autant on en élève, autant elle en brise. Un jour nouveau luit sur l'univers, éclairant tous les yeux, en blessant seulement quelques-uns qui recherchent toujours d'autres clartés. Les anciennes et jalouses maximes du



commerce fondées sur la défiance, la haine, les exclusions, tombent chaque jour devant un code de morale politique plus étendu, plus humain, formé à la clarté d'expériences plus sûres, et dont la communication entre tous les peuples a fourni les élémens. Jadis chaque état ressemblait, par rapport aux autres états, aux classes privilégiées, uniquement occupées d'exclusions. De meilleures théories ont prouvé l'erreur, et qu'au lieu d'exclure, il ne fallait que confondre. De cette vérité élémentaire a découlé la démonstration que tout ce qui périssait pour l'un, périssait pour tous ; que la richesse, en quelques mains, en quelque lieu qu'elle fût placée, enrichissait; que partout la stérilité stérilisait; que les avarices de nations n'étaient pas moins préjudiciables aux autres nations, que les avarices privées l'étaient aux particuliers, et qu'enfin le bonheur avait sa source principale dans son principe d'expansibilité. S'il n'existait au monde qu'une nation florissante, elle ne le serait pas long-tems. Bientôt il faudrait descendre ou partager.

Admirable nécessité qui fait à l'homme la loi de communiquer sa richesse pour en jouir,

pour l'augmenter, et qui relègue l'exclusif parmi les nécessiteux et les aveugles ! C'est dans cette lattitude qu'il faut considérer cette immense question de l'Amérique. On a rendu suffisamment hommage aux droits conventionnels de la souveraineté de l'Espagne ; l'Europe, qui n'en a pas été l'infracteur, ne lui doit pas de s'en faire le gardien à tout prix : elle ne lui doit point de lui immoler son présent avec son avenir ; il faut aussi que ceux qui gouvernent, apprennent qu'il est des peines attachées à l'incurie, au désordre, à l'ignorance, aux préjugés, à la mal façon ; qu'il n'y a pas lieu de réclamer assistance, quand on s'est conduit de manière à produire le désordre, à implorer des secours lorsqu'on est cause de gêne universelle, et qu'enfin on n'est point appelé à diriger les autres, lorsqu'on n'est point en état de se conduire soi-même ; qui se fait tuteur ne doit point en avoir besoin. Aussi ne serait-ce point une prime d'encouragement assurée à tous les mal-adroits en gouvernement, que cette commode attribution de secours, toujours à leurs ordres, à chaque faux pas qu'ils auraient faits, sur la simple invocation de

leurs droits ; les droits n'existent point pour eux-mêmes, mais pour leurs effets ; on n'est point chef pour être chef, mais pour présider à des actes, et c'est par ce que ceux-ci contiennent qu'il faut apprécier les chefs. L'Amérique s'est détachée de l'Espagne comme un fruit mûr se détache de l'arbre. A qui peut-il être donné de le suspendre de nouveau aux branches dont le cours même de la nature l'a séparé? comment protester, pour ainsi dire, contre son œuvre, et faire prévaloir la souveraineté humaine et conventionnelle, sur celle de la nature? Celle-ci est la racine de toutes les autres. L'humanité, la raison, l'intérêt de l'Europe, et celui bien entendu de l'Espagne elle-même, exigent de placer la question préalable sur toutes ces réclamations. Passons maintenant à l'examen des dispositions respectives des gouvernemens et des peuples, à l'égard de l'indépendance américaine.

Des dispositions des gouvernemens et des peuples, pour l'indépendance américaine.

Trois grandes révolutions populaires ont eu lieu dans le monde depuis quarante ans,

che. Il n'y a donc pas de liaison nécessaire entre elles et celles qui pourraient encore survenir. Il faut s'entendre lorsqu'on assigne les causes de certains effets, et bien marquer les points par lesquels ils se touchent. Ainsi, sous le premier rapport, chacune de ces révolutions est innocente de la naissance de l'autre; mais il y a pu avoir une influence indirecte établie par les comparaisons et par les occasions qu'elles ont fait naître, auxquelles elles ont donné lieu. Ainsi parmi les Français qui passèrent en Amérique, plusieurs ne revinrent pas les mêmes qu'ils étaient partis : ils avaient vu et entendu d'autres choses. De même, les indépendans espagnols ont pu s'éclairer au jour nouveau qui brillait à côté d'eux, dans l'Amérique du nord. La double guerre de l'Espagne contre la France et contre l'Angleterre, quoique faite dans un sens absolument contraire, cependant a pu avoir un résultat uniforme, en donnant dans les deux cas, par la séparation prolongée avec la métropole, le désir et les facultés d'en rester tout-à-fait séparés; mais le germe du changement préexistait à ces mo-

biles accidentels; ils n'ont fait que faciliter leur développement.

Cette distinction veut être observée, et n'a pas encore été faite avec assez de soin.

La révolution française a eu un cours immense, prodigieux. Elle a été combattue précisément comme il fallait qu'elle le fût pour la faire prévaloir. Elle touchait au terme, lorsque celui qui, pour ainsi dire, l'avait rassemblée tout entière sur sa tête, la joue comme à croix ou pile, ayant l'air d'ignorer ce qu'elle renfermait, ou de la rejeter comme un fardeau. Il n'était que dépositaire, il s'est cru propriétaire incommutable, et il n'a pu être qu'usufruitier à court terme. Avec elle et par lui, l'Europe suivait une direction uniforme; aujourd'hui elle la cherche; elle renferme une multitude d'intérêts particuliers, de pouvoirs inquiets dont l'art se borne à transposer quelques poids du bassin d'une balance dans un autre; mais la direction commune manque; la question de l'esprit humain était à peu près résolue par la révolution française; il avait trouvé sa route : par l'échec qu'elle a éprouvé, il a été remis en problême, et les premiers tems qui suivirent les chan-

gemens de 1814, en France, en Espagne, en Italie, annoncent assez le sort qui lui était préparé, si, de son côté, il ne se fût pas mis sur la défensive. Il a pu faire craindre de n'être pas attaqué impunément. Lorsque Napoléon eut appesanti le joug sur les peuples qui n'en voulaient pas, et sur les princes qui en voulaient ; les premiers forcèrent en quelque sorte les seconds à se servir d'eux contre l'oppresseur commun. Il fallut leur faire violence pour faire accepter le secours de leurs bras. Les peuples qui ne reçoivent pas de grands cordons, de pensions, qui n'ont point de filles à marier grandement, offrirent à ceux qui avaient tout cela, de les délivrer comme souverains, à condition qu'eux-mêmes seraient délivrés comme sujets. En pareils cas, les traités sont bientôt signés ; la masse des peuples renversa la masse dont Napoléon disposait. Ce combat des peuples contre un homme eut là le succès qu'ils auront toujours. Le péril passé, d'autres réflexions survinrent. Rien n'était plus curieux que d'observer la marche que l'Europe rendue à elle-même allait suivre. On fut averti de la route qu'elle avait choisie, par l'esprit qui se montra au congrès de Vienne,

et qui paraissait plus voisin de celui du traité de Westphalie que du tems actuel. En attendant, le procès de la révolution française se poursuivait ; toutes sortes d'idées et de principes bien éloignés d'elle étaient propagés ; on s'extasiait sur la générosité qui épargnait les personnes, pour réserver les rigueurs aux principes ; les classes supérieures cherchaient à remonter les degrés qu'elles avaient descendus, et comme ce sont elles qui environnent les trônes, ces assesseurs intéressés les assiégeaient de terreurs égoïstes, et leur montraient leurs vrais sujets de défiance dans ceux-ci même qui venaient de leur servir d'appui. Si des sentimens d'une exemplaire libéralité avaient éclaté sur la plus haute sommité des pouvoirs européens, c'est là que de préférence on eût voulu les assaillir, pour rétablir l'esprit de la souveraineté privative sur les ruines de l'esprit constitutionnel détrôné ; c'est là où l'on tendait évidemment. Il faut observer la manière dont les pouvoirs de l'Europe sont placés : ils se trouvent encore entre les mains des premières classes ; car partout il y a des cours, et partout les

premières classes dominent dans les cours. Ce que l'on pourrait appeler *l'état-major de l'Europe* est contrairé à un ordre d'égalité et de régularité constitutionnelles qui lui fait craindre de l'abaissement, et cependant c'est lui qui dispose partout de la force publique. Il y a évidemment contradiction entre les instrumens et les mains qui les manient. En remarquant l'obéissance encore subsistante, on ne peut s'empêcher de remarquer aussi le désaccord; car il est évident que les uns font servir les autres à ce qui ne leur convient pas : contraste qui forme la partie la plus curieuse du tableau. Du sentiment de cette fausse position, comme de celui de tous leurs intérêts, de toutes leurs affections, de tous leurs souvenirs, a dû se former parmi ces classes une répugnance contre tout ce qui porte les couleurs d'un changement. Aussi a-t-on vu des formules générales d'anathèmes, lancés au hasard contre tout ce qui s'y rapporte : on cherche à effrayer, on cite les exemples, on montre les liaisons entre les événemens, on menace des conséquences, on voudrait faire sacrifier les vœux des peuples sur les



autels de la peur. De toutes ces contrariétés s'est formée cette marche incertaine, contradictoire, rétrograde qui se fait remarquer en Europe des gouvernemens à l'égard des peuples, promettant, annonçant, essayant, reculant et se plaçant comme on le fait lorsqu'on est sorti de son assiette habituelle, sans en avoir pris une nouvelle et définitive. Lorsqu'un culte nouveau assaillit les dieux du Capitole, on cherchait à raffermir leurs autels chancelans, en chargeant les novateurs de tous les maux qui affligeaient l'empire. On éloigne de l'Amérique par la menace des dangers de l'Europe.

C'est dans ces conjonctures que la révolution américaine s'est présentée aux gouvernemens; ils sortaient de celle de la France, l'on pourrait même dire de celle de l'Europe; elle leur avait pendant long-tems donné assez d'inquiétude et d'embarras; ils les trouvaient tous renouvelés par celle de l'Amérique; aussi n'étaient-ils pas moins inquiets dans un cas que dans un autre; car ils se trouvaient entre leurs affections, leurs intérêts, et le vœu des peuples, trois choses qui n'avaient point de similitude entre elles.

Si en général l'indépendance, au seul titre de son nom, ne renferme pas beaucoup d'attraits pour les gouvernemens, un surcroît d'indépendance ajouté à celles qui existent déjà, n'est point propre à en créer à leurs yeux. Jamais indépendance ne présenta une plus large surface que celle de l'Amérique; par elle-même comme par son étendue, elle doit contrarier beaucoup d'idées, d'intentions et d'habitudes; et cependant, quelque chagrinant que soit cet objet de déplaisir, on ne peut point s'en défaire. Car son éloignement empêche de l'atteindre, sa force le protège, et l'on est trop faible et trop pauvre pour l'attaquer avec succès. D'un autre côté, ce qui peut déplaire, peut cependant être lucratif. L'Amérique indépendante peut offusquer, mais l'Amérique avec un commerce libre peut enrichir. Il serait douloureux de se priver du bénéfice de ce commerce, et de laisser passer devant soi ceux qui, moins timorés, formeraient les premiers liens auxquels cette primauté même attacherait une grande utilité. Telles sont les contrariétés au milieu desquelles les gouvernemens sont placés, ont à se

diriger , et qui doivent influer beaucoup sur leurs déterminations à l'égard de l'Amérique.

A côté d'eux les peuples doivent appercevoir la même question sous des rapports différens. Placés d'une autre manière, ils doivent voir autrement. Ils n'ont point d'autorité, de prérogatives, ni d'existence privative à défendre. Que d'autres soient plus libres, ils ne le seront pas moins ; une indépendance de plus ne les menace pas de plus de dépendance. Leurs jugemens sont donc entièrement dégagés de tout intérêt personnel, semblable à ceux qui se trouvent ailleurs. Là, on peut craindre de perdre, ici l'on ne peut que gagner. Mais ce n'est pas tout : les intérêts les plus vifs, les plus réels décident les vœux des peuples en faveur de l'indépendance américaine ; c'est le désir de leur prospérité qui forme leurs vœux. Cela provient de la direction générale que tout les peuples ont pris vers le commerce, et la richesse qui en est la suite. L'Europe ressemble à une maison de commerce occupée avant tout d'étendre ses relations, et poursuivant les bénifices dans tous les lieux où elle peut les atteindre. Par conséquent un ordre

de la puissance, et par elles du territoire. C'est ainsi que l'on a procédé à Saint-Domingue. Or il n'est pas difficile de juger l'usage qu'ils feront de tous ces avantages. Ces hommes sont d'une effroyable férocité; ils précipiteront dans le même tombeau tout ce qui ne leur ressemble pas. C'est donc à faire de nouveaux Saint-Domingue, à multiplier les apanages de la Guinée que l'on travaille, et que l'on aboutira par là continuation de la guerre. La considération d'un pareil danger devrait suffire seule pour faire passer sur tous les autres motifs, afin d'arriver promptement au terme d'une lutte qui offre un résultat aussi effrayant. Lorsqu'après avoir long-tems *observé* l'Amérique, on finira par y appercevoir un état nègre de plus, et qu'il en sera comme de Saint-Domingue que l'on ne veut pas admettre, et que l'on ne peut plus rejetter, n'aura-t-on pas bien sujet de s'applaudir de l'immobilité à laquelle on se sera borné, tandis que tant d'élémens de désordres et de destruction se développaient en liberté. En vérité, y pense-t-on de fermer les yeux sur de pareils résultats? On retient les militaires qui brûlent de se réunir aux indépendans. Il fau-

tout le littoral de la Baltique, ainsi que celui de la mer du Nord, tous pays sans colonies ou à très-petites colonies, en acquièrent d'immenses par ce changement. Leurs relations avec ces contrées deviennent directes, et ne sont plus assujetties au détour de Cadix. Depuis plusieurs années, l'Angleterre a profité de l'ouverture des ports américains pour établir un très-grand commerce dans cette contrée. Pour avoir à profiter, la Hollande n'a jamais besoin que d'une chose, c'est de n'être point exclue. Dès que le Hollandais peut pénétrer quelque part, son génie commercial et économe a bientôt fait le reste. La France, dépouillée de colonies, éprouve le plus grand besoin de remplacer cette perte, et ne peut y arriver que par le commerce avec l'Amérique; car la propriété de colonies ne serait pour elle qu'un prête-nom, une expectative en faveur de l'Angleterre. La première guerre avec elle lui apprendrait quel est le véritable propriétaire, et si, dans une telle inégalité maritime, un pouce de terre, hors du continent, peut lui appartenir en propre.

Le vœu de tous les peuples de l'Europe,

d'autre on était Européen, on ne sortait pas du domaine de l'Europe; mais que Saint-Domingue appartînt aux nègres, là se trouvait un intérêt d'une toute autre nature. Il en est de même pour le continent américain. Quelques-unes de ses parties sont très-chargées de nègres : Vénézuéla en comptait six cents mille ; s'ils prennent le dessus, armés comme ils le sont, qui ira le leur reprendre ?

L'Europe a mis la plus honorable sollicitude à prévenir la multiplication des nègres par la prohibition de nouveaux apports d'esclaves. Il est au moins aussi digne de son attention d'empêcher la multiplication des empires nègres auxquels on est exposé par tout ce qui se passe en Amérique.

C'est d'après les mêmes règles qu'il faudrait favoriser l'émigration en Amérique.

Deux puissantes considérations invitent à le faire :

1°. La garantie pour l'Europe qui proviendra de l'accroissement de la population européenne en Amérique.

2°. L'accroissement de la consommation des objets du commerce européen, par la confor-

mité des goûts de la population avec ceux de l'Europe.

Les sangs sont fort mêlés dans toute l'Amérique espagnole et portugaise. Le Brésil compte plus de quinze cents mille nègres. Vénézuéla en possédait six cents mille. Au Mexique, sur une population de cinq millions d'hommes, les blancs forment le nombre le plus petit. Il y a donc un grand intérêt à multiplier ces derniers, pour contre-balancer les premiers, et se garantir contre eux. Souvent ils ont été en péril : il pourra se renouveler encore, et surtout avec l'égalité des droits politiques attribués à toutes les classes. L'Europe ne doit pas craindre de s'appauvrir par la cession de quelques-uns de ses enfans. Chaque homme transplanté en Amérique consomme des produits de l'Europe, et par conséquent y fait produire et naître des producteurs. L'Angleterre ne s'est point dépeuplée par les habitans qu'elle a donnés à l'Amérique : de combien de ses habitans celle-ci n'est-elle pas devenue la mère ! Boston, Philadelphie ne contribuent-ils point à peupler Londres et Bristol, en leur commandant sans cesse de nouveaux travaux,

pour satisfaire leurs nouveaux besoins. L'Europe est surchargée d'un excédant de population disproportionnée avec ses productions, comme avec les moyens d'occupation qu'elle renferme. Dangereux dans nos climats, où l'oisiveté et le mal-aise les corrompent et les aigrissent, ils seraient de la plus grande utilité sur la terre d'Amérique, dont l'étendue a de quoi les recevoir et les épurer en les occupant. Supposons que les émigrés de la Suisse et des bords du Rhin ou trop pressés chez eux, ou fatigués de fournir le théâtre à des guerres qui les ruinent, parviennent à remplir la Crimée, vers laquelle cette émigration prend son écoulement de préférence : lorsque cette population européenne aura remplacé la population tartare, et substitué les goûts européens aux goûts tartares, l'Europe aura-t-elle perdu ces habitans dont elle a l'air de suivre la retraite d'un œil inquiet? Aura-t-elle perdu à substituer une Crimée européenne à une Crimée tartare? Laquelle des deux consommera le plus des produits de l'Europe? Lorsque la Russie peuple la Crimée d'Européens, elle travaille pour l'Europe autant que pour elle-même. Multipliez les Pé-



tersbourg et les Moskow dans les déserts de la Russie, et vous verrez si vous ne multipliez pas les ouvriers de Londres et de Paris, les vignerons de la Champagne, les hommes industrieux de tous les pays. Il en sera de même en Amérique. L'Européen désœuvré chez lui, et vicieux par désœuvrement, devient laborieux en touchant le sol de l'Amérique. C'est la terre du travail, tout y rappelle au travail, et contribue à faire des hommes occupés avec les oisifs d'ailleurs. Dans un pareil ordre de choses, qu'a de mieux à faire l'Europe que d'ouvrir toutes les portes à ceux de ses habitans qui aspirent à changer de séjour, et qui vont établir le sang et les goûts de l'Europe dans les contrées où ils n'ont point encore pénétré, où ils sont en minorité? Les espaces que les émigrés cherchent à remplir doivent ou rester déserts, ou se couvrir d'une population étrangère à l'Europe et à ses goûts. Dans ces deux cas, c'est comme s'ils n'existaient point pour elle, et les premiers principes de l'ordre colonial prescrivent de ne s'attacher qu'à des populations adonnées à des goûts que l'Europe soit en état de satisfaire,



pour que ces colonies existent pour elle d'une manière fructueuse. Or, c'est ce que doivent produire les émigrations en Amérique, et ce qui doit engager à favoriser ceux qui se dirigent vers cette région.

Ecrits sur la révolution d'Amérique.

Il est bien peu d'événemens qui, par leur grandeur et leur importance, aient été aussi propres que l'est la révolution américaine, à frapper l'attention publique, et à inviter beaucoup d'hommes à s'en occuper. Cependant jusqu'en 1815, cette grande cause paraissait comme oubliée et jetée à l'écart. L'intérêt des scènes qui avaient lieu en Europe l'éloignement du théâtre des événemens, le défaut d'informations positives avaient fait disparaître ou annullé ce sujet à-peu-près aux yeux de toutle monde. Ce ne fut qu'après le retour de la paix, lorsque la toile s'étant levée comme tout-à-coup, l'Amérique, sortant de sa longue éclipse, apparut avec sa face nouvelle, et que l'on put fixer des regards assurés sur le spectacle qu'elle offrait. Depuis ce tems les écrits sur cette ques-



tion se sont multipliés. Les écrivains se sont divisés, comme il est naturel de le faire sur toute matière soumise à l'examen des hommes. Différer d'opinion, c'est multiplier les chemins qui conduisent à la vérité; mais il ne faut pas s'insulter sur la route; d'ailleurs jamais injure n'a éclairci une question. On doit supposer de bonnes intentions à ceux que l'on combat, jusqu'au point où leur doctrine interdit les fictions à la bienveillance. L'intérêt de la question coloniale nous a toujours paru si grand, que nous n'avons jamais cessé de former des vœux pour qu'elle fût ramenée sous les yeux du public, et nous attachions bien moins de prix au mérite intrinsèque de la discussion qu'à son existence même. Dans l'état actuel de l'Europe, discuter publiquement est tout: quelque main qui jette un gant, il est relevé, et cela suffit. C'est ce qui est arrivé dans le cas actuel. Les combats polémiques se sont engagés à la suite d'autres combats plus sérieux. Jusqu'ici, sur le papier comme sur les champs de bataille, l'avantage paraît rester aux fauteurs de l'indépendance : la fortune se range de leur côté. Il y a je ne sais quelle étoile favorable aux

indépendans, qui leur prête une couleur attrayante qu'elle refuse à leurs antagonistes. Il existe une opinion généralement répandue sur la séparation à venir et inévitable des colonies avec toutes les métropoles. On en parle comme d'une de ces choses qui sont écrites au livre du destin. L'Amérique du nord a pris l'initiative de l'exécution de la prophétie. Saint-Domingue y a ajouté une effrayante confirmation ; l'Amérique espagnole tend à y mettre le dernier sceau. On a été surpris par l'époque où l'événement s'est réalisé ; mais en trompant les calculs sous un rapport, il les a confirmés sous les plus essentiels, sur le fond même de ce grand changement. En y regardant de près, on aurait reconnu, d'après ce qui s'est passé depuis vingt ans, que l'heure était arrivée. Les adversaires de l'indépendance de l'Amérique n'ont, pas plus que les autres, pu se soustraire à l'influence de l'opinion qui assigne un terme à l'union de l'Amérique avec l'Europe ; mais ils veulent que l'époque en soit rejetée à d'autres siècles, et que cette séparation soit précédée d'une foule de précautions que la paresse, pour se dispenser d'agir, décore toujours du nom de sa-

gesse. On veut donc qu'elle soit ajournée ; mais qu'entend-on par cet ajournement? quel terme aura-t-il ? qui le fixera ? qui jugera l'heure opportune ? à qui le proposer ? à des hommes lancés si avant dans la carrière, qui devraient rétrograder jusqu'au point du départ, et attendre un nouveau signal pour reprendre leur course.

La méthode des adversaires de l'indépendance est de mettre à l'écart toute la question de l'ordre colonial ; ainsi ils ne tiennent aucun compte de l'accroissement de la population, de son mélange, des lumières qui ont pénétré parmi elle, de la force comparative des métropoles et des colonies, des changemens arrivés à Saint-Domingue, au Brésil, aux Etats-Unis ; de la rupture de l'exclusif du commerce des métropoles, et d'une foule d'autres circonstances qui ont affecté de la manière la plus sensible, l'ordre colonial : tout cela disparaît à leurs yeux ; les colonies, sous leurs mains, sont des plaines rases, dans lesquelles on n'apperçoit qu'un point dominateur, la légitimité souveraine. Croirait-on que des intérêts aussi étendus, aussi variés, aient pu paraître devoir être dé-

cidés par des considérations personnelles (1). Souvent des discussions publiques offrent à la fois imprudence et faiblesse.

Il y a imprudence, lorsqu'on soulève de ces espèces de questions dont la discussion est délicate, et peut être envisagée sous des rapports bien contraires. Telle est celle de la légitimité : les adversaires de l'indépendance ne cessent d'y rappeler, et, avec les meilleures intentions du monde, ils ne s'apperçoivent pas que ce qui n'est pas exempt d'épines, lorsqu'il s'agit d'une société uniforme, réunie sous d'anciennes lois, sur le même sol, doit en être hérissé lorsqu'on en fait l'application à un monde tout entier, étranger de mille manières aux réclamans.

Il y a faiblesse, lorsque la défense ou l'attaque sont renfermées dans la répétition mono-

---

(1) Souhaitons hautement que l'Espagne triomphe. C'est le moindre dédommagement que nous lui devons; c'est le moindre témoignage de gratitude que nous puissions donner à une nation dont les armées se sont retirées du territoire français à la voix d'un de nos princes. (Fauchat, pag. 39, *Observations sur l'ouvrage des Colonies.*)

tone d'argumens uniformes, qui ne sont relevés par rien de ce qui est propre à frapper l'esprit de l'éclat de lumières nouvelles, ou bien à lui offrir de puissans motifs de conviction. Or, tel est l'état de la discussion du côté des adversaires de l'indépendance : ils fuient la question directe, ils se tiennent à des inculpations, à des dénégations, à des doutes dont il est possible de faire l'application à toute question autant qu'à celle des colonies.

C'est ce que l'on pourra remarquer dans la discussion qui va suivre.

On pourrait la terminer d'un seul mot, et ce mot serait celui d'Atticus à Cicéron : Que cherchez-vous dans le droit, lorsque l'épée est tirée? répondait le premier à l'orateur qui parlait de la justice de la cause à laquelle il s'était attaché, et qui triomphait des torts de celle de César : il ne faut plus songer qu'à vaincre. De même en Amérique on combat ; voyons ce qui produit le combat, et ce qui doit en résulter. Est-ce donc que ces sortes de causes se décident comme celles qui divisent les particuliers? Où se trouve le tribunal, et qui peut contraindre le condamné à subir l'arrêt? la

question pourrait finir là. Mais il n'est pas besoin de l'écarter par une espèce de fin de non-recevoir. Ici cette ressource n'est pas nécessaire.

Raisonnons.

Un mouvement général, irrésistible, a, depuis qu'il existe des sociétés, modifié leurs formes, changé leur face, transporté le pouvoir d'un peuple à un autre peuple, d'un chef à un autre chef. Que de générations de peuples et de souverains dorment sous le sol occupé par des successeurs qui n'eurent jamais rien de commun avec eux! Dans le monde politique, rien encore ne s'est montré stable que l'ordre social lui-même. Les sociétés particulières ont toutes passé et changé. Il arrive aujourd'hui à l'Espagne, à l'égard de l'Amérique, ce qui arriva il y a trois cents ans à l'Amérique à l'égard de l'Espagne : qui avait donné à celle-ci le droit d'envahir l'autre, de l'exploiter, de l'attacher à son sort, en dépit des barrières que la nature avait élevées entre elles? Depuis quand le ciel a-t-il marqué du sceau d'une immortalité de pouvoir ou de domaine, le front ou les propriétés de quelques hommes? Qu'ils

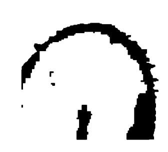
les conservent tant que la nature des choses leur sert d'auxiliaire, cela sera bon aux autres comme à eux. Mais lorsque cette même nature des choses opère le changement ou la séparation, comment crier à la violation de tous les droits, au danger de toutes les sociétés? alors celles-ci ne seraient-elles pas ébranlées bien plus sûrement par la résistance que l'on tenterait d'opposer à ce cours de la nature, que par le consentement qui porte à lui obéir et à le suivre? Lorsque tant de princes et tant de peuples se précipitant les uns sur les autres, se sont déplacés avec tant de violence, de manière à faire de ces supplantations alternatives le tableau presque général de l'histoire du Monde, est-on venu mettre le holà entre les combattans au nom de la légitimité qui prohibe ces commotions? Depuis la création, le monde a marché, entraînant dans son cours peuples et royaumes, et ne laissant subsister que l'humanité et la société. Dans des mouvemens de cette nature, il faut bien distinguer ce qui appartient à la nature des choses, au cours général du monde, d'avec ce qui provient simplement d'actions ou de combinai-

sons faites par des hommes, dans la vue de leurs seuls interêts. Lorsque la république romaine, après avoir conquis le monde, se fut gonflée de richesses, et saturée de vices, qui aurait pu s'opposer au changement du gouvernement républicain en pouvoir dictatorial dans la main d'un seul? Si César n'eût pas existé, un autre aurait pris la place. On eut beau tuer des césars, on ne tua pas leur gouvernement, on ne rétrograda pas à la république, dont tous les élémens avaient été remplacés par ceux de la monarchie. Lorsque Mahomet parut, une partie du monde changea de loi religieuse et politique, avec la même facilité que l'on rejette un vêtement usé. « Une disposition générale dans les esprits et dans les choses avaient préparé les voies à un changement qui a embrassé l'Asie, l'Afrique, et qui s'est enraciné dans ces contrées de manière à en avoir renouvelé la face. Constantin passe de Rome à Byzance; l'empire d'Occident tombe; la puissance des papes remplit le vide. Faibles et désarmés, les maîtres de la nouvelle Rome exercent sur les esprits un empire plus absolu que n'avaient obtenu les maîtres de l'ancienne

par le poids de leurs armes. Où se trouvait le principe d'un pouvoir si étendu, sinon dans la disposition générale des hommes et des choses? quel fut le sort de ceux qui tentèrent alors de s'y opposer? Luther arrive à son tour, et ravit la moitié de cette puissance. Où résidait le pouvoir de Luther? dans lui, ou dans les élémens qui composaient l'ensemble des affaires de son tems. On eut beau le combattre, l'arrêta-t-on? Pendant que les affreux *Tudor* pliaient l'Angleterre sous un sceptre de fer, une nouvelle génération toute de liberté se formait, et, pour ainsi dire, s'élaborait sous leurs échafauds et dans leurs cachots: c'est un des plus singuliers spectacles que présente l'Histoire. Les Stuart arrivent, ils ne remarquent point le changement opéré dans la nation; ils croient commander aux hommes de Henri VIII et d'Elisabeth, il n'en existait pas un seul dans toute l'Angleterre; ils périssent dans une lutte prolongée de soixante ans, contre les changemens survenus au milieu d'un peuple qu'ils s'obstinent à méconnaître. Deux siècles après, c'est l'Angleterre qui éprouve une surprise à-peu-près semblable, de la part de ses colonies. Tout

se trouvait arrangé de manière à ce qu'il fallût ou périr d'un côté, ou lâcher de l'autre. A quel pouvoir, sur la terre, pouvait-il appartenir de faire que la révolution française n'eût pas lieu? On entend dire souvent que telle ou telle chose aurait prévenu ou empêché la révolution. Empêcher les fleuves de couler, ou les faire remonter à leur source, eût été plus facile. Dans tous ces cas, une main invisible, mais irrésistible, charge lentement la mine; on n'a pas remarqué son action : mille accidens rapprochent une étincelle, l'explosion entraîne tout. Le mal arrivé, il n'y a plus que des désœuvrés qui établissent des querelles sur les antécédens : il faut courir au remède.

Voilà ce qui arrive pour la révolution américaine. C'est une rébellion, disent les uns. Il semble entendre la nature qui répond: Eh non, c'est une de mes grandes époques. *Un monde entier ne se révolte pas, il s'arrange.* On ne se révolte point d'un bout de l'Amérique à l'autre. Qui a pu établir dans toutes les parties de ce vaste continent ce concert de volontés, ce concours d'actions vers un but uniforme? C'est là une de mes œuvres : reconnaissez-y ma main.





Est-ce donc que les hommes agissent ainsi ? On s'était révolté contre moi, lorsqu'on avait attaché un monde entier à une petite portion d'un autre monde. Le tiraillement a usé les liens : je ne fais que venger mon injure, et rétablir les choses dans leur état élémentaire. Le principe de la séparation de l'Amérique avec l'Espagne était placé dans la disproportion de l'Amérique avec elle, dans leur éloignement, dans toutes les différences qui les séparent. Jamais la soumission du grand au petit, du fort au faible, du riche au pauvre, de la virilité à la caducité ne sera durable. Dans vos établissemens vous commencez toujours par oublier les proportions : vous chargez le faîte de l'édifice du fardeau que les fondemens sont destinés à supporter, et vous vous étonnez quand il s'affaisse. Imprudens, vous avez semé les germes, je n'ai fait que les développer. Osez vous plaindre à la fois de votre ouvrage et du mien. Le défaut de tous les raisonnemens faits contre l'émancipation de l'Amérique est celui-ci. C'est de la considérer comme on ferait celle de la Catalogue ou de toute autre partie de l'Espagne qui, jouissant des



employées que pour remplir le déficit de bonnes et solides raisons. Les adversaires de l'indépendance soutiennent, 1°. que l'Amérique n'est pas mûre pour l'indépendance; 2°. que ses facultés ne sont point au niveau de ses prétentions, et qu'elle a encore besoin de tuteurs et d'une éducation préparatoire pour arriver à l'émancipation.

Ceci exige plusieurs distinctions.

1°. Rien n'est plus propre à égarer que certaines comparaisons : il n'y a rien de commun entre l'effervescence qui porte la jeunesse vers l'émancipation, et le mouvement qui porte un peuple entier vers l'indépendance. Parmi les premiers, souvent les plus pressés de se soustraire aux lisières, sont ceux-là même qui auraient le plus besoin de leur maintien salutaire. Il n'en est pas de même chez les peuples : pour eux, le désir de l'émancipation provient toujours de deux causes positives, et bien réellement existantes. Leur force et l'excès des maux. Lorsque le joug est reconnu trop faible ou trop lourd, il est brisé. C'est ce qui a dirigé les Américains vers l'indépendance. Ils ont à la fois senti leurs forces et leurs maux. Ils ont

fait l'application des unes à la fin des autres.

Les divers états de l'Amérique ont-ils une population et des lumières suffisantes pour constituer des états indépendans? Voilà la question véritable.

1°. La population de chaque état égale ou surpasse celle de plusieurs états indépendans de l'Europe. Une population de 17,000,000 d'hommes est répartie entre ces états.

2°. Les arts, les sciences de l'Europe ont pénétré dans toutes les parties de l'Amérique. Voyez ce que M. le baron de Humboldt en a écrit dans son voyage à la Nouvelle-Espagne. Tous les actes, tous les écrits parvenus de l'Amérique n'ont rien d'inférieur avec ce que l'Europe produit de correspondant.

3°. Les Américains sont aujourd'hui sur terre et sur mer les vainqueurs de ceux que l'on veut leur donner pour tuteurs. Que manque-t-il à Buénos-Ayres pour lui faire regretter la tutelle de l'Espagne? Tout ce que l'on connaît de son gouvèrnement est marqué au coin de la raison et de l'énergie. Le Chili, le Pérou, le royaume de Grenade, Vénézuéla ont de même tout ce qu'il faut pour des gouvernemens ré-

interdira presque toujours l'offensive, en leur donnant une facilité extrême à se défendre, au moyen des montagnes et des fleuves, derrière lesquels il est difficile d'être forcé à combattre.

5°. On menace l'Europe de la concurrence de l'Amérique : dans quel genre? dans combien de siècles? comme si l'Europe ne devait pas, de son côté, faire des pas dans la carrière. L'Amérique sera plus riche et plus peuplée, c'est autant de gagné pour l'Europe. La richesse d'un pays fait toujours celle de l'autre. Les arts apportés à Pétersbourg, établis en Russie, ont-ils nui à ceux de Paris et de Londres? Depuis que les Etats-Unis se peuplent, s'enrichissent, se couvrent d'ouvriers, les fabricans de l'Angleterre, les cultivateurs de la France ont-ils dû cesser leurs travaux, fermer leurs atteliers? Au contraire, n'ont-ils point dû les augmenter? Buénos-Ayres avait acquis soixante-dix mille habitans, Lima soixante mille. Pendant ce tems, Cadix et Barcelonne ne prenaient-elles point des accroissemens parallèles? Sûrement, avec le tems, les arts s'établiront aussi dans toutes les parties de l'Amérique; mais ils auront à suivre les degrés de la population, qui aura



long-tems encore besoin du secours de l'Europe. Les arts ne se montreront avec étendue que lorsque la culture sera généralisée sur tout le territoire. Ils ne forment que la partie secondaire des états qui s'établissent; partout les laboureurs furent les aînés des artisans, et pendant bien des siècles encore la charrue sera le vrai sceptre de l'Amérique.

6°. On élève des doutes sur les avantages promis au monde par l'émancipation de l'Amérique; on excipe des résultats défavorables qu'ont eu quelques entreprises commerciales tentées dans les contrées indépendantes.

Il semble que des pensées pareilles n'auraient jamais dû se présenter à l'esprit d'hommes qui auraient réfléchi sur l'état comparatif de l'Europe, avant et après les établissemens coloniaux, avant et après la formation des Etats-Unis. Dans l'état incomplet, informe pour la plus grande partie, dans lequel se trouvaient encore les colonies, elles n'avaient pas moins contribué à l'augmentation de la population et de la richesse de l'Europe. Plus de dix millions d'Européens vivaient des colonies, et par conséquent étaient produits par elles : que

sera-ce donc lorsqu'elles auront atteint le degré de perfection auquel l'indépendance ne peut manquer de les faire parvenir ? Que pourra-t-il leur manquer, lorsque, par cette indépendance, elles auront acquis une administration propre, toujours présente au milieu d'elles, et la liberté de leurs relations avec l'univers ? qui pourra arrêter le développement de leur prospérité ? Lorsque ce sol, si abondant en productions de toute espèce, dont le sein semble formé des métaux les plus précieux, sera habité par une race nombreuse, exploité par des mains libres, exercées à toutes les pratiques de l'industrie, quel ne sera pas le produit acquis par ce nouveau travail ? Que de conquêtes en tout genre ne reste-t-il point encore à faire sur un sol dont on ne connaît parfaitement qu'une petite partie ? Lorsque toutes les côtes de l'Amérique situées sur l'Océan-Pacifique, se seront mises en relation directe avec toutes les contrées asiatiques, la population et la richesse de ces bords n'acquerreront-elles pas une augmention incalculable ? et l'Europe n'aura-t-elle pas nécessairement part à ces accroissemens de fortune ? Dès que les Européens pourront y abor-

der, ne seront-ils pas admis au partage? Que l'on cesse de répandre des doutes qui n'ont d'appui que dans des distractions réelles, ou bien affectées par l'intérêt. Si quelques spéculations ont été infructueuses ou défavorables, d'autres ont répondu à l'attente des entrepreneurs : la route était nouvelle, la mesure des besoins inconnue. C'est le sort commun des nouveaux établissemens : la mer engloutit chaque année beaucoup de navires et de matelots : faut-il pour cela interdire la navigation, et cesse-t-elle d'être une source de richesses? Les doutes sont bien dissipés par les faits eux-mêmes. Car à mesure que les conquêtes de l'indépendance se sont étendues, celles du commerce ont augmenté. Au moment où l'armée de Buénos-Ayres pénétrait dans le Chili, les magasins de cette ville se vidaient, et suivaient la marche de l'armée : on demandait à Londres de remplir le vide, et dans ce moment une partie notable de l'industrie anglaise est occupée à pourvoir aux besoins de l'Amérique espagnole.

7°. Enfin, et comme pour dernière ressource, on menace l'Europe de la perte de toutes ses

colonies, entraînées dans le tourbillon de la révolution américaine.

Il faudrait d'abord bien s'entendre sur le mot perdre, et faire déterminer sa valeur véritable. S'il arrivait qu'en faisant ce qu'on appelle *perdre des colonies*, on eût fini par *gagner*, ainsi qu'a fait l'Angleterre en perdant les Etats-Unis, qu'aurait d'effrayant cette menace ? ne peut-il pas y avoir des pertes lucratives? celle des colonies n'est-elle pas de ce nombre ? L'Europe apprendra, par ce qu'elle gagnera, qu'elle n'a rien perdu par la perte de ses colonies. On fait du mot perte le synonyme de *destruction*, comme s'il s'agissait d'anéantir les colonies dans le tems qu'il n'y a que partage, séparation, modification de mode de gouvernement. C'est là le principe de l'erreur, on s'alarme à défaut d'avoir suffisamment réfléchi.

Ensuite il faut savoir s'accoutumer à l'idée de la séparation complette de toutes les colonies avec l'Europe : elle est inévitable ; les circonstances décideront de l'heure, et il n'est pas difficile de voir qu'elle se rapproche beaucoup. Lorsque les Etats-Unis réuniront une population de vingt millions d'habitans, ce qui aura

lieu au plus tard dans vingt ans, comment l'Angleterre défendra-t-elle, contre eux, le Canada et Terre-Neuve? Pour cela, il faudrait arrêter l'essor de la population américaine. Dans un pareil ordre de choses, ce qui n'arrive pas un jour, arrive infailliblement le lendemain. Il pourra y avoir, pendant quelque tems, un peu plus de facilité à maintenir la dépendance des petites colonies insulaires; mais alors il y aura un autre calcul à faire, celui de savoir quelle valeur elles conservent au milieu de la rupture du système général des colonies.

Au reste, toutes ces objections supposent une question antérieure, et qui suffit seule pour répondre à tout, celle de la possibilité. Il ne s'agit plus de se demander quels seront les effets de la révolution de l'Amérique, mais si l'on peut s'y soustraire, et par conséquent quel parti la raison dicte dans un ordre de choses nécessaire et nouveau. Ce parti ne peut plus être que de mettre un terme à une lutte qui nuit à tout le monde, et à des massacres qui ne servent plus à rien. Car c'est à cela que se réduit toute la guerre de l'Espagne contre l'Amérique. La première se ruine, achève de s'a-

blâmer. La seconde s'appauvrit en hommes, qui sont la richesse dont elle manque le plus. D'un autre côté, l'Europe se ressent péniblement de ces désordres; il y a gênes et souffrances pour tous. Arrivés à ce point, nous dirons avec confiance aux adversaires de l'indépendance : Donnez désormais une autre direction à vos efforts. Ils ne se rapportent plus à ce qui existe. Ne travaillez plus qu'à reporter la paix sur des contrées dévastées trop longtems, qu'à faire tomber les armes de mains qui se souillent d'un sang dont l'effusion est d'autant plus odieuse, qu'elle n'a plus d'objet. Bannissons toute provocation, toute insulte d'une cause où les pères combattent pour épargner à leurs enfans le joug qu'eux-mêmes ont porté. Du sein des jouissances de l'Europe, nous courons risque de mal apprécier les souffrances de l'Amérique. On forma notre enfance à l'admiration du dévouement qui affranchit quelques cités de l'Italie et de la Grèce; et l'on n'aurait que des outrages à adresser à ceux qui affranchissent un monde entier! Pendant quelque tems, on traita aussi de rebelles Washington, Francklin, Adams. Aujourd'hui, qui

voudrait avoir prononcé ces blasphêmes contre ces hommes au cœur pur comme la morale, à l'esprit pénétrant comme la lumière, brillante constellation de l'Amérique, qui ont tracé devant un peuple nouveau le sillon de gloire et de prospérité dans lequel il marche avec assurance et rapidité? Dans quelques siècles, lorsque tout aura repris sa place naturelle, que restera-t-il de déclamations contraires à l'humanité, au bonheur de grandes nations? Quels noms seront prononcés? ceux qui auront imploré l'humanité de l'Europe en faveur de l'Amérique, ou bien ceux qui lui auront demandé des armes contre elle?

Comment faire trouver place à de froides dérisions en traitant d'intérêts si vastes, en présence de douleurs si profondes? (1)

---

(1) Voyez ce qu'en Angleterre *le Courier*, en France *la Quotidienne* et *le Journal des Débats*, n'ont pas cessé depuis un an d'écrire sur les affaires d'Amérique; avec quelle absence de gravité ils ont traité d'une matière aussi grave! avec quelles plaisanteries du plus mauvais goût ils ont cherché à égayer le sujet le plus sombre

Dans ce siècle, qui a vu s'élever et qui voit s'aggrandir tous les jours le trône de l'opinion

---

et le plus important qui fut jamais !... A les entendre, tout ce qui combat en Amérique sont des brigands... tout ce qui passe en Amérique sont des aventuriers, des hommes qui manquent à l'honneur, au devoir, qui compromettent l'honneur de leur pays. Quelque discorde éclatant parmi les indépendans, aussitôt de crier à l'anarchie, à l'esprit révolutionnaire. Pizarro, Almagro et tant d'autres, ne furent pas toujours d'accord, et leur division n'empêcha pas la conquête.... Quelques complots ont eu et auront encore lieu. Le complot d'Arnold ne perdit pas la liberté des Etats-Unis... On suppose, on le sait bien, des lettres pour jeter de la défaveur sur la cause des indépendans. Quelques aventuriers viennent en Europe se mettre à la solde *de qui de droit*, et publient des rétractations de leurs erreurs, pour nous induire nous-mêmes en erreur. Comme toutes ces pratiques sont viles ! Que font elles au fond des choses? Lorsque la vérité vient à se découvrir, quelle opinion peut-il rester en faveur de ces moyens et de leurs auteurs ? Disons la vérité, quelle qu'elle soit. Tout ce que nous pourrons dire ne changera rien à l'événement, et ne nous déshéritons pas des consolations qui appartiennent à la probité.



publique, ministres de cette reine du monde, réunissons-nous pour assurer le triomphe de l'humanité et de la raison : portons de concert au pied de tous les autres trônes, les remontrances de l'une, les suppliques de l'autre ; ne cessons pas de faire entendre leur voix. Les chemins pour y parvenir s'élargissent tous les jours ; un sentiment général de justice s'est introduit auprès des princes ; ils s'honorent de l'humanité, de la bonne-foi, de l'équité ; l'emploi de la force se décrédite de jour en jour ; les glaives s'émoussent visiblement, l'ordre civil prévaut ; bientôt les armées ne seront plus destinées qu'à repousser, comme au tems des Romains, les barbares loin des frontières ; ces dispositions vraiment généreuses invitent à demander aux dépositaires des forces des nations d'employer leur pouvoir pour fermer à la fois une des grandes plaies de l'humanité, et le gouffre dans lequel l'Espagne précipite les débris de sa puissance. Lorsqu'elle fit la première conquête de l'Amérique, elle occupait le premier rang parmi les puissances de l'Europe : lorsqu'elle doit faire la seconde, on l'aperçoit au dernier,

que notre résistance pourrait nous sauver de tant de dangers. Le trésor national était dans l'impossibilité non-seulement de satisfaire ses engagemens, mais il était sans aucuns moyens de pourvoir aux besoins les plus pressans. L'esprit public avait perdu de vue les dangers communs, et il s'occupait exclusivement des fausses théories qui le menaient à chercher *la liberté dans la dissolution des liens de la société*. La discorde s'était emparée de tous les cœurs, et avait démoralisé tous les sentimens honnêtes et généreux. La valeur et le courage étaient employés à la destruction mutuelle des citoyens de la même patrie, et on n'épargnait ni les amis ni les parens. La subordination militaire était méprisée par le dernier subalterne, l'autorité n'était considérée qu'autant qu'elle correspondait avec la licence, l'erreur ou le crime. Il me coûte de le dire, mes compatriotes; mais je dois être franc quand j'ébauche l'horrible tableau que notre patrie présentait à la vue des autres nations. La manifestation de ses propres défauts ne déshonore jamais quand on la fait dans la ferme et vertueuse résolution de s'en corriger. Ce n'est pas moi, le premier ami de la patrie, qui a versé publiquement des larmes à cause de notre précédente et malheureuse situation; excusez-moi donc en raison du but que je me propose.



La calomnie triomphait en déchirant la réputation des citoyens les plus respectables. La capitale de l'Etat qui avait conservé une certaine dignité au milieu des évènemens les plus difficiles, avait déjà l'air d'un foyer des passions de tous les peuples. Tous les partis étaient en présence, les haines profitaient du danger commun, pour exercer leurs vengeances respectives, en s'attribuant les uns aux autres la cause de leurs disgrâces, et en inspirant les soupçons les plus injurieux.

Le grand peuple de Buénos-Aires, auquel on ne refusera pas le mérite de s'être appauvri pour porter des secours aux peuples ses confrères, dans cette lutte glorieuse, qui n'a jamais été jaloux des lauriers qui ne lui appartenaient pas, et qui n'employa la violence que pour empêcher qu'on ne rompît les liens qui rendaient notre pouvoir respectable, ce grand peuple fut dans le cas d'une terrible réaction, dont le succès aurait suffi pour détruire les fondemens du crédit et l'existence de la patrie. L'*anarchie*, en un mot, avait mis l'Etat dans une conflagration universelle.

Cependant quand on pouvait croire que nos malheurs ne pouvaient pas augmenter, les troupes portugaises se présentèrent sur nos frontières, au bord septentrional de notre rivière, dans l'intention de

profiter de nos discordes, dont les causes n'étaient pas étrangères à cette cour voisine. Voilà un nouveau danger et un nouveau champ pour la défiance et pour les haines, qui devait rendre suspecte la loyauté même. Il n'est pas facile de faire le tableau parfait de nos désastres, ni faire l'énumération des risques dont votre constance a triomphé. Vous savez que nos maux ont commencé à s'affaiblir, quand on avait perdu l'espérance du remède. Le congrès de Tucuman venait d'être installé, les peuples lui avaient confié leur salut. Ceux qui étaient destinés à être leurs législateurs et à fixer leurs destinées par la sagesse de leurs conseils, furent obligés plusieurs fois de braver les dangers avec intrépidité, pour empêcher qu'on ne profanât pas le dernier asile qui restait à la patrie. La fermeté, l'intégrité et la prudence de cette corporation auguste donnèrent aux provinces l'agréable spectacle d'une autorité qui s'attirait la soumission en faisant valoir, plutôt que les droits de sa noble origine, le zèle ardent et la vigoureuse énergie qu'elle avait déployés dans les premiers pas de sa noble carrière. Les passions étaient forcées de cacher leurs sinistres desseins, et si quelques peuples avaient l'audace de tenter de nouveaux excès, la célérité avec laquelle ils étaient comprimés ne laissait à leurs auteurs que le tems nécessaire pour profiter de sa clé-

mence. Malgré cela, les séditieux voulaient faire endormir la surveillance, et ils cherchaient l'occasion d'insulter tout ce qu'on devait respecter. C'est dans cette crise que la représentation souveraine daigna me charger de l'honorable mais terrible devoir de diriger l'Etat. J'avais commandé plusieurs fois; j'avais trop éprouvé les amertumes des places éminentes, et on a dû regarder comme un sacrifice mon obéissance. Membre alors du corps souverain, j'avais la connaissance intime de la masse énorme de maux qui pesait sur moi; mais ces mêmes maux commandèrent ma soumission à la volonté souveraine, au milieu de toutes les craintes et de toutes les alarmes.

Il n'était pas possible que je n'eusse pas des ennemis, et la calamité des tems devait me faire craindre que le choix de ma personne offrirait un nouveau motif à des convulsions nouvelles. Je fus obligé de conquérir les cœurs de mes ennemis, mais cela ne coûtait rien au mien; je devais prouver que je n'appartenais qu'à la cause publique. Du sein du congrès souverain, je partis investi de la dignité de chef suprême à la province de *Salta*, et j'eus le bonheur de terminer les troubles qui avaient divisé le peuple et l'armée, et les élémens qui ont donné aux *Saltains* une glorieuse renommée. Je continuai ma marche jusqu'à l'armée; j'examinai sa situation, je reconnus

les fortifications ; et ayant donné les ordres convenables, je suis retourné à Tucuman, où j'ai eu la glorieuse satisfaction d'avoir activé l'acte mémorable de notre indépendance. Je suivis ma marche jusqu'à la capitale de Cordoue, où le général Saint-Martin devait m'attendre pour combiner les plans nécessaires pour arracher le *Chili* du pouvoir des Espagnols. De Cordoue, avec quelle inquiétude je tournais mes regards vers ce peuple agité de Buénos-Aires! Répondez, mes chers compatriotes, dites si mes craintes étaient fondées, et permettez que j'attire votre attention vers les premiers jours de mon arrivée dans cette capitale, sans égard aux dangers de toute espèce qui me menaçaient dans mon trajet. Combien de passions! combien d'intérêts opposés! Ma résolution était prise, et je me suis empressé à remplir mes sermens.

J'avais annoncé aux peuples que j'avais oublié tout ce qui s'était passé, et que je récompenserais le mérite partout où je le trouverais. Citoyens, je n'ai jamais manqué à ma parole, et je n'aurai jamais le moindre motif de me repentir de cette conduite; c'est elle et vos vertus qui ont soutenu les autorités publiques contre l'audace des novateurs les plus déterminés : ces mêmes autorités ont fait changer en serviteurs de l'Etat, ceux qui auparavant étaient mes ennemis; elles ont rendu complète l'obéissance aux



pouvoirs légitimes ; et, par leurs soins, l'amour de l'ordre est devenu l'esprit public des provinces dont la destinée m'est confiée. J'inspirerais une fausse sécurité, si j'avançais que notre ouvrage est déjà consolidé, au milieu des passions, de l'égarement et de l'inconstance. Le siècle dans lequel nous vivons fournit une foule d'exemples des fausses combinaisons de la politique ; mais malheur à ceux qui méditeraient de nouvelles scènes désastreuses pour la patrie ! Il est permis d'espérer qu'à l'avenir il sera plus facile de contenir et de guider les esprits.

Etouffer l'anarchie, c'était alors un des premiers soins ; mais bien d'autres se présentaient en foule, et appelaient notre attention. L'ennemi menaçait de près les provinces de l'intérieur avec des forces très-nombreuses ; il était impossible de réunir les nôtres, faute de ressource pour traverser plusieurs centaines de lieues, et parce qu'elles occupaient des positions qu'il fallait garder. Mon cœur souffrait les plus grands tourmens ; je devais opter entre deux extrémités également dangereuses, ou abandonner les peuples de l'intérieur et l'armée qui les couvraient, ou renoncer à reconquérir le Chili, en exposant en même tems la province de Cuyo à être subjuguée. J'adoptai enfin ce parti, que le courage m'inspirait, et je rendis inutiles les plans des généraux Laserna et du président

Marco. L'armée patriote contre laquelle celle de Lima devait opérer, fut rapidement renforcée; j'obtins le rétablissement de l'ordre et de la discipline, qu'on avait abandonnés dans les tems de l'adversité...

Vous voyez l'état de nos forces, leur subordination et notre pouvoir; et vous auriez vu des choses bien surprenantes, si l'ennemi qui fuit, déjà battu et humilié, n'avait pas trouvé un rempart dans la province de *Salta*.

L'armée de *Cuyo* fut renforcée par des régimens envoyés de cette capitale: on en créa d'autres avec la plus grande rapidité, et on prit toutes les mesures pour l'audacieuse entreprise d'escalader les *Andes*, et dont l'exécution a dû étonner les nations. Nous avons épouvanté nos ennemis, et gagné la gratitude et l'amitié de nos frères de *Chili*; nous avons élevé enfin, à la patrie, le beau monument qui atteste sa gloire et sa force.

L'armée de cette capitale s'organisait en même tems que celle destinée aux Andes et celle de l'intérieur des provinces; la force de la ligne s'est doublée; les milices civiques ont perfectionné leur discipline; les esclaves sont formés en bataillons, et s'exercent dans les évolutions militaires, en les rendant compatibles avec les devoirs de leur condition. La capitale ne doit plus craindre qu'une armée de *dix mille*

hommes fasse chanceler sa liberté, et les mesures sont prises pour le cas où la fureur des Espagnols *péninsulaires voudraient en doubler le nombre.*

Notre marine est réparée, et augmentée de manière qu'elle pourra défendre nos côtes et nos fleuves.

L'armée est animée partout du même esprit; la tactique est uniforme; nous avons adopté les lumières et l'expérience des nations les plus belliqueuses: nous avons des arsenaux et des parcs immenses, pour soutenir la lutte pendant plusieurs années, malgré que nous ayons fourni plusieurs articles aux peuples qui jusqu'à présent n'appartiennent pas à l'UNION. L'immensité de nos forces nous était inconnue.

L'état-major général donne une direction uniforme aux armées, et forment toutes les branches de l'administration militaire, et le système de former des officiers habiles, qui doivent être un jour l'honneur et les soutiens de la patrie.

Les finances se sont améliorées; nous avons fait face à tout, et avons trouvé les moyens de satisfaire les créances passives de l'Etat, qu'on regardait déjà comme perdues: les contributions pèseront dorénavant sur toute la masse des peuples; nous avons amorti plus de 288,000 piastres depuis mon décret du 29 mars dernier.

Nous avons soulagé les peuples de plusieurs impôts personnels, ou qu'on exigeait de classes déterminées, et qui rendaient odieux le gouvernement : on en supprimera successivement d'autres, sans avoir recours à des emprunts toujours funestes à l'Etat ; et la réponse que nous donnerons aux censures, sera de faire le bien autant que cela est possible à l'imperfection des hommes.

Nous ferons renaître l'abondance, les riches établissemens déjà réalisés sur nos frontières du Sud et dans des champs fertiles accordés gratuitement aux malheureux habitans des campagnes : ils ont reçu aussi les moyens de les cultiver et d'en retirer les plus grands bénéfices.

Le collége de l'*Union du Sud*, ci-devant Saint-Charles, doit répandre des lumières dans tous les peuples, d'après les vastes plans d'enseignement général que nous avons adoptés.

Le grand parc de réserve dans l'intérieur, doit inspirer la terreur à nos ennemis, plus que nous ne devons craindre leurs jactances.

J'ai déjà dit plus d'une fois les difficultés qui ont entravé mes démarches *dans la direction des relations extérieures* ; et si j'avais cédé aux suggestions des partis, la rupture avec la nation notre voisine aurait été inévitable. Ma fermeté nous a conservé



les droits, en toute intégrité, du territoire envahi. Les voies pacifiques produiront toujours des effets plus salutaires que les moyens violens dont je ne ferai usage que quand cela sera commandé par l'honneur ou par le danger de notre patrie.

Rappelez-vous, compatriotes, qu'il fut un tems que les provinces étaient menacées de la subversion la plus complète.... Je renonce au droit que je pourrais avoir à la gratitude publique..... Que les ennemis de votre nom admirent vos vertus! que les nations ne dédaignent pas de vous compter dans leurs rangs!... Félicitons-nous des biens que nous avons conquis, et faisons voir au monde que nous savons profiter des leçons du malheur.

Buénos-Ayres, 21 juillet 1817.

JUAN MARTIN PUEYRREDON.

Imprimerie de l'indépendance.

NUMÉRO 2.

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI.

Au Port-au-Prince, le 6 octobre 1816, an 13 de l'indépendance d'Haïti.

Alexandre Pétion, président d'Haïti, à MM. les commissaires de S. M. très-chrétienne près la république d'Haïti.

Messieurs,

Nous avons, à la vérité, défendu avec beaucoup de courage et un dévouement sans bornes, le drapeau français; nous étions bien éloignés, en le faisant, de prévoir quelle serait la conduite de ceux qui nous ont portés à l'arracher; elle ne trouve pas d'exemple dans l'histoire.—Depuis cette époque les institutions, les mœurs, le caractère, l'accroissement des lumières, les fruits de l'expérience, les circonstances, ont fait des citoyens de cette république un peuple nouveau; déjà il commençait à parcourir sa carrière et à mériter quelques considérations, par sa bonne foi dans ses rapports avec les étrangers et par l'éclat de ses armes, quand la paix fut rendue à l'Europe, par le concours unanime des souverains, et



qu'il fut décidé que sa majesté très-chrétienne remonterait sur le trône de ses pères.

Nous devions nous attendre que cette grande époque dans le monde serait également celle où nous allions paraître à notre tour au tribunal de l'opinion, et elle ne nous effraya pas, en sondant nos cœurs et en jugeant favorablement des hommes, sous les rapports heureux de la morale, de la justice, de la philosophie et d'une religion éclairée. Nous n'avions rien à nous reprocher envers sa majesté très-chrétienne; son caractère connu avant la révolution, ses principes modérés, ses malheurs inouis, ceux de toute sa famille, une lutte aussi longue qu'elle a été cruelle et sanguinaire, l'incertitude de son sort, qui n'a été décidé que par des événemens tardifs et extraordinaires, notre association tacite à la ligue qui l'a soutenue, tout nous portait à penser que nous serions une exception particulière dans les idées d'une politique sage : nous expliquions aussi en notre faveur les efforts et les succès immortels d'un gouvernement distingué, qui avait défini ce que le trafic des hommes avait eu lui-même de hideux et de contraire à l'esprit du christianisme, et qui avait obtenu la preuve que les colonies à sucre et à café pouvaient prospérer sans avoir recours à ce moyen honteux et barbare; quelle que fut la faiblesse de nos

conceptions alors, nous perçâmes le voile, et la logique la plus simple nous expliqua que point de traite, point d'esclaves. Ce plan ne s'est pas encore réalisé, parce que rien de bien ne peut s'opérer à la hâte et sans réflexions; mais les événemens se préparent et sont dirigés avec la sagesse des hommes bienfaiteurs de l'humanité, qui s'en occupent: il s'exécutera.

Que nous restait-il à craindre? la méchanceté de nos ennemis et de nos persécuteurs, de ces hommes obstinés, véritables auteurs de leurs propres maux et que rien ne saurait corriger; la différence de notre épiderme, qui, aux yeux du système colonial, nous assimile à du bétail; la réserve faite par sa majesté très-chrétienne de continuer le commerce de la traite pendant cinq années; les cris des ci-devant propriétaires dans ce pays; les écrits, les libelles incendiaires sortant des presses du royaume, répandus sous les yeux mêmes du Roi, nous indiquèrent bientôt combien nos présages heureux étaient évanouis, et nous ne songeâmes plus qu'à nous préparer à la guerre, tout en désirant la paix, et à garnir nos magasins d'armes et de munitions, comme si nous étions au moment d'être envahis. Il nous serait même permis de penser que nos pronostics étaient fondés et qu'un armement se préparait au moment où Napoléon a reparu momentanément en France.





Dans cet intervalle, le général Dauxion Lavaysse arriva à la Jamaïque et prit la qualité de commissaire du Roi. Un écrit publié sous son influence semblait un brandon de discorde lancé pour nous désunir, séparer les chefs de la famille, ou la famille de ses chefs : l'esclavage modéré y était peint sous des couleurs spécieuses ; le peuple y était doucement rappelé ; le sort des chefs était celui des sauvages malfaisans, *la ou l'exil dans l'île de Ratan*, après avoir aidé à séduire et à enchaîner leurs frères, leurs amis, les compagnons de leurs armes et de leur gloire ; malgré cela le général Lavaysse osa se présenter au Port-au-Prince, et y fut reçu avec bonté ; les actes de sa mission ont été rendus publics, ses instructions dévoilées et avouées par lui. Sous quel rapport sa mission pouvait-elle être considérée ? comme un espionnage. Dans ce cas, quels risques n'eût-il pas courus ? Cependant elle était signée et sanctionnée par un ministre influant près du Roi ; elle portait en cela l'empreinte de l'authenticité. Quel sujet de réflexion pour nous ! Toutes ces pièces, nous en avons la certitude, ont resté long-tems sous les yeux de sa majesté très-chrétienne, et elle les a, sans doute, mûrement examinées. Les papiers publics de toute l'Europe en ont retenti, et elles ont été publiées à plusieurs reprises, avec des observations qui nous

font honneur, et où notre sagesse et notre modération ont été approuvées. Le général Lavaysse a retourné en France, après avoir reçu tous les témoignages de la plus sainte hospitalité.

Les commissaires qu'il a plu à sa majesté d'envoyer auprès de cette république, en mettant le pied à terre, s'appercevront bientôt combien le droit des gens est sacré dans ce gouvernement, et que tout le monde, sans exception de couleur ni de nation, y respire, sous la protection des lois, dans la plus parfaite égalité.

Etabli par la nation le garant et non l'arbitre de ses destinées, je recevrai en son nom les propositions qui regarderont son bonheur et ses droits, en me conformant à l'exercice des pouvoirs qu'elle m'a tracés.

Je vous prie, messieurs, de recevoir l'assurance de ma considération distinguée.

PÉTION.

NUMÉRO 3.

A bord de la frégate de sa majesté
la Flore, ce 6 octobre 1816.

Général,

Nous croyons devoir vous transmettre la copie de l'ordonnance de sa majesté, qui nous nomme ses commissaires extraordinaires à Saint-Domingue.

Tout ce que nous pourrions vous dire et vous écrire serait assurément moins expressif que les paroles mêmes du Roi. Cette ordonnance doit calmer toutes les inquiétudes et remplir tous les cœurs d'espérance : elle vous fera connaître aussi, général, quelle est l'étendue de nos pouvoirs, et combien les intentions du Roi sont paternelles ; enfin, elle vous démontrera que le bonheur de la colonie dépend uniquement aujourd'hui de ceux qui sont revêtus du pouvoir et de l'autorité ; et nous ne doutons pas que sous ce nouveau rapport, elle ne vous doive bientôt plus qu'à tout autre.

Recevez, général, l'assurance de notre considération distinguée.

Les commissaires du roi,

Le vicomte de Fontanges.

Esmangart.

NUMÉRO 4.

ORDONNANCE DU ROI.

Louis, par la grace de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous présens et à venir, salut.

Depuis notre retour en France, tous nos soins, après avoir conclu la paix, ont été employés à réparer les maux qui ont été la suite de l'usurpation.

Nos colonies, même les plus éloignées, nous ont toujours été présentes. Nous nous sommes fait rendre compte de l'état où elles se trouvent, des malheurs qu'elles ont éprouvés, et des besoins qu'elles peuvent avoir.

La colonie de Saint-Domingue a particulièrement fixé notre attention. Nous avons reconnu qu'il était utile d'y envoyer des commissaires, pour calmer les inquiétudes que les habitans de cette île peuvent avoir sur leur situation; faire cesser leurs incertitudes, déterminer leur avenir, légitimer les changemens que les événemens peuvent avoir rendus nécessaires, et spécialement ceux qui tendent à améliorer le sort de nos sujets.

Nos Commissaires s'entendront avec les administrateurs actuels, sur tout ce qui tient à la législation de la colonie, au régime intérieur et d'ordre

public, aux fonctionnaires civils et militaires, à l'état des personnes et au rétablissement des relations commerciales avec la métropole. Ils nous désigneront ceux de nos sujets qui se sont rendus dignes de notre bienveillance, et qui auront mérité des récompenses par leur attachement et leur fidélité à notre personne.

A ces causes, et sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la marine et des colonies,

Nous avons nommé et nommons commissaires les sieurs vicomte de FONTANGES, licûtenant - général de nos armées; ESMANGART, membre en notre conseil d'état; DUPETIT-THOUARS, capitaine de vaisseau, et le sieur LAUJON, secrétaire-général de la commission.

Les sieurs JOUETTE, colonel d'infanterie, et COTELLE LABOUTERIE, notre procureur au tribunal de première instance de Gien, sont nommés commissaires suppléans.

Les instructions nécessaires à cette mission seront remises à nos commissaires par notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, afin qu'ils aient à s'y conformer.

Donné à Paris, au Château des Thuileries, le

vingt-quatre juillet de l'an de grace 1816, *et de notre règne le vingt-deuxième.*

LOUIS.

Les commissaires du roi,

Le vicomte DE FONTANGES.

ESMANGART.

NUMÉRO 5.

Port-au-Prince, le 8 octobre 1816.

Général,

D'après ce que vous m'avez fait l'honneur de me dire avant-hier, je vous prie de vouloir bien m'indiquer l'heure à laquelle vous pourrez nous recevoir. M. Esmangart et moi nous désirons bien, général, avoir un entretien particulier, soit seul avec vous, soit avec les membres du gouvernement, qu'il vous plaira d'appeler à cet entretien. Nous accepterons, au surplus, M. le conseiller d'état et moi, tout ce qui vous semblera convenable à cet égard.

Je vous prie, général, de recevoir l'assurance de ma considération distinguée.

Le vicomte DE FONTANGES.

NUMÉRO 6.

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI.

Alexandre Pétion, président d'Haïti, à M. de Fontanges, commissaire de S. M. très-chrétienne.

Monsieur,

En réponse à votre lettre que je viens de recevoir, j'ai l'honneur de vous informer que je serai disposé à vous recevoir ce soir à sept heures, avec monsieur Esmangart, et que les principales autorités de la république seront présentes à la conférence que nous aurons ensemble.

Je vous prie, monsieur, de recevoir l'assurance de ma considération distinguée.

PÉTION.

NUMÉRO 7.

A bord de la frégate du roi *la Flore*, ce 23 octobre 1816.

Général,

Retenus pendant près de dix jours par des calmes, entre Saint-Marc et le Môle, notre absence pour nous porter au Nord a été beaucoup plus prolongée que nous ne comptions.

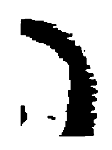
Notre premier soin, général, est de vous envoyer copie de la lettre que nous avons écrite au général Christophe, sous le couvert de M. le commandant des Gonaïves, et dont nous lui avons adressé le duplicata par le brick de sa majesté commandé par M. le chevalier de Bégon, le pilote du Cap n'ayant pas répondu au signal de la frégate.

Cette lettre, comme vous le verrez, général, a pour but de faire connaître à M. le général Christophe notre arrivée dans la colonie, et aussi quelles sont les intentions du Roi.

De retour dans la rade du Port-au-Prince, nous nous empressons de reprendre avec vous les communications qui font l'objet de notre mission.

Nous ne répondrons que très-brièvement, général, à votre lettre du 6 de ce mois, qui était la réponse à la nôtre du 3, dans laquelle nous vous annoncions notre arrivée. Nous ne nous permettrons aucunes récriminations sur les reproches que vous faites à la France; il est à désirer que le mal que l'on s'est fait mutuellement s'oublie, et c'est bien, assurément, le premier desir du Roi.

Saint-Domingue est sans contredit la terre où la révolution s'est fait sentir avec plus de force; c'est incontestablement le pays où il a été commis le plus de barbaries, d'injustices, de cruautés et de crimes.



Le Roi a gémi de tous ces malheurs, comme de ceux qui ont inondé la France pendant son absence; et c'est ce souvenir qui l'a déterminé à envoyer des commissaires dans cette île, pour voir, de concert avec les autorités actuelles, quels seraient les moyens de sauver cette malheureuse colonie. Quand le Roi a pardonné les injures qui lui étaient personnelles, chacun doit mettre dans l'oubli les torts réciproques; il doit le faire pour la paix publique et pour empêcher que les reproches n'amènent des récriminations qui finissent toujours par rendre les rapprochemens impossibles. Ainsi, général, ne parlons plus de ces désastres que pour nous concerter sur les moyens de les réparer, et surtout pour chercher tout ce qui pourrait en préserver la colonie à l'avenir. Dites-nous ce que votre position, votre expérience, votre amour pour le bien, la connaissance que vous avez de l'esprit véritable du peuple, peuvent vous inspirer, et bientôt nous serons d'accord sur ces moyens.

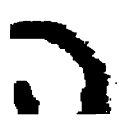
Quant à ce que vous nous marquez de la mission de M. Dauxion Lavaysse, nous ne pouvons que vous répéter ce que nous avons dit le jour où nous avons eu l'honneur de vous voir avec les principaux fonctionnaires. M. Dauxion Lavaysse n'a jamais eu aucun pouvoir du Roi. Sa majesté n'a eu connaissance de sa mission que par son résultat et par la

voix publique; elle l'a fait désavouer officiellement; elle a blâmé la mission et bien plus encore la conduite qui avait été tenue; il ne nous est plus permis de parler après le Roi, son désaveu suffit.

Sa majesté ne connaissant ni vos desirs, ni vos besoins, ni tous les changemens survenus par suite de la révolution, nous a donné des pouvoirs très-étendus pour répondre à vos demandes et faire tout ce qui peut empêcher que cette colonie ne devienne encore le théâtre de nouvelles guerres.

Ce n'est pas le desir de se rattacher un pays ravagé et divisé par les guerres intestines, qui a dicté la démarche paternelle qu'elle fait aujourd'hui. C'est un père qui, après avoir été abandonné de ses enfans, leur tend une main secourable, pour les tirer du précipice dans lequel la plus terrible des révolutions les a jetés. Il donne dans ce moment à l'Europe, au monde entier, un exemple de modération et de bonté qui sera recueilli par l'histoire.

La France, fatiguée de ses victoires, après avoir fait le malheureux et imprudent essai de tous les gouvernemens, a retrouvé le bonheur et l'espérance sous des princes qui, pendant plus de huit siècles, lui avaient fait tenir le premier rang en Europe et lui avaient acquis une gloire sans reproche. Nous n'avons d'autre ambition que de soutenir le gouverne-



ment légitime, que de rester agricoles et manufacturiers. Sans inquiétude sur l'avenir, chacun se livre aujourd'hui en paix à son industrie; le même bonheur vous est offert, et c'est le but de notre mission. Placés sur un volcan, vous n'osez rien entreprendre, rien réparer; vos maisons sont en ruines, vos champs sont incultes, vos campagnes sont désertes. Toujours inquiets des malheurs qui peuvent fondre sur vous le lendemain, vous ne songez qu'à vous défendre, et vos torches sont prêtes pour vous détruire vous-mêmes.

Ceux que vous redoutez viennent, l'olivier à la main, vous offrir la sécurité et le repos. Le Roi qui nous envoie, ne veut pas même choisir les moyens de vous les conserver; il craindrait encore de se tromper; c'est lui qui vous consulte sur ce qui pourrait vous les rendre. Parlez, et bientôt vous verrez jusqu'où peut aller la bonté du Roi, sa modération, sa justice et son amour pour ses peuples.

Recevez, général, l'assurance de notre considération distinguée.

Les commissaires du roi,

Le vicomte DE FONTANGES.

ESMANGART.

P. S. Vous aurez sûrement reçu, général, la copie de l'ordonnance du Roi qui nous nomme ses

commissaires à Saint-Domingue. Nous vous l'avons adressée par notre lettre du 7 de ce mois : nous croyons devoir vous rappeler qu'étant partis le lendemain pour nous rendre au nord, vous ne nous en avez pas accusé la réception.

NUMÉRO 8.

Copie de la lettre écrite par MM. les commissaires du roi au général Christophe.

En mer, à bord de la frégate du roi *la Flore*, en vue des Gonaïves, ce 12 octobre 1816.

Général,

Après vingt - cinq ans de troubles, de discordes civiles, de guerres, de combats, la France, rendue à elle-même, a retrouvé le repos en se jetant dans les bras de son Roi. Depuis ce moment, elle répare les maux que ces tems de désordres lui ont attirés et que chaque jour la bonté du Roi fait oublier.

Sa majesté, en reprenant l'exercice de ses droits, a bien senti dans sa profonde sagesse, qu'il n'était pas dans l'intérêt de son peuple de rétablir tout ce qui avait été détruit par la révolution ; elle a voulu au contraire que toutes les passions fussent conte-

nues ; elle a exigé de ses plus fidèles serviteurs de nouveaux sacrifices, dont la première elle a donné l'exemple ; elle a consolidé par sa volonté royale les changemens qu'elle a cru être la suite du desir national. Chacun, tranquille aujourd'hui sur l'avenir de ses enfans, a vu changer en certitude ce qui ne pouvait être que précaire, et s'empresse, dans les grades et les places que le Roi lui a conservés, de bien servir un si bon prince.

Le bien que le Roi a fait à la France, le Roi veut le faire à Saint-Domingue. C'est dans cette intention qu'il nous a ordonné de nous y rendre, pour nous concerter avec les autorités civiles et militaires, sur tout ce qui peut fixer le sort de la colonie.

Sa majesté a voulu que nous nous portassions au Port-au-Prince, comme point central et intermédiaire, afin de communiquer avec le Nord et le Sud, pour faire connaître à tous ses intentions royales et paternelles.

Revêtu du commandement dans le Nord, vous êtes plus particulièrement à même, général, d'éclairer le peuple sur la vérité et les intentions du Roi ; de faire disparaître tous les doutes que la malveillance, l'ambition particulière ou la cupidité pourraient chercher à répandre sur le but de notre mission ; de dire au nom du Roi, aux citoyens de toutes

les classes, que la volonté de sa majesté est que personne ne perde à son retour, que tous les changemens qu'on se plaît à leur faire craindre, ne sont pas plus dans sa volonté que dans l'intérêt général; qu'elle ne veut faire passer aucune force dans un pays où il se trouve déjà une armée, des généraux, des fonctionnaires publics et des sujets qui lui seront fidèles; et que la seule intention de sa majesté, en envoyant des commissaires munis de ses pouvoirs, est de consolider et de légitimer tout ce qui peut l'être, sans manquer à ce qu'elle doit à la dignité de sa couronne, à la justice et à l'intérêt de ses peuples.

Nous attendrons, général, toutes les communications que vous pourrez nous faire, et nous ne doutons pas un instant que vous ne saisissiez avec empressement l'occasion de prouver à vos compatriotes, dans une circonstance si solemnelle, que vous voulez leur bonheur.

Nous croyons devoir joindre à notre lettre, l'ordonnance du Roi qui nous envoie à Saint-Domingue; elle vous fera connaître, mieux que tout ce que nous pourrions vous écrire, combien les intentions du Roi sont bienfaisantes et paternelles.

Les commissaires du roi,

Vicomte DE FONTANGES.

ESMANGART.



NUMÉRO 9.

RÉPUBLIQUE D'HAITI.

Port-au-Prince, le 23 octobre 1816,
an 13 de l'indépendance.

Alexandre Pétion, président d'Haïti, à MM. les commissaires de sa majesté très-chrétienne.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous accuser la réception de votre lettre datée à bord de la frégate la Flore, le 23 de ce mois, de la copie de celle que vous avez adressée au général Christophe, en mer le 12, ainsi que de l'ordonnance de S. M. très-chrétienne qui vous nomme ses commissaires, accompagnant votre lettre du 7, à laquelle je n'ai pu répondre en raison de votre absence.

Après des crimes épouvantables commis par des Français, crimes qui rougissent les pages de l'histoire, l'indépendance d'Haïti a été solemnellement jurée sur les restes encore fumans de nos infortunés compatriotes, par les guerriers intrépides qui venaient de la conquérir. Ce serment sacré, prononcé pour la première fois par un peuple indigné, n'a jamais cessé de retentir dans tous les cœurs; chaque

année il est renouvelé avec un nouvel enthousiasme; il est le palladium de la liberté publique; le rétracter ou en concevoir la coupable pensée, serait un déshonneur et une infamie dont aucun Haïtien n'est capable; l'altérer serait attirer sur nous des malheurs mérités; nos lois nous le défendent impérieusement, et comme premier magistrat de la république, la plus sacrée de mes obligations est de la faire respecter; je l'ai juré à la face du ciel et des hommes, *et je n'ai jamais juré en vain.* Nous faire revenir sur cette sainte résolution est au-dessus de toute force humaine; nous la possédons, nous nous croyons dignes de la conserver; pour nous l'enlever, il faudrait donc nous exterminer tous. Eh bien! si la chose était même possible, nous nous y déterminerions plutôt que de reculer.

Il nous eût été permis de penser que notre caractère peu connu, surtout en France, où l'on s'est habitué à nous juger par l'esprit colonial, aurait peut-être fait croire que nous ne nous tenions sur nos gardes que par le manque de confiance dans les garanties que l'on aurait pu nous offrir pour nous tranquilliser sur l'avenir, et qu'en employant avec nous des formes qui pourraient nous être agréables, il serait plus facile de nous ramener vers le but qu'on se serait proposé; qu'on y aurait vu combien la mission du gé-



néral Dauxion Lavaysse avait effarouché les esprits, et qu'il ne nous est pas échappé qu'elle paraissait revêtue de l'authenticité qu'ont ordinairement les actes des gouvernemens, puisque ses instructions restées dans nos mains, avouées par lui, étaient revêtues de la signature du ministre de la Marine. Vous me faites l'honneur de me répéter que cette mission a été désavouée par sa majesté ; j'en demeure d'accord, et par conséquent de la nullité de tous les actes qu'elle a produits ; je n'en parlerai donc plus.

Depuis sa restauration sur le trône de France, sa majesté a eu sous les yeux tout ce qui s'est passé d'officiel dans notre gouvernement; aucunes des époques de notre révolution ne sauraient lui être étrangères, et elle aura dû se convaincre que nous tenions à notre indépendance autant qu'à notre propre existence, et quoique nous la séparions des malheurs qui nous ont si long-tems affligés, nous avons pu croire qu'elle eût tout fait en reconnaissant l'indépendance de cette république, comme elle a sanctionné d'autres actes peut-être plus pénibles pour elle, si elle n'en eût été empêché par l'opposition qu'elle a rencontrée dans les esprits; car, pressé par les puissances de renoncer au trafic honteux des Africains, elle en a cependant réclamé la continuation pour cinq ans en 1814, lorsqu'en 1815 elle exprime elle-même que cette renon-

ciation était déjà dans son cœur en rentrant en France ; mais qu'elle fut alors maîtrisée par les circonstances : à plus forte raison, pourquoi ne dementirait-elle pas aujourd'hui ce que des intérêts entièrement isolés voudraient exiger, et ce qui coûterait tant de flots de sang? C'est ainsi que nous nous représentons les sentimens de S. M. T. C. ; il nous en coûterait beaucoup d'être obligés de revenir sur cette opinion.

Tout a changé de face dans le monde et s'est, pour ainsi dire, renouvelé par la révolution pendant une période de vingt-cinq années ; chacun s'est créé des habitudes et des occupations pour satisfaire à ses besoins ; la prescription semble avoir frappé d'anciennes prétentions qui n'existent encore que par des souvenirs passés, et dont la plupart des principaux intéressés ne sont plus.

La renaissance de l'ordre et de la paix appelle les hommes au travail et à l'industrie ; les besoins toujours pressans des gouvernemens ont de profondes blessures à guérir ; les résultats de la guerre sont les mêmes partout : *les campagnes désertes, les pays dévastés*, tout languit, jusqu'au retour de la confiance qui ne peut s'établir simultanément ; ce principe est d'une application générale, et ne détruit pas les moyens que chaque contrée recèle dans son sein en les uti-

lisant. Il est de fait que les nôtres ne peuvent l'être que par nous-mêmes ; il faut donc, avec la paix, chercher des ressources, activer le travail, encourager les manufactures ; où les trouver, si ce n'est dans l'industrie et le commerce? Celui de France ne peut avoir aucun intérêt au rétablissement de l'ancien ordre de choses ; il a besoin d'être alimenté, de recevoir de l'émulation et de faire des profits utiles pour lui et son gouvernement ; il ne demande pour agir qu'à être délivré des entraves qui le gênent, afin de se donner à toute l'étendue de ses spéculations.

Les manufactures réclament aussi les mêmes avantages et les débouchés nécessaires afin de s'entretenir et de s'améliorer. Personne n'ignore que ce pays, s'il produit moins, fait les plus grandes consommations, parce qu'il est dans l'esprit des Haïtiens, qui tous jouissent des avantages de leur travail, de se procurer le plus d'aisance qu'il est en leur pouvoir.

C'est dans l'intention de vous répondre avec franchise sur ce que vous me faites l'honneur de me dire que vos pouvoirs sont très-étendus pour l'exercice de votre mission, que vous m'annoncez être toute pacifique et désintéressée, et que ce n'est pas le desir de se rattacher ce pays ravagé et dévasté par des guerres intestines qui a dicté la démarche de S. M. T. C., que j'ai cru devoir entrer dans quelques dé-

tails où il ne règne aucun esprit de récrimination ni d'éloignement de ce qui peut être juste et raisonnable et cependant important, avant toute chose, d'expliquer.

Si les intentions de S. M. T. C. se concilient sur ce point, et que les pouvoirs dont vous êtes revêtus se rapportent avec cet esprit de justice et de modération, alors, oubliant tout motif particulier, et guidés par le pur sentiment de la vérité et le désir d'opérer le bien, vous nous regarderez comme un gouvernement *libre et indépendant*, dont les institutions consolidées reposent sur la volonté et l'amour national. Vous n'hésiterez pas à l'admettre comme base essentielle entre nous, et entrant par-là dans l'esprit de nos lois, vous me mettrez à même, dans le cercle de mes devoirs, de pouvoir correspondre avec vous sur tous les points qui pourraient être réciproquement avantageux aux deux gouvernemens.

Tout me porte à croire qu'en partant de France vous étiez bien persuadés que nous ne pouvions admettre d'autres principes; en le reconnaissant vous retirez le fruit le plus glorieux de votre mission, et acquérez à juste titre les droits les plus mérités à notre estime et à notre considération.

J'ai l'honneur, messieurs, de vous saluer avec les sentimens les plus distingués.

PÉTION.

NUMÉRO 10.

Port-au-Prince, 25 octobre 1816.

Général,

Nous sommes venus avec une entière confiance dans la ville et le pays où vous commandez, bien certains que tout ce qui tient au droit des gens serait respecté. Nous n'avons à cet égard qu'à nous applaudir de notre confiance, et c'est ce qui nous engagè à vous donner connaissance de ce qui se passe entre les Carthagénois et les Mexicains qui sont ici, et des matelots de notre équipage. Les premiers embauchent les matelots et portent les autres à l'insurbordination. Les plaintes nous arrivent à cet égard, et c'est y porter remède, nous en sommes sûrs, que de vous en donner connaissance. Nous réclamons votre autorité pour que nos hommes soient recherchés par la Police, et qu'ils nous soient rendus. Ce serait faire injure à votre guvernement que d'insister sur une demande de cette nature, qui tient autant à la bonne police, qu'au droit des gens que nous réclamons.

Recevez, général, l'assurance nouvelle de notre considération distinguée.

Les commissaires du roi,

Le vicomte DE FONTANGES, ESMANGART.

contre le parti qu'ils avaient à combattre. Mais l'autorité souveraine et légitime, reprenant l'exercice de ses droits, ces mesures de précautions et pour ainsi dire de défense des différens partis, devenaient inutiles. Leurs lois se sont trouvées abrogées par le fait, il n'en est resté que ce que le Roi, dans sa sagesse, a cru devoir conserver; tout le reste a cessé d'être obligatoire pour ceux mêmes qui les avaient jurées, parce que l'effet devait cesser avec la cause. Maintenir ces lois, ces réglemens en vigueur, eût été perpétuer les dissentions civiles; c'eût été commettre une hostilité après la paix.

Sa majesté pourtant a bien senti que 25 ans de révolutions avaient changé les mœurs, les habitudes, même les pensées du peuple. Elle a légitimé tout ce qui pouvait l'être; elle nous a donné des lois calculées sur notre caractère nouveau, et elle a ainsi rendu le repos à toutes le familles.

La sollicitude du Roi a été la même pour St.-Domingue. Nos lettres précédentes, général, vous l'ont assez fait connaître; mais le Roi ne peut faire que ce qui lui semble juste et utile pour ses peuples. Il ne doit pas consulter leurs passions, mais seulement leurs besoins; et c'est ce qui le réglera, pour ce qu'il a à faire pour ce pays, comme cela lui a servi de règle pour la France.



Pour méconnaître les bienfaits du Roi et le prix de la sanction royale, sans laquelle pourtant tout ce que vous avez acquis par la révolution, en droits, en honneurs, en fortunes, en biens, en dignités, restera éternellement précaire, vous nous opposez un acte qui seul démontrerait au Roi qu'il ne peut vous abandonner à vous-mêmes, parce qu'en vous abandonnant, il vous laisserait dans le précipice horrible dans lequel une grande imprudence vous a jetés.

Quand on lit de sang-froid et sans passions les premières pages de l'acte qui fait la base de vos institutions, on reconnaît bientôt que cet acte porte avec lui le germe de votre propre destruction. Il nous suffira, pour vous démontrer cette vérité, de vous citer seulement les trois articles suivans. Ils portent :

Art. 38. « Aucun blanc, quelle que soit sa nation,
» ne pourra mettre les pieds sur ce territoire à titre
» de maître ou de propriétaire.

Art. 39. » Sont reconnus Haïtiens, les blancs
» qui font partie de l'armée, ceux qui exercent des
» fonctions civiles et ceux qui étaient admis dans la
» république à la publication de la constitution du
» 27 décembre 1816, et nul autre à l'avenir, après
» la publication de la présente révision, ne pourra
» prétendre au même droit, ni d'être employé, ni

» de jouir du droit de citoyen, ni acquérir de pro-
» priété dans la république.

Art. 44. » Tout Africain, Indien et ceux issus » de leur sang, nés des colonies ou pays étrangers, » qui viendraient résider dans la république, seront » reconnus Haïtiens, mais ne jouiront des droits de » citoyens qu'après une année de résidence. »

Vous rétablissez par ces articles, d'une manière bien plus absolue que ne l'avait fait aucune ordonnance, la différence que la philantropie, depuis un demi-siècle, s'efforçait de faire disparaître entre les couleurs. Vous commettez un acte d'hostilité envers l'Europe ; vous faites scission avec elle, vous lui donnez le droit de confisquer par représaille les biens de tous ceux qui portent chez vous le nom d'Haïtien, de les priver du droit de succéder, et des droits politiques dont ils jouissent dans toute leur plénitude et sans distinction.

Par une bizarrerie dont on ne trouve d'exemple que dans l'histoire des révolutions, après avoir combattu pendant 25 ans pour soutenir le principe contraire, votre premier acte, votre loi fondamentale établissent la distinction qu'au prix de votre sang vous avez voulu détruire.

Si l'Europe vous jugeait par vos lois, elle serait loin de croire à votre gouvernement cette urbanité



dont nous avons fait l'épreuve, et dont nous nous faisons un devoir de rendre compte.

En effet, vous renoncez à toutes les nations civilisées pour adopter exclusivement, comme seules habiles à former société avec vous, d'une part les puissances barbaresques dont l'Europe réclame dans ce moment la repression; et ensuite les nations chez lesquelles le mot de civilisation n'a pas même encore pénétré. Si les philantropes, qui ne sont pas non plus exempts de la proscription que vous prononcez contre la couleur, se récrient néanmoins contre les représailles que l'Europe pourrait se permettre d'exercer, on pourra leur répondre avec votre constitution : Le principe aura été établi par vous; quel droit aurez-vous donc de vous plaindre?

Telle est cependant, général, la chose que vous demandez au Roi de vouloir bien reconnaître. Le peut-il sans manquer à ce qu'il se doit à lui-même, à ce qu'il doit à ses peuples, à ce qu'il doit aux autres puissances; le peut-il même dans votre propre intéret?

Il est dans le cœur du Roi, nous vous le répétons, général, de faire pour le pays tout ce qui est compatible avec la dignité de sa couronne et l'intérêt de ses peuples. Il ne veut que ce qui peut fixer d'une manière solide le bonheur des habitans actuels de

Saint-Domingue; nous vous avons demandé de nous indiquer les moyens qui pourraient l'assurer, nous vous le demandons encore. Jugez vous-même, général, d'après les observations que nous venons de vous faire, si ce que vous nous indiquez peut atteindre le but que le Roi se propose.

Vous n'ignorez pas que comme il est pour les peuples des devoirs à remplir envers les rois, il est aussi pour les rois des obligations à remplir envers les peuples. Les rois ne peuvent les abandonner, même dans leurs erreurs, ni dans leurs infortunes. Plus le danger dans lequel ils se sont précipités est grand, plus ils doivent s'empresser de venir à leur secours. Sa majesté, plus qu'aucun roi ne l'a jamais fait, vient de donner au monde entier une preuve de cette sollicitude paternelle qui aurait dû, dans ce pays comme en France, lui ramener tous les cœurs.

Quant à nous qui sommes investis de sa confiance, nous sommes convaincus que ce serait vous plonger davantage dans le précipice et abuser de nos pouvoirs, que de prendre sur nous de consentir sans restriction à ce que vous nous demandez, dans ce moment surtout, où les passions chez vous parlent encore si haut.

Nous ne répondons pas par des récriminations

aux reproches que vous faites de nouveau à la France. Sans doute la France a commis de grandes erreurs, elle a surtout été bien coupable envers son Roi. Comme toutes les nations en effervescence, elle a été le théâtre de grands excès : mais ses erreurs, ses fautes, ses crimes même seront cachés pour l'histoire, dans une forêt de lauriers.

Enfin Dieu a brisé la verge qu'il avait envoyée pour nous punir. Il nous a rendu notre Roi, nos princes légitimes, ne songeons plus qu'à nos devoirs, ne songeons plus qu'à réparer.

Si nous ne sommes pas assez heureux pour vous convaincre, général, ainsi que les autorités qui vous entourent, nous n'aurons pas à nous reprocher de n'avoir pas mis dans cette discussion, la modération qui se trouve toujours dans le cœur du Roi, quand il s'agit de ramener dans ses bras des enfans que de fausses et bien trompeuses théories en ont arrachés.

Recevez, général, l'assurance de notre considération distinguée.

Les commissaires du roi,

Le vicomte de Fontanges.

Esmangart.

NUMÉRO 13.

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI.

Au Port-au-Prince, le 2 novembre 1816, an 13 de l'indépendance.

Alexandre Pétion, président d'Haïti, à MM. les commissaires de sa majesté très-chrétienne.

Messieurs,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 30 expiré.

Il appartenait au dix-neuvième siècle de produire des événemens extraordinaires; il lui était aussi réservé d'arracher le bandeau qui empêchait la portion la plus malheureuse et la plus opprimée des hommes, de découvrir dans la grande charte de la nature, ses droits imprescriptibles et l'objet que Dieu s'était proposé dans le création. C'est de l'esprit dominateur des partis que la France a fait se succéder tour-à-tour dans cette belle contrée, que l'arche sainte de l'indépendance d'Haïti s'est élevée du sein de l'oppression et de l'injustice. En jurant de la maintenir, nous étions tout aussi loin de penser qu'elle affecterait l'autorité du Roi de France, que de l'idée de prévoir s'il triompherait un jour des Français, et qu'il ferait



valoir contre nous des titres que nos armes ont détruits : titres inutiles, que la politique invoque, que la raison réprouve, bien moins nécessaires à la dignité de sa couronne, que beaucoup d'autres priviléges que les circonstances lui ont fait abandonner sans doute par des motifs puissans. Nous pouvons ajouter qu'en nous ressaisissant de nos droits méconnus, nous ne nous sommes occupés que de notre propre sécurité; heureux d'avoir secoué le joug le plus affreux, nous n'avons désiré que de pouvoir jouir au milieu de la paix du monde; et puisque les ressources de notre pays seraient illusoires, si nous ne les faisions valoir par nos bras, et que nous ne pouvons les employer sous aucune influence que celle de l'esprit de famille qui nous unit; nous pourrions paraître coupables aux yeux d'une politique intéressée, lorsque nous ne le serions pas au tribunal de la justice et de l'équité qui légitiment nos droits.

Nous n'avons jamais craint d'être observés, et loin de perdre, nous ne pouvons que gagner, surtout si ces observations sont faites de sang-froid et sans passion; c'est peut-être la raison qui nous a rendus autant accessibles dans une cause aussi délicate, parce que nous sommes forts de nous-mêmes, et que c'est dans un sentiment bien réfléchi que nous avons établi notre pacte social, qui est l'expression de la volonté nationale.

En nous mettant sous les yeux les articles 38, 39 et 44 de nos institutions, vous semblez nous jeter le gant, et vous éloigner de la question présente pour faire d'une cause particulière une cause générale avec toutes les puissances de l'Europe; cet appel à des gouvernemens qui sont si clairvoyans, serait bien tardif, car ils n'ont pas jugé de la même manière, ce que vous appelez une marque d'hostilité envers eux. Ces articles se trouvent exprimés dans l'acte de notre indépendance, dans ceux qui l'ont suivi, dans la constitution du 27 décembre 1806; ils ont reçu une explication plus étendue par l'article 39 de la revision, qui n'est que le même sens du 27e. article de la constitution. Ils n'ont donc jamais cessé d'être en vigueur, et n'ont pour but que notre garantie, qui ne peut nous être disputée que par le gouvernement français, comme vous le faites aujourd'hui, lorsque les autres puissances n'y ont aucun intérêt, et qu'elles ont eu des rapports constans avec nous; vous devez vous en convaincre par la présence d'un agent accrédité des Etats-Unis d'Amérique près la république, par l'ordre en conseil du roi d'Angleterre, du 14 décembre 1808, qui n'a jamais été révoqué; par les bâtimens étrangers qui sont dans nos ports, où ils sont admis comme les nôtres le sont dans les leurs; vous aurez dû voir



dans cette ville beaucoup d'Européens faisant le commerce et la proscription de couleur ne frapper sur aucun d'eux.

Y a-t-il réciprocité d'avantages dans les relations commerciales entre les étrangers et l'île d'Haïti ? la question, je pense, est résolue. Y a-t-il incompatibilité sous le rapport des propriétés, des droits de citoyens ? la réponse ne serait pas difficile.

Nous nous reposons sur la justice de notre cause, sur la pureté de nos intentions ; nous ne pensons pas que l'Europe s'arme contre nous parce que nous voulons être libres, sous la seule forme qui puisse nous assurer de l'être, et que les philanthropes qui sont l'objet de notre admiration, désapprouvent une conduite qu'ils nous auraient sans doute conseillée eux-mêmes. Si de tout cela on pouvait tirer des motifs d'extermination, il faudrait encore s'y résoudre ; et en mettant toute sa confiance dans les mains du maître des maîtres du monde, recevoir de lui de nouvelles forces pour se défendre ; c'est notre parti, nous n'en avons pas d'autre.

L'application que vous nous faites au sujet des puissances barbaresques, trouve sa réponse dans la conduite que nous avons tenue entre l'Angleterre et l'Amérique, pendant le cours de la guerre qu'elles viennent de soutenir, où jamais gouvernement n'a

donné de preuves d'une neutralité plus exacte et de respect pour le droit des nations ; aussi il n'a jamais été question de repression de leur part.

Il est de principe avéré que l'on ne peut disputer à aucun gouvernement de se régir par ses propres lois ; Louis XIV, en révoquant l'édit de Nantes, a exclu des Français au sein même de la France. Aucune puissance ne s'est immiscée dans cette affaire, et toutes ont profité, plus ou moins, des avantages que leur a procurés cette émigration.

Au Japon, à la Chine et chez d'autres nations policées, des mesures de précaution ont interdit aux étrangers jusqu'à l'entrée dans l'intérieur de leur pays, et nous voyons cependant le commerce établi et fleurir avec des peuples dont l'existence politique ne trouble pas la paix des autres nations ; les exemples de cette nature ne seraient pas difficiles à citer, si nous voulions tous les rapporter.

De quelque manière que nos efforts soient jugés dans le cours de notre révolution, l'histoire ne pourra cacher que nous avons été sacrifiés et trompés, et que nos armes ont été aussi couronnées de quelques lauriers.

Si vos pouvoirs n'ont pas la latitude nécessaire pour vous permettre de traiter sur la base que j'ai eu l'honneur de vous proposer, ou que vous ne ju-



giez pas convenable d'en faire usage dans cette circonstance, je dois vous prévenir que je ne crois pas devoir correspondre plus long-tems avec vous sur l'objet de votre mission.

Quelque événement qui résulte, je n'aurai pas à me reprocher d'avoir négligé la plus petite occasion pour procurer la paix et le bonheur à mes concitoyens, comme je me montrerai toujours digne de leur confiance en faisant respecter leurs droits et leurs priviléges jusqu'à mon dernier soupir, sans m'écarter des principes que j'ai toujours professés.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

PÉTION.

NUMÉRO 14.

Port-au-Prince, le 10 novembre 1816.

Général,

Votre santé étant rétablie, nous allons vous transmettre la réponse que votre maladie nous a fait retarder.

Dans votre lettre du 2 de ce mois, comme dans toutes vos lettres précédentes, vous nous parlez encore des violences, des injustices que vous avez

éprouvées. Nous nous sommes abstenus, d'après le caractère pacifique dont nous sommes revêtus, de vous faire aucun des reproches que nous aurions pu opposer à ceux que vous faites à quelques Français furieux. Nous persisterons jusqu'à la fin dans cette modération.

Vous convenez cependant que pendant le tems de l'usurpation, quand le Roi se trouvait dans l'impossibilité d'exercer ses droits, vous vous êtes trouvé dans la nécessité de choisir un mode de gouvernement, que l'indépendance étant, de tous, celui qui semblait vous offrir le plus de garantie, avait été choisi par la nation, mais que rien n'avait été fait contre le Roi.

Tout cela, général, rentre parfaitement dans ce que nous avons eu l'honneur de vous dire dans notre dernière lettre. Jusqu'ici, vous n'avez commis aucune hostilité ouverte contre le Roi. Les mesures que vous avez prises l'ont été contre les ennemis de sa couronne; c'est une arme que vous avez forgée pour les combattre, et dont vous ne pouviez vous servir légalement que contre eux. Mais quand le Roi reprend l'exercice de ses droits, quand tous les partis déposent leurs armes, quand tous ses sujets s'empressent de se ranger sous ses lois, vous seriez les seuls qui voudriez vous servir de ce qui a été fait

contre des ennemis qui étaient les siens, pour le lui opposer! une telle entreprise serait vouloir élever une lutte nouvelle contre un pouvoir légal qui se trouverait offensé et blessé sans avoir provoqué en rien l'agresseur; ce serait se mettre en révolte ouverte. Les droits du Roi comme souverain, sont incontestables. Le contrat qui existe entre lui et ses peuples est indissoluble; ses droits enfin, qui sont imprescriptibles, ne peuvent être détruits ni altérés en rien parce qu'il en a perdu momentanément l'exercice. Ainsi, tant que le Roi n'aura pas prononcé, l'état de guerre deviendra permanent, et tout restera incertain jusqu'à la paix, dont on ne pourra plus prévoir l'époque. Tout ceci est d'une vérité tellement reconnue que nous ne devons pas nous étendre davantage sur ce point.

Si dans notre dernière lettre nous vous avons parlé de certains articles de votre constitution, notre seule intention a été de vous faire remarquer ce que vous proposiez au Roi de reconnaître, en consacrant votre indépendance, et de vous démontrer que la loi fondamentale de vos institutions portait avec elle le germe de votre propre destruction. Il a eté loin de notre pensée, assurément, de faire ce que vous nommez un appel aux gouvernemens étrangers. La France, en se séparant de son Roi, a éprouvé de

grands malheurs, mais son honneur, comme sa puissance, sont loin d'être perdus; et le Roi est par lui-même assez fort pour défendre ses droits, selon son bon plaisir et sa volonté, sans appeler l'appui d'aucune puissance.

Notre intention n'a pas été non plus, général, d'éviter ni d'éluder de traiter une question dont la discussion n'a rien d'effrayant pour nous. Si pourtant (nous croyons devoir vous l'assurer, général), nous avions suivi notre premier mouvement, nous nous serions bornés, d'après votre lettre, à prendre congé de vous, et nous aurions mis à la voile pour aller faire connaître au Roi la persévérance que nous avons rencontrée en vous, pour soutenir sèchement et sans en indiquer ni la nécessité, ni les avantages, ni les compensations, une indépendance qui n'est autre chose que la volonté de méconnaître les droits de sa majesté. Mais le Roi qui nous a ordonné de porter avec constance dans cette discussion, toute la modération qui se trouve dans son cœur, nous aurait blâmés d'avoir quitté ce territoire brusquement, sans avoir essayé de vous démontrer l'injustice d'une telle persévérance et le danger que le gouvernement que vous voulez choisir, aurait nécessairement pour ce pays. Si nos réflexions peuvent vous ramener à la vérité, nous n'aurons qu'à nous



applaudir de ne nous nous être pas montrés irascibles. Nous vous aurons rendu à vous-mêmes un signalé service, et nous aurons rempli les intentions comme les ordres du Roi.

Nous allons donc, avant de terminer notre mission, vous faire sur cette indépendance, comme nous l'avons fait sur quelques articles de votre constitution, les réflexions que nous impose notre devoir et que nous dicte l'intérêt de la colonie.

Pour être indépendans, il faut avoir la certitude de pouvoir, en tout tems et partout, faire respecter son indépendance. Il faut avoir en soi-même assez de force pour pouvoir résister aux efforts comme à l'ambition de ceux qui peuvent devenir jaloux de la prospérité que vous pourriez acquérir. Il faut pouvoir par soi-même défendre ses sujets au dehors comme au dedans, et être dans la possibilité de venger une injure. Si l'Etat qui veut se déclarer indépendant n'a pas ces moyens par lui-même, s'il est obligé de recourir à une puissance étrangère pour avoir son appui, il cesse d'être indépendant, et son existence politique est à chaque instant compromise.

Voyons à présent quelle est la position de cette colonie, plus faible en population que la moindre province de France. Vous fiant à votre courage et sur votre climat, vous êtes disposés à affronter toutes

les puissances de l'Europe s'il est nécessaire, pour soutenir une prétention qu'aucune raison aujourd'hui ne peut appuyer. Vous n'avez par vous-mêmes aucune ressource de guerre ; tout doit vous venir de l'étranger, et si, par la suite d'une guerre quelconque avec la première puissance, vos communications du dehors sont interrompues, le climat qui fait périr les hommes, détruira aussi très-promtement vos armes et tout ce que la guerre entraîne de meurtrier après elle. Le dénuement où vous pourrez vous trouver au bout d'un certain tems, sur ce point, vous rend déjà dépendans des étrangers. Vous ne l'êtes pas moins par les besoins que des habitudes nouvelles vous ont donnés, dont la privation serait pénible et deviendrait même une souffrance pour beaucoup d'entre vous ; il est encore bien certain que le jour où le Roi prononcerait votre indépendance, il vous laisserait dans la dépendance de tout le monde.

Quant aux moyens de défense au dedans, chacun avoue que vous n'en avez d'autres, si vous êtes menacés par une force imposante, que d'incendier vos villes, vos récoltes, de porter partout dans les plaines la flamme et la destruction, et de vous retirer avec vos femmes et vos enfans dans les mornes où vous vous défendrez jusqu'à la mort.



Cela peut être la suite d'une grande résolution : mais cela prouve aussi véritablement une grande impuissance. Un peuple qui n'a d'autres ressources à opposer à celui qui l'attaque que sa propre destruction, ne peut exister sans l'appui d'un puissant protecteur. Dans votre position actuelle, un simulacre d'attaque d'une puissance quelconque, peut vous réduire à la plus affreuse extrémité, puisque dès la première démonstration hostile, armés des torches qui garnissent vos arsenaux, vous devenez les plus utiles auxiliaires de vos ennemis.

Si l'on considère tous vos moyens, on s'apperçoit bientôt que votre indépendance peut encore moins se défendre au dehors que sur votre sol : car vous n'avez, à deux portées de canon, aucune possibilité de la faire respecter et de venger une insulte qui serait faite à des sujets de cette république ou à votre pavillon. Votre indépendance actuelle est donc une véritable chimère, une prétention qui ne peut se soutenir, qui deviendrait funeste encore au peuple dont vous stipulez les intérêts; et si le Roi, fatigué de la résistance qu'il rencontre, cédait à ce vœu insensé, il ne serait bientôt que trop vengé.

En vous exposant avec une grande franchise, général, la véritable situation politique de votre pays, notre seul but est de vous faire ouvrir les yeux sur

ce qui doit être vos plus chers intérêts. Il n'y a pas de gloire à soutenir sans nécessité une lutte dans laquelle un peu plus tôt, un peu plus tard, on a la certitude de succomber et de faire périr le peuple. C'est une témérité blâmable et aussi contraire à l'humanité qu'elle l'est à la raison.

Au surplus, général, voulant vous rapprocher autant qu'il est en nous, de cette indépendance qui seule, dites-vous, peut fixer le bonheur du peuple, nous allons vous faire connaître quelques-unes des concessions que nous pourrions faire au nom du Roi; les voici :

ART. 1er. Il serait déclaré au nom du Roi que l'esclavage est aboli à St.-Domingue, et qu'il n'y serait jamais rétabli.

ART. 2. Que les droits civils et politiques seraient accordés à tous les citoyens, comme en France et aux mêmes conditions.

ART. 3. Que l'armée serait maintenue sur le même pied où elle se trouve aujourd'hui. Les officiers-généraux, les officiers supérieurs et particuliers, seraient confirmés par le Roi dans leurs grades respectifs, et tous jouiraient des mêmes traitemens, honneurs et distinctions dont jouissent les armées du Roi en France.

ART. 4. Que le Roi n'enverrait jamais de troupes

européennes à St.-Domingue. La défense de la colonie serait toujours confiée au courage et à la fidélité des armées indigènes, qui ne seraient jamais employées hors de la colonie.

Art. 5. Le président de la république, les sénateurs, conserveraient leurs prérogatives et le sénat ses attributions. Il resterait, ainsi que les autorités administratives et judiciaires, provisoirement tels qu'ils sont, sauf les modifications qu'il proposerait et arrêterait lui-même, d'accord avec les commissaires de sa majesté; et dans le cas de changemens à l'avenir, ils ne s'effectueraient que d'après le mode qui serait arrêté dans la revision de l'acte constitutionnel.

Art. 6. Que les anciens colons ne pourraient arriver et résider dans la colonie, qu'en se soumettant aux lois et règlemens qui seraient établis, notamment à ceux qui concernent l'état des personnes et des droits civils.

Art. 7. Qu'il serait fait par les autorités actuelles, de concert avec les commissaires du Roi, un règlement général sur les propriétés, afin de faire cesser les incertitudes, et empêcher que de nouveaux troubles ne viennent encore retarder le rétablissement de la colonie.

Art. 8. Que le président actuel serait nommé gouverneur-général de la colonie; le commandant-

général actuel de l'armée serait nommé lieutenant-général au gouvernement. Ils conserveraient l'un et l'autre les pouvoirs qui se trouvent aujourd'hui dans leurs attributions, sauf les modifications que l'état des choses pourrait commander, mais cela ne se ferait que sur leur avis; ils seraient nommés à l'avenir par le Roi, sur la présentation de trois candidats choisis par le sénat.

Art. 9. Que les ports continueraient à être ouverts à toutes les puissances, aux conditions qui sont établies aujourd'hui pour les étrangers. Le sénat, suivant les circonstances et sur la demande du gouverneur-général représentant du Roi, pourraient en modifier les conditions.

Art. 10. Le Roi emploirait ses bons offices auprès de sa Sainteté pour obtenir un évêché pour cette co-colonie, et tous les secours spirituels qui doivent donner au peuple une plus grande masse de consolation.

Art. 11. Toutes les concessions du Roi s'étendraient au nord comme au sud et à l'ouest de la colonie.

Art. 12. L'acte constitutionnel serait revisé dans l'année par le sénat, pour, de concert avec messieurs les commissaires du Roi, en coordonner toutes les dispositions avec l'ordre qu'on voudrait établir. Le



Roi serait supplié de vouloir bien l'accepter après cette revision, et la garantir pour lui et pour ses successeurs.

D'après de telles concessions, il sera démontré au monde entier, qu'au lieu d'une indépendance fictive, le Roi a voulu vous donner une indépandance réelle, et d'autant plus certaine et plus durable, qu'elle n'offusquera personne, qu'elle ne blessera aucun intérêt, qu'elle sera soutenue au dedans par vous-mêmes, et qu'elle recevra au dehors une protection puissante. En effet, est-il un peuple plus indépendant que celui qui a le choix de ses magistrats, de ses généraux, de ses fonctionnaires; qui s'impose lui-même, qui forme son armée, qui a la certitude qu'elle ne sera jamais employée pour un service extérieur, et qui, pour soutenir ces prérogatives, a l'appui d'un grand prince qui commande à une nation valeureuse de vingt-cinq millions d'hommes? Méconnaître les avantages de telles concessions, c'est vouloir conserver la fiction pour renoncer à la réalité.

Comment, d'ailleurs, le Roi pourrait-il reconnaître l'indépendance d'un pays où deux pouvoirs ennemis et deux genres de gouvernemens entièrement opposés se balancent; dont l'un (les armes étant journalières) peut succomber sous les efforts de l'autre?

Le Roi, en reconnaissant aujourd'hui votre indépendance, reconnaîtra par le fait votre république ; et si, malgré votre courage et votre résolution, et par suite des chances très-ordinaires de la guerre, vous veniez à succomber, cette république serait aussitôt remplacée par un simulacre de monarchie horriblement absolue, et le Roi, s'il avait pu condescendre à vos vœux, aurait signé la perte et le malheur de ses sujets.

Nous espérons, général, que l'on appréciera l'esprit qui a dicté nos observations. Elles sont la suite du désir sincère que nous avons de voir cette colonie paisible et heureuse, et de combler ainsi l'un des vœux les plus chers du Roi. Nous continuerons jusqu'aux pieds du trône notre ministère pacifique, nous supplierons le Roi, quelque juste que doive être son mécontentement, de laisser au peuple de cette colonie le tems nécessaire pour qu'il puisse mûrir ces nouvelles réflexions et peser froidement ce qui peut lui offrir le plus d'avantages, ou de ce que vous demandez pour lui, ou de ce que le Roi voulait lui accorder. Sa majesté, qui espérait retrouver dans ces contrées, comme elle les a retrouvés dans toutes les autres, des enfans reconnaissans et des sujets fidèles, sera bien péniblement affectée, si elle se voit dans la nécessité de parler



au Roi, quand elle aurait voulu parler toujours en père.

Quant à nous, général, notre séjour dans ce pays devenant inutile et même inconvenant, nous allons nous retirer dès que vous nous aurez accusé la réception de cette lettre. Nous vous remercions du bon accueil que vous nous avez fait, et nous en rendrons compte. Nous partons avec le sincère regret de n'avoir pu réussir à faire ce qui pouvait rendre le bonheur à cette colonie, et la paix aux familles; et si leur avenir n'est pas aussi heureux qu'il pouvait l'être, si quelques malheurs nouveaux viennent encore les désoler, on pourra en accuser votre refus, votre résistance, mais jamais le cœur ni la justice du Roi.

Recevez, général, l'assurance de notre considération distinguée.

Les commissaires du roi,

Le vicomte DE FONTANGES.

ESMANGART.

NUMÉRO 15.

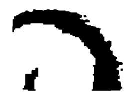
RÉPUBLIQUE D'HAÏTI.

Au Port-au-Prince, le 10 novembre 1816,
an 13 de l'indépendance.

Alexandre Pétion, président d'Haïti, à MM. les commissaires de S. M. très-chrétienne.

Messieurs,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire sous cette date. J'y ai observé le développement des mêmes principes et des mêmes idées que ceux énoncés dans vos communications, et qui ramènent au point de reconnaître la souveraineté du Roi de France sur cette île. Je pense y avoir répondu dans mes précédentes lettres, et si les expressions du serment que j'ai prêté à la nation (conformément à nos lois) n'étaient pas aussi profondément gravées dans mon ame, je n'aurais qu'à les relire pour me convaincre que j'ai fait mon devoir, et que c'est sa volonté bien déterminée que je vous ai annoncée en vous disant qu'aucun changement d'état n'était admissible.





Vous paraissez, tout en le discutant, en convenir vous-mêmes et justifier le choix de gouvernement que nous avons adopté pour notre garantie, à la première époque où nous l'avons consacré : les circonstances ayant changé en France, vous en inférez qu'elles doivent aussi avoir changé pour nous. Il serait plus juste de croire que si le motif a été légitime dans son principe, il serait aussi plus naturel de le reconnaître aujourd'hui que de le rejeter. Par cet acte solennel de la volonté du Roi de France, toutes les conséquences des malheurs que vous entrevoyez seraient détruites; les précautions que vous prenez dans le système mixte de gouvernement que vous nous proposez deviendraient inutiles : rien n'altèrerait la prospérité de la république dans ses rapports honorablement calculés avec le gouvernement français, et toute méfiance cesserait.

En déclarant son indépendance, le peuple d'Haïti l'a fait à l'univers entier, et non à la France en particulier. Rien ne pourra jamais le faire rétrograder de cette inébranlable résolution; il sait, par l'expérience de ses malheurs passés, par ses plaies qui saignent encore, que sa garantie ne peut être qu'en lui-même et sans partage; il a mesuré toute la force et l'étendue de sa démarche, puisqu'il a préféré se vouer à la mort, plutôt que de revenir sur ses pas, sans

avoir l'intention de se mettre en état d'hostilité contre qui que ce soit.

C'est au nom de la nation dont je suis le chef et l'interprète, que je vous ai parlé. Je ne compromettrai jamais sa souveraineté, et ma responsabilité est de me conformer aux bases du pacte social qu'elle a établi. Le peuple d'Haïti veut être libre et indépendant, je le veux avec lui : voilà la cause de mes refus, de ma résistance. Pour changer d'institutions, c'est la nation qui doit se prononcer, et non le chef.

En m'annonçant votre départ, je reçois, messieurs, avec satisfaction l'assurance de votre part que vous avez rencontré, pendant votre séjour dans la république, tout l'accueil et les égards qui vous sont dûs.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

PÉTION.



Le lecteur verra, dans cette lettre de Morillo, comme dans un miroir fidèle, le tableau des difficultés de la guerre de Vénézuéla et des dispositions des habitans.

Tous les événemens prévus par Morillo se sont réalisés. Les indépendans sont les maîtres de tous les points qu'il indiquait.

Si cette lettre ne donne pas une fort bonne idée de la position de Morillo, elle est au moins très-propre à en faire concevoir une fort avantageuse de la justesse et de la pénétration de son esprit. Quel dommage qu'il ait été si cruel!

Correspondance du général Morillo, au ministre de la guerre, à Madrid, interceptée par les patriotes.

Très-excellent seigneur,

Depuis le moment de mon arrivée dans les eaux de Vénézuéla, j'ai informé S. M. de tout ce que j'ai cru nécessaire pour assurer la tranquillité et la sûreté

des domaines du Roi, notre maître. J'ai donné dernièrement, sous la date de Cathagène, notice des besoins de cette vice-royauté, et maintenant, très-excellent seigneur, je pense qu'il est de mon devoir d'insister sur l'urgence d'envoyer des secours, spécialement à Vénézuéla. A mesure que j'ai envoyé des troupes au Pérou et à Porto-Rico, et que l'armée de S. M. a occupé les points évacués par les rebelles, elle s'est affaiblie en se disséminant : ce qui, ajouté aux maladies du climat, l'a réduite à un squelette, comparé à l'étendue du lieu qu'elle couvre et aux ennemis qu'elle a à combattre à Vénézuéla.

Lorsque la Marguerite fut prise, les fugitifs vinrent à Carthagène et organisèrent des troupes à Santa-Fé.

Une portion resta dans les îles étrangères, attendant l'occasion favorable, c'est-à-dire, la diminution des forces de l'armée, dans le dessein de révolutionner Cumana, la Marguerite et la Guayana. Carthagène a été prise par la force, et les rebelles se sont réfugiés aux Cayes, dans les vues d'aller attaquer de ce point tous les endroits faibles de la côte, pour continuer leurs attaques jusqu'aux lieux où ils pourront pénétrer. S'ils ne réussissent pas, ils pillent et se rembarquent. Les rebelles pensent, avec le produit de leur pillage, payer les fusils qu'ils achètent, et en ce moment ils ont au Port-au Prince plus de 12,000 fu-



sils, comme j'en ai déjà rendu compte à S. E. dans mes dernières dépêches, d'après la teneur des lettres interceptées. Selon ce court détail, S. M. verra que si les rebelles perdent le terrain, ils se réunissent ensuite et redeviennent plus forts, afin de se porter sur le point qu'ils veulent attaquer; mais ils ne sont pas moins faibles en réalité.

Je supplie V. E. de jeter un instant les yeux sur l'état des forces que Vénézuéla avait lorsque ses habitans, sous les auspices de notre monarque, jouissaient de ses soins paternels, et elle verra qu'elles étaient plus considérables que celles qui se sont révoltées et qui sont obligées de combattre tous les jours. J'en dis de même à l'égard de cette vice-royauté, et conformément à ce que j'observe dans ma marche, la province de Carthagène peut se maintenir fidèle; mais les habitans des autres endroits n'attendent plus que l'occasion de continuer leurs desseins criminels, et particulièrement les curés, parmi lesquels on n'en trouve pas un bon.

J'ai déjà demandé des missionnaires à S. M., maintenant j'ajoute qu'il serait très-convenable d'envoyer des curés et des avocats européens, parce que si les choses doivent aller ainsi, ont doit agir de la même manière que dans les premiers jours de la conquête. La nécessité de troupes, dont j'ai déjà informé S. E.



dans ma dépêche n° 153, et que nécessite la vice-royauté de Santa-Fé, est un fait positif, parce que s'il était possible de conquérir à présent toute cette partie du pays, il ne faudrait pas laisser la division du colonel Calzada, ni l'avant-garde de la rive droite de la rivière la Magdeleine, parce que les rebelles iraient à Vénézuéla grossir le nombre des ennemis. Mais si l'on pouvait les faire marcher contre le Pérou, les soldats de cette division et avant-garde y seraient de la plus grande utilité; parce qu'ils sont guerriers et susceptibles d'être bien disciplinés, quoiqu'ils aient à présent beaucoup à faire à Antiguia, Popayan et Choco. Je parle ici à V. E. des créoles qui n'ont pas suivi les révoltés, et dans la persuasion de recevoir promptement des troupes, parce que si je tarde à les recevoir, je ne peux assurer V. E. quel sera ensuite le nombre dont on aura besoin. Il y a aujourd'hui à Vénézuéla deux points qui sont menacés et qui sont de la plus grande importance à S. M. : ce sont la Marguerite et Guayana. Dans ce premier point, les rebelles sont bien dirigés et pourvus de tout le nécessaire. Ils combattent d'une manière extraordinaire, et les troupes de S. M. ont été obligées de s'y mettre sur la défensive. Si le perfide Bolivar va dans cette île avec l'expédition qui se forme aux Cayes, je ne sais ce que deviendront la Marguerite et Cumana. L'at-





taque de la Marguerite est combinée avec celle de Guayana, où le nombre des rebelles augmente. Ils occupent un grand terrain autour de la capitale. Ils interceptent les bestiaux, et s'ils attaquent la ville, elle sera obligée de se rendre. De cette manière, ils acquerront des avantages incalculables. Je considère que cette province est de la plus grande importance, parce qu'à Madrid j'ai dit à S. M. que si elle était perdue et occupée par des forces considérable, Caracas et Santa-Fé seraient en péril.

Je supplie donc V. E. de considérer la position locale de cette île et de faire attention que les rivières de l'Orénoque, de l'Apure et de la Meta sont navigables, et que l'on y navigue à une plus grande distance que je ne le croyais auparavant. Qu'elle réfléchisse aussi aux plaines qu'occupent les rebelles, et où ils élèvent des bestiaux de toute espèce. Les rebelles de Vénézuéla ont adopté le système de maintenir de fortes guérilles qui suivent la méthode que nous avions en Espagne dans le tems des Français, et je prévois leur réunion avant même l'arrivée de Bolivar, ou de tout autre chef de réputation. Si elles s'aperçoivent que nous sommes en petit nombre, elles nous attaqueront en masse. En Espagne, on croit qu'il y a peu de chefs à la tête de l'insurrection de ces vastes contrées; mais, très ex-



cellent seigneur, il est déjà tems qu'on pense d'une autre manière, au moins à l'égard des provinces de Vénézuéla. Ici le clergé, ainsi que toutes les classes de la société, soupirent pour l'indépendance. Leur aveuglement est impardonnable, puisqu'ils travaillent pour les hommes de couleur. Ceux-ci auraient réussi dans leurs projets, si notre expédition ne fût venue à tems. Les hommes de couleur sont vigoureux, braves, très-sobres, n'ont pas besoin d'hôpitaux ni d'uniformes. Je ne crois pas cependant qu'il règne la même obstination dans l'intérieur de la vice-royauté; mais en tout cas, il est indispensable d'augmenter le nombre des troupes, parce que la garnison de Carthagène consomme considérablement d'hommes : de plus, il est nécessaire qu'elle soit nombreuse, afin de pouvoir contenir le feu de l'insurrection. La force militaire de la Nouvelle-Grenade doit être supérieure à celle qu'elle était vers le milieu du dernier siècle. Si nous perdons la Marguerite, les insurgés la fortifieront, et pour la reconquérir, il faudra une autre expédition. En attendant, le commerce d'ici au golfe du Mexique se verra exposé à mille périls. Si la Guayana a le même sort, une conquête nouvelle en sera encore plus difficile; et si, en même tems, elle a un chef qui dirige ses forces vers Casanare et Tunja, et qui combine une attaque contre Paraguana, dans



la province de Coro, les armes de S. M. succomberont. Mais tous ces malheurs, même lorsque les ennemis nous attaqueraient, ne nous feraient rien, si l'on augmente l'infanterie et la cavalerie, et s'il nous arrive de nouveaux secours. Les expéditions qui viendront doivent toucher à la Marguerite, et de là, prendre le rhumb de vent au large de la côte.

D'après la peinture que je viens de faire, je ne désire pas que V. E. croie que mon intention est d'attrister le cœur de S. M., mais bien au contraire, c'est pour l'animer, afin que les dépenses qu'on a faites, ainsi que ses colonies, ne soient pas perdues. Si à présent nous sommes capables de surmonter les obstacles de la faim et d'une privation totale de moyens, nous nous flattons de voir le fruit de nos travaux couronné. J'ai besoin d'hommes, de fusils et de munitions. On doit faire beaucoup attention à Vénézuéla, qui, en révolutions, fournit aux autres provinces des chefs et des officiers, attendu qu'ils sont plus hardis et mieux disciplinés que ceux des autres endroits. En conséquence, on a besoin de fortifier cette capitainerie générale, d'où les rebelles qui sont à Varinas, peuvent venir à Santa-Fé par des chemins qui sont fréquentés, quoique très-scabreux.

Que Dieu accorde à V. E. de longues années.

Au quartier-général de Monpox le 7 mars 1817.

Excellentissime seigneur. *Signé*, PABLO MORILLO.

Le général Morillo au commandant de la force armée de l'île Marguerite.

Les troupes du Roi sous mon commandement ont, pour la seconde fois, débarqué sur cette île, qui, je l'espère, sera bientôt soumise à la domination de son légitime souverain. Je connais vos résolutions; mais je suis persuadé que la masse des habitans qu'elles ont entraînés, n'ont jamais pensé qu'elles les exposeraient aux maux graves et désastreux qui les menacent. Vos disgraces sont l'ouvrage d'un homme pervers; le sang qui s'est répandu, les malheurs que vous éprouvez, sont les seuls bienfaits que vous devez à son cœur exécrable. — Vous me connaissez tous, mon langage et mes sentimens ne peuvent vous être suspects. — Je me dispose à commencer une campagne dont le succès ne peut être douteux. Vous connaissez les moyens qui sont à ma disposition, ils sont plus que suffisans pour réaliser mes plans. — Cependant, désireux de votre bien, mon amour pour l'humanité m'engage à vous adresser cette sommation; j'y joins une proclamation au peuple de Marguerite, dans laquelle je lui exprime mes sentimens avec la franchise qui caractérise un militaire; le sort vous a placé dans une situation qui vous met à même de faire le bonheur de votre patrie, en prenant le seul parti

que vous commande la raison et votre devoir. — Si vous faites désarmer les habitans de Marguerite, si vous vous soumettez avec eux sous la loi de notre bien-aimé souverain Ferdinand VII, les hostilités cesseront, le passé sera oublié, et vous pouvez compter sur la protection du gouvernement de S. M. Les chefs, les personnes dévouées à la légitimité, qui vous seconderaient dans cette importante circonstance, seront récompensés à raison des services qu'ils rendront. — Celui que j'ai chargé de vous remettre cette sommation, vous instruira de tout ce que vous désireriez savoir pour régler votre conduite. — Si vous persistez dans votre obstination, et que l'infidélité de votre parti ose encore me résister à l'avenir, vous n'aurez pas à vous plaindre des désastres qui vous menacent; et je vous déclare que, sans vous faire de vaines menaces, sans vous parler avec ostentation de mon pouvoir, l'exemple que j'exercerai sur votre île sera tel, qu'il n'y aura pas un seul individu qui ne soit atteint du châtiment que mérite ses crimes, et qui puisse même conserver la mémoire des scènes sanglantes et terribles qu'il souffrira, ainsi que sa famille.

juste insurrection qu'il a eu le droit d'adopter. Depuis lors nous avons renouvelé nos sermens de vaincre ou de mourir, en effaçant de notre mémoire les trompeuses paroles de *pardon, d'oubli du passé*, avec lesquelles tous les chefs espagnols colorent toujours leurs intentions, et les perfides trames qu'ils ne cessent d'ourdir pour nous sacrifier. — Ainsi il paraît superflu de répondre à cette manœuvre ou démarche que V. Exc. a eu la bonté de faire en faveur de l'humanité, lorsqu'en même tems elle nous menace de détruire sans retour cette île. Il ne nous reste qu'à lui faire connaître les sentimens unanimes de ses habitans, et leurs dernières résolutions. — Si vous êtes vainqueurs, vous régnerez sur les hideux décombres, sur les cendres et les lugubres restes que vous laisseront notre constance et notre valeur. C'est avec eux que votre tyrannique ambition pourra se complaire; elle dominera la triste dévastation de la Marguerite, jamais ses défenseurs.

SUPPLÉMENT.

Dans l'intervalle qui s'est écoulé entre la composition et la publication de cet ouvrage, le tems a découvert quelques parties de cet avenir dont il semble être encore plus *gros* en Amérique qu'il ne l'est en Europe.

Le monde vient de voir ce qu'il n'avait jamais vu : une archiduchesse d'Autriche franchissant les mers pour aller au Brésil essayer le premier trône que l'Amérique ait offert à une princesse venue d'Europe pour régner sur elle : la fille des Césars modernes, transplantée dans des climats dont les premiers Césars n'avaient point soupçonné l'existence. Jamais l'aigle d'Autriche, cet aigle qui, à l'aspect des trônes, se transforme si volontiers en colombe (1), n'avait pris un vol aussi lointain. Cette alliance est l'initiative de celles que le nouveau Monde est appelé à contracter avec l'ancien : liens heureux, liens favorables pour

(1) *Tu felix Austria nube.*

tous les deux, en leur donnant les moyens de se connaître mieux, en les forçant à travailler l'un pour l'autre, et à veiller à leur bonheur mutuel. Avec quelle joie l'Amérique n'ouvrirait-elle point son sein aux grandes familles de l'Europe qui, trop pressées et gênées chez elle, trouveraient dans ces régions de quoi remonter à la hauteur d'une illustre origine, et qui se plairaient sans doute à échanger entre elles leurs enfans, en réunissant les rejetons au noble tronc qui les aurait cédés à leur nouveau séjour. On peut croire aussi que les disgraces de la fortune trouveraient auprès des héritières de l'Amérique autant de moyens de réparation que peuvent en offrir celles de l'Europe.

Ceux qui dans le mariage qui a fait transporter au Brésil une archiduchesse d'Autriche, n'apperçoivent qu'une union ordinaire entre des maisons souveraines, ne voient que la plus petite partie de ce qui se trouve dans cet hymen (1).

---

(1) On sent que nous raisonnons dans la supposition de la vérité du rapport officiel de Mexico, du 28 octobre 1817.



Mina a succombé : ce n'est pas là ce qui doit étonner, mais bien qu'il ait autant duré. Au reste, les circonstances de sa fin ne sont point encore connues. En effet, que croire, lorsqu'un seul parle et ne se fait entendre que pour publier ses avantages. Sûrement on fera beaucoup de bruit de cet événement: comment déterminer jusqu'à quel point il le mérite ?

L'insurrection est-elle morte avec Mina ? lui survit-elle ? qui a péri avec lui ? est-ce un corps avancé, surpris ? est-ce tout ce qui était insurgé et en armes? Le rapport officiel parle de défilé, de deux cents hommes dont une partie doit avoir péri ; d'autres rapports citent de grands avantages remportés depuis cette époque par les insurgés entre Mexico et Vera-Cruz : il y a donc d'autres insurgés que Mina? sa fin, la destruction de son corps ne seraient donc point l'anéantissement de ceux qui combattent pour l'indépendance ? Il reste, comme on voit, bien des choses à expliquer dans cet événement, pour en déterminer la véritable valeur.

En attendant que ces ténèbres soient dissipés, il faut revenir aux principes qui montrent que le sort du Mexique ne dépend pas d'un

événement isolé, mais des dispositions générales du pays et des circonstances environnantes. Si les principes et le goût de l'indépendance vivent au Mexique comme dans le reste de l'Amérique, ainsi que l'on n'en peut guère douter, si telle est la tendance générale du pays, la perte de Mina, et celle de beaucoup d'autres après lui, n'y feront rien et ne l'empêcheront point de remplir sa destinée; elles n'empêcheront point que le Mexique, situé entre la double indépendance de l'Amérique méridionale et de l'Amérique du nord, ne finisse par être entraîné dans le même tourbillon: comment l'exclusif du commerce serait-il maintenu pour le Mexique seul, lorsque tout le reste des deux Amériques en aurait secoué le joug? Tombe-t-il sous le sens que de pareils contrastes qui portent sur des intérêts si vifs, puissent être de quelque durée?

Il faut donc revenir à ce qui, depuis beaucoup d'années, a été indiqué comme le meilleur usage que l'Espagne puisse faire du crépuscule de puissance qui lui reste au Mexique, et ce moyen ne peut être autre que celui de faire du Mexique, s'il en est tems encore, un établissement souverain et indépendant



pour un prince d'Espagne, aux conditions les plus favorables pour l'Espagne.

L'Europe a entendu le président des Etats-Unis à l'ouverture du congrès : ce discours n'est pas seulement un discours, c'est un événement ! Comme il est plein, que de choses, quel tableau, quel présent, quel avenir !

Dans ce discours sont décidés le sort des Florides, de l'île Amélia, ainsi que la nature de la guerre entre l'Espagne et ses colonies. La géographie donnait les Florides aux Etats-Unis. La guerre ou la diplomatie réaliseront ses indications. Il faut regarder ces deux points comme décidés.

Par l'acquisition des Florides les Etats-Unis s'étendent depuis l'Acadie jusqu'aux frontières du Mexique : les espaces sont immenses, c'est une des plus vastes associations formées parmi les hommes : assignera qui pourra le terme de sa population et de sa richesse ! Désormais les Etats-Unis ne peuvent plus s'étendre du côté du midi, où ils rencontreraient le Mexique. Si quelqu'extension leur est encore permise, elle aura lieu du côté du Canada, pays dont le sort tient à l'accroissement de la population

américaine. Lorsqu'elle s'élevera à 30, à 40 millions d'hommes, on verra à qui appartient *le Canada*, de l'Angleterre ou des Etats-Unis. Les droits de la nature, a dit le président, demandent ces progrès, ils sont les signes d'une croissance rapide et gigantesque.

Le président s'est tenu bien loin des opinions que l'on cherche à accréditer en Europe contre l'indépendance américaine. Après avoir relevé l'intérêt que cette lutte a relativement aux Etats-Unis, la neutralité observée par eux, les molestations subies par eux, par suite de la guerre, le chef du gouvernement américain a articulé que *les Etats-Unis ont envisagé cette lutte non point comme une insurrection ou une rebellion ordinaire, mais comme une guerre civile entre deux partis à peu près égaux, ayant tous deux des droits égaux auprès des puissances neutres. Nos ports*, a-t-il ajouté, *ont été ouverts aux deux pavillons, et tout objet produit de notre sol ou de notre industrie dont l'exportation a été permise à un parti, l'a été également à l'autre.* Voilà la question nettement posée, voilà de la raison et de la franchise, voilà une fin donnée à cette espèce de dissimulation



d'après laquelle on est reconnu sans reconnaître, comme font les peuples qui trouvent fort bon de commercer avec l'Amérique, et d'entretenir chez elle des agens protecteurs de leur commerce, tandis qu'ils ne reçoivent pas les agens des indépendans, et ne reconnaissent point leurs pavillons. Il faut faire des vœux pour que cette franchise d'action et de langage serve d'enseignement et de modèle à l'Europe.

Les Etats-Unis envoient des députés pour explorer toutes les parties des états-indépendans ; d'importantes résolutions ne peuvent manquer de suivre des rapports qui seront faits par les commissaires; c'est encore un exemple qu'il serait bien à désirer que l'on imitât, pour fixer enfin ses idées et ses plans sur ces contrées.

Le reste du discours du président est le tableau le plus attrayant et le plus complet qui puisse être fait des progrès d'un peuple vers une espèce de prospérité encore inconnue parmi les hommes. Après trois ans de paix, une partie des taxes est inutile, la dette publique prête à succomber sous l'action d'un amortissement qui s'élève presqu'à la moitié du revenu de l'état. La dette américaine n'excède pas 500

millions ; l'amortissement est de 50 millions. La libération sera complète dans 9 ans. En France, l'amortissement est plus faible d'un cinquième qu'en Amérique, et la dette, après toutes les liquidations, sera 9 fois plus forte.

Il est donc réservé aux Etats-Unis d'étaler à tous les yeux, dans l'alliance de la morale et de l'économie, la solution du grand problème des sociétés, celui de savoir comment un peuple peut être gouverné le mieux possible et à meilleur marché.

Qui pourrait se refuser à applaudir à la déclaration par laquelle le président annonce que lorsque les indépendans auront prévalu, les Etats-Unis renonceront aux avantages de commerce qu'ils en ont reçus momentanément, et qu'ils se borneront à la plus parfaite réciprocité avec toutes les autres nations.

Jamais rien de plus noble, de plus désintéressé, de plus social, on pourrait dire de plus humain, n'est sorti de la bouche d'aucun chef d'association d'hommes. C'est le premier exemple d'une renonciation semblable, c'est l'arrêt de mort des anciennes pratiques dont on se montrait si jaloux, *sur les nations les plus*



favorisées. Désormais il n'y a plus de favoris pour les nations que l'industrie et le bon marché.

Bolivar s'est avancé sur Caracas, laissant à Angustura le gouvernement de Vénézuéla. On voit qu'il est là en attendant l'issue des événemens militaires. Les corps d'armée l'avaient précédé et se portaient de toute part vers les points occupés par les Espagnols. Quelques jours apprendront ce qui se sera passé entre eux. La conspiration formée par les généraux Paëz et Marino pour faire prévaloir les hommes de couleur sur les blancs, fournit la confirmation des motifs de crainte que nous avons exprimés sur les dangers de l'armement de ces couleurs que la guerre rend indispensable, qu'elle maintiendra, qu'elle augmentera, et avec lui les dangers des blancs, grande raison pour faire mettre le terme le plus prompt à une lutte qui porte avec elle des chances aussi formidables.

FIN.

Ouvrages du même Auteur qui se trouvent chez le même Libraire.

1°. *Des Colonies et de la Révolution actuelle de l'Amérique*, Paris, 1817, 2 vol. in-8°. 12 fr.

2°. *Les trois derniers mois de l'Amérique méridionale et du Brésil*, suivis des personnalités et incivilités de la *Quotidienne* et du *Journal des Débats* ; seconde édition, revue, corrigée et augmentée, pour faire suite à l'ouvrage ci-dessus des Colonies ; in-8°. 1718. 3 fr.

3°. *Lettre à un Électeur de Paris, septembre* 1817 ; un vol. in-8°. 3 fr.

4°. *Antidote au Congrès de Rastadt*, 1798 ; suivi *de la Prusse et sa neutralité*, 1799 ; nouvelle édition de ces deux ouvrages, octobre 1817, un gros vol. in-8°. 8 fr.

5°. *Préliminaires de la Session de* 1817, novembre 1817 ; un vol. in-8°. 3 fr. 50 c.

6°. *Des progrès du Gouvernement représentatif en France, session de* 1817 ; in-8°. 1 fr. 25 c.

On trouve aussi chez le même libraire la belle carte de l'Amérique méridionale, dressée par M. Lapie.

Cette carte, en deux feuilles colombier, imprimée sur beau papier, coloriée avec le plus grand soin, et ornée d'un cartouche dessiné par Moreau, se vend 10 fr.



PIÈCES RELATIVES

A SAINT-DOMINGUE

ET

A L'AMÉRIQUE.

Se vend, ainsi que les autres ouvrages du même Auteur,

à Amiens, chez Allo, libraire.
à Bordeaux, chez madame veuve Bergeret, libraire.
à Clermont-Ferrand, chez Thibault-Landriot, imp.-lib.
à Toulouse, chez Senac, libraire.
à Perpignan, chez Alzine, libraire.
à Grenoble, chez Durand, libraire.
à Lille, chez Vanackere, libraire.
à Lyon, chez Maire, libraire.
à Marseille, chez Masvert, libraire.
à Montpellier, chez Gabon, libraire.
à Dijon, chez Coquet, libraire.
à Rennes, chez { Kerpen, libraire. / Duchesne, libraire.
à Riom, chez Salles, libraire.
à Rouen, chez { Frère aîné, libraire. / Renault, libraire.
à Saint-Omer, chez Baclé, libraire.
à Strasbourg, chez Treuttel et Würtz, libraire.
à Aix-la-Chapelle, chez Laruelle fils, libraire.
à Arras, chez Topino, libraire.
à Leipsick, chez Griesshammer, libraire.
à Breslaw, chez Th. Korn, libraire.
à Amsterdam, chez { Delachaux, libraire. / Dufour, libraire.
à Genève, chez Paschoud, libraire.
à Manheim, chez Fontaine, libraire.
à Varsovie, chez Glücksberg, libraire.
à Turin, chez { Bocca, libraire. / Pic, libraire.
à Vienne (Autriche), chez Schalbacher, libraire.
à Anvers, chez Vanderhey, libraire.
à Liége, chez Colardin, libraire.
à Mons, chez Leroux, libraire.
à La Haye, chez Vallée, imprimeur-libraire.
à Londres, chez { Bossange et Masson, 14 Great-Marlborough. / Treuttel et Würtz, libraire, 30 Sho-Square.

PIÈCES RELATIVES

A SAINT-DOMINGUE

ET

A L'AMÉRIQUE,

MISES EN ORDRE

PAR M. DE PRADT,

ANCIEN ARCHEVÊQUE DE MALINES;

Pour faire suite à ses Ouvrages sur l'Amérique.

A PARIS,

Chez F. BÉCHET, libraire, quai des Augustins, n° 57.

Et à Bruxelles,

Chez { LE CHARLIER, libraire.
DÉMAT, imprimeur-libraire.

1818.

On trouve aussi chez le meme Libraire la belle carte de l'Amérique méridionale, dressée par M. Lapie.

Cette carte, en deux feuilles colombier, imprimée sur beau papier, coloriée avec le plus grand soin, et ornée d'un cartouche dessiné par Moreau, se vend 10 fr.

AVIS DE L'ÉDITEUR.

Tous les documents propres à jeter du jour sur l'état actuel de l'Amérique, ne peuvent qu'être précieux à connaître au milieu des changements qu'elle a déjà subis, et à l'approche de ceux qui s'y préparent encore. L'état de ce pays est fort peu connu en Europe. La distance des lieux, la partialité des rapports, l'incrédulité d'une partie des intéressés à un changement qui les blesse, incrédulité qu'ils cherchent à propager; la singularité des événements, la nouveauté d'une partie des acteurs, dont l'apparition sur la scène du monde a frappé d'étonnement, l'attention fixée

presqu'exclusivement vers le théâtre de l'Europe, sont les causes qui ont contribué à tenir comme dans un lointain bien obscur, tous les objets relatifs à la révolution de l'Amérique. Cependant l'intérêt de cette révolution s'agrandit tous les jours : elle s'affermit, elle s'étend, elle prend une consistance presqu'indépendante de l'Europe, et tend tous les jours davantage à la séparer d'elle.... Le temps arrivera, et il n'est pas loin, dans lequel, quoi qu'on fasse, on sera bien obligé de revenir à s'en occuper.... Il n'est au pouvoir de personne de se soustraire à l'influence d'un pareil mouvement. C'est donc servir à la fois l'intérêt des peuples et celui des gouvernements, que de propager des notions exactes sur l'état de ce vaste continent. Il est bon pour les premiers de connaître la vérité sur ces contrées, parce que la vérité

est toujours bonne à connaître; il sera profitable aux seconds de trouver les esprits bien disposés, le jour où ils auront à agir. L'époque n'en est pas éloignée, une détermination secondée par un assentiment tel que celui qui suit toujours de la connaissance de la vérité, ne rencontrera que peu ou point d'obstacles.

C'est donc également dans l'intérêt de tout le monde que nous publions les pièces suivantes....

L'état de St. Domingue est entièrement défiguré aux yeux de presque tous les Français... N'entendant pour ainsi dire que les plaintes, les regrets, ou les fâcheux pronostics des colons, ils s'éloignent généralement de l'idée que des nègres puissent faire ce qu'ont fait des blancs, que sans ceux-ci les nègres soient capables de penser, d'agir, de travail-

ler, de cultiver leur esprit ou leurs champs... Sans doute les pertes des colons sont immenses et bien déplorables; l'on voudrait pouvoir leur faire retrouver et par-delà, tout ce qu'ils ont perdu..... Mais et ces dommages, et ces regrets, et ces suppositions fantastiques, ne changeront rien à ce qui existe, et ne rendront pas plus à la France qu'aux propriétaires dépossédés. Quand on aura assez ri de quelques dénominations attribuées aux principaux fonctionnaires d'Haïti; quand on aura assez répété que des nègres sont par nature, impropres à rien savoir, ni à rien faire autrement que sous la direction des blancs, à quoi et ces dérisions, et ces incrédulités auront-elles servi? La netteté du coup-d'œil, et la force de l'esprit ne consistent point à s'obstiner à ne point voir ce qui existe, et à re-

jeter ce qui blesse, mais au contraire à discerner l'un avec toutes ses proportions, et à accepter l'autre avec tous ses déplaisirs. Or, voilà où l'on en est pour St. Domingue; sa perte est immense, il est vrai, mais elle est irréparable... S'y résigner de bonne grâce et de bonne heure, s'arranger de ce qui existe, tels sont le parti et les ressources indiquées par la raison. C'est encore elle qui indique que bien des dommages se répareraient pendant le temps sacrifié à l'attente de chances chimériques. Il est bon que l'on sache que tout est changé à St. Domingue, hommes et choses : il est bon que l'on sache que les vingt dernières années équivalent à vingt siècles, pour l'amélioration morale et politique qui se fait remarquer parmi les nègres. Dût cette vérité blesser beaucoup d'amours-propres, il est

bon, bien plus, il est indispensable que l'on sache que l'instruction, les arts, les armes de l'Europe, sont aujourd'hui parmi les nègres, pour les instruire, les former et les défendre : que l'ordre civil, politique, administratif et judiciaire parmi eux, ne le cède point à ceux de l'Europe, et qu'ils ont fait et continuent de faire sur eux-mêmes l'application de toutes les méthodes d'amélioration qui sont en usage en Europe... Il est bon de faire connaître où en sont la propriété et la culture, et d'expliquer pourquoi pendant un temps, on n'a point cultivé, pourquoi et comment on a cultivé et on cultivera dans d'autres... Ces distinctions sont indispensables à connaître dans des questions de cette nature...

La déclaration du congrès de Buenos-Ayres est très-peu connue et mérite bien

de l'être.... Un peuple entier fait connaître les griefs qui l'ont forcé à chercher en lui-même les moyens de pourvoir à son salut, et la résolution de se mettre pour toujours à l'abri des dangers qui l'ont poussé à cette détermination. En le lisant, on se sent reporté au temps auquel les États-Unis firent connaître la résolution de se séparer de la métropole et d'exister par eux-mêmes.

La lettre à M. Monroe est l'ouvrage de M. Brackenridge, secrétaire de la commission que le gouvernement américain vient d'envoyer dans l'Amérique méridionale.

L'intérêt de cette pièce est fort grand par les considérations qu'elle présente sur l'état de l'Amérique, ainsi que par la manifestation de la manière dont en Amérique on envisage cette grande question. En Europe, on en juge en

de cette contrée, et pour substituer une république américaine à la monarchie européenne, expulsée dans la personne de l'Espagne ? Il ne manquera pas de personnes pour lesquelles un conseil d'état sur les bords de l'Orénoque, correspondra aux mille et une nuits, et ne paraîtra qu'un objet de dérision ; mais qu'elles attendent encore un moment, et l'on verra de quel côté se trouveront les réalités, et les sujets de joie véritable.

Cette pièce acquiert un nouveau prix de la connaissance qu'elle donne des trois époques de la révolution de Venezuela, époques dont la connaissance est étrangère à presque tous les Européens. Sous ce point de vue, cette pièce peut être considérée comme une introduction à l'histoire de la révolution de Venezuela.

ÉCLAIRCISSEMENTS

SUR L'ÉTAT DE St. DOMINGUE.

La partie française de Saint-Domingue, est partagée entre la république d'Haïti, dont Pétion est Président à vie, et le royaume d'Haïti, dont Christophe est le Roi... La première occupe la partie du sud ; le siège du gouvernement est fixé au Port-au-Prince... Cette ville renferme vingt-cinq mille âmes... Le territoire de la république d'Haïti est presque double en étendue, de celui du royaume du même nom...

La capitale de ce royaume est la ville du Cap. Elle a été fort embellie par les soins du nouveau souverain, et son palais retrace tout le faste de l'orient... Le môle Saint-Nicolas, le Gibraltar des Antilles, fait partie de ce royaume.

La population des deux parties s'élève à 820,000 hommes, dont 500,000 sous Pétion, et 320,000 sous Christophe. Trente mille seulement sont blancs ou gens de couleur, le reste noir. Sous l'ancienne domination, la population n'était portée qu'à 540,000 hommes. Mais diverses causes puisées dans l'intérêt des colons, contribuaient à faire disparaître le nombre véritable de ce dénombrement. Plusieurs causes ont contribué a l'augmentation qui se fait remarquer aujourd'hui. La liberté du nègre, son passage à l'état de famille, les ménagements accordés aux mères pendant l'allaitement et la grossesse, une nourriture moins mesurée sur l'intérêt du maître que sur les besoins du consommateur, l'abondance et le bon marché des subsistances, les salaires acquis par les troupes, et par les ouvriers qui aujourd'hui travaillent tous pour leur compte. Depuis 1802, le pays a été à peu-près exempt des ravages de la guerre. On s'est observé des deux côtés, mais on s'est peu combattu.

On ne peut rien conclure contre ce dénombrement, de la grande différence qu'il présente avec le dénombrement antérieur. Celui qui a eu lieu à Paris, dans l'année précédente, en fournit en quelque sorte l'explication ; là, cette opération faite avec le plus grand soin, a constaté une population *intra muros* de près de 720,000 âmes, tandis que les mêmes recensements faits dans les années précédentes ne la portaient qu'à 570,000 habitants. Et cependant les moyens de s'assurer de la vérité ne manquaient pas plus à une époque qu'à l'autre.

Un espace de douze à quinze lieues reste inoccupé entre la république et le royaume d'Haïti. Cet abandon résulte d'un accord dont le but a été de former une séparation entre les deux états, pour éviter tous les points de contact.

Les blancs sont tolérés dans la république, exclus dans le royaume.

Dans la république, la propriété a été occupée, acquise ou reçue par les nègres,

qui avaient servi dans le cours de la révolution ou de la guerre. Les ravisseurs, les acquéreurs, n'ont pas suivi de règles dans la formation de leurs propriétés. Les rémunérations ont dû en avoir. Ainsi elles ont été calculées sur les grades, les services, de manière à ce que chacun eût au moins sept arpents.

Les nègres étant tous déclarés et reconnus libres, la culture l'est aussi. Les ouvriers sont les maîtres de leurs prix, comme en Europe : les conventions du travail suivent les lois générales qui les règlent en Europe. Il est d'usage que les nègres s'associent entr'eux pour pourvoir aux diverses exploitations, comme on voit en France les habitants de quelques contrées, passer dans d'autres suivant les saisons, pour y faire le travail des moissons, aux diverses époques de l'année ; la terre paye le dixième du produit brut, en nature. Il est affermé au profit dug ouvernement et livré dans des lieux désignés. C'est là tout l'impôt territorial. Les douanes et

autres impôts indirects établis dans presque toute l'Europe, le sont aussi a Saint-Domingue. Le revenu public s'élève à 30,000,000 de France. L'armée de la république est composée de 24,000 hommes, de toutes armes. La population entière est armée et disciplinée. Le service de la troupe réglée se fait par tiers, 8000 hommes, servent pendant quatre mois et sont remplacés dans les mêmes proportions. Il y a des écoles militaires pour toutes les parties du service. Lorsqu'en 1814, on put se croire menacé, 80,000 fusils existants dans les arsenaux furent distribués à la population. On en a racheté plus de 120,000, qui sont répartis dans cinq départements, distribués sur le territoire de la république. En cas d'attaque, toute la population paraîtrait en armes. Les moules propres à faire les balles ont été distribués à tous les habitants, les armes blanches de même; le plomb nécessaire pour la confection des balles, distribué en saumons de poids différens pour servir suivant les moyens de

le transporter, soit par les hommes, soit par voitures ou les animaux. Tous les moyens de destruction sont préparés, si une invasion avait lieu.

Dans l'intérieur de l'île, on a choisi un vaste emplacement qu'on a fortifié, à-peu-près comme le Kœnigstein en Saxe. La réunion de plusieurs cours d'eau, en défend les approches. Une artillerie immense les soutient : les rochers ont été escarpés, une citadelle bâtie sur la partie la plus élevée, et cette enceinte fortifiée pourrait suffire pendant quelques temps à la subsistance de la garnison. C'est un travail immense, auquel une partie de la population a pris part pendant long-temps. Un grand nombre de bâtiments armés, sont dans le port. Ce sont des bâtiments du troisième rang. Les équipages sont instruits, braves, et déterminés.

L'administration civile est repartie comme en Europe, la justice de même. Le code Napoléon a été réformé dans quelques parties inapplicables aux colonies.

On a substitué dans les administrations des hommes de couleur aux blancs. Les premiers n'ont pas voulu continuer d'avoir l'air d'être régis par eux et d'avouer ainsi leur infériorité. D'ailleurs, ils exercent librement leur industrie.

Le vol et le meurtre sont presqu'inconnus dans cette partie de l'île. L'hospitalité qui a toujours distingué les colons, continue d'être exercée comme elle le fut de tout temps à St-Domingue. La longue interruption des travaux avait forcé à tirer les subsistances du dehors : l'argent était devenu fort rare. Depuis que la culture des vivres a fourni aux besoins de la colonie, et que la reprise de la culture du café et du sucre a présenté des moyens d'échange, le numéraire a reparu, et ne peut manquer de devenir très-abondant ; car les immenses exportations qui faisaient l'ancienne richesse de Saint-Domingue vont reprendre leur cours.

On a cru que les nègres avaient abandonné la culture ; en cela on a méconnu la cause de cet abandon momentané. Il était

tout de calcul, et dirigé dans le sens de la défense de l'île de même que l'abandon des routes. Tant que les habitants ont pu craindre une invasion, ils ont rapporté tous leurs soins à leur défense : c'était l'objet essentiel ; la culture n'était que l'accessoire. De même pour les routes : on cessait de les entretenir pour ne pas faciliter à l'ennemi les moyens de transport ; le pays était voué à la destruction par ses propres habitants. Ils ont repris le travail, avec le sentiment de la sécurité. Ainsi ils s'étaient bornés aux récoltes spontanées du café. Un très petit nombre de sucreries étaient en valeur, dans les parties les plus rapprochées des mornes, considérés comme moyens de défense. Depuis qu'on a cessé de craindre, les sucreries se sont étendues dans la plaine. La culture du café a été reprise avec vigueur. Déjà on fait du sucre pour plusieurs millions, les produits du café sont devenus immenses. Le coton, l'indigo, le sucre, le cacao, sont cultivés comme avant les troubles ; la charrue est

employée dans les plaines et ne cède pas en efficacité à la houe. Les attelages sont formés avec des bœufs : on s'est mis à en élever dans cette partie : ils y prospèrent, et ne coûtent pas plus de 4 à 500 francs les plus beaux par paires. L'éducation publique est composée d'écoles lançastriennes, d'écoles primaires, d'un lycée, et d'un séminaire établi dans la ville du Port-au-Prince, où il occupe un bel édifice. Cette ville renferme une église propre à faire une cathédrale. Une école de dessin est aussi établie au Port-au-Prince ; les habitants d'Haïti sont fort attachés à la religion catholique. Une partie des cures est occupée par des prêtres français. Il n'y a plus de préfet apostolique comme avant la révolution. On s'est adressé à Rome pour avoir un évêque. La demande est restée sans réponse. De même pour le royaume d'Haïti. Le Pape attend sans doute la décision de la question de la souveraineté de ce pays. Jadis les îles françaises des Antilles dépendaient du

diocèse de Paris. Ce retard est très préjudiciable à la religion : les prêtres meurent sans remplacement. Les habitants se fatiguent de ces lenteurs : les méthodistes se sont présentés dans le royaume de Christophe, et y font des progrès. Les mariages se font comme en France devant l'officier civil, et après devant le prêtre. La culture a repris dans la république d'Haïti ; à mesure que la sécurité s'étendra, la première augmentera. Dans quelques années St.-Domingue travaillé par des mains libres et intéressées au succès du travail, dépassera l'ancien St. Domingue. Il en sera de même de la population, qui libre, travaillant pour son compte, nourrie plus abondamment, propriétaire, trafiquant, naviguant, trouvera dans toutes ces occupations des moyens de sustentation et de reproduction. Beaucoup d'esclaves, de nègres libres, d'hommes de couleur des îles voisines, viennent s'établir dans la république d'Haïti. On y a adopté pour la culture, et les procédés exigés pour les sucreries, toutes les nou-

velles découvertes mécaniques propres à diminuer l'emploi des bras, et les frais du travail, tout en l'améliorant.

Le royaume d'Haïti a une armée de trente-deux mille hommes. Le gouvernement est absolu. La propriété est travaillée au compte de la couronne, qui laisse *tant* pour les frais et bénéfices du travail, et cède le reste à des négociants, à des prix fixés par elle pour l'achat et la vente. Le Roi est entouré d'une pompe orientale : la cour est modelée sur les plus somptueuses de l'Europe. Le palais est magnifique, et d'un genre tout particulier. Les deux états ne sont point en guerre, quoique divisés, et dans le cas d'une menace de la part de l'Europe, ils sont convenus de se réunir pour la défense de leur indépendance. On paraît décidé à tout sacrifier pour la maintenir. Ce sentiment est entré dans l'esprit et dans le cœur de tous les habitants, ils y rapportent tout. Le souvenir des perfidies et des excès auxquels ils ont été livrés, vit au milieu d'eux, et tient leur défiance toujours éveillée. Les plus terri-

bles moyens de destruction sont organisés dans le royaume d'Haïti s'il était exposé à une attaque.

On se plaint beaucoup à Haïti des menaces et en géneral de la conduite des colons de la Martinique et de la Guadeloupe, qui ne cessent d'insulter les habitants de Saint-Domingue, et de répandre des annonces sinistres pour les habitants de la république d'Haïti. Ce sont de mauvais voisins, incommodes pour Saint-Domingue, et nuisibles à la France, en la présentant comme toujours prête à fondre sur lui, ce qui n'est propre qu'à affaiblir l'attachement que l'on y conserve pour elle. Les lois égalisent tous les pavillons; il n'y a pas de distinctions, ni de faveur pour aucun peuple, mais il y a un goût décidé pour les Français, dans la république d'Haïti.

Au contraire, le gouvernement du royaume penche davantage vers l'Angleterre. — Disposition qui est due aux tentatives de la France, et à la crainte qu'elle inspire encore.

Les commissaires envoyés en 1814, ont fait beaucoup de mal... On les a désavoués.. Nouveau mal, lorsque tous leurs papiers étaient tombés aux mains de Christophe, et circulaient dans toute l'île....

La conduite des commissaires envoyés en 1816 a été propre à rapprocher de la France l'esprit des habitants de Saint-Domingue... Mais tous leurs efforts ont échoué contre un écueil que l'on retrouvera toujours. — L'indépendance.... Pétion est âgé de quarante-cinq ans, d'un extérieur agréable, de manières prévenantes et distinguées. Il est faux qu'il ait été élevé en France : mais il y est venu et a fait partie de l'expédition du général Leclerc. Il se sauva au moment de subir un sort pareil à celui de Toussaint L'ouverture.

Christophe est âgé de 64 ans, c'est un homme de la plus haute stature, et d'une force de corps extraordinaire.

Il suit de cet exposé que Saint Domingue est inattaquable : qu'il périrait avec les assaillants ; que sa population, et sa culture

vont toujours en croissant : qu'il est de l'intérêt de l'Europe de cesser de s'en occuper comme propriété, pour ne plus s'en occuper que comme civilisation. Que dans cet état, il rendra davantage à l'Europe et à la France, qu'il ne faisait lorsqu'elle avait à fournir aux frais de son établissement qui surpassait son produit de six millions, et qui lui coûtait des frais immenses pendant la guerre, frais qui étaient tous en pure perte, puisqu'elle tirait du Nord ses approvisionnements maritimes, et des Etat-Unis les subsistances de sa flotte et des bataillons qu'alors elle devait entretenir aux Colonies.

En calculant ce que Saint-Domingue a coûté à la France depuis 1722, pendant les trois guerres de 1742, 1756, et de l'Amérique, et par l'expédition du général Leclerc, on trouverait que tout n'a pas été bénéfice dans sa possession.



A JAMES MONROE,

PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS.

MONSIEUR,

LA découverte de l'Amérique, la séparation des colonies Anglaises et la lutte actuelle pour l'indépendance des colonies espagnoles, sont les trois événements importants des mille dernières années. Colomb, dans la recherche d'un passage qui devait changer la route du commerce oriental, découvrit un nouveau monde, qui avait plus de richesses que l'orient et qui était capable de nourrir une population presque égale à celle de tout le reste du globe. Quoiqu'il ait échoué en partie,

damnés à demeurer pauvres et stériles à-la-fois, ils ont été fermés comme des cavernes où la lumière du jour n'est point aperçue. Ces richesses sont transportées au dehors pour satisfaire l'indolente oisiveté d'une cour, et encourager contre l'intention l'active industrie des nations voisines. Ce monopole vil et oppresseur se montre partout ; lorsque les colonies pouvaient se procurer ce qui suffisait à peine pour l'échange de ces commodités, dont la cour permettait la fourniture à ceux de ses sujets, ou même aux sujets des autres nations auxquels elle vendait ce privilège, tout autre progrès était jugé inutile, et conséquemment refusé, de peur qu'on cessât d'avoir besoin de ces articles, la plupart de première nécessité, que la couronne était bien-aise de fournir. Dans quelques endroits, l'agriculture put prendre une certaine extension ; mais les manufactures furent partout défendues ; l'esprit naturel des entreprises commerciales fut entièrement réprimé, aucun commerce ne

fut permis, sinon avec la *mère patrie* et pour son profit. Telle est la raison pour laquelle des pays qui ont été occupés depuis tant de siècles, sont encore si peu peuplés. On peut conjecturer quel serait aujourd'hui l'état de l'Amérique méridionale, d'après nos progrès depuis que nos chaînes sont tombées. Les chevaux, le bétail et les troupeaux sont augmentés sans nombre dans l'Amérique méridionale; tandis que comparativement, la race des hommes a fait à peine des progrès perceptibles. Mais de petites portions des colonies espagnoles ont été assez heureuses ou assez malheureuses, (d'après la manière de considérer la chose) pour posséder des mines. Les habitants gagnent en général leur vie par la culture du sol et la préparation des articles de commerce; ils sont laboureurs et bergers, mais surtout laboureurs, car là où ils n'ont pas été libres de mettre le prix à leurs productions, mais forcés d'accepter ce que des monopoleurs voulaient leur donner et de payer pour les marchan-

dises d'Europe tout ce que le vendeur voulait exiger, toute l'industrie agricole, au delà de ce qu'il fallait pour subsister, a dû être anéantie. Il n'est point surprenant que des milliers d'Espagnols fussent appelés de l'Europe dans des pays où la nature a répandu ses dons les plus beaux, et il est naturel de supposer que sans quelque désastre la population aurait augmenté rapidement. L'Espagne voyait facilement qu'il n'était point nécessaire d'étendre les encouragements pour l'émigration : elle pouvait donc, sans crainte d'opprimer les colonies, leur imposer des charges qui retardassent leurs progrès en même temps qu'elles ne nuiraient pas à leur avantage présent. Les charges devaient nécessairement augmenter avec les accroissements des colonies. On agissait peut-être par la prévoyance de la force future des colonies et la crainte de leur révolte ; mais il est plus probable que ces mesures venaient de l'avarice insatiable qui poussait à saisir aux colonies tout ce qu'elles pouvaient donner. La jalousie si propre au

caractère espagnol, peut avoir eu quelque part dans ces restrictions, dans cette séparation du reste du monde, qui a converti les colonies espagnoles en une prison gardée avec autant de vigilance que le sérail d'un despote oriental ; mais encore une fois, l'égoïste cupidité fut la passion dominante ; les étrangers ont été exclus des relations avec les colonies, pour la même raison qu'on leur interdisait toute espèce d'industrie et d'entreprise, quand il y avait moyen pour la couronne, de vendre un privilège, ou de trafiquer elle-même, et de fournir les objets aux prix les plus exorbitants. On nous demandera de quelle utilité seront les colonies sans ces avantages ? Je demanderai à mon tour si des hommes doués d'énergie, voudraient se soumettre à devenir colons à ces conditions ? L'histoire de toutes les colonies, carthaginoises, phéniciennes, grecques ou romaines, jusqu'à celles des temps modernes, prouve amplement que la résistance à ces impositions a été constante ; sa cause peut donc

être rapportée à l'instinct de notre nature, qui nous presse de nous opposer de toutes nos forces à l'autorité d'un pouvoir usurpé, et aux exactions de l'injustice. Aucun raisonnement, sinon ceux qui justifient l'esclavage, ne justifie de traiter les colonies sur un pied différent des autres portions de l'empire. Il n'est pas surprenant que les colonies anglaises importent l'indépendance de tout le continent; c'est-à-dire de tout le monde..... Chez nous la naissance d'une nation fut saluée par le reste des hommes, par une joie enthousiaste, et maintenant nous assistons à la naissance d'empires nouveaux. Dix-huit millions d'hommes combattent maintenant pour être libres; incapables d'agir ensemble, ils concourent tous du moins dans leurs efforts pour secouer le joug de l'Espagne. Nous voyons les habitants de régions, qui durant des siècles ont fourni des moyens d'aiguillon pour l'industrie, non seulement de l'Europe et de l'Amérique, mais encore de l'Asie, au moment de diriger eux-mêmes

leurs hautes destinées, de donner à leurs ressources un entier développement, d'établir des gouvernements, et sans doute sur les meilleurs et les plus sages modèles, de former une chaîne de confédérations, unies par mille liens communs, non de famille, mais d'un commerce sage et utile; enfin, de préparer la voie à la plus glorieuse révolution qu'ait jamais vue la terre.

Les colonies Anglaises commencèrent sous des auspices plus heureux. Plusieurs circonstances importantes avaient nourri l'esprit de liberté. La réformation avait brisé les chaînes de l'esprit humain, et les fréquentes résistances à l'exercice du pouvoir absolu, avaient assez produit la reconnaissance des droits les plus essentiels de l'homme, et dans une forme assez permanente, pour qu'on pût les invoquer. De nombreuses sauve-gardes de liberté avaient été établies. Les colons, emportant avec eux les semences de la liberté les avaient transplantées sur un sol plus propre à les recevoir, et où ils allaient

se développer sans être étouffées par des rois et des nobles. Les colons étaient les plus libres parmi les hommes libres. L'habitude de ramener les droits à un mémorial durable et frappant, avait donné naissance aux chartes diverses sous lesquelles les différentes colonies furent établies. Elles peuvent surmonter les premiers obstacles, inséparables de leur situation, avec peu ou point d'assistance; les nations indiennes qui s'opposèrent à leur formation, furent subjuguées; les terres furent cultivées, et des villes commencèrent à s'élever sur les rivages de l'Atlantique. En peu de temps le commerce des colonies, employa des milliers d'Anglais, et un marché considérable s'ouvrit bientôt aux manufactures anglaises. Là, sans qu'il en coûte presque rien à l'Angleterre, ses entreprises et son industrie trouvèrent de vastes trésors. Les colonies avancèrent rapidement parce qu'elles avaient leur part de cette liberté, en quelque sorte particulière à la grande

Bretagne. Bientôt cependant l'Angleterre méconnut ces avantages ; et les colons eurent lieu de se plaindre de ses dispositions à consulter toujours ses propres intérêts du moment ; ils étaient continuellement insultés par l'insolence des favoris de la cour envoyés pour s'enrichir à leurs dépens ; ces abus, dans des pays où la société n'admettait aucune distinction de rang, où les prétentions de la naissance étaient peu connues, où il n'y avait point de caste appelée par des droits héréditaires à l'administration et au culte public, constituaient les vrais éléments du républicanisme. Heureusement pour les colonies, elles commençaient à sentir leur force avant que la grande Bretagne eût étendu l'exercice d'un pouvoir arbitraire. Après une lutte longue et pénible contre un des plus puissants états de l'ancien monde, deux millions d'hommes libres furent enfin reconnus nation indépendante. Dès lors notre population, notre richesse, notre force, se sont aug-

mentées avec une rapidité sans exemple. Nous sommes devenus dix fois plus importants, même pour la nation qui s'efforçait de nous enchaîner, malgré tous les moyens que sa folie a employés pour exciter notre inimitié; *chaque jour encore nous devenons plus utiles et même nécessaires à tout l'univers.*

Si notre indépendance fut un événement si grand, si universellement mémorable, combien doit être puissante la révolution effectuée par près de la moitié du monde habitable, quand elle pourra sans obstacles déployer ses ressources et accroître sa population? Les nations ne sont pas plus créées pour l'existence solitaire que les hommes; ce sont les rapports continuels et le commerce avec les différents pays qui civilisent l'humanité et ouvrent la carrière aux industrieuses entreprises. Quelle nation serait effacée de la carte sans que toutes les autres en souffrissent? Ces relations ont donné du pain, je dirai plus, elles ont donné la

vie à des milliers d'individus qui n'auraient jamais connu l'existence. Qu'elle est donc intéressante pour toutes les nations la naissance des Etats américains, dont le commerce ajoutera bientôt dans une mesure incalculable au trésor où puise l'industrie du genre humain ! Jamais une scène plus magnifique ne se déploya devant l'œil de la philosophie. Les événements passés ont suffisamment prouvé que ce grand ouvrage ne s'accomplirait jamais sous le gouvernement de l'Espagne. Maîtresse de l'un des plus beaux pays de l'Europe, si elle était privée des colonies et forcée de se borner à jouir des avantages de ses relations futures avec elles, comme l'Angleterre avec les Etats-Unis, elle pourrait encore se régénérer et devenir plus puissante et plus respectable qu'elle ne le serait avec tout l'or et tout l'argent de l'Amérique entassés sur sa paresseuse indolence. La découverte de l'Amérique a déjà produit des effets merveilleux, mais si nous comparons ces effets avec ce qui doit encore

arriver, ils ne semblent que la première lueur d'un jour éclatant. Personne ne contemple l'état futur de l'Amérique, sans avoir l'âme remplie des idées les plus magnifiques et des plus sublimes espérances. Mais jusqu'ici la découverte est pour ainsi dire encore inconnue. La séparation des colonies américaines a été regardée par les hommes prévoyants comme un événement inévitable du cours des temps, malgré toutes les précautions pour l'empêcher. Rien de plus naturel que de supposer, que lorsque les vastes étendues de pays de ce côté de l'Atlantique auraient une population proportionnée à leur étendue, elles surpasseraient tellement l'état colonisant qu'il ne serait plus que leur simple satellite. On ne persuaderait point aux colonies de rester dans l'infériorité de la dépendance, lorsque comparativement l'ancien état serait tombé dans la nullité. Supposez tout le reste de l'Europe à trois mille lieues de l'Espagne : resterait-il dans une soumission coloniale vis-

à-vis de cette puissance ? La supposition seule d'une telle idée démontre son absurdité. Lorsque Jacques premier unissait la couronne d'Ecosse à celle d'Angleterre, quelques personnes exprimaient la crainte que l'Angleterre ne devînt une province ; le contraire arriva naturellement. En politique, comme en astronomie, c'est une loi de la nature, que les petits corps roulent autour des plus considérables. Dès que la colonie surpasse l'ancien état en habitants et n'est pas du reste très inférieure sous le rapport des lumières et de l'intelligence, l'ancien état doit de nécessité prendre la place occupée auparavant par la colonie, ou une séparation est inévitable.

Il y a une autre raison à cette tendance de séparation. La colonie et l'ancien état deviennent avec le temps des nations distinctes ; la différence de caractères et d'occupations, née de la différence du climat et de la nature des pays ; des changements considérables dans la langue et les ma-

nières de tous deux, dûs au défaut de rapports fréquents, produiront bientôt des distinctions essentielles. Ajoutez à ceci, l'arrogance offensante de l'Européen, qui s'imagine un être supérieur, comme arrivant immédiatement de la source originelle et plus pure de la race, qui regarde avec mépris et insulte les naturels dégénérés, lesquels, à leur tour, s'indignent de l'égoïsme et de l'insolence de l'étranger. L'expérience ne nous manque point à ce sujet. Dans notre pays, avant la guerre de la révolution, les Anglais se croyaient des droits aux hommages de tout Américain, et la déviation naturelle aux manières anglaises était considérée comme une preuve de dégénération. Ceci explique beaucoup les sentiments d'inimitié qui existaient déjà avec l'Angleterre, et qui paraissent peu naturels à des observateurs superficiels. Si la simple circonstance de vivre dans un pays éloigné et d'adopter des habitudes différentes, produit en peu d'années une si grande diversité, l'effet sera plus grand

encore là où il y a différence de race. Dans les États-Unis, nous avons un grand nombre de citoyens de différentes nations de l'Europe; dans l'Amérique méridionale, à la vérité, les colons étaient en grande partie de la métropole; mais la différence était plus qu'opérée par le nombre d'Indiens civilisés qui composaient en grande proportion la population de plusieurs parties, et qui par la suite se mélangeaient avec les Espagnols d'Europe et leurs descendants et firent un peuple distinct. Les naturels du pays se mélangeaient sans difficulté et partageaient les sentiments de leurs compagnons, tandis que les Espagnols, qui ne pouvaient former une portion considérable du tout, étaient traités en inconnus, en étrangers du moins, jusqu'à ce qu'ils eussent été long-temps établis dans la colonie, qu'ils eussent des familles, et se fussent identifiés et amalgamés à la masse. Plus la colonie devint populeuse, en restant toujours colonie, plus elle s'é-

loignait, sous le rapport des sentiments, de l'ancien état; plus donc les liens à cet état étaient faibles, et plus augmentait la difficulté de maintenir l'obéissance. Lorsque l'habitude, le charme ou la magie de la dépendance furent une fois dissipés, l'ancien état fut regardé sous le même point de vue que toute autre puissance étrangère, et ses efforts pour ramener les colonies à l'obéissance, considérés comme une invasion de la part d'un autre ennemi. Voilà pourquoi les indigènes de l'Amérique du nord et du sud sont devenus *patriotes*, défenseurs de leur sol natif; tandis que l'Espagne remplit le rôle de l'injuste attaquant et s'amuse à croire qu'il s'agit d'appaiser l'insurrection d'une province voisine, dans laquelle il reste des sentiments cachés d'affection, ainsi que dans le cœur d'un fils qui désobéit à son père. L'Espagne n'a point à réduire la Catalogne et l'Arragon révoltés; elle fait la guerre à une nation ou des nations éloignées, avec le plus

grand désavantage possible. Cette entreprise est des plus insensées, car supposons même qu'elle réussît pour le présent, changerait-elle les esprits? Il serait aussi raisonnable de songer à la guerre contre les éléments. Le moment n'est pas éloigné, où *dans la marche de la nature*, *les colonies seront indépendantes.*

Il est évident, que les colonies espagnoles étaient depuis long-temps un peuple très-différent des Espagnols d'Europe et que par une conséquence naturelle, des haines et des jalousies mutuelles s'entretetenaient entr'eux. Les colons ont dû sentir long-temps qu'on les tenait en esclavage. Ils devaient naturellement demander : » Combien de temps l'Espagne veut-elle « nous considérer comme des accessoires « à sa monarchie, comme des esclaves « enchaînés aux roues de son char, pour « ajouter à sa vanité et à sa pompe? Se« rons nous ses colonies pour toujours? « renoncerons-nous à tout espoir de ré-

« clamer quelques honneurs pour le sol « chéri de la patrie, de décorer et d'em- « bellir le berceau de nos ancêtres, nos « propres demeures, la seule contrée qui « possède nos affections, le séjour de nos « parents? Serons-nous arrêtés dans toutes « nos entreprises par des étrangers, qui « viennent à nous comme d'un autre globe, « qui n'ont aucuns liens parmi nous, et « qui sont indifférents à la prospérité et à « l'avancement de notre contrée? Reste- « rons nous honteusement soumis à ces « maîtres en fait de goût, qui nous dé- « fendent l'usage de nos biens, et qui « emportent, nous ne savons où, les fruits « de notre industrie? » La seule réponse de l'oppresseur eût été courte et simple. » J'ai la puissance. « Voilà ce que je nie. *Le monde se réjouit qu'un peuple qui a pu se défendre lui-même dix ans, soit en état de se défendre lui-même à jamais.*

La politique de l'Espagne tendait néces- sairement à créer et à augmenter la haine



profondément enracinée. Son gouvernement serait bientôt considéré comme une odieuse usurpation. Le sujet le plus agréable des pensées et des entretiens parmi les colons, serait leur délivrance de ces chaînes politiques. Ils regarderaient le jour qui amènerait cet événement si désiré, avec quelque chose d'une dévotion religieuse. Le triomphe de ces vœux est dans la nature. Il y a dans les monarchies étendues, qui ont l'avantage d'être contiguës ou peu séparées, une tendance continuelle à tomber sous leur propre poids. Nous lisons aux discours de Cicéron contre Verrès, une belle peinture des mille et mille impositions auxquelles les provinces éloignées sont assujéties; les vexations pratiquées par les vice-rois presque sans réponsabilité, par les gouvernements et les agents subalternes, envoyés pour gouverner, n'ont point de termes; rien ne supplée au besoin d'un pouvoir centralisé, d'une source originelle d'autorité au milieu des provinces. Une contrée ainsi éloignée, privée d'un gouvernement de son choix,

4

est un monde sans soleil. La distance de la métropole en bannit toute communication de sentiments avec elle, ou n'en permet qu'une faible. Aucun empire avec un territoire étendu, et surtout divisé par l'Océan, ne peut donc être de longue durée, à moins qu'il ne se partage en états séparés, ayant chacun son centre de pouvoir, auquel se rattachent la sympathie, les passions et les intérêts des peuples. De plus, outre l'éloignement de la métropole, qui ne permettait pas aux Américains une communauté de sentiments avec l'Europe, et autorisait les gouverneurs et les employés importés à pratiquer impunément leurs abus, l'Océan établissait encore une séparation de mille lieues. En plaçant l'Amérique à une telle distance de l'Europe, la nature semble avoir défendu qu'elle soit dépendance, plantation ou accessoire des petits Etats européens. Le Roi de Brésil s'est conduit sagement quand il a transporté sa cour et son gouvernement dans ses possessions d'Amérique, et a converti en province l'ancien



siège de son empire; ses possessions d'Amérique étaient trop considérables pour demeurer une colonie distincte; et quoique la forme de son gouvernement ne soit pas celle que nous préférions voir dominer en Amérique, néanmoins le parti qu'il a pris vaut encore mieux que de les avoir retenues dans l'état de colonies. Mais il faut qu'il se hâte d'identifier ses intérêts avec ceux de l'Amérique, il faut qu'il cesse d'être Européen, qu'il sorte du dédale de la politique d'Europe, ou il rendra sa position difficile. Je serais bien aise de voir encore élargir la brèche entre lui et l'Espagne, et en même temps rejetter rigoureusement l'intervention des alliés dans les affaires de l'Amérique. La famille royale d'Espagne eût agi prudemment dans ses propres intérêts, si elle fût venue à Mexico.

L'Espagne s'est bien aperçue de cette disposition ou de cette tendance de la part des colonies à se séparer et à se donner un gouvernement. Elle savait que l'état colonial était forcé et trop contre nature pour

subsister long-temps. Elle avait eu partout de fréquents indices des dispositions qu'il lui était impossible de méconnaître. Les peuples se mûrissaient graduellement pour une rupture, malgré toutes les précautions qu'elle prit pour retarder une chose si redoutée. Un événement auquel elle coopéra (sans doute par le désir de s'affranchir de ses ambitieux voisins, les Anglais) servit, toutefois contre son attente, à hâter la maturité. Ce fut l'heureuse émancipation des Etats-Unis. Pour éviter un mal, elle en encouragea un autre plus pernicieux encore. Ses colonies ne virent point sans agitation, dans les colonies voisines, la pleine jouissance des biens d'un gouvernement de leur choix et d'une libre constitution. Les prisonniers sont tourmentés du désir de s'échapper, autant à cause de l'amour naturel de la liberté que par la vue d'autres qui en jouissent. Les précautions de l'Espagne redoublèrent donc; et d'un autre côté la désaffection s'accrut dans le même rapport. Toutes les peines prises pour empêcher l'introduc-



tion des principes libéraux dans les colonies furent inutiles. On prohibe l'importation des marchandises, mais les pensées pénètrent de même que les rayons de la lumiére, et il est aussi inutile d'empêcher l'essor des connaissances que d'empêcher le soleil de briller. Les vrais principes de la liberté se sont enfin répandus, ils ne rentreront plus dans la tombe du secret. L'art de l'imprimerie produira avec le temps la liberté de la presse, et là ou règne cette liberté, le despotisme tombe abattu. Ces principes ont rempli l'Europe, et quoique réprimés ils poursuivent leur route en silence. Ils l'ont prise enfin vers les climats plus rapprochés de l'Amérique du sud; et là nous avons vu ces principes invariablement unis à l'établissement de l'indépendance. *Autrefois une révolution indiquait un peu plus qu'un changement de maître; elle signifie aujourd'hui l'établissement d'un gouvernement libre*. La prospérité sans exemple des Etats-Unis, comme des colons, fournissait un actif aliment au feu

acharnés, ou ceux qui ne les connaissent pas ou qui à cause des circonstances les ont vus sous l'aspect le plus défavorable. Des personnes qui n'ont jamais vu un seul Américain du Sud, ont l'habitude de les condamner tous en masse, comme stupides, dépravés et grossiers. Malgré cela, si nous consultons les voyageurs éclairés qui ont visité ces pays, nous les verrons tous rendre hommage à leur intelligence naturelle et au grand nombre d'hommes instruits et bien élevés qu'on y rencontre. Mais est-ce à nous à répéter ces calomnies? Rappelons-nous le caractère qu'on nous attribuait il n'y a pas longtemps par toute l'Europe, et nous balancerons à condamner un peuple que nous n'avons pas eu l'occasion d'apprécier avec justesse. Jusqu'à la révolution d'Amérique, la mode répétait une opinion très-agréable à la vanité européenne, que l'homme dégénérait dans le nouveau monde, et s'il n'était sans cesse renouvelé par l'intelligence européenne, qu'il courrait le danger de perdre la faculté de la raison.

Depuis quand cette calomnie a-t-elle été réfutée ? ne voilà t-il pas les mêmes hommes qui l'affirment ? Cependant l'homme éclairé qui savait que la vraie dignité du caractère humain ne dépend point du climat ou du sol, mais de la liberté et de l'indépendance du gouvernement, aussi nécessaires que le soleil et l'air le sont aux plantes, prédisait ce que nous deviendrions, abandonnés à nous-mêmes. « Pour-
« quoi, demandait un éloquent orateur,
« l'esclave regarde-t-il tranquillement la
« colline où Léonidas expira ? La nature
« de l'homme n'a point changé, mais
« Sparte a perdu le gouvernement auquel
« la liberté ne pouvait survivre. »

L'homme est partout un être noble et sublime, et si le poids qui le courbe vers la terre disparaît, si les liens esclaves dans lesquels il est enchaîné se brisent, il s'élévera facilement à la hauteur naturelle de son caractère. Nos ennemis d'Europe ont encore l'habitude, malgré les preuves données dans la paix et dans la guerre, de nous

représenter dégénérés, au moins incapables de rien de grand. Nous savons que ces opinions sont la calomnie de l'envie et de la malveillance, répétées par l'ignorance et le préjugé; ne pouvons-nous donc *par charité* supposer que toutes nos notions sur les Américains méridionaux sont fausses ?

L'assertion constante de nos ennemis, durant notre lutte mémorable pour l'indépendance, était notre incapacité supposée de nous gouverner nous-mêmes. Ils nous représentaient comme un peuple généralement sans culture; notre distance de la métropole, de ce soleil des lumières, nous empêchait de rien savoir, et par conséquent de faire aucun bon usage de l'indépendance, quand même il nous serait possible de l'acquérir; ils nous disaient remuants et factieux, et nous précipitaient dans un état d'horrible anarchie, ou nous rendaient, par nos divisions intestines, la proie de l'ambition de chefs militaires. Rien de tout cela n'est arrivé, et ne devait sans doute arriver. Il est dé-

plorable de voir le penchant de l'esprit humain à former des opinions sans date et sans expérience, ou à former des théories générales d'un petit nombre de faits isolés. C'est une source de mille injustices en politique, en science, en morale et en philosophie. Le bigotisme d'opinion oppose la plus forte barrière aux progrès de l'esprit humain. L'ignorant et le présomptueux, croiront toujours *que ce qu'ils ignorent, n'existe point*. Un étranger me demandait un jour pourquoi on ne publiait dans ce pays aucun ouvrage original? Par cette simple raison, répliquai-je, que vous ne les avez point lus. Nous prononçons sur le caractère des Américains du sud; nous les déclarons privés de ces qualités que nous estimons le plus; non que nous les connaissions, mais parce que nous ne les connaissons pas. C'est ainsi que le vain et méprisant despote d'Afrique ou d'Asie prononce que l'Européen est d'une race inférieure, dans un état d'ignorance et de barbarie.

tère de nations destinées à jouer un rôle si important dans les affaires du monde ! Des améliorations considérables dans le gouvernement de l'Europe, ne peuvent être attendues maintenant et ne s'effectueront que par de lents progrès ; s'il ne serait pas même d'une sage politique de nous en occuper, il est inexcusable de rester indifférents à la nature du gouvernement de nos voisins d'Amérique. La valeur d'une maison dépend beaucoup du sol voisin ; notre situation deviendra meilleure ou pire, d'après le caractère de ceux qui nous touchent ; et heureusement nous ne pouvons être entourés. Les patriotes savent bien que les particuliers américains forment des vœux les plus ardents pour leurs succès, mais ils se plaignent de la froideur de notre gouvernement, qui semble rougir de les reconnaître ; ils ne savent pour quelle raison dans une république, le gouvernement serait indifférent et le peuple animé de l'intérêt le plus actif.

En comparant les efforts de ces peuples

sent, et vous trouverez que la balance est autant en faveur de nos jours, qu'elle l'est en faveur de l'état actuel de notre population, de notre force et de notre amélioration politique. Mais nous avions alors beaucoup d'hommes bien instruits, surtout dans les différentes professions; une classe nombreuse possédait assez de fortune, et avait assez de loisir et le moyen d'acquérir assez de connaissances pour comprendre leurs droits, et y attacher une juste valeur et apprécier l'avantage d'une séparation avec la grande Bretagne. A-t'-on jamais soutenu qu'on ne trouverait aucun de ces éléments dans l'Amérique méridionale? je suis loin de prétendre que la grande masse de sa population soit aussi bien disposée que l'était la nôtre; mais que l'on se souvienne que nous établîmes à-la-fois non seulement un gouvernement libre, mais le plus libre des gouvernements qui eussent jamais existé. De ce que les Américains du sud ne peuvent établir un gouvernement à beaucoup d'é-

gards aussi libre que le nôtre, il ne s'ensuit pas qu'ils soient incapables de tout, excepté d'un despotisme absolu. Il ne serait point difficile de prouver qu'il y a de forts traits de ressemblance entre le peuple du midi et le nôtre, et qui leur permettent également d'aspirer à un gouvernement libre. Les moyens d'acquérir de la fortune, par exemple, suffirent pour élever dans chaque village ou district, des familles qui devinrent assez à leur aise pour acquérir de l'instruction et se maintenir dans un caractère respectable; là, comme chez nous, des hommes avaient des états; ils étaient nécessairement éclairés, et attachés au sol par les liens de la naissance et les unions de familles, et ne pouvaient cependant aspirer aux charges publiques et aux honneurs. Les prêtres du pays étaient, presque sans nulle exception, exclus des dignités de l'église, communément conférées à des étrangers. Les prêtres séculiers, bien loin d'être contraires à la cause de l'indépendance, ont été ses plus

actifs soutiens, et bien plus même, les avocats *des principes les plus libéraux*. Le fait est que ces prêtres, qui sont les fils des familles les plus respectables, sont chefs d'armées, officiers de partisans, et s'occupent activement de répandre les connaissances politiques parmi le peuple. Ces hommes ont en effet long-temps médité l'émancipation de leur pays, et plusieurs, selon toute apparence, ont pris leur robe pour mieux cacher leurs études. J'ai su d'un grand nombre de personnes, que long-temps avant la lutte actuelle de l'Amérique méridionale, elles avaient été surprises des sentiments libéraux du clergé et de l'avidité extraordinaire avec laquelle il saisissait tout ce qui venait de notre pays.

Quelques peines incroyables que prît le gouvernement espagnol pour repousser toute lumière des colonies, et toute connaissance libérale; quoiqu'il proscrivît tous les livres qui eussent découvert aux Américains du Sud, *l'important secret qu'ils*

étaient hommes, il était absolument impossible de bannir toute espèce d'enseignement ; quelques branches étaient même encouragées pour détourner l'attention d'études plus dangereuses ; il y avait des colléges et des séminaires pour l'éducation dans les principales villes et cités, et aussi des écoles pour les premiers élements ; les enfants de quelques personnes des plus fortunées étaient, de même que chez nous, envoyés au dehors. Considérée philosophiquement, c'est une entreprise bien vaine que de vouloir forcer les pensées dans un canal particulier, comme un torrent d'eau. La lecture d'un livre ne peut guères produire plus d'effet que de mettre l'esprit en mouvement ; quand nous commençons à penser, quel autre que la divinité serait capable de mettre des liens à nos pensées ? La simple lecture d'un édit qui défend de lire un livre, donne souvent lieu à une suite de pensées plus dangereuses que le livre lui-même.

Dans l'Amérique du Sud, comme dans

celle du Nord, il était facile de gagner sa subsistance; et à cause de la faiblesse de la population, les hommes étaient plus précieux que dans les contrées populeuses et misérables de l'Europe. Il y avait peu ou point de noblesse héréditaire pour les humilier et les habituer à sentir leur infériorité; la noblesse telle qu'elle était dans le pays (issue des vieilles souches espagnoles dégénérées), était regardée comme une plante exotique, mal accommodée au sol et au climat. En général, chacun était l'artisan de sa propre fortune. La seule distinction réelle de rang naissait de la supériorité de richesses, de talents ou de fonctions; la noblesse exotique, qui aspirait à quelque chose de plus, n'était pas mieux regardée que des étrangers, souvent méprisables en eux-mêmes et méprisés en secret par toutes les classes d'indigènes. Je ne crois pas risquer beaucoup en assurant que nos frères du Sud, pris ensemble, étaient plus faits pour la liberté (la Suisse exceptée) qu'aucune partie de l'Europe. Les bergers

d'Amérique sont une race d'hommes hardie, robuste et courageuse, et par la nature même de ses occupations, sérieuse et réfléchie, tandis que les Espagnols d'Europe tombaient dans l'indolence, et perdaient l'esprit mâle d'indépendance qui les mettait autrefois au dessus de tous leurs voisins, et qui brillerait encore aujourd'hui sous un autre gouvernement. Le même esprit était cultivé et se fortifiait dans les colonies; et il ne faut plus aujourd'hui que le diriger vers un noble dessein. Les agriculteurs étaient plus libres et gagnaient une subsistance plus facile que leurs frères d'Europe; il n'était pas au pouvoir de l'Espagne de l'empêcher. Les marchands et les artistes des villes, par la plus grande facilité de vivre, avaient de même plus de temps pour la réflexion que les personnnes de la même classe dans les contrées populeuses. La nature des choses voulait qu'il y eût une égalité plus générale parmi les indigènes dans les colonies espagnoles que dans les pays européens. Des personnes possédaient,

à la vérité, des biens considérables, mais elles les avaient acquis elles-mêmes, ou elles les tenaient de leurs ancêtres immédiats. J'ai su qu'un des plus riches individus de la Nouvelle Espagne était, il y a peu d'années, un conducteur de mules. Nous tomberions dans les plus grandes erreurs, si nous établissions notre opinion de l'état moral essentiel de la colonie par l'état européen dont il a été formé. Il y a des traits particuliers, qu'on retrouve dans chaque colonie, de quelque nation qu'elle soit ; et l'on aura des idées plus précises de leur caractère, par un examen attentif du nôtre, plutôt qu'en prenant pour guide, l'ancien état, la simple théorie, ou les calomnies des ennemis.

Ce que nous avons vu dans ce pays, il y a quelques années, de l'Amérique méridionale, ne justifie assurément pas l'opinion que plusieurs d'entre nous ont du caractère et de la capacité de ce peuple. Les contrées qui produisent des Clemente, des Gaul, ne sont point tombées dans une

ignorance grossière, ou incapables de se donner une forme de gouvernement sage. Nous avons entendu que ces hommes respirent des sentiments d'une fière indépendance et d'un patriotisme exalté, que nous croyons être le partage exclusif de la Grèce ou de Rome. J'étais honteux en entendant ces mêmes hommes se plaindre de ce que nous regardions tous leurs compatriotes comme dégradés au dessous du reste de leur espèce; de ce que nous ne connaissions pas même leur géographie, et de ce que plusieurs d'entre nous traitaient leur cause avec une indifférence insultante. Je rougis de la vanité et de l'amour-propre de mes compatriotes, qui refusent d'accorder les attributs communs de l'humanité à ces hommes généreux qui ont offert leurs vies et leurs fortunes pour donner la liberté au sol chéri de la patrie.

Heureusement pour eux, tous les efforts de leurs ennemis ne suffiront pas pour arrêter les progrès de l'esprit humain en Amérique. L'Espagne a adopté un système

calculé pour retarder la prospérité générale de ses colonies; elle a satisfait sa cupidité par les plus blâmables exactions; et cependant la vaste étendue du nouveau monde et la facilité des moyens de subsistance, rendaient impossible à un grand dégré la tyrannie d'une nature simplement personnelle. L'Américain a toujours été un homme libre, malgré les mesures tyranniques pour retarder la prospérité générale; l'individu était libre, par la nature même du pays qu'il occupait. N'imitons point l'égoïsme des Anglais qui se prétendent le seul peuple de l'Univers capable de jouir d'une liberté forte et raisonnable. Croyons au contraire, qu'on jouit de la liberté sous plus d'une forme; la Suisse était libre; les républiques d'Italie étaient libres; la Hollande était libre, quoique chacune sous une forme différente. L'Amérique du sud aussi sera libre, et il y a des raisons de le croire, sera aussi libre que nous-mêmes. Nous avons un motif puissant pour prononcer avec prudence sur le caractère de nos frères du

sud. L'humanité est-elle sans droits auprès de nous? Il serait beau d'accorder aux patriotes au moins une occasion de prouver s'ils méritent ou non le glorieux privilège de l'indépendance. Quel tort peut-il résulter pour le monde de l'expérience? Certes aucun état où on les place ne sera plus nuisible aux intérêts de l'humanité, à la cause de la nature, qu'un retour sous la triste domination de l'Espagne, décidée plutôt que d'abandonner le sceptre, à régner sur les ruines des villes et sur des plaines désertes.

Le caractère de l'ancienne Espagne même, quoiqu'aujourd'hui tombé si bas, était autrefois, je l'ai déjà dit, d'une espèce toute différente. Nous aurions tort de supposer les Espagnols insensibles aux charmes de la liberté, ou ne connaissant pas les principes d'un gouvernement libre. L'histoire d'Espagne est pleine des plus nobles traits de patriotisme, depuis le temps de Viriate jusqu'à celui de Palafox. On voit en même temps des preuves de la résolution du peuple,

quand il s'oppose aux mesures tyranniques de princes despotes. La conduite des Cortès et des Juntes provinciales prouve s'ils sont incapables de se gouverner avec les formes les plus populaires. La défense du pays, dans les tems les plus difficiles, fut conduite par ces assemblées, d'une manière très-active. *La liberté n'est point même encore éteinte parmi les peuples d'Espagne.* La constitution ou forme de gouvernement, adoptée par eux, renfermait les plus beaux traits de celles d'Angleterre et des États-Unis, tandis que dans le même temps les colonies respiraient des sentiments encore plus libres. Les amis de l'humanité entretenaient l'espérance que l'Espagne, sous une monarchie tempérée, reprendrait son ancien rang dans l'Europe. Les Juntes et les Cabildos ont toujours existé dans la Monarchie espagnole; ce sont des assemblées populaires qui mettent entre les mains des sujets une portion assez considérable du gouvernement, et qui, semblables au jugement par Jurés, en Angleterre, ont accoutumé le peuple à

se croire quelque chose de plus que des chiffres dans l'état. La nécessité rendait l'usage de ces assemblées ou conseils populaires plus commun dans les colonies que dans l'Espagne, circonstance qui jointe au plus grand dégré de liberté et d'indépendance personnelle des colonies, à cause de l'éloignement, doit avoir fait le peuple d'une caste toute différente des esclaves d'un despotisme absolu. *Il n'est pas si difficile d'être libre qu'on voudrait nous le persuader; la liberté est la condition naturelle de l'homme; il lutte sans cesse pour retourner à l'état auquel la nature l'a destiné.* — D'un autre côté, l'esclavage est une condition forcée et factice qu'on ne maintient qu'en chargeant de chaînes le corps et l'esprit. Quoi donc dans la nature empêchera les patriotes, après s'être délivrés du despotisme étranger, d'établir avec le temps des gouvernement doux et salutaires? Ils ne manquent point de connaissances sur les vrais principes de tels gouvernements; le temps où ils vivent est suffisamment éclairé à ce sujet;

on trouve à la fois le précepte et l'exemple; ils n'ont qu'à choisir ce qui leur convient. Leurs relations avec les Anglais et avec nous les aideront à se former des opinions correctes sur les matières politiques. Ils peuvent, comme nous, adopter les principes libres du gouvernement anglais, sans l'échaffaudage qui cache et déforme l'édifice; ils n'établiront sans doute point de monarchie, faute de sang royal d'origine; leurs familles comme chez nous, ne font guères remonter leurs ancêtres au-delà du déluge universel.

Il n'est pas toujours sûr de raisonner sur ce qui sera, d'après ce qui a été. Si quelques parties de l'ancien monde n'ont point réussi à établir un gouvernement libre, cela vient de mille causes, qui ne peuvent exister dans le nouveau monde; et dans cette partie, au contraire, il y a mille causes favorables à un gouvernement libre et qu'on ne trouve pas ailleurs. Un savant écrivain anglais assurait que nous ne pouvions établir de gouvernement durable, parce que nous n'avions

que de pain. Les sages politiques d'Europe sont le plus sujets à se tromper dans leur application de l'expérience, tirée de leurs seuls pays, à un état de choses tout-à-fait différent. Il ne faut pourtant pas s'attendre que les colonies émancipées entreront dans un ordre meilleur et formeront des gouvernements réguliers, sans une grande fermentation. L'établissement de gouvernements n'est point une chose facile, au milieu des circonstances les plus favorables ; on doit donc s'attendre à la diversité d'opinions, à de fortes querelles et même à quelques recours partiels aux armes. Un aussi grand ouvrage que l'établissement d'un ferme gouvernement, n'aura point lieu sans troubles. Vingt ans après être devenus libres, nous étions toujours engagés dans des discussions politiques, et l'Europe nous crut tantôt sur les bords du despotisme, tantôt sur ceux de l'anarchie. Mais ces dissensions mêmes étaient peut-être la preuve de notre force politique. Nous avons nos soulèvements,



notre règne de la terreur, nos complots contre le gouvernement et nos déportations. Ces choses faisaient croire aux nations étrangères que nous étions près de nous dissoudre, tandis qu'en effet notre gouvernement se consolidait par degrés et nos mœurs se formaient avec lui. Plusieurs points autrefois sujets de dispute, sont applanis. Nos progrès en connaissances ont été inconcevables ; il y a plus de lecteurs et de penseurs en politique dans les États-Unis que dans toute l'Europe ; il n'y a point d'Américain, soit qu'il habite les forêts les plus éloignées ou les plus obscurs vallons, qui ne soit au courant de ce qui se passe dans son pays ou ailleurs, aussi bien qu'un ministre d'état. Je ne doute point qu'il ne se soit fait de grands progrès dans l'Amérique méridonale depuis le commencement de la lutte ; l'esprit abandonné à lui-même a dû s'attacher aux opinions et aux sentiments si naturels au cœur humain. Si la lumière n'a point encore pénétré la masse de la société, cela viendra avec

admirablement semées de belles baies et d'entrées, et traversées par de grands fleuves. Nous avons déjà fait les progrès les plus surprenants dans les affaires maritimes; mais depuis la paix en Europe, nous ne pouvons soutenir la concurrence pour le commerce le long de l'Atlantique; les Indes occidentales et l'Amérique du sud sont les champs propres de notre commerce, et plus ces champs s'aggrandiront, plus nous y trouverons d'avantages. La nouvelle Espagne, sans contredit la plus belle partie du nouveau monde, destinée par la nature à être la plus riche partie de l'Amérique, et qui comprend même déjà six millions d'âmes, n'a qu'un seul port sur l'Atlantique, et peut même à peine avoir un vaisseau; son commerce sera donc fait par nous, ses plus proches voisins. Cela seul nous indemniserait de la perte du commerce de transport. Les propriétaires de nos vaisseaux du nord sont aussi plus intéressés qu'ils ne l'imaginent à l'établissement de l'indépendance,

Quant aux autres parties de l'Amérique méridionale, nous pourrions au moins le disputer aux Anglais et même tirer des avantages considérables de notre voisinage. Il est d'autres considérations qui appellent notre attention. *Il y a sous plusieurs points un intérêt continental américain, opposé à l'intérêt européen.* Je ne suis point l'avocat de l'idée éblouissante d'un grand congrès américain sur l'isthme, mais il peut exister un accord sur des sujets d'un intérêt général. Le poids et l'importance de chaque Etat s'augmenteront merveilleusement par le voisinage d'états indépendants, même sans alliances. Les Etats-Unis sont à présent un seul pouvoir isolé, et les Monarques le long de l'Atlantique ne redoutent point que d'autres nations fassent cause commune avec nous, quand nos droits sont violés. Mais supposons, par exemple, l'existence de plusieurs gouvernements sur ce continent, entièrement dégagés de tous liens avec l'Europe, et tout-à-fait hors de

sa dépendance , hors du tourbillon de ses intérêts primitifs, l'Angleterre ou tout autre gouvernement auraient-ils dans ce cas anéanti les droits des neutres? Non, ils auraient attaché trop de prix à la bonne intelligence avec l'Amérique pour la traiter avec tant de légèreté.

C'est pour cette raison que nous nous réjouîmes de l'établissement d'une souveraineté américaine indépendante au Brésil. Nous nous livrions à l'espérance que cette souveraineté, comme américaine, serait notre amie. Nous avions raison de croire, d'après la réception de nos agents, que nous ne nous trompions pas. Cependant nous vîmes durant la dernière guerre (par la nature de ses relations avec l'Angleterre) le Roi du *Brésil pencher plutôt du côté de nos ennemis*. Nous n'avons point l'habitude de violer les droits des autres, mais nous n'oublions pas aisément les injures : il nous sembla que l'affaire de l'armateur Armstrong, à Fayal, n'excita point à la cour du Brésil la sensation qu'elle

aurait dû produire. Cependant je suis disposé à l'oubli ; et la nomination comme ministre de ce gouvernement, d'un homme qui avait adopté notre pays, qui était lié avec plusieurs de nos concitoyens distingués, qu'enfin on supposait trop républicain pour l'Europe, semblait un *compliment* à nos institutions, et le désir de relations amicales. L'intérêt du Roi du Brésil est de rendre ce pays florissant, et plutôt il renoncera à ses possessions d'Europe, plus il fera bien. Je suis forcé d'avouer que je suis blessé de la manière dont la dernière insurrection a été signalée dans nos papiers publics. Je ne serais point surpris si la cour du Brésil l'eût regardée comme une preuve concluante d'une profonde inimitié envers elle de la part de ce pays. Je ne comprends pas que nous ayons plus le droit d'être mal disposés pour un gouvernement, parce que sa forme est monarchique que n'en a ce même gouvernement d'être notre ennemi, parce que nous sommes une répu-

blique; enfin, si nous déployons ces sentiments vis-à-vis des autres, nous n'avons pas droit de nous plaindre de la réciprocité. Quant à l'insurrection de Fernambouc, nous avons été induits en erreur, en la confondant avec la lutte des patriotes, tandis que la situation et la cause étaient en effet très différents; quoi qu'on pense de la *forme*, les Brésiliens ont déjà obtenu le grand objet pour lequel combattent les Américains. — *Un gouvernement au dedans d'eux-mêmes.* L'affaire de Fernambouc n'était que la révolte d'une province limitrophe, et nous n'avions pas plus le droit de nous en mêler que d'une insurrection en France ou en Angleterre. C'est par une telle confusion de choses, que nous injurions la cause des patriotes.

Affranchir l'Amérique de l'Europe, voilà le grand but à obtenir. Comparée à celle-ci, toute autre considération est de faible importance. L'établissement de gouvernements, fondés sur les principes

les plus libres et les plus libéraux, en tant qu'ils ont rapport à notre bonheur, et à celui des autres, et aux plus grands progrès de l'Amérique, est ensuite la chose le plus à désirer. L'indépendance et la liberté de ce continent sont deux objets que nous devrions, autant que possible, considérer comme inséparables; cependant si des portions de l'Amérique méridionale n'adoptaient point des formes agréables à nos notions, ce serait le comble de l'arrogance de notre part de refuser leur amitié, et celui du ridicule de leur faire la guerre à ce sujet. Il serait aussi offensant qu'insultant de notre part de dicter à un peuple l'espèce de gouvernement qu'il doit adopter; la vraie libéralité républicaine le défend. J'avoue à regret que nous nous mêlons trop des affaires intérieures des autres nations. Chérissons nos institutions; mais pour cela ne nous vantons pas avec excès, en accusant les autres. Si les patriotes adoptent des constitutions tant soit peu libérales, ne refusons pas de croire que nos compatriotes

entreprenants et intelligents, et les Anglais qui visitent ces contrées, les aideront de sages conseils pour établir leurs gouvernements. Ils auront donc surtout affaire avec les deux nations auxquelles les vrais principes d'un gouvernement libre sont les mieux connus par la théorie et la pratique. Il y a toute raison de croire que nous serons en harmonie parfaite avec les sujets de la Grande Bretagne pour effectuer cette noble entreprise. Je ne crains pas que mes concitoyens ne rivalisent dignement avec l'Angleterre; celle-ci retirera peut-être les premiers fruits de l'indépendance de l'Amérique méridionale, mais nous obtiendrons un accueil meilleur et plus constant. Les patriotes peuvent se confier entièrement à nous avec plus de sûreté; nous formons pour leur bonheur des vœux bien différents de ceux de l'Angleterre; celle-ci désire leur prospérité pour jouir de leur commerce; tandis que nous, élevés au-dessus de ce motif personnel, nous le désirons pour des motifs d'une plus haute

considération, et qui seront mutuels; de plus, nous recevons un plaisir, nous sentons une sympathie, que d'autres ne peuvent connaître, à la vue de colonies engagées dans une même lutte que celle qui fonde notre gloire et notre orgueil. Nous désirons qu'elles triomphent, parce qu'elles tâchent de s'affranchir de l'Europe, parce qu'elles font partie de l'Amérique, et parce que leur succès et leur bonheur confirmeront les nôtres. Au lieu d'être jaloux des secours que les Anglais donnent aux patriotes, réjouissons-nous en plutôt. Les patriotes voient bien l'ambition effrénée des Anglais, leur désir d'avoir des possessions dans toutes les parties du globe; ils savent en même-temps que nous n'avons point de colonies et que nous n'en aurons jamais; que notre seule ambition est de remplir le territoire que nous possédons déjà, ou que nous réclamons, et de jouir du commerce avec toutes les autres parties du monde. L'accusation portée contre nous, de nourrir des vues

ambitieuses, semblables à celles des nations européennes, est trop ridicule pour mériter une réfutation. Nos bornes ont été consenties par les nations de l'Europe elles-mêmes, et nos désirs, comme la nature de notre gouvernement, ne nous permettront pas de les dépasser. En deçà de ces bornes, nous avons l'ambition d'améliorer les pays demeurés déserts jusqu'aujourd'hui, et de servir autant la grande famille humaine que nous-mêmes. Notre guerre dans le Canada n'avait point pour but d'étendre notre territoire; elle était entreprise pour notre propre sûreté et pour assurer la paix future. C'est une question si nous accepterions aujourd'hui ce qui nous serait offert pour rien. Et qui donc nous accuse de projets ambitieux? Mais ces déclarations ne tromperont point les patriotes de l'Amérique méridionale et ils se confieront à nous.

La prépondérance des Etats-Unis dans les affaires d'Amérique, sera naturelle et n'offensera point; elle viendra de ce qu'ils sont

l'état le plus ancien, de ce qu'ils ont une population plus nombreuse, plus homogène, plus active, et généralement plus éclairée, d'un plus grand désintéressement, de l'observance de la justice, et de l'amour de la paix. *Les États-Unis seront naturellement la tête du nouveau monde.* Ayant déjà un gouvernement bien consolidé, éprouvé et fixe, tenant dans le monde un rang distingué, avançant avec une prodigieuse rapidité, ils surpasseront de beaucoup tous les empires américains. Le Mexique, il est vrai, peut un jour nous le disputer sous certains points; mais étant de nécessité, un simple état méditerrané, il ne nous égalera point en force; il s'écoulera de longues années avant que le Brésil, les provinces de la Plata, la nouvelle Grenade, le Chili ou le Pérou, ou d'autres parties de l'Amérique méridionale, qui forment des corps différents, soient en état de nous vaincre. En traçant cette vision dans l'avenir, nous cherchons en vain ces causes de guerre qui désolent continuelle-

ils s'attendent au moins à nous voir reconnaître l'indépendance de ceux qui l'ont si bien gagnée. *Il est très évident que nous devons être avec un juste orgueil, les premiers à reconnaître l'indépendance de l'Amérique méridionale*, ou *d'une partie au moins, soit qu'elle s'achève maintenant, ou attende encore dix ans.* Il est probable que quelques puissances de l'Europe se jouent de la crédulité de l'Espagne; les agents de cette puissance peuvent répéter que leur cause sera épousée par le grand congrès, mais ces absurdités ne tromperont qu'eux seuls.

Dans quel état sont les puissances de l'Europe pour lui donner du secours? Et s'ils sont les premiers à le faire, resterons-nous spectateurs bénévoles? Nous pouvons prêter plus d'assistance aux patriotes, que toute l'Europe à l'Espagne. Mais il est sûr que les états d'Europe ne sont point en état de donner ces secours. Une sorte de phrase mystérieuse a dernièrement été répandue, pour effrayer notre



peuple d'un danger non spécifié, *de quelque mal sans nom*. On sait que notre conduite est *soigneusement observée*, qu'on nous regarde *d'un œil ennemi*, que *l'Europe nous jalouse*. Depuis combien de temps ce langage est-il usité? Il n'y a pas long-temps que nous étions une *république de fragments bizarres*, *une masse hétérogène et discordante*, sans cesse au moment de tomber en pièces par suite de nos dissensions politiques, faibles et méprisables comme nation, et par suite pouvant être impunément insultés partout. Maintenant, dit-on, nous sommes surveillés de près; nous sommes devenus dangereux à l'Europe. — En passant ainsi d'un extrême à un autre, il semble que ceux qui parlent de nous, soient en tout temps également éloignés de la vérité. La première suite d'opinions à notre égard a été reconnue erronée; nous avons montré à l'univers que nous ne sommes point une misérable pièce de rapport, que nous pouvons être unis, que notre

gouvernement a assez d'énergie quand les circonstances l'exigent, que nos débats politiques sont des preuves de force et non de faiblesse; maintenant donc, on nous appelle la *grande république*, et l'on prétend penser que nous devenons dangereux. Oui nous sommes redoutables; mais c'est pour ceux qui se déclarent nos ennemis et qui nous font du mal. On trouvera chez toutes les nations, des individus sans lois et sans principes; mais le vrai caractère du peuple et du gouvernement d'Amérique, est une observation scrupuleuse des principes de la justice et l'amour d'une paix honorable. Quelle eût été, par exemple, la conduite d'une puissance de l'Europe dans notre situation vis-à-vis l'Espagne dans ces quinze dernières années? Une seule aurait-elle supporté les agressions et les insultes de cette monarchie, comme nous l'avons fait, quand nous avions si abondamment tous les moyens de nous venger? Quel gouvernement européen se serait abstenu, comme

nous, de s'emparer des Florides et de la province de Taxas? Si la France ou l'Angleterre eussent été à notre place, les territoires dont nous réclamons la cession, et auxquels les Espagnols seuls soutiennent encore que nous n'avons aucun droit, auraient été saisis depuis long-temps. La Floride orientale aurait été séquestrée sous le double motif des odieuses spoliations de notre commerce, et de la conduite de l'Espagne en permettant à notre ennemi de nous faire la guerre de ce pays. Si nous avions été gouvernés par l'ambition de l'une de ces nations, nous aurions envoyé dix mille hommes au Mexique, nous aurions fourni des armes aux patriotes de ce malheureux pays, et nous aurions arraché à la couronne d'Espagne son plus beau diamant. Nous aurions terminé la révolution de Grenade et de Venezuela, et rendu libres le Pérou, le Chili et la Plata. Tout cela était en notre pouvoir, et je me demande sans cesse si dans vingt ans nous ne regretterons pas d'avoir été

trop scrupuleux, trop soigneux de maintenir notre caractère de justice et de modération, au milieu de nations qui les méprisent l'une et l'autre. Bien loin de se plaindre, l'Espagne nous devrait des actions de grâce. Il semble cependant que l'Europe veille maintenant sur nous. Qu'avons-nous à craindre de l'Europe ou l'Europe de nous, pour occasionner cette vigilance inquiète? Rien n'indique la folie d'une invasion, et dans une guerre maritime, nous lui ferions plus de mal qu'elle ne peut nous en faire. L'Europe ne prendra point notre bled, notre coton, notre tabac? Nous refuserons à notre tour de prendre ses draps, ses soies et son vin; et qui alors y gagnera? On dit que *notre république fournit un exemple dangereux d'une heureuse rebellion*, et qu'il faut le faire disparaître. Si cela est vrai, si l'Europe est au moment d'envoyer une flotte de deux mille voiles, et trois cent mille hommes pour anéantir l'Amérique, préparons-nous à cette puissante invasion,

chassons l'Espagne du continent et formons avec les patriotes une chaîne de confédérations ! Mais ces bruits sont trop déraisonnables pour être avancés sérieusement. Il fût un temps où le judicieux Talleyrand lui-même, était d'avis *qu'une guerre, n'importe de quelle espèce, nous réduirait en pièces*, non par la violence venue du dehors, mais par les explosions de l'intérieur. Ce temps est passé. Les yeux des gouvernements européens se sont ouverts. Ils savent bien que leurs institutions politiques sont fondées sur un état de choses très-différent de ce qui existe en Amérique. Que l'exemple de l'Amérique donnera lieu à des améliorations graduelles, mais non à des convulsions. Ils savent qu'il y a plus d'avantages à commercer en paix avec nous, qu'à tenter le vain projet de nous envahir. Cependant, il restera, malgré les plus claires raisons, certains esprits obscurcis qui chérissent le triste et morne plaisir de contempler des spectres sans formes et sans

porte presque à penser que l'Amérique méridionale a aussi son Washington : Quand St.-Martin rendit le Chili à la liberté et à l'indépendance, la place de directeur suprême lui était offerte par le Cabildo, mais il la refusa d'une manière sublime, en déclarant qu'il avait fini sa tâche, et qu'il allait les laisser se donner à eux-mêmes une forme de gouvernement. Afin d'éviter les honneurs publics qu'on lui préparait à St.-Jago, il s'y déroba, et y entra incognito, lors de son retour à Buenos-Ayres, mais il fut rejoint par une députation, qui le pria d'accepter au moins la somme de vingt mille dollars, pour payer ses dépenses; il refusa positivement. A son arrivée à Buenos-Ayres, les habitants firent toute sorte de préparatifs pour le recevoir de la manière la plus distinguée; et vingt mille citoyens l'attendirent sur la route où il devait passer! Les habitants du Chili, dans un des premiers actes de leur gouvernement, votèrent une somme d'argent pour payer à la république de la

Plata les frais de l'expédition, et prirent ensuite, avec le consentement de cette dernière république, l'armée à leur service; St.-Martin alla reprendre le commandement, et la manière dont il fut reçu par les citoyens reconnaissants de St.-Jago a été détaillée dans nos journaux. Elle ressemblait à la réception que fit la ville de Philadelphie à notre Washington. Les véritables triomphes n'ont lieu que dans les gouvernements populaires; là seulement une récompense naturelle, et la plus grande de celles de la terre, attend l'homme vaillant et vertueux. Les républiques indépendantes de la Plata et du Chili donnent maintenant, selon toute probabilité, par St.-Martin, la liberté et l'indépendance à leurs frères du Pérou.

Quoique les sentiments favorables aux patriotes soient presque répandus dans tous les États-Unis, et semblent gagner chaque jour des forces, il est pourtant des hommes qui prétendent justifier une froide indifférence, et qui parlent même des pa-

triotes dans les mêmes termes que nos ennemis parlaient de nous, durant notre guerre de la révolution. Les patriotes sont appelés rebelles, insurgés, et l'on nous dit sérieusement de les mépriser. Je demanderai *depuis quand nous marquons un peu dans le monde, pour mépriser ainsi nos pauvres parents?* Pouvons-nous donner des épithètes à ces hommes, sans attirer dans le même temps les plus sévères reproches sur nous-mêmes? Non, ils sont maintenant ce que nous étions autrefois; ils combattent noblement contre l'oppression et les aggresseurs, dans une cause sanctifiée par la justice, dans une cause plus juste que la nôtre; car si nous avions une raison de nous plaindre, *ils en avaient dix mille* (1). Cette froide indifférence au

---

(1) Je me suis abstenu d'entrer dans la question du droit qu'auraient les colonies de se déclarer indépendantes de l'Espagne. Jamais cause ne fut plus facile à plaider. L'Espagne n'a pour elle qu'une violence illégitime. Après un sérieux examen des écrivains Anglais contre notre droit de nous déclarer indépendants du



destin de nos semblables est indigne de nous. Nous avons plaint l'Espagne quand

---

gouvernement britannique, je trouve distinctement admis par eux comme incontestable : que la condition des colonies relative à la métropole, n'est pas la même que celle d'une simple province; qu'elle participe plutôt de celle d'alliés, et qu'elle a des intérêts distincts de ceux de la mère-patrie; qu'elle peut, en certains cas, rejeter légalement son autorité, ce qu'une province ne peut jamais faire. « Comme les colonies ne sont point fondées dans des pays éloignés, pour subir l'esclavage, » ou être soumises aux vexations et aux injustices de » l'état colonisant, si elles se croyaient exposées à ce » traitement, elles pourraient renoncer à leur fidélité, » réclamer l'indépendance et demander du secours à » une force étrangère ». Ce sont les propres paroles de l'un des plus habiles et des plus hardis défenseurs de la Grande-Bretagne. Il n'entrait alors dans la tête de personne de prouver que rien ne justifiait la révolte d'une colonie. Notre déclaration d'indépendance pose d'abord des principes, qui furent consentis partout, comme évidents d'eux-mêmes. D'après le cas, la colonie doit avoir le droit de juger si elle a été maltraitée ou non; il serait ridicule de lui accorder seulement l'appel à l'oppresseur. Quand tout espoir de redressement s'est évanoui, elle peut prendre légitimement les armes, et toute nation, suivant Vatel, peut l'assister avec droit, quoiqu'il ne soit point permis d'assister une province révoltée; « La colonie peut en appeler au monde de la

elle a été injustement attaquée par la France; nous avons plaint la Russie, nous plaignons maintenant la France elle-même, et nous n'éprouverions rien pour nos frères du Sud! — Ceux qui nous soufflent cette apathie nous disent qu'étant heureux et contents, nous devrions garder l'indifférence vis-à-vis tout le reste de la race humaine! Si ce sentiment est sérieux, et s'il ne cache pas plutôt de l'inimitié pour les

---

» droiture de ses intentions ». Ce serait insulter un homme de bon sens que de lui prouver que les colonies d'Amérique n'ont point eu de nombreuses raisons de se plaindre. La chose n'a jamais été niée. L'Espagne s'est toujours contentée de dire qu'elles sont ses esclaves, ses sujets, et qu'elle a le droit de les opprimer ou de les tuer, selon son bon plaisir. Il était encore convenu que lorsque la mère-patrie ne pourrait se défendre et serait obligée d'abandonner les colonies à elles-mêmes pour un temps, elle ne pourrait reprendre son autorité que du consentement de la colonie. Jamais il n'y eut d'abandon plus complet que celui des colonies espagnoles depuis au moins trois ans. Les gouvernements existants étaient partout de pures usurpations, car la source d'où ils tiraient leur pouvoir était desséchée, et leur responsabilité avait entièrement cessé.

patriotes, il est méprisable, il est indigne de quiconque porte le nom d'homme. Selon eux, une sage nation devrait étouffer les plus beaux sentiments de la nature humaine, elle devrait ne pas avoir de charité pour elle-même ; un vil égoïsme serait tout ; et la générosité, le patriotisme, la liberté et l'indépendance, des mots vides et ridicules. Que ces sentiments soient le partage du misérable qui ne veut point épargner les restes d'une table abondante, pour empêcher son voisin de périr ; mais j'aime à croire qu'il y a peu d'Américains qui aient une bassesse semblable. Il ne s'ensuit pas que pour penser différemment, nous devenions des Don Quichotte, et que nous nous laissions entraîner dans une guerre, sur le seul motif des opinions religieuses et politiques. Je ne suis point l'avocat d'une fraternisation perturbatrice, mais je ne condamne pas pour cela tout sentiment généreux dans le cœur de ceux qui font des vœux pour la cause des patriotes. Je voudrais que nos conquêtes

fussent celles de la raison et de la bienveillance et non pas celles des armes. Rien ne nous défend d'éprouver une généreuse sympathie pour les patriotes de l'Amérique méridionale ; une indifférence méprisante de notre part serait un reproche fondé de leur part contre notre caractère national, et jetterait les fondements d'une haine indélébile.

Il ne s'ensuit pas, je le répète, que nous devions faire cause commune avec eux, et déclarer en conséquence à leur sujet, la guerre à l'Espagne ; ce serait nous injurier également. Quoique je ne craigne pas le résultat, il est plus prudent de laisser les colonies se débattre avec l'Espagne, sans nous en mêler ; et je suis convaincu qu'aucune nation européenne n'interviendra en faveur de cette dernière. Notre pays n'a point de raison d'appréhender une guerre, mais en même-temps, il ne la désire point ; la paix est notre vraie politique, jusqu'à ne pas rendre nos démarches timides et lâches. Ne soyons pas détournés de faire ce qui

est convenable à nous et à nos intérêts, par la crainte d'une attaque injuste et illégitime de la part de l'univers; nous sommes assez forts maintenant pour tenir une conduite juste et raisonnable quant à nous et aux autres, sans nous effrayer des conséquences. Que faut-il donc faire? Je le dis en un mot, *etablir des relations officielles avec les républiques de la Plata et du Chili.* Aucune nation n'aura un juste droit de s'en offenser. Notre usage et celui de tout autre pays est de considérer l'existence d'un gouvernement de fait, comme suffisante pour les projets de communications officielles. Nous n'avons jamais balancé à établir des relations avec les gouvernements révolutionnaires de France, non plus que tous les pouvoirs de l'Europe. Dans la grande communauté des nations, chacune a le droit de choisir le gouvernement ou les gouvernements avec lesquels elle veut établir ses rapports; les autres nations ne sont pas plus admises à s'en offenser qu'un citoyen à s'irriter contre un

espagnole était divisée en trois parties, le roi Joseph sur le trône, les Cortès qui s'efforçaient de le chasser, et les colonies agissant pour elles-mêmes, notre gouvernement refusa de reconnaître un de ces partis. Lorsque les Cortès l'emportèrent, nous reçûmes le ministère de Ferdinand, et reconnûmes le gouvernement *de fait*; mais nous refusâmes de recevoir le ministre des colonies pour deux raisons; d'abord, parce que le débat n'était pas encore proprement à sa fin, et que par des motifs de prudence nous ne pouvions songer à former une union qui pouvait être sans effet; secondement, parce que les gouvernements existants n'étaient peut-être pas assez respectables pour nous mettre avec eux en harmonie avec le respect dû à nous-mêmes. Mais quand ces causes cessèrent, les raisons qui nous défendaient d'établir des relations dûrent cesser aussi, si nous ne regardions pas les patriotes comme déshonorants pour nous. Les différentes provinces de l'Amérique méridio-

nale n'ont point fait cause commune, et par leur distance il était impossible qu'elles agissent ensemble. Le Mexique, Grenade, Venezuela, la Plata, le Chili, se sont tous déclarés de la manière la plus formelle, gouvernements séparés et indépendants; si quelques-uns réussissaient donc à chasser les autorités espagnoles, et à établir des gouvernements de fait, conformément à notre coutume et à nos principes, nous pourrions nous hasarder à établir des relations avec eux, pourvu que nous voyions qu'il y a assez de caractère et de stabilité pour justifier notre conduite et garantir notre prudence.

Une province révoltée, évidemment incapable de se maintenir, ne peut exiger que l'on traite avec elle; mais une nation indépendante, évidemment capable de se maintenir, doit être respectée. Cependant nous avons encore le droit de recevoir et d'entendre la mission d'une province révoltée, sans violer pour cela les lois des nations. Quoi de plus ordinaire que de

voir les sujets révoltés ou le prince déposé d'une nation, fuir les uns chez les autres, et être ouvertement et publiqucment accueillis! Qui entendit jamais parler d'un souverain qui empêchât toutes les nations d'avoir des rapports avec ses sujets révoltés sous peine de violer les lois des nations? On ne manque pas à la plus stricte neutralité en accordant asyle et protection, encore moins en échangeant les égards ou établissant des relations officielles, dans l'intérêt du commerce. Tous les rapports sont-ils défendus ou seulement quelques-uns? Par exemple, jamais personne n'a pensé que le simple commerce avec une colonie ou une province révoltée fût une offense, ou *que cela deviendrait cause légitime de capture*; et s'il est légal de commercer, ne l'est-il pas d'établir telles règles avec les autorités temporaires ou locales, qui peuvent être nécessaires pour la régularisation de ce commerce? Ne pouvons-nous avoir des chargés d'affaires à ce sujet? Ne pouvons-nous rece-

voir les leurs à notre tour; et ne pouvons-nous pas, si nous le jugeons avantageux, conclure des stipulations verbales ou écrites pour régler ces rapports? Que ces agents se nomment consuls, ministres ou commissaires, qu'ils fassent ou non des stipulations ou des traités d'amitié ou de commerce, c'est ce qui importe peu.

Y a-t-il quelques-unes de ces républiques, avec lesquelles nous puissions en sûreté former des relations officielles ou former des traités d'amitié et de commerce? Oui, avec les provinces unies de la Plata. Depuis sept ans elles jouissent librement de tout leur pays; aucune attaque n'a eu et n'aura vraisemblablement lieu pour les reprendre, et après ce laps de temps, si l'Espagne le tentait, elle ne serait considérée que comme injuste aggresseur. Nous ne voyons que le gouvernement de fait; la maxime de l'Espagne, *qui fut colonie sera toujours colonie*, peut être suivie de sa part comme elle pourra; pour nous il nous suffit que dans la Plata, il y ait com-

plette expulsion des autorités espagnoles et un gouvernement existant. Les plus extravagants avocats de l'Espagne, ne prétendront pas que parce qu'elle a ailleurs des colonies révoltées, qu'elle s'efforce de soumettre, que *celles qu'elle est trop faible pour attaquer*, soient regardées comme unies avec le reste et que toutes les nations attendent qu'elle annonce d'une manière formelle, qu'elle ne peut espérer davantage de les subjuguer. D'après ce raisonnement, tant que l'Espagne continuerait à posséder un pouce de terre en Amérique, les colonies devraient être considérées comme en état de révolte.

D'accord donc avec la plus stricte neutralité, nous pourrons reconnaître la Plata, au moins, comme un état indépendant. Par ce simple acte, nous nous assurons à jamais l'amitié de tous les patriotes de l'Amérique méridionale, dont les sentiments sont à l'unisson de ceux de la Plata. Il inspirera de la confiance à tous ceux qui sont engagés dans la querelle; il animera

tout patriote d'un zèle nouveau et rendra leur cause plus respectable à leurs propres yeux au point d'unir davantage les cœurs pour le maintien de leur indépendance. Tel fut le sentiment que produisit la reconnaissance de notre émancipation. Comme la tête naturelle de l'Amérique, il augmentera aussitôt notre importance aux yeux du monde ; l'Espagne peut enfin être amenée à terminer l'horrible effusion du sang humain et à renoncer à une entreprise dans laquelle elle ne réussira jamais. Un arrangement avec les gouvernements patriotes de l'Amérique méridionale, nous permettra aussi de nous arranger pour mettre un terme aux nombreux abus pratiques, dans lesquels notre caractère comme nation, est fortement compromis.

Je viens, Monsieur, d'esquisser rapidement un sujet de la plus haute importance pour les intérêts présents et futurs de ce pays. D'accord avec mes concitoyens, je forme les vœux les plus ardents pour le succès de la cause des patriotes,

tention d'introduire dans les autres pays des principes séditieux, lorsquelles sollicitaient l'amitié de ces mêmes nations, et la reconnaissance de cet acte mémorable pour prendre leur rang.

Le congrès national regarde comme le premier de ses devoirs les plus sacrés, de repousser des inculpations si odieuses et de défendre la cause du pays en publiant les cruautés et les motifs qui ont poussé à la déclaration de l'indépendance. Ce n'est point certainement de sa part une soumission qui remette à un autre pouvoir de la terre la disposition d'un sort qui a coûté à l'Amérique des torrents de sang, et toutes espèce de sacrifices et de douleurs. C'est une considération importante qu'il doit à son honneur outragé et à l'honneur des autres nations.

Nous nous abstenons de recherches sur le droit de conquête, sur les concessions pontificales et sur les autres titres, dont les Espagnols ont appuyé leur domination; il est inutile de reproduire des principes, qui

pourraient susciter des contestations problématiques et faire revivre des questions qui ont eu leurs défenseurs des deux côtés. Nous en appelons aux faits qui forment un contraste douloureux de notre patience avec l'oppression et la cruauté des Espagnols. Nous montrerons l'abîme affreux que l'Espagne ouvrait sous nos pieds et dans lequel allaient se précipiter ces provinces si elles n'avaient opposé le rempart de leur émancipation. Nous donnerons enfin des raisons qu'aucun être raisonnable ne pourra rejeter, à moins qu'il ne se trouve des hommes qui veuillent persuader à un pays de renoncer pour jamais a toute idée de bonheur et d'adopter pour système la ruine, l'opprobre et l'esclavage. Exposons à la face du monde ce tableau, que personne ne pourra considérer sans se pénétrer de nos propres sentiments.

Depuis que les Espagnols se furent emparés de ces pays, ils préférèrent le système d'assurer leur domination, en exterminant, détruisant, et dégradant tout. Les

plans de cette dévastation furent aussitôt posés, continués sans relâche pendant un espace de trois cents années. Ils commencèrent par assassiner les monarques du Pérou, et firent ensuite de même avec les autres gouvernants et chefs qu'ils rencontrèrent. Les habitans du pays, qui voulaient s'opposer à ces barbares irruptions, malgré le grand désavantage de leurs armes, devinrent les victimes du glaive et du feu, et livrèrent leur population aux flammes qui furent allumées partout sans pitié et sans distinction.

Les Espagnols mirent alors une barrière à la population du pays; ils défendirent par des lois rigoureuses l'entrée aux étrangers, limitèrent autant que possible celle des Espagnols eux-mêmes, et la facilitèrent dans ces derniers temps aux hommes criminels, aux soldats comdamnés, à tous les êtres immoraux enfin qu'il leur convenait de chasser de leur péninsule. Ni ces lieux jadis si beaux et changés en vastes déserts par l'extermination des naturels; ni

l'intérêt que devait rapporter à l'Espagne la culture de campagnes aussi fertiles qu'immenses; ni la vue des métaux les plus riches et les plus abondants du monde; ni l'attrait de productions innombrables, les unes inconnues jusqu'alors, les autres précieuses par leur valeur inestimable, et toutes capables d'animer l'industrie et le commerce, en portant la première à son comble et celui-ci au plus haut degré de richesses; ni enfin le remords de laisser plongées dans le malheur les contrées les plus délicieuses du globe, ne furent capables de changer les principes sombres et sinistres de la cour de Madrid. On a dépeuplé des centaines de lieues, on les a rendues incultes d'une ville à une autre. Des peuples entiers ont disparu, ensevelis sous les ruines des mines, sans que ce système exterminateur ait pu être arrêté par les cris lamentables de tout le Pérou, et par les représentations énergiques des ministres les plus zélés.

L'art d'exploiter les minéraux traité avec

négligence et apathie, est demeuré parmi nous étranger aux progrès qu'ont faits les autres connaissances dans les siècles d'illustration parmi les peuples policés. Ainsi les mines les plus riches travaillées comme à la hâte, se sont ensevelie, par l'écroulement des collines sur leurs bases, ou parce que les travaux ont été inondés et puis abandonnés. D'autres produits rares et estimables du pays se trouvent encore confondus avec les autres sans avoir jamais intéressé le zèle du gouvernement; et si quelque sage observateur a voulu publier leurs avantages, il a été reprimandé par la cour et obligé de se taire, pour ne pas nuire à quelques fabrications communes de l'Espagne.

L'enseignement des sciences nous était interdit; on ne nous permettait que la grammaire latine, la philosophie ancienne, la théologie, la jurisprudence civile et canonique. Il en coûta beaucoup au vice-roi D. Joaquin del Pino, pour avoir permis au consulat de Buenos-Ayres l'entretien d'une chaire de navigation; des ordres qui vin-

rent de la cour, fermèrent l'école et défendirent d'envoyer à Paris des jeunes gens pour devenir bons professeurs de chimie et l'enseigner ensuite dans leur pays.

Le commerce fut toujours un monopole exclusif entre les mains des négociants de la péninsule et des consignataires qu'ils envoyaient en Amérique. Les emplois étaient pour les Espagnols; et quoique les Américains y fussent appelés par les lois, ils n'y parvenaient que rarement, et à la condition d'assouvir par des dons immenses la cupidité de la cour. Entre cent soixante vice-rois qui ont gouverné les Amériques on ne compte que quatre Américains; et de six cents deux capitaines généraux et gouverneurs, à l'exception de quatorze, tous les autres étaient espagnols. Il en était proportionnellement de même pour le reste des emplois d'importance, et à peine rencontrait-on quelque mélange d'Américains et d'Espagnols parmi les employés de bureaux.

Ainsi l'Espagne n'épargnait rien pour faire prévaloir en Amérique la dégrada-

tion des naturels du pays. Il ne lui convenait pas qu'ils devinssent savants, parce qu'elle craignait qu'il ne parût des génies et des talents capables de diriger les intérêts de leur patrie et de faire avancer rapidement la civilisation, les mœurs et les dispositions excellentes dont les Américains étaient doués. La population diminuait incessamment, afin qu'elle ne fût point en état quelque jour d'attaquer une domination soutenue par un trop petit nombre de bras pour garder des pays si divers et si éloignés. Les Espagnols faisaient le commerce exclusif, parce qu'ils soupçonnaient que l'opulence nous rendrait fiers et capables d'aspirer à l'affranchissement de leurs vexations. Ils nous refusaient l'aliment de l'industrie, afin que nous n'eussions pas les moyens de sortir de la misère et de la pauvreté; et ils nous excluaient des emplois, afin que les péninsulaires prissent toute l'influence du pays, et formassent les inclinations et les habitudes nécessaires pour nous tenir dans

une dépendance qui ne nous laissât ni penser, ni agir que selon les vues de l'Espagne.

Ce système était soutenu avec inflexibilité par les vice-rois ; chacun d'eux avait l'autorité d'un visir ; leur pouvoir suffisait pour anéantir tout ce qui eût osé leur déplaire ; quelque grandes que fussent leurs vexations, il fallait souffrir avec patience ce que leurs satellites et leurs flatteurs comparaient superstitieusement aux effets de la colère divine. Les plaintes qui se dirigeaient vers le trône, ou se perdaient dans le long chemin des milliers de lieues qu'elles avaient à traverser, ou étaient reléguées dans les cartons de Madrid, par les clients et les protecteurs de ces proconsuls. Non seulement ce système ne fut jamais adouci, mais on n'espérait pas même que le temps le modérerait. Nous n'avions aucune influence soit directe, soit indirecte, sur notre législation ; elle se réglait en Espagne, sans qu'on nous accordât le droit d'envoyer des procureurs pour as-

sister à sa formation et faire les représentations convenables à l'exemple des villes d'Espagne. Nous n'avions pas même cet avantage auprès de l'administration qui pouvait adoucir beaucoup la rigueur de l'exécution. Nous savions que la patience était notre unique ressource, et que pour celui qui ne se résignait pas à tout, le dernier supplice n'était point une peine suffisante; on avait inventé dans ce cas des tourments d'une cruauté nouvelle et inouie, les plus en horreur à la nature.

Les injustices qui firent prendre les armes aux provinces de Hollande pour se détacher de l'Espagne, ne furent ni si grandes, ni si répétées; ni celles qui poussèrent le Portugal à secouer le même joug; ni celles qui réunirent les Suisses sous la direction de Guillaume Tell pour s'opposer à l'Archiduc d'Autriche; ni celles qui excitèrent dans les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale le parti de refuser les impôts que voulait introduire la grande Bretagne; ni celles qui dans beaucoup d'autres

pays que la nature n'avait point séparés de leur métropole, ont fait secouer un joug de fer et constituer l'édifice du bonheur. Et nous, cependant, séparés de l'Espagne par une mer immense, soumis à un climat différent, à des nécessités et à des habitudes distinctes, et traités comme de vils troupeaux de bêtes, nous avons donné l'exemple singulier de la patience au milieu de tant d'humiliation, et d'obéissance, lorsqu'il se présentait les plus flatteuses occasions de briser le joug de nos oppresseurs et de les rejeter de l'autre côté de l'océan.

Nous parlons aux Nations du monde et nous ne pouvons être assez impudents pour nous proposer de les tromper en ce qu'elles ont elles-même vu et senti ; l'Amérique resta tranquille tant que dura la guerre de la succession, et attendait l'issue de la question pour laquelle combattaient les maisons d'Autriche et de Bourbon, afin de partager le sort de l'Espagne. C'était une occasion favorable de se délivrer de tant

pièce ordonnait la formation d'une régence et désignait les trois membres qui devaient la composer. Nous ne pûmes nous laisser soumettre par une nouvelle aussi subite qu'inattendue. Nous commençâmes à éprouver des inquiétudes et la crainte d'être enveloppés dans les mêmes désastres que la métropole. Nous réfléchîmes sur notre situation incertaine et vacillante ; les Français s'étaient déjà présentés aux portes de Cadix et de l'île de Léon ; nous nous défiions des nouveaux régents, inconnus parmi nous. Les Espagnols de la plus haute classe étaient passés du côté des Français, le gouvernement central était dissous et ses membres poursuivis et accusés de trahison dans les papiers publics. Nous connaissions l'inefficacité du décret publié par l'Archevêque de Laodicée et sa nullité de titres pour établir la régence ; nous ignorions si les Français ne s'étaient pas emparés de Cadix, et n'avaient point terminé la conquête de l'Espagne, pendant que l'acte nous était parvenu, et nous doutions qu'un gouver-

nement né des fragments dispersés du précédent n'éprouvât pas aussitôt le même sort. Attentifs aux risques que nous courions, nous résolûmes de prendre à notre charge le soin de notre sûreté jusqu'à ce que nous eussions acquis des renseignements plus certains sur l'état de l'Espagne et que son gouvernement eût pris quelque consistance. Au lieu d'arriver à ce but, nous vîmes la régence tomber aussitôt, et les changements de gouvernement se succéder les uns aux autres dans les temps de la plus grande détresse.

Cependant nous établîmes notre junte de gouvernement à l'instar de celles d'Espagne. Son institution fut simplement provisoire, et au nom du roi prisonnier Ferdinand. Le vice-roi D. Baltasar Hidalgo de Cisueros, expédia des circulaires aux gouverneurs, pour qu'ils se préparassent à la guerre civile et armassent les provinces les unes contre les autres. Rio de la Plata fut aussitôt bloqué par une escadre; le gouverneur de Cordova commença à

server envers nous les lois de ses ordonnances maritimes faites selon le droit des gens, et nous a refusé tout ce que nous accordons à ses vaisseaux pris par nos corsaires. Il a envoyé à ses généraux certains décrets de pardon qu'ils faisaient publier, pour en imposer aux gens crédules et ignorants, et faciliter l'entrée de nos villes; mais en même temps, il leur a donné d'autres instructions secrettes qui les autorisent, après nous avoir occupés, à nous pendre, à nous brûler, à nous piller, à nous saccager, à cacher les assassinats particuliers, et tout le mal possible à faire aux hommes que l'on suppose pardonnés. C'est au nom de Ferdinand de Bourbon qu'on a fait mettre sur les chemins des têtes d'officiers patriotes prisonniers; qu'on nous à fait périr sous le bâton (1); qu'on a lapidé un commandant de troupes légères;

(1) La gazette de Madrid a rapporté ce nouveau genre de supplice avec une sorte de jactance.

et que le vil Centeno, après avoir tué de sa main le colonel Camargo, lui coupa la tête et l'envoya en présent au général Pezuela, en lui mandant que *ceci était un miracle de la vierge du Carmen.*

Un tel torrent de maux et d'infamies nous ont poussés à prendre le seul parti qui nous restât. Nous avons médité mûrement sur notre sort, et appliquant notre attention de tous côtés, nous n'avons vu que les traces des trois éléments qui devront nécessairement la former : l'opprobre, la ruine et la patience.

On eût répété parmi nous les scènes sanglantes de Caracas, de Carthagène, de Quito et de Santa-Fè; nous aurions laissé fouler les cendres de 80,000 personnes qui ont été les victimes de la fureur ennemie, et dont les mânes illustres tourneraient justement contre nous le cri de la vengeance, et nous aurions attiré l'exécration de tant de générations à venir, condamnées à servir un maître toujours disposé à les maltraiter, et qui, par sa nullité sur mer, est tombé

dans l'impuissanee absolue de les protéger contre toute invasion étrangère.

Nous donc, forcés par les Espagnols et par leur roi, nous nous sommes constitués indépendants, et nous consacrerons à notre défense naturelle contre les attaques de la tyrannie notre honneur, nos vies et nos fortunes. Nous avons juré au roi et au juge suprême du monde, de ne point abandonner la cause de la justice; de ne point laisser ensevelir sous des décombres et submerger dans le sang, la patrie qu'il nous a donnée; de n'oublier jamais l'obligation de la sauver des malheurs qui la menacent, et le droit sacré qu'elle a de réclamer de nous tous les sacrifices nécessaires pour qu'elle ne soit pas violée, déchirée et foulée par des hommes usurpateurs et tyrans. Nous avons gravé cette déclaration dans nos cœurs, pour ne cesser jamais de combattre pour elle. Et en même-temps que nous manifestons aux nations du monde les raisons qui nous ont engagés à prendre ce parti, nous tenons à honneur de publier notre



intention de vivre en paix avec toutes et même avec l'Espagne, du moment où elle voudra y consentir.

Fait en la salle du conseil de Buenos-Ayres, le 25 d'octobre 1817.

Dom Pedro Iguacio de Castro y Barros,
Président.

Dom José Eugenio de Elias,
Secrétaire.

ACTE D'INSTALLATION

DU CONSEIL D'ÉTAT

DE LA RÉPUBLIQUE DE VENEZUELA.

En la ville de St.-Thomas d'Angustura, le 10 novembre 1817, septième année de l'indépendance.

Tous les membres du conseil détat, assemblés au palais du gouvernement, d'après le décret du 30 octobre dernier,

S. Ex. le chef suprême, Bolivard, ouvrit la session en prononçant le discours suivant :

MESSIEURS DU CONSEIL D'ETAT,

LORSQUE le peuple de Venezuela rompit les liens oppressifs qui l'enchaînaient à la

nation espagnole, son premier soin, fut l'établissement d'une constitution, basée sur la politique moderne, dont les principes sont la division des pouvoirs et l'équilibre entre les autorités. Proscrivant alors les tyranniques institutions de la monarchie espagnole, il adopta le système républicain plus conforme à la justice et entre les différentes formes républicaines, il choisit la plus libérale de toutes, la forme fédérale.

Les vicissitudes de la guerre, si contraires aux armes de Venezuela, détruisirent la république et avec elle toutes ses institutions ; il ne restait d'autres vestiges de notre régénération que quelques débris dispersés, des défenseurs de la patrie qui, de retour par la nouvelle Grenade et Guiria, rétablirent le gouvernement indépendant de Venezuela. Les circonstances qui accompagnèrent cette nouvelle réaction furent telles, furent si extraordinaires, les mouvements de la guerre si rapides et si terribles, qu'alors il fut impossible de donner

au gouvernement de la républiqne, toute la régularité constitutionnelle que les actes du congrès avaient décrétée à la première époque ; toute la force ou plutôt toute la violence d'un gouvernement militaire suffisait à peine pour contenir le torrent dévastateur de l'anarchie, de l'insurrection, dela guerre, et nulautrepouvoir que la dictature, ne pouvait convenir à des temps si malheureux. Ce fut l'opinion de tous les Venezuelans ; et ils s'empressèrent de se soumettre à ce grand mais terrible gouvernement ; les exemples de Rome furent alors la seule consolation et le seul guide de nos concitoyens.

Le gouvernement de la république ayant disparu, des insurrections partielles soutinrent encore, quoique précairement, ses bannières, mais non son gouvernement ; il avait été entièrement détruit. Dans l'île de la Marguerite, la république reprit une marche régulière mais toujours avec le caractère militaire si malheureusement annexé à l'état de guerre. La troisième période

Venezuelane, n'avait pas jusqu'aujourd'hui présenté un moment aussi favorable, pour mettre l'arche de notre constitution à l'abri des tempêtes. J'ai souffert et je puis dire que j'ai vécu désespéré, tant que j'ai vu ma patrie, sans constitution, sans lois, sans tribunaux, gouvernée arbitrairement, par ses mandataires, sans autre guide que ses drapeaux, sans autre principe que la destruction de ses tyrans et sans autre maxime que celle de l'indépendance et de la liberté. Je me suis efforcé, malgré tous ces obstacles, de donner à ma patrie le bénéfice d'un gouvernement modéré, juste et légal. S'il n'est pas tel, V. Ex. vont en décider; mais mon dessein a été de l'établir.

L'assemblée du 6 mai 1816, à la Marguerite décréta la république de Venezuela une et indivisible; les peuples et les armées qui jusqu'alors avaient combattu pour la liberté ont sanctionné de la manière la plus solennelle et la plus unanime, cet acte qui en même-temps qu'il unissait en un seul,

les états de Venezuela, créait et nommait un pouvoir exécutif sous le titre de chef suprême de la république. Ainsi il manquait seulement l'institution du corps législatif et du pouvoir judiciaire.

La création du conseil d'état va le charger des augustes fonctions du pouvoir législatif, mais non avec toute la latitude que comporte la souveraineté d'un tel corps, parce qu'elle serait incompatible avec l'extension et la force imprimée au pouvoir exécutif, non-seulement pour pacifier et délivrer le territoire de la république, mais pour recréer le corps entier de la république ; ouvrage qui exige des moyens proportionnés à sa grandeur, et la réunion de toutes les forces qui peuvent résider dans le gouvernement le plus concentré. Le conseil d'état ne remplira donc qu'en partie les fonctions du corps législatif ; il aura l'initiative de nos lois, règlements et institutions qu'il jugera nécessaires au salut de la république. Il sera consulté par le pouvoir exécutif avant la mise en exécution

des lois, réglements et institutions décrétées par le gouvernement. Dans tous les cas difficiles, les avis du conseil d'état seront reçus et auront la plus grande influence dans les délibérations du chef suprême.

La haute cour de justice qui forme le troisième pouvoir du corps souverain a déjà été formée et son installation n'a pas eu d'effet parce qu'il m'a paru qu'avant il était nécessaire de consulter le conseil d'état sur une institution aussi importante, sur sa forme et sur les fonctionnaires dignes de remplir d'aussi éminentes dignités.

La haute cour de justice est la première nécessité de la république, par elle seront à couvert les droits et les propriétés de tous. L'innocence et les services des citoyens ne seront plus foulés aux pieds par l'arbitraire d'aucun chef militaire ou civil, le chef suprême lui-même ne pourra leur porter atteinte. Le pouvoir judiciaire de la haute cour de justice, jouira de toute l'indépen-

dance que lui alloue la constitution fédérale de la république de Venezuela.

La formation d'un tribunal de commerce ou corps consulaire a eu lieu, en faveur des affaires de commerce et pour la protection de l'agriculture qui a tant besoin de mesures promptes et urgentes. La création du nouveau consulat vous fera connaître la nature de ce corps utile.

Les provinces libres de Venezuela ont reçu l'organisation régulière que permettaient les circonstances et la position de l'ennemi.

Dans la province de Barcelone, le général de brigade, Tadeo Monagas, a été investi du commandement et des fonctions de gouverneur de cette province qui conserve les limites qu'elle avait antérieurement. Il a des forces suffisantes pour la défendre et la pacifier. Un gouverneur civil est provisoirement chargé des fonctions judiciaires dans cette province qui relèvera immédiatement de la haute cour de justice. Le général Monagas a reçu des instructions



détaillées pour la conservation des biens nationaux, le rétablissement de l'ordre civil dans la province et son organisation.

Le general de division Joseph François Bermudez nommé gouverneur et commandant général de la province de Cumana, est chargé par le gouvernement du double objet de pacifier la province et de délivrer sa capitale. A cet effet, il doit organiser trois ou quatre bataillons d'infanterie et deux escadrons de cavalerie, autant pour expulser les Espagnols du territoire, que pour détruire les factions que la dissidence du général Marigno avait allumées dans cette province. Il mettra toute son attention à rétablir l'ordre, que l'esprit de parti avait altéré et à protéger le commerce, l'agriculture et l'industrie; se conduisant vis-à-vis des Cumanais avec toute la douceur que mérite leur fidélité à la cause de l'indépendance.

L'invincible île de la Marguerite, qui devrait à l'ombre de ses lauriers se délasser dans le repos que procure la paix, a de-

mandé dans ces derniers temps, tous les soins d'un gouvernement paternel. Les victoires des Margaritains ont épuisé leurs ressources, aussi a-t-on ordonné qu'ils fussent approvisionnés en armes et en munitions; l'amiral Brion est spécialement chargé de les leur procurer, heureux de remplir cet agréable devoir envers un peuple qui mérite d'être libre et qui a besoin de la protection de ses frères. L'organisation de la Marguerite est due au brave général Arismendi. Son commandant en chef est en ce moment le général François Etienne Gomez.

Le général Paëz qui a sauvé les débris des armées de la nouvelle Grenade, conserve sous la protection des armes de la république les provinces de Barinas et de Casanare. L'une et l'autre ont leurs gouverneurs politiques et civils et elles ont reçu l'organisation que les circonstances permettaient. L'ordre, la subordination et une bonne police y règnent sur tous les points, et il ne paraît pas que la guerre ait agité ces

belles provinces. Elles ont reconnu l'autorité suprême et lui ont prêté serment. Leurs magistrats méritent également toute la confiance du gouvernement.

La Guyane étant délivrée par les armes venezuelanes, mon premier soin a été l'incorporation de cette province, comme partie intégrante de la République, et la création d'un corps municipal; elle a été divisée en trois départements, dont les limites ont été fixées d'après la connaissance de la nature des localités. Son organisation civile et militaire est constatée par les documents que je présente à votre considération.

Le général de division, Manuel Sedeno, est nommé gouverneur et commandant en chef de la province de Guyane; il est chargé de sa défense, et a pour cet objet deux escadrons de cavalerie, deux bataillons d'infanterie, deux compagnies d'artillerie et la garde nationale.

Dès la seconde époque de la République, la nécessité d'établir un centre d'au-

auquel nous sommes malheureusement ré-duits, demande instamment la convocation d'une junte ecclésiastique, ce à quoi je suis autorisé comme chef d'un Peuple chrétien, que rien ne peut séparer de l'Eglise romaine. Cette convocation à laquelle je me suis décidé après avoir pris l'avis d'ecclésiastiques savants et pieux, remplira de joie l'âme affligée des disciples de Jésus et de nos religieux concitoyens.

Messieurs du conseil d'état,

L'installation d'un corps aussi respectable et tout-à-fait digne de la confiance du peuple, est une époque heureuse pour la nation. Ce même gouvernement, qui au milieu de tant d'horribles tempêtes, de secousses, entre tant d'écueils, n'avait aucun appui, aura dorénavant pour guide, une assemblée d'illustres militaires, magistrats, juges et administrateurs; non-seulement il sera sous la protection d'une force effective, mais encore il sera soutenu

par la première de toutes les forces, l'opinion publique; la considération dont s'entoure le conseil d'état, la confiance qu'il inspirera au peuple, seront le plus ferme bouclier du gouvernement.

Le Conseil d'état est installé.

Ensuite S. Exc. le Chef suprême, conformément au titre 2 du décret de cette formation, nomme les présidents et membres des différentes sections.

En examinant ces choix, vous concevez facilement quelles ont été mes raisons; ils prouvent que les citoyens qui se distinguent dans une carrière, qui y sont parvenus aux premiers emplois et les ont remplis avec gloire dans les circonstances les plus critiques de la République, sont aussi les plus convenables, pour préparer dans chacune des attributions du conseil, les travaux, et donner la première impulsion à ses bienfaisantes délibérations. J'exprimerai en outre le désir que quoique les fonctions du conseil d'état ne soient que consul-

tatives, parce que notre situation politique l'exige impérieusement, afin de laisser aux opérations militaires toute là latitude possible, que la plus complette liberté règne cependant dans les discussions, et que MM. les membres en donnent la preuve dans l'examen de tous les décrets rendus depuis l'occupation de la Guyane, que je présente à leur délibération. Ils vont vous être lus par le secrétaire d'état que S. Exc. le Chef suprême a commissionné pour exercer les fonctions de secrétaire du conseil.

Cette lecture terminée, S. Exc. le Chef suprême, sur la motion de l'intendant général, décide que les membres se placent de suite à leur section respective.

Le Conseil entrera en fonctions le 15 du mois.

Le Chef suprême termine la séance en manifestant sa satisfaction de se voir entouré des plus illustres amis de la patrie, qui animés tous des mêmes sentiments et pénétrés des mêmes principes, concourent



unanimement à appuyer et soutenir le gouvernement. Il demande qu'ils lui prêtent le puissant secours de leurs connaissances, de leurs lumières et de leur expérience, dans les grandes opérations politiques et militaires, qu'il est enfin temps d'entreprendre pour fixer irrévocablement les hautes destinées de la République de Venezuela.

Pour le conseil d'état,

Le secrétaire de service,

J.-C. Perez.

COUP-D'ŒIL

SUR LES SIX PREMIERS MOIS A VENIR

DE L'AMÉRIQUE.

Nous avons, dans deux écrits successifs, peint les événements relatifs à la révolution de l'Amérique, qui depuis neuf mois ont eu lieu dans cette contrée. Parlons aujourd'hui de ceux qui s'y passeront d'ici à quelques mois. Entre nous et nos adversaires, il y a un juge, mais un seul juge, le temps. C'est lui qui donnera à nos paroles respectives leur véritable autorité. Bien malheureux qui dans des affaires d'une telle gravité, ne cède qu'au besoin d'écrire, de publier ses idées, ou celles d'autrui! En vérité c'est bien de nous, c'est bien de livres dont il s'agit, dans



un mouvement qui embrasse un monde entier.

Venons aux faits.

D'ici à quelques mois, l'Amérique du sud sera stérile en événements, hors dans la partie où se combattent entr'eux, Bolivart et Morillo. L'Espagne et l'Amérique apprêtent leurs armes. Le silence qui règne entr'elles est ce silence terrible et plein d'horreur qui précède les combats. Il est digne de remarque que tandis que Bunos-Ayres s'apprête à conquérir le Pérou, de son côté l'Espagne s'apprête à conquérir Buenos-Ayres.

Cette attaque du Pérou n'aura lieu qu'au mois de juin; elle se fera par deux points. Les indépendants partiront du Chili par mer, et le général Belgrano s'avancera par terre. Il doit traverser une partie des Andes. D'un côté il faut du temps pour réunir les moyens d'une expédition maritime: de l'autre il faut attendre que la saison permette le passage de ces mon-

Le résultat de la nouvelle tentative de l'Espagne sera donc :

La ruine pour elle ;

La ruine pour l'Amérique ;

La ruine pour l'Europe et pour tout le monde.

Voilà les nouveaux bienfaits qu'elle prépare. C'est a-peu-près comme pour ses amnisties, dont chaque clause renferme une aggravation. Mais pendant ce temps, s'il s'allume quelque bonne querelle entre les États-Unis et l'Espagne (et comment douter que le rapprochement et la gravité des intérêts ne hâtent une division entr'eux), à qui finiront par appartenir les vaisseaux russes qui se font radouber à Cadix ? A propos de ces vaisseaux, que l'on permette d'observer comme une chose digne de remarque, que l'Espagne va conquérir l'Amérique avec des vaisseaux russes, comme avec de l'argent provenant de la vente des deux ou trois ans qui lui

restent à faire la traite des nègres. Ici, qui joue le beau rôle, de l'Angleterre également humaine et prévoyante, en payant de ses trésors la rançon des nègres, de l'esclavage qui leur était préparé, ou de l'Espagne qui au milieu de l'horreur générale qu'inspire cet abominable trafic, vend avec un stoïcisme imperturbable, les jours qui lui restaient encore pour aller dépeupler les côtes de l'Afrique ? Le vaisseau amiral d'une flotte acquise à pareil prix devrait, comme le champ de l'Ecriture, s'appeler Haceldama, le champ du sang. Au reste, toutes ces discussions sur l'Amérique finiront par la question par laquelle il fallait commencer, et la rétabliront dans son véritable sens. Cette question est celle-ci. *De quel droit l'Europe se mêle t'elle de l'Amérique ?* et cette question en renferme une autre, encore plus élevée, celle de l'indépendance des nations, et des parties du globe l'une à l'égard de l'autre. La force a fait les liens, et non le droit : la force résoudra ce qu'elle

a créé, c'est dans l'ordre. Cette question partira pour la première fois, et avant peu, des États-Unis : elle sera répétée du bout de l'Amérique à l'autre bout de cette contrée. On entendra bientôt les États-Unis, demander pourquoi, lorsqu'ils ne s'ingèrent point dans la réunion de la Norvège à la Suède, de la Belgique à la Hollande, de l'Italie à l'Autriche; de la Pologne à la Russie, de tant de points offensifs à l'Angleterre, pourquoi, lorsqu'ils laissent l'Europe faire tous les congrès qui lui conviennent, il ne serait pas permis à l'Amérique de faire aussi les siens ? Que répondraient ceux que l'on sommerait de montrer les titres qui assujettissent une partie du globe à une autre partie ? qu'opposer de raisonnable, et de fait pour être accepté, à des hommes qui se bornent à dire que chacun doit faire ses affaires chez soi, et qui bornent là leur ambition ? eh bien, voilà inévitablement où l'on arrive. Avant peu cette grande question sera présentée à l'attention du monde, et la

vôix de quelques intéressés ne couvrira pas celle de la nature, de l'équité, et du genre humain.

Toute oppression prolongée conduit inévitablement à ce résultat, celui de l'examen du droit primitif, examen qui tourne toujours à la condamnation de ceux qui opposent opiniâtrément leurs droits factices aux droits primitifs, sources de tous les autres, ceux de la nature. Quelques avis ont annoncé une insurrection de soldatesque contre Christophe, une maladie de Péthion. Aussitôt de voir des gens croire à la reprise de St.-Domingue ! Il y aura bien des chefs nègres où mulâtres, changés ou enterrés auparavant que cela ouvre la porte aux blancs. A un chef noir, succédera un autre chef noir, il n'y aura pas de dynastie de personnes, mais de couleur. Quand les nègres se dévoreraient entr'eux, autre belle ressource ! qui cultiverait? où prendre d'autres agents de culture? Ce n'est donc pas aux troubles de St.-Do-

mingue qu'il ſaut aspirer, mais à son bon ordre, mais à sa police, mais aux produits du commerce, qui sont le résultat de cet ordre, tandis que le désordre, en ruinant l'île, tarira la source de tous les profits qu'on peut encore faire avec elle.

TABLE

DES MATIÈRES.

De l'Imprimerie de C.-F. Patris, rue de la Colombe, n° 4, quai de la Cité.

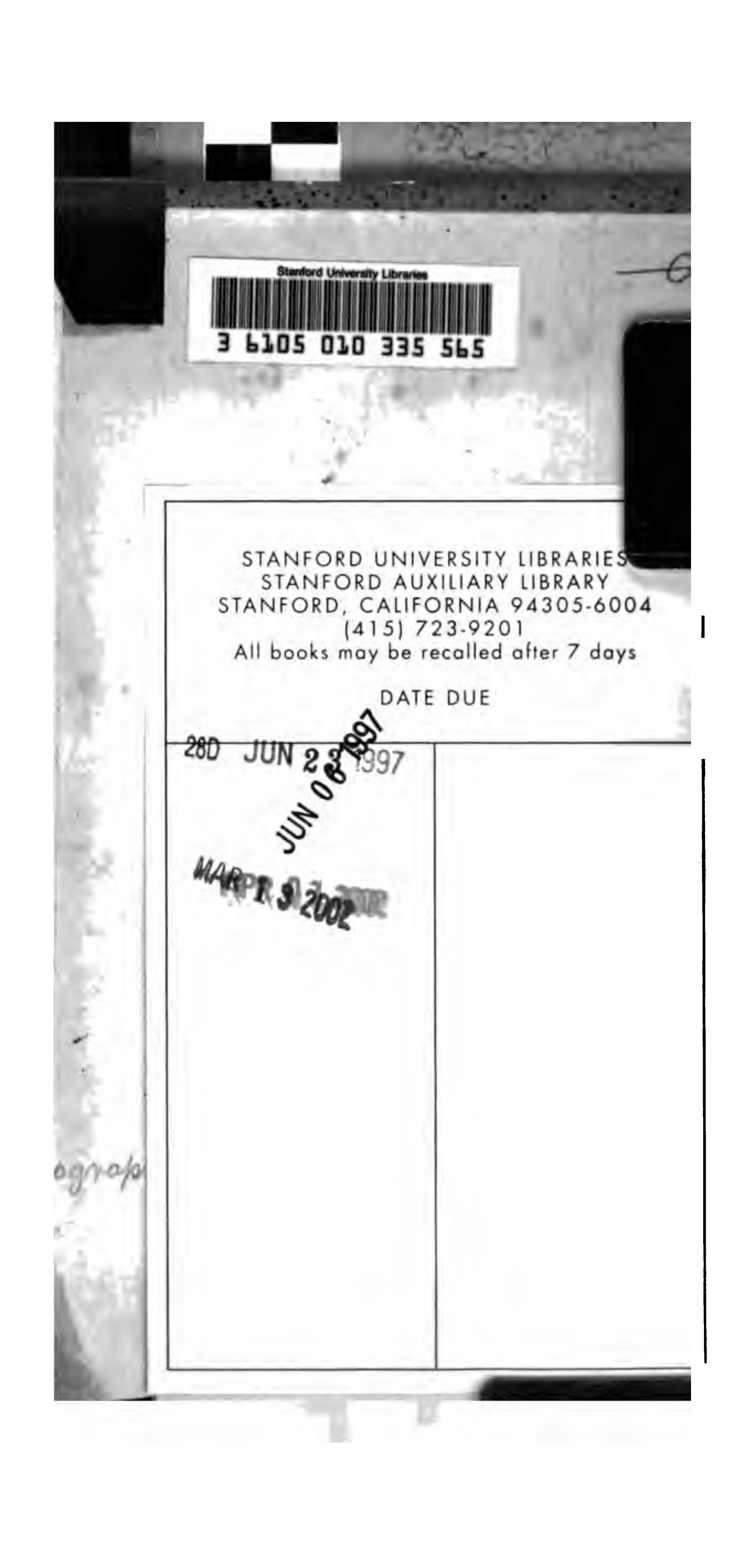
TABLE

DES MATIÈRES.

De l'Imprimerie de [illegible], rue de la Colombe, n° 4, quai de la Cité.







Stanford University Libraries
3 6105 010 335 565